

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13396 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MARDI 23 FÉVRIER 1988

Nouvelle étape à Chypre

L'élection de M. Georges Vassiliou, dimanche 21 février, à la tête de la République de Chypre, est-elle de nature à faire avancer la solution de la « question nationale » autrement dit de la partition imposée par Ankara en 1974 ? On voudrait pouvoir le croire. Le nouveau président a pour lui d'être un homme neuf, indépendant, qui ne s'est pas usé dans le dialogue de sourds entre Grecs et Turcs. Et ses déclarations pendant la campagne électorale permettent de le créditer d'une souplesse que n'avait pas son prédécesseur, M. Kyprianos.

Le nouveau chef de l'Etat ne pose plus comme condition préalable à l'ouverture de pourparlers intercommunautaires le retrait du dernier soldat et des colonies sures de l'île. Certes, ce départ demeure l'objectif principal de Nicosie, ainsi que le retour dans leurs pays des dizaines de milliers de réfugiés chassés par l'occupant, mais ces revendications sont exprimées avec moins de fermeté que par le passé.

Certains diplomates paraissent croire que, du coup, la Turquie pourrait retirer dans un avenir relativement proche quelques six mille des vingt-neuf mille militaires actuellement stationnés dans sa zone.

Un geste de la part de la Turquie serait le bienvenu : même si, avec le temps, on a tendance à l'oublier, l'occupation de 37 % du sol de Chypre et l'expulsion des populations grecques, remplacées par des colons turcs, n'a aucune espèce de justification. Et, depuis lors, Ankara n'a pas fait le moindre geste de conciliation. M. Denktash, chef de l'exécutif de la République turque installée par Ankara, qui est seule à la reconnaître dans sa zone d'occupation, a d'ailleurs partiellement refusé de participer à l'initiative de la Caisse nationale de crédit agricole, M. Edouard Balladur a rassuré les agriculteurs, qui craignaient devoir ajouter à leur endettement pour offrir l'organe central de la banque verte. Le gouvernement a prévu de passer, le 25 février, du haut au cœur de ceux qu'il juge les plus défavorisés dans la France agricole de 1988.

Selon des estimations officielles, 800 millions à un milliard de francs devraient être distribués à l'occasion de cette conférence annuelle. Il est ainsi envisagé d'augmenter de 30 % l'indemnité spéciale montagne (ISM) bovine. Ces aides nouvelles devraient aussi bénéficier aux éleveurs de porc en montagne, aux producteurs de fruits et légumes pour la rénovation de leurs serres et pour la restructuration des vergers. Le soutien pour le transport du lait en montagne doit passer de 0,30 franc à 0,60 franc par litre.

On attend encore des prises en charge d'intérêt pour les producteurs de porc et pour les investisseurs de fraîche date dans le secteur du vin. Des allègements de cotisations sociales pourraient enfin être décidés en faveur des exploitants en difficulté. Autant de mesures éparpillées qui, en tout état de cause, ne pourraient répondre aux vœux du paysan.

ÉRIC FOTTORINO.

(Lire la suite page 39.)

Le soutien aux secteurs en difficulté

Une aide d'un milliard pour les agriculteurs

M. Jacques Chirac devrait annoncer entre 800 millions et 1 milliard de francs d'aides supplémentaires aux agriculteurs en difficulté lors de la conférence agricole extraordinaire, le jeudi 25 février. Les mesures devraient concerner les éleveurs de montagne. Ces décisions interviennent après la fixation du prix de vente du Crédit agricole aux caisses régionales à 7 milliards de francs, une somme conforme au souhait des syndicats de paysans.

La conférence agricole extraordinaire qui aura lieu le 25 février à l'initiative du premier ministre, M. Jacques Chirac, rassemblera fort à une opération de séduction. Deux semaines après le sommet de Bruxelles, et deux mois avant l'échéance présidentielle, le gouvernement veut prendre le pouls des campagnes et gommer les ressentiments qui subsistent à son égard.

En fixant, le 19 février, à 7 milliards de francs le prix de la Caisse nationale de crédit agricole, M. Edouard Balladur a rassuré les agriculteurs, qui craignaient devoir ajouter à leur endettement pour offrir l'organe central de la banque verte. Le gouvernement a prévu de passer, le 25 février, du haut au cœur de ceux qu'il juge les plus défavorisés dans la France agricole de 1988.

Selon des estimations officielles, 800 millions à un milliard de francs devraient être distribués

à l'occasion de cette conférence annuelle. Il est ainsi envisagé d'augmenter de 30 % l'indemnité spéciale montagne (ISM) bovine. Ces aides nouvelles devraient aussi bénéficier aux éleveurs de porc en montagne, aux producteurs de fruits et légumes pour la rénovation de leurs serres et pour la restructuration des vergers. Le soutien pour le transport du lait en montagne doit passer de 0,30 franc à 0,60 franc par litre.

On attend encore des prises en charge d'intérêt pour les producteurs de porc et pour les investisseurs de fraîche date dans le secteur du vin. Des allègements de cotisations sociales pourraient enfin être décidés en faveur des exploitants en difficulté. Autant de mesures éparpillées qui, en tout état de cause, ne pourraient répondre aux vœux du paysan.

ÉRIC FOTTORINO.

(Lire la suite page 39.)

Après une opération commando du FLNKS

Neuf gendarmes pris en otage en Nouvelle-Calédonie

Un commando composé d'une centaine de militants indépendantistes du FLNKS munis de bâtons, de pierres et de cocktails Molotov a attaqué, le lundi 26 février, à 16 heures locales (6 heures en métropole), à Poininditi, sur la côte est de la Nouvelle-Calédonie, un peloton de gendarmes mobiles. Au cours des incidents, dont le déclenchement a surpris les forces de l'ordre, dix gendarmes ont été blessés et neuf autres pris en otage.

NOUMÉA
de notre correspondant

L'intervention de ce commando canaque s'inscrit dans un conflit politico-foncier qui oppose depuis plusieurs semaines les militants FLNKS de la tribu de Titi à la municipalité et à l'administration. Le FLNKS local avait toujours refusé aux autorités civiles le droit de construire l'hôpital prévu à Poininditi. Le terrain choisi, situé en bord de plage, est revendiqué par plusieurs clans de cette tribu, alors que la réalisation de l'hôpital fait partie des réalisations retenues dans le cadre de l'urbanisation de la commune. Plusieurs Canaques occupaient depuis des semaines l'aire litigieuse et ils en avaient fait chasser, la semaine dernière, par les gendarmes, sans incident. Le congrès du FLNKS, initialement prévu à Titi, avait dû être trans-

fé, au dernier moment, dans la tribu de Tiberama (lire page 7).

Lundi, les incidents ont pris un tour très violent et dix gendarmes ont été blessés, dont l'un grièvement. Deux camions de gendarmerie, une jeep et un véhicule 4x4 ont été incendiés et deux engins de travaux publics endommagés. Les militants du FLNKS se sont ensuite retranchés dans la tribu voisine de Titi en emmenant en otage une dizaine de gendarmes qu'ils ont désarmés. Ils ont demandé une entrevue aux autorités locales. Les forces de l'ordre auraient fait usage de grenades lacrymogènes mais sans pouvoir se dégager.

Ces incidents — les plus graves depuis la fusillade de décembre à la tribu de Saint-Louis, près de Nouméa — surviennent au moment où le congrès du FLNKS vient de confirmer sa décision de boycotter de façon « musclée » les prochaines élections régionales.

F. B.

Un nouveau patron pour la SNCF

M. Philippe Essig écarté de la présidence au profit de M. Philippe Rouvoille.

PAGE 39

Deux attentats à Paris

Incendie d'une école maternelle. Charges explosives devant la morgue.

PAGE 44

La répression en Cisjordanie

Quatre Palestiniens tués en deux jours.

PAGE 5

M. Shultz à Moscou

Les droits de l'homme au programme.

PAGE 2

Le sommaire complet se trouve en page 44

La campagne pour les élections du 28 février

Le Sénégal, oasis de démocratie

Des élections présidentielle et législatives auront lieu le dimanche 28 février au Sénégal, pays de tradition démocratique, où le successeur de M. Senghor, le président Abdou Diouf, a institué le « multipartisme ». Le débat sur la politique d'austérité domine largement la campagne électorale.

DAKAR
de notre envoyé spécial

« Où en Afrique, ailleurs qu'ici, peut-on insulter le président et rentrer se coucher ? »

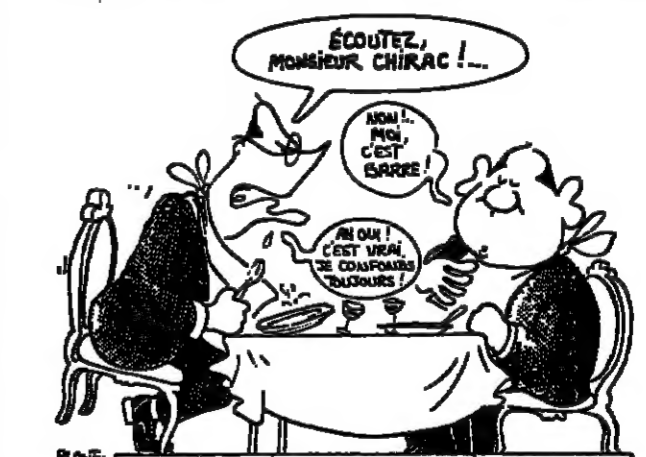
demande vigilement un leader de la formation gouvernementale, le Parti socialiste, candidat aux élections présidentielle et législatives du 28 février. Des insultes, peut-être, des critiques, certainement, à l'égard du président Abdou Diouf, les téléspectateurs sénégalais en sont abreuvés tous les soirs, pendant une heure, depuis le début de la campagne officielle, retransmise avec un labeur soigné d'impartialité sur les petits écrans.

Quel spectacle ! Les candidats ont tous troqué le complet-veston, habituellement porté à Dakar, contre le bouton traditionnel pour s'adresser à leurs partisans, criant

des slogans ponctués de concerts divers. Le wolof, la langue de l'ethnie majoritaire, est généralement utilisé. Mais, quand il s'agit de prendre à témoin l'opinion internationale, censée avoir l'attention braquée sur « la vitrine de la démocratie en Afrique », des tirades entières ont lieu en français. Le discours en langue vernaculaire, qui ne peut exprimer tous les concepts d'une société moderne, est lui-même émaillé de nombreux emprunts à l'ancien colonisateur : « troisième âge », « cour suprême », « classe ouvrière ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.
(Lire la suite page 6.)

Tête-à-tête Chirac-Barre



MM. Raymond Barre et Jacques Chirac se sont rencontrés durant une heure le dimanche 21 février au matin, à l'Hôtel de Ville de Paris. Ce tête-à-tête a permis aux deux candidats de la majorité de faire le point « sur le déroulement de la campagne électorale, la situation générale et les perspectives ». (Lire page 7.)

Inondations catastrophiques au Brésil

Rio sous la boue

Plus de 250 personnes sont mortes à la suite des inondations qui viennent d'avoir lieu dans l'ensemble de l'Etat de Rio-de-Janeiro.

RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant

Quatre heures d'orage et c'est la catastrophe. Rio a expérimenté, une fois de plus ces derniers jours, les dangers de sa topographie et l'incapacité de ses responsables à y remédier. Face aux morts dont la liste ne cesse de s'allonger, aux bidonvilles enterrés sous la boue, aux collines qui menacent de s'effondrer, aux rues détruites par l'orage, les habitants de Rio se demandent aujourd'hui si un tel désastre était évitable ou s'il pouvait — du moins en partie — être évité.

Coincée entre mer et montagne, la ville a un relief difficile mais qui ne lui est pas particulier. De même, nombre de cités situées sous les tropiques souffrent d'orages aussi violents que celui de vendredi soir. Les rivières

improvisées, qui se forment sur les normes (1) à la moindre averse, se déversent sur les bas quartiers avec une force multipliée par la pente en entraînant avec elles une partie du terrain.

Des accidents sont donc prévisibles et ils devraient commander une urbanisation prudente ainsi qu'une maintenance rigoureuse des ouvrages de protection. Or c'est le laisser-faire et l'urbanisation anarchique qui ont prévalu jusqu'à présent. Bien qu'inconstructibles pour la plupart, les collines ont été déboisées et piratées par les pauvres qui y ont multiplié les favelas. Le même phénomène s'est produit à la périphérie sur les sols inondables, le long des rivières.

D'une catastrophe à l'autre, Rio est victime de centaines de minicatastrophes, comme la plupart des villes brésiliennes d'ailleurs.

CHARLES VANHECKE.
(Lire la suite page 2.)

(1) Morte : petit montage-colline isolée.

Le Monde
ÉCONOMIE
Les circuits financiers après le krach

Quatre mois après le krach boursier du 19 octobre, les investisseurs se sont reportés vers des placements plus liquides. Les guichets des banques retrouvent leur attrait. Cependant les établissements financiers français doivent accroître leur productivité d'ici à 1992.

Pages 35 à 38.

Aux JO de Calgary
Le triomphe de Picard

Vingt ans après Jean-Claude Killy, la France a — à nouveau — un champion olympique de ski alpin. Franck Picard est entré doré dans la légende en remportant, le dimanche 21 février à Calgary, l'épreuve du super-géant devant tous les favoris, y compris l'« invincible » Suisse Pirmin Zurbriggen. Après sa médaille de bronze en descente, l'enfant des Saisies (Savoie) est en passe de devenir la star des Jeux.

(Lire pages 14 et 15.)

UMBERTO ECO
« Sémiotique et philosophie du langage »

Le labyrinthe du sens et les patientes techniques de sa mise en perspective. La Sémiotique selon ECO.

Collection Formes Sémiotiques dirigée par Anne Hénaux. 288 pages, 145 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

ISLANDE
geysers et volcans

0147-0223 0-4,50 F
3758147004500 - 02230

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 2 S ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 165 pes. ; G.-B., 80 p. ; Grèce, 180 dr. ; Hongrie, 90 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 285 F CFA ; Suède, 12,60 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

Etranger

La visite de M. George Shultz à Moscou

Le secrétaire d'Etat américain insiste sur la question des droits de l'homme

MOSCOU
de notre envoyée spéciale

L'optimisme était de rigueur dimanche soir 21 février à l'issue de la première journée d'entretiens à Moscou du secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, et du ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, au moins à en juger par l'humeur de leurs porte-parole respectifs, MM. Charles Redman et Guennady Guerassimov. « Les ministres ont fait de bons progrès sur toute la série des sujets à l'ordre du jour », a déclaré M. Redman, qui a qualifié l'atmosphère des entretiens d'« excellente ».

M. Shultz a entamé, lundi, sa seconde journée à Moscou par un entretien avec le premier ministre soviétique, M. Nicolas Ryzkov, avant d'être reçu en fin de matinée par M. Mikhaïl Gorbatchev. Une

dernière séance d'entretiens avec M. Chevardnadze était prévue dans l'après-midi.

Les quatre grands volets des discussions — les conflits régionaux, le désarmement, les droits de l'homme et les relations bilatérales — ont été évoqués dès les premières réunions plénières des délégations qui se sont mises au travail dimanche matin, dans une maison d'hôte du gouvernement soviétique, aussitôt après l'arrivée de M. Shultz d'Helsinki. Puis des groupes de travail ont examiné séparément chacun des thèmes principaux, tandis que les deux ministres poursuivaient leurs conversations en comité restreint. Dans l'après-midi, après « un très bon déjeuner » agrémenté de « toasts chaleureux et hospitaliers », selon M. Redman, les chefs de la diplomatie américaine et soviétique se sont concentrés sur les questions de désarmement avant de passer, dans la soirée, aux conflits régionaux.

M. Shultz a mis à profit la pause du dîner pour rencontrer quelques refugés au domicile du consul américain et pour rendre une visite de près d'une heure à l'académicien Andreï Sakharov. Accompagné de M. Rozanne Ridgway, secrétaire d'Etat adjoint, de M. Max Kampelman, chef de la délégation soviétique aux négociations de Genève, et de l'ambassadeur Jack Matlock, qui a servi d'interprète, M. Shultz a notamment demandé au Prix Nobel de la paix son opinion sur l'éventuelle tenue à Moscou d'une conférence internationale sur les droits de l'homme.

La question de l'Afghanistan

« Il me semble que la précondition à une telle conférence doit être la libération de tous les prisonniers de conscience, ainsi que l'arrêt total de la guerre en Afghanistan », a déclaré le physicien aux journalistes occidentaux à l'issue de l'entretien.

M. Sakharov avait très favorablement accueilli le 8 février la déclaration de M. Gorbatchev proposant un retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan à partir du 15 mai. Il a également expliqué à M. Shultz qu'il était « très important » que l'URSS modifie une législation qui aujourd'hui encore « permet de punir quelqu'un pour ses convictions ». Les efforts entrepris par M. Gorbatchev, a estimé Andreï Sakharov, constituent cependant « un phénomène profond et très sérieux ». « Chaque nouveau discours de Gorbatchev traduit un approfondissement de ce processus », a-t-il dit, avant de rappeler ses propres réticences à l'égard de l'initiative de défense stratégique (IDS).

M. Shultz et sa délégation, selon un officiel américain de haut rang, sont arrivés à Moscou avec l'intention de ne pas minimiser la question des droits de l'homme. « Nous avons l'impression que les améliorations constatées l'an dernier se sont arrêtées », a souligné ce responsable. L'émigration semble maintenant avoir atteint un palier ; il n'y a plus eu de libérations de prisonniers politiques depuis des mois ; le projet de réforme du code pénal demeure très vague. Quant à la réforme du fonctionnement des hôpitaux psychiatriques, on relève, du côté américain, que, si des modifications notables ont été apportées, les responsables qui acceptent, voire décident l'internement des dissidents, sont toujours en place à la tête des établissements psychiatriques.

Les chances de parvenir à cerner un projet de traité sur la réduction de 50 % des armements nucléaires stratégiques à temps pour la visite du président Reagan à Moscou — « entre la mi-mai et début juin », selon M. Redman, — restent « bonnes », estime le ministre américain, en dépit d'un ralentissement déploré aux négociations de Genève.

Très fier de présenter à la presse un petit quatuor de sa composition en anglais sur cette rencontre, M. Guerassimov a formulé la proposition d'usage sur la modernisation des armes nucléaires de l'OTAN en Europe, qui, d'après lui, contredit la logique du traité sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire (FNI). Mais, pour M. Redman, il ne s'agit pas là d'un facteur possible de blocage des entretiens.

SYLVIE KAUFFMANN.

« Visite en France d'un algérien. — Une délégation d'élus algériens est arrivée, dimanche 21 février, à Paris pour une visite d'une semaine en France, au cours de laquelle elle sera reçue par MM. Charles Pasqua et Jean-Bernard Raimond. Cette visite, qui répond à celle effectuée en Algérie en septembre dernier par une délégation d'élus français, s'inscrit dans le cadre des efforts visant à améliorer la compréhension entre les deux pays, indique l'association Franco-Algérie, organisatrice du voyage. La délégation, composée de députés à l'Assemblée nationale, de présidents d'assemblées populaires (conseils généraux) et de présidents d'assemblées populaires communales (maires), est accompagnée de responsables du ministère algérien de l'Intérieur.

AUTRICHE

Un quotidien à grand tirage invite M. Waldheim à organiser un référendum sur son maintien à la présidence

Le « *woi ou le chaos* » du président Kurt Waldheim n'a pas eu l'effet escompté en Autriche. Pour la première fois, le quotidien à grand tirage *Kronen Zeitung* a évoqué le 21 février dans son édition dominicale la possibilité d'une démission du chef de l'Etat. Plus de deux mille personnes ont à nouveau manifesté dimanche à Vienne pour réclamer son départ.

VIENNE
de notre correspondant

« Le peuple doit décider en ce qui concerne la démission du président », titrait dimanche le *Kronen Zeitung*. Avec ses deux millions de lecteurs, soit plus du quart de la population autrichienne, le quotidien avait été jusqu'ici l'un des soutiens les plus solides de M. Waldheim et l'un des principaux véhicules de sa campagne contre le « complot de l'étranger » et « des milieux juifs internationaux ». Estimant qu'une « situation sans précédent exige des méthodes sans précédent », le quotidien suggère que le président demande lui-même l'orga-

nisation d'un référendum et « remette ainsi son destin entre les mains du peuple ».

La Constitution autrichienne prévoit bien une procédure pour destituer le président. Sa mise en œuvre suppose une majorité des deux tiers du Conseil national dont la décision doit être confirmée à la majorité simple par l'Assemblée fédérale comprenant les membres des Conseils national et fédéral et des deux Chambres du Parlement. La destitution du président doit ensuite être approuvée par référendum. En cas d'échec du référendum, le mandat du président est automatiquement reconduit pour six ans. La conséquence en serait la dissolution du Parlement et de nouvelles élections législatives.

Le risque d'une telle procédure est évident pour les adversaires de M. Waldheim. Aucun des grands partis ne veut en prendre l'initiative. Non seulement les socialistes et les conservateurs, qui se partagent le pouvoir, redoutent une campagne qui pourrait aboutir à une polarisation du pays pour ou contre M. Waldheim, mais surtout le résultat d'un référendum paraissait, jusqu'à présent, plus qu'aléatoire et risqué.

mal préparé, d'aboutir au contraire du résultat recherché par les adversaires du président.

Sondages incertains

Les sondages publiés ces derniers jours traduisent un glissement de l'opinion publique, sans que la partie soit encore complètement jouée. Le plus récent, qui porte sur un échantillon de cinq cent vingt-deux personnes, montre que le président Waldheim ne recueille plus que 31 % des intentions de vote. Il avait été élu en 1986 avec un peu moins de 53 % des voix. En cas de nouvelle élection présidentielle, 42 % des personnes interrogées voteraient contre lui. Il reste cependant 25 % d'indécis. Parmi 11 % de ses derniers répondants « plutôt non » à la question de savoir s'ils voteraient pour ou contre M. Waldheim, la marge d'incertitude reste encore élevée.

Les discussions sur la voie à suivre se poursuivent au sein du Parti socialiste et du Parti conservateur, alliés dans une coalition gouvernementale qui navigue sur le fil du rasoir. Pour faciliter une évolution au sein du Parti conservateur et l'amener à faire pression sur M. Waldheim, les socialistes seraient prêts à appuyer, en cas de nouvelle élection présidentielle, un candidat conservateur. Ils craignent en effet de donner l'impression, en faisant campagne contre M. Waldheim, de vouloir « corriger » un résultat électoral en leur défaveur. M. Waldheim est le premier président conservateur depuis 1945. Le vice-président du parti, M. Blocha, a annoncé pour lundi une « prise de position » du parti sur les questions soulevées depuis la remise du rapport des historiens.

Le Parti conservateur, qui a réaffirmé jeudi dernier sa loyauté au président « à l'unanimité », a, pour sa part, les plus grosses difficultés à maîtriser les divergences de vues dans ses rangs. M. Helmut Kuckack, son secrétaire général, n'a pas hésité à dire que l'OeVP ne « pourra certainement pas soutenir le président au prix de sa scierie ». Le président doit s'employer à « combler le déficit de crédibilité par une stratégie d'information », a estimé M. Kuckack, tout en laissant entendre que son parti pourra « prendre ses distances » à l'égard du président en dressant un bilan d'ici à l'été.

WALTRAUD BARLY.

ITALIE

Le pape a béni les Chœurs de l'armée rouge

ROME
de notre correspondant

Un détachement de forces armées soviétiques au Vatican ! Ce n'est pas là un « remake » de la *Stoppa rouge*, mais une paisible scène survenue samedi 20 février dans la salle dite Clémentine du palais apostolique : une centaine de membres des célèbres Chœurs de l'armée rouge, vêtus, comme d'habitude, d'un ensemble à deux tons, ont, devant le pape, offert un petit concert à un Jean-Paul II fort attentif et conscient de l'étrangeté du moment.

Le pape polonais a à plusieurs reprises applaudi les chanteurs, consentant volontiers à une photo de groupe où sa soutane blanche était du plus bel

effet au milieu des uniformes de la majorité des choristes.

Jean-Paul II avait auparavant solennisé la circonstance par un petit discours prononcé en langue russe qui allait un peu au-delà des remerciements de rigueur. « Quand les cultures se rencontrent, a-t-il dit, l'homme rencontre l'homme ; et alors, en toute cordialité et loyauté, croissent les chances du respect mutuel, de la compréhension réciproque et de l'amitié. » Le pape a enfin, en une formule nécessairement un peu complexe vu la circonstance, appelé la bénédiction divine sur les chanteurs, leurs familles, leurs proches et leur pays auquel, a-t-il dit, « j'envoie mon salut et mes vœux de bonheur et de prospérité ».

J.-P. CLERC.

Amériques

BRÉSIL

Rio sous la boue

(Suite de la première page.)

En 1966 et 1967, des inondations semblables à celle du dernier week-end avaient fait des centaines de morts. Mais, depuis, à chaque saison des pluies, le même phénomène s'est répété à une échelle plus réduite, avec son nombre plus ou moins grand de *favelados* victimes de l'incendence du ciel et de la déviation du terrain.

Face à cette situation, la réaction des responsables est souvent la réinvention. Le maire actuel, M. Saturnino Braga, s'illustre plus que d'autres par son fatalisme, malgré la philosophie socialiste dont il se réclame. L'idée s'est imposée qu'il était impossible, dans le cadre économique actuel, de contrôler l'explosion de la ville et d'empêcher les sautes de prendre d'assaut les espaces inoccupés. Au projet de « dévaluation » appliqué pendant un temps par le régime militaire s'est substitué celui d'urbanisation des favelas. Mais ni l'un ni l'autre n'ont été réalisés de façon conséquente et suivie.

Le quotidien de Rio, le *Jornal do Brasil*, a critiqué dans son éditorial du dimanche 21 février une telle réinvention. Il reproche notamment aux dirigeants politiques de pêcher par démagogie en ne s'opposant pas à l'« activité prédatrice » des constructeurs de favelas.

« Différencier ou non ? » La question risque de n'être jamais tranchée. Elle n'est pas seulement économique mais psychologique. Construire des logements de remplacement semble hors de portée et de la volonté des dirigeants actuels. Les favelas eux-mêmes demandent à rester sur place au cœur de la ville, près des emplois et refusent la « déportation » vers d'immenses périphéries.

Où le journal s'insurge à bon droit cependant, c'est quand il constate que les travaux d'assainissement ou de protection les plus élémentaires ne sont même pas réalisés : ouvrages de soutènement des rives les plus menacées ; curage des égouts et des réseaux d'écoulement des pluies ; plusieurs fois par an, Rio reste paralysé pendant de nombreuses heures parce qu'à la suite des averse la principale route d'accès à la ville (et à l'aéroport) est inondée.

En dehors de toute discussion sur la possibilité ou non de contrôler la prolifération urbaine avec le « modèle économique » en vigueur, mettre une autoroute à l'abri des fluctuations de la météo n'est pas une tâche insurmontable pour des administrateurs compétents. Rio est toujours en quête d'élus dignes de l'ère.

CHARLES VANHECKE.

ÉTATS-UNIS

Nouveau scandale chez les « télévangélistes »

Moins d'un an après la chute de Jim Bakker, un précheur de la télévision américaine déchu de son statut ministériel à la suite d'un scandale sexuel, son accusateur, Jimmy Swaggart, autre « télévangéliste » de renom, est, à son tour, pris en faute. Accusé d'avoir fréquenté une prostituée, il a confessé, dimanche 21 février, à Baton Rouge, en Louisiane, devant plusieurs milliers de fidèles en pleurs, qu'il avait péché : « Je n'ai pas l'intention de m'autoinduire ou d'appeler ce péché une erreur. Je vais abandonner cette chair pour une période indéterminée, et je me remettrai entre les mains de Dieu ».

Les années de Jimmy Swaggart, ce précheur pentecôtiste de cinquante-deux ans, cousin du chanteur de rock Jerry Lee Lewis, ont commencé la semaine dernière lorsque la hiérarchie de son mouvement l'Eglise des assemblées de Dieu est entrée en possession de photographies le montrant extant et sortant d'un

motel avec une prostituée. Selon la chaîne de télévision ABC, les photos auraient été transmises par un autre « télévangéliste », Marvin Gorman, exclu de la secte pour adultère, sur la foi d'accusations émanant, semble-t-il, de M. Swaggart.

Le zèle accusateur de M. Swaggart risque de lui coûter cher. S'il ne trouve pas une explication convaincante ou ne convainc pas ses ouailles de son repentir, il devra renoncer à diriger son réseau de télévision religieuse, qui rapporte, bon an mal an, 140 millions de dollars.

Une affaire en tout cas qui ne fera pas plaisir au candidat à l'investiture républicaine pour la prochaine élection présidentielle, Pat Robertson. Ancien « télévangéliste » lui-même, il s'est mis à la retraite volontairement pour rompre avec un milieu trop controversé, et non sans avoir été accusé d'avoir fait un enfant à sa femme « avant le sacrement du mariage ».

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. MONDIPR (1) 45-23-94-51
Tél. (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter
du 10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les Relations du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wauts.

Rédacteur en chef :
Daniel Verne.

Correspondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél. (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 266 136 F

ABONNEMENTS PAR MINTEL
36-15 - Tapez LEMONDE, code d'accès ABO
365 jours par an, 24 heures sur 24

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 280 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE

687 F 1 357 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'indiquer tous les sous-projets ou capitaux d'engagement.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57437
ISSN : 0395 - 2057

Journal

Europe

ESPAGNE : nouveau secrétaire général du Parti communiste

M. Julio Anguita s'est fait prier pour succéder à M. Gerardo Iglesias

MADRID de notre correspondant

Le Parti communiste espagnol a enfin un nouveau secrétaire général : le dirigeant andalou M. Julio Anguita. Mais le moins qu'on puisse dire est que l'opération n'aura pas été sans mal, et que les péripéties de son élection ont plongé dans la confusion la plus totale le douzième congrès du PCE, qui s'est tenu à Madrid, du 19 au 21 février.

Dès le premier jour, le problème de la succession était au centre des débats : le secrétaire général sortant, M. Gerardo Iglesias, avait, en effet,

confirmé lors de la lecture de son rapport d'activité, qu'il n'entendait pas se présenter, et que sa décision était sans appel. Aussi, deux des délégations les plus importantes, celles de Madrid et de Catalogne, proposaient à la tribune un successeur : M. Anguita, qui jouissait apparemment de l'appui d'une large majorité des délégués.

Mais ce qui aurait pu être une succession sans histoire allait se transformer rapidement en un véritable vaudeville, du fait des péripéties de l'élection. « Ma décision de ne pas accepter ce poste est irrévocable, même si le monde devait

s'écrouler », affirmait avec assurance M. Anguita le vendredi. Le samedi, toutefois, il se montrait disposé à « se sacrifier » pour le parti. Après de nouvelles hésitations, il était finalement élu secrétaire général aux premières heures de ce lundi 22 février.

L'attitude du secrétaire général pressenti semblait faire partie d'une stratégie bien définie : M. Anguita n'était apparemment disposé à accéder à la tête du parti qu'à condition de disposer des pleins pouvoirs, ou en tout cas d'une totale autonomie face à l'appareil du PCE. Ainsi, une première liste de candidats au nouveau comité central fut rejetée par le congrès à une majorité des deux tiers, sous la pression des partisans de M. Anguita, qui le jugeait peu favorable à leur chef de file. La seconde liste fut finalement acceptée... bien qu'elle ne fût pas très différente de la première.

La tâche la plus urgente de M. Anguita sera sans doute de dissiper l'impression d'embrouillement qu'a donnée ce douzième congrès. Une impression d'autant plus fâcheuse que le parti semble aujourd'hui un peu quant à la stratégie politique à suivre.

La quasi-totalité des participants au congrès, approuvant la politique « de convergence » consistant à intégrer le PCE au sein d'un mouvement social plus large rassemblant toutes les forces sises à la gauche des socialistes. Une politique à laquelle adhèrent d'ailleurs tout autant M. Anguita que M. Iglesias, le premier devant désormais démontrer qu'il est réellement mieux à même de mener à bien que son prédécesseur.

Th. M. THIERRY MALINAK.

CHYPRE : sorti vainqueur d'un scrutin très serré

Le nouveau président, M. Georges Vassiliou, veut donner la priorité « à la solution du problème national »

NICOSIE de nos correspondants

Le « nouveau venu » a gagné. M. Georges Vassiliou, candidat indépendant soutenu par le Parti communiste Akel, sera le troisième président de la République de Chypre depuis l'indépendance de l'île en 1960. Il est sorti, dimanche 21 février, vainqueur du scrutin très serré qui l'opposait au candidat de la droite conservatrice, M. Glafcos Clerides. Dix mille voix environ sur 360 000 électeurs séparés, en effet, les deux hommes. M. Vassiliou obtient 31,63 % des suffrages contre 48,37 % à son adversaire. Le nouveau président élu ne prendra toutefois ses fonctions que le 28 février, jour où M. Kyprianou, président de l'île depuis 1977 et éliminé de la course pour un troisième mandat dès le premier tour de l'élection, lui passera les pouvoirs.

Dès la proclamation officielle des résultats, lundi à l'aube, M. Georges Vassiliou a, dans un discours télévisé, affirmé que le but de son gouvernement serait « d'édifier des bases solides pour réunifier le peuple chypriote ». « Nous avons, a-t-il déclaré, la volonté et la force pour obtenir une solution juste et viable du problème national, qui soit fondée sur le retrait des troupes et des colons turcs, le retour des réfugiés dans leurs foyers et le respect des libertés fondamentales et des droits de l'homme ».

S'adressant particulièrement aux Chypriotes turcs qui n'étaient pas concernés par ce scrutin, M. Vassiliou les a assurés qu'il multiplierait ses efforts pour aboutir à un rapprochement. « Nous considérons, a-t-il dit, nos compatriotes chypriotes turcs comme citoyens de la République de Chypre, et nous allons solliciter leur pleine collaboration pour restaurer l'esprit de confiance nécessaire à la solution du problème national ».

C'est sur cette question prioritaire pour les électeurs que le président élu sera sans doute jugé, et il est significatif que les Chypriotes grecs aient désigné pour sortir de l'impasse actuelle la seule figure nouvelle qui ait émergé sur la scène politique locale depuis les premières luttes pour l'indépendance il y a plus de trente ans.

« Tous unis »

Le résultat très serré du scrutin a fait craindre toute la soirée des incidents entre les supporters déchaînés des deux candidats qui ont appelé à tout à leur calme leurs partisans. Reconnaissant sa défaite dès le milieu de la nuit, M. Clerides avait affirmé dans une brève déclaration radiodiffusée que chacun devait « respecter la décision du peuple » et que l'important était de « maintenir un climat serein pour faire face aux dangers qui menacent Chypre ». Pour sa part, M. Vassiliou,

qualifiant son succès de « victoire du peuple et de la démocratie », avait déclaré : « Il n'y a ni vainqueur ni vaincu. Tous unis nous devons avancer dans la lutte pour sauver Chypre ».

Quelques échauffourées se sont pourtant produites, avenue Makarios notamment, où les électeurs de M. Clerides se sont rués sur des voitures aux couleurs du président élu, brisant glaces et pare-brise. La police anti-émeutes, en treillis camouflés, a dû intervenir pour calmer les esprits et les choses sont très vite rentrées dans l'ordre.

La campagne parfois violente menée par M. Clerides et ses partisans entre les deux tours pour exalter « les dangers du communisme »,

représenté selon eux par M. Vassiliou, n'a pas eu tout le succès escompté, et il semble bien que le profil d'homme d'affaires « multi-millionnaire » de M. Vassiliou ait réussi à convaincre les plus réticents qu'il n'était décidément pas l'homme de la faucille et du marteau.

Les vingt-cinq mille bulletins blancs - chiffre élevé pour Chypre où, le vote étant obligatoire, 95 % des électeurs se sont rendus aux urnes - sont toutefois la preuve que 7 % environ de l'électorat ont refusé de choisir entre l'ultra-droite qui soutenait M. Clerides, et le PC qui appuyait M. Vassiliou.

FRANÇOISE CHIPAUX et DIMITRI ANDREOU.



peler aujourd'hui que le sens du devoir, à l'origine de son engagement politique, lui vient de son père.

Cet homme à l'allure jeune, aux yeux pleins de jeunesse, jusqu'à sa décision de briser la magistrature suprême, le Bureau de recherches en marketing du Moyen-Orient, institut spécialisé en études de marchés et services de consultants, qu'il avait créé et qui possède maintenant des bureaux dans onze pays. Le building de verre de douze étages édifié sur une colline dominant Nicosie, qui abrite l'institut, témoigne de la réussite de son fondateur.

Pau connu encore des milieux politiques internationaux, M. Vassiliou a visé, dans le cadre de sa campagne électorale, les États-Unis, la France - où il a rencontré notamment MM. Chevènement, Rocard et Lajoinie, ainsi que des représentants du Quai d'Orsay - la Grande-Bretagne et, bien sûr, la Grèce, partenaire indispensable.

F. C. et D. A.

Le « calife rouge »

MADRID de notre correspondant

Le « calife rouge » : c'est ainsi que tant ses partisans que ses adversaires surnomment M. Julio Anguita. Une appellation qui évoque les premières fonctions publiques de cet enseignant de quarante-six ans à la barbe fournie, né à Fuencarral de père militaire : celles de maire de Cordoue.

C'est en 1979 que M. Anguita, militant du PCE depuis 1972, accéda pour la première fois à la municipalité de l'ancien siège du califat, avec l'appui conjoint de son parti et des socialistes. Quatre ans plus tard, ces derniers, inquiets devant la popularité croissante de ce maire communiste, allaient tout faire pour empêcher sa réélection. Mais le « calife rouge »

obtint la majorité absolue, avec l'appui cette fois de son seul parti. Ce fut la seule mairie d'une capitale de province remportée par le PCE.

M. Anguita, tribun populaire plutôt qu'homme de parti, dispose d'un précieux avantage par rapport à ses pairs du PCE : un charisme populaire qui lui assure une audience électorale allant bien au-delà des militants de sa formation. Ce n'est pas pour autant un modéré, bien au contraire : il est partisan d'une politique d'affrontement radical avec le Parti socialiste, qu'il qualifie de « formation de droite », et certains de ses compagnons de parti critiquent à cet égard son « fondamentalisme ». Une tendance au radicalisme que ses nouvelles fonctions l'amèneront peut-être à tempérer.

Th. M.

A TRAVERS LE MONDE

Ethiopie Six médecins et infirmières étrangers ont été enlevés

Six médecins ou infirmières appartenant à deux organisations humanitaires opérant en Ethiopie ont été enlevés, jeudi 18 février, dans la province du Tigré, à-on appris dimanche auprès de la section belge de Médecins sans frontières (MSF). Deux médecins belges, Germaine Hanquet (vingt-six ans) et Michel Morneau (vingt-huit ans), une infirmière hollandaise, un médecin français de l'organisation « Concern » et deux sœurs infirmières d'une mission catholique ont été enlevés sans doute par un commando du Front populaire de libération du Tigré (FPLT) à Daga-Hamas, à 200 km au sud d'Asmara sur la route de Mekki. Selon les informations dont dispose MSF-Belgique, les personnes enlevées seraient en bonne santé mais, du fait des problèmes de liaison entre Daga-Hamas, la ville d'Asmara et la capitale éthiopienne, on ignore les détails et circonstances de l'enlèvement.

L'équipe de MSF-Belgique d'Idaga-Hamas avait été renforcée récemment pour mieux satisfaire aux besoins nutritionnels de la population locale. Pour sa part, le FPLT a déjà à plusieurs reprises enlevé des étrangers, qui ont tous reparu sans dommages au Soudan voisin, après quelques semaines d'enlèvement, leur ayant permis - sous bonne garde - de visiter les régions libérées. Le but de ces enlèvements estiment les observateurs, pourrait être d'attirer l'attention des organisations de secours étrangères, sur les besoins de ces régions. — (AFP.)

● HAITI : départ de Bernard Sansario. — Accusé d'avoir dirigé un mouvement armé à Haïti, Bernard Sansario, a quitté, samedi 20 février, l'ambassade d'Argentine, où il s'était réfugié au mois d'août dernier, pour rejoindre Miami. Opposant au régime des Duvalier père et fils, Bernard Sansario avait organisé un débarquement malheureux d'indigènes haïtiens dans l'île de la Tortue en janvier 1982. Au mois d'août, il avait été accusé par les autorités militaires d'avoir ouvert le feu contre des soldats et un juge. — (AFP, Reuters.)

● TCHÉCOSLOVAQUIE : huit responsables sanctionnés dans une affaire de corruption. — Deux hauts responsables communistes, dont un ancien vice-ministre de l'Intérieur, M. Jan Kovac, ont été exclus du parti, et seize autres se sont vu infliger un blâme par le présidium du Parti communiste tchécoslovaque, a annoncé samedi 20 février le quotidien du PCT Rudé Právo. Ces mesures disciplinaires ont été décidées à la suite du scandale Babinsky, une vaste affaire de corruption impliquant de nombreux responsables communistes. M. Babinsky, alors président d'une coopérative commerciale, a été condamné à quatorze ans et demi de prison en juin dernier pour « vols de biens socialistes », selon le rapport officiel. — (AFP.)

Pologne Tentative d'intimidation contre Solidarité

La police polonaise a procédé le vendredi 19 février et le samedi 20 à une opération d'intimidation contre les milieux d'opposition, arrêtant sept des dix membres de la direction nationale du syndicat dissous Solidarité (KKW), alors qu'ils s'apprêtaient à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir. Soucieux apparemment de ne pas donner trop de retentissement à l'affaire, les forces de sécurité à se rendre à Gdansk pour débattre de la situation dans le pays après les hausses de prix intervenues au début du mois. Les syndicalistes appréhendés, parmi lesquels figurent M. Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyniuk, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, et Zbigniew Bujak, ont tous été relâchés dimanche soir

LETTRE OUVERTE AU PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL DE SCHNEIDER S.A.

Le 19 février 1988

Monsieur le Président-Directeur Général,

Les cadres de Direction de TELEMECANIQUE ont été choqués par vos déclarations relatives à la mauvaise information du personnel de TELEMECANIQUE.

Ils tiennent à vous faire savoir qu'ils ont pris le plus grand soin à examiner les arguments que vous avez développés et à les confronter à ceux développés par le Directoire.

Ils n'ont pas trouvé matière à modifier leur point de vue. En plein accord avec la stratégie du Directoire à l'élaboration de laquelle ils ont largement contribué, l'encadrement de TELEMECANIQUE a donc informé le personnel de l'Entreprise sur les circonstances de votre OPA et sur vos arguments.

Ils tiennent à vous informer qu'une très longue pratique de la concertation dans TELEMECANIQUE leur permet d'avoir un dialogue ouvert et confiant avec le personnel. Face aux événements que vous avez provoqués, il n'y a donc pas "mauvaise information" comme vous le suggérez dans les médias, mais au contraire, une information complète et précise sur la situation nouvelle créée par votre OPA inamicale. L'information du personnel a en particulier porté sur les conséquences de votre projet pour l'avenir de TELEMECANIQUE et sur son climat social, facteur déterminant de sa réussite.

Ni jaloux, ni méchantes langues, ni médisants, ni envieux, les membres de Direction Générale et les cadres de Direction pensent d'abord à l'intérêt supérieur de TELEMECANIQUE, de ses salariés et de ses partenaires.

Enfin, sachez que la polémique judiciaire que vous avez provoquée autour d'un instrument de la participation du personnel a décrédibilisé aux yeux du personnel vos promesses "apaisantes".

Ce courrier est transmis directement à vos principaux actionnaires, Monsieur ALBERT d'AGF, Monsieur BEBEAR d'AXA, Monsieur ESKENAZI de PARFINANCE et Monsieur FRANÇOIS-PONCET de PARIBAS, afin qu'ils soient eux aussi correctement informés de la position de TELEMECANIQUE.

Vous priant de bien vouloir apporter la plus grande attention à cette présente, recevez, Monsieur le Président-Directeur Général, nos salutations distinguées.

LES CADRES DE DIRECTION TELEMECANIQUE

- Les membres de Direction Générale,
 - Les Directeurs de Filiales,
- Les Etats-Majors des Divisions Industrielles, Commerciales et des Directions Fonctionnelles ainsi que leurs collaborateurs immédiats,
- Les Directeurs d'Etablissements et d'Agences.

Asie

Le Paris de la
révolution sur la
révolution

Le jour seul cont
le jour S

Paris-Tokyo

Je tiens à vous

مكتبة العصر

Asie

AFGHANISTAN : la recherche d'un règlement

Les partis de la résistance s'accordent sur la composition d'un gouvernement intérimaire

PESHAWAR
de notre envoyé spécial

« Une coalition avec les communistes ? Mais alors chaque moudjahidin pourrait se demander : « Pourquoi, contre qui et à quel coût ? » Pourqu'il plus de un million de morts afghans ? » Cette réflexion qui émane d'un proche collaborateur du professeur Rahgani, le chef du Jamiat-Islami, principale formation modérée de l'Alliance des sept partis politiques de Peshawar, traduit probablement un sentiment majoritaire au sein de la résistance afghane.

Les moudjahidins suivent sans beaucoup d'illusions les initiatives diplomatiques qui se succèdent à un rythme accéléré depuis deux semaines. Ils craignent que la raison d'être de leur combat soit volontairement ignorée face à la volonté des grandes puissances d'aboutir à un accord sur le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan. La plupart de leurs représentants démentent en effet les suppositions quant à la sincérité de l'Union soviétique. Ils constatent notamment qu'à l'intérieur de l'Afghanistan, aucun signe tangible ne vient accréditer une quelconque volonté de retrait. Des affrontements sporadiques se poursuivent dans plusieurs provinces, notamment dans les régions de Herat et Kandahar, et, selon certaines informations, une certaine d'aviation de combat seraient arrivés à Kaboul au cours des deux derniers mois. Deux nouvelles « tentatives de sécurité » auraient d'autre part été installées autour de la capitale afghane au cours de la même période.

Soumis à de fortes pressions de la part des autorités pakistanaïses, qui doivent tenir compte du souci de Washington de respecter le calendrier prévu (début des négociations de Genève, le 2 mars, et début du retrait, le 15 mai), les partis politiques de Peshawar sont parvenus à un accord sur la composition d'un gouvernement intérimaire. C'est-à-dire homogène, c'est-à-dire qu'il ne comporterait pas de représentants du Parti communiste afghan au pouvoir à Kaboul, mais inclurait diverses personnalités indépendantes qui, bien que n'ayant pas participé directement à la lutte militaire, sont considérées comme représentatives du peuple afghan. Les

moudjahidins savent que l'annonce de cette liste n'est pas de nature à accélérer le processus de négociation, au contraire.

Course de vitesse

L'URSS qui, de facto, déjà reconnu son échec militaire, n'est apparemment pas prête à accepter une défaite politique en tirant un trait sur ses capacités d'influence au sein du futur gouvernement. Les représentants de la résistance afghane rappellent que leur combat a commencé bien avant l'entrée des troupes soviétiques et qu'il était dirigé contre les gouvernements pro-soviétiques installés à Kaboul. Les autorités pakistanaïses, de leur côté, sont également engagées dans une course de vitesse pour respecter le calendrier des négociations et ne pas prêter le flanc aux critiques soviétiques, selon lesquelles Islamabad cherche à ralentir le processus en cours. Le ministre pakistanaï des affaires étrangères, M. Zahir Mohtasham, résume qu'une « guerre civile sanglante » éclatera si la signature des accords de Genève n'est pas accompagnée de la formation d'un gouvernement intérimaire, mais de précédentes déclarations du chef de l'Etat entretiennent l'ambiguïté quant à l'ordre des priorités.

Le général Zia a récemment évoqué les « sanglantes » que devra porter l'accord pour la formation d'un gouvernement des moudjahidins. A Peshawar, on annonce de source officielle que les pourparlers entre les autorités pakistanaïses et le Haut Commissariat pour les réfugiés des Nations unies sont en cours pour prévoir les modalités de retour des quelque 3,2 millions de réfugiés afghans installés au Pakistan. Sur ce point, notamment, on constate un décalage profond entre la dynamique engendrée par la volonté des grandes puissances d'aboutir à un accord et la détermination des représentants du peuple afghan : les réfugiés, assurent ces derniers, ne renonceraient leur pays que lorsqu'ils recevront le « feu vert » de leurs représentants. Or, ceux-ci affirment que, en retour, ne sera pas le cas de la part de la part, le départ des Soviétiques et celui des communistes du gouvernement de Kaboul.

LAURENT ZECCHINI

CAMBODGE : un message au peuple khmer

« Je lutte seul contre tous » affirme le prince Sihanouk

Pékin (AFP). — Le prince Sihanouk a adressé un message à son peuple à l'occasion du nouvel an lunaire, dans lequel le chef de la résistance antivietsnamienne a réitéré son refus de retourner à Phnom-Penh sans démantèlement préalable du régime actuel.

Dans un long télégramme, le prince Sihanouk assure aux sept millions de Cambodgiens qu'il ne « pardonnera jamais les crimes » des Khmers rouges, principale force de la coalition antivietsnamienne. « A l'heure actuelle, je dois lutter seul contre tous », ajoute l'ancien souverain, faisant référence à ses différends politiques avec ses alliés Khmers rouges et « Khmers bleus » de M. Son Sann et à l'échec de ses récentes négociations en France avec M. Hun Sen, premier ministre du régime prouvienamien de Phnom-Penh.

Le gouvernement vietnamien refuse de discuter de ce problème.

● Les ventes d'armes chinoises aux pays du Golfe. — Quelque 65 % des armes reçues l'année dernière par l'Irak ont été fournies par la Chine, qui en a retiré un bénéfice de 1 milliard de dollars (environ 8 milliards de francs).

Selon des responsables américains, qui ont reçu l'annonce, la Chine a vendu pour 7 milliards de dollars d'armes à l'Irak et à l'Irak depuis 1979. Le service de recherches du Congrès américain parle lui d'une somme de 7,3 milliards de dollars entre 1979 et 1986. — (AP.)

avec moi », constate le prince Sihanouk, en soulignant que le refus s'est maintenu « même si je démissionne de la présidence », décision qu'il avait annoncée le 30 janvier. Le prince réitère qu'il « rejette l'offre » de M. Hun Sen de revenir « pour l'instant » à Phnom-Penh, « soit pour y être nommé chef de l'Etat », soit pour y revoir son peuple. Un tel retour reviendrait, dit-il, à « tomber dans le piège grossier » tendu par le Vietnam « colonisateur » et ses « valets » de Phnom-Penh, qui feraient, selon lui, du Cambodge « une colonie à vie du Vietnam et un satellite pour toujours de l'Union soviétique ».

Son retour au Cambodge, pour lui, ne pourra se faire que dans le cadre de la formation d'un gouvernement quadripartite, comprenant toutes les parties cambodgiennes, qui organiserait des élections sous supervision internationale.

● Attentats terroristes au Pendjab. — Des extrémistes sikhs ont tué dix membres d'une même famille et vingt autres personnes dans une série d'attentats lancés au Pendjab en l'espace de vingt-quatre heures, a annoncé samedi 20 février la police indienne.

Dans le village de Sansara, à une trentaine de kilomètres d'Amritsar, sept terroristes ont fait sortir de leur lit un couple, leurs quatre fils, leurs deux filles, et deux parents. Ils les ont abattus et ont mis le feu aux cadavres. — (Reuters)

Proche-Orient

A quatre jours de l'arrivée de M. Shultz

La Cisjordanie a de nouveau été le théâtre de graves affrontements (quatre tués)

JÉRUSALEM
de nos envoyés spéciaux

Faut-il y voir le prélude à la flambée de violence redoutée à l'occasion de la visite, cette semaine en Israël, du secrétaire d'Etat américain ? Toujours est-il que, à quatre jours de l'arrivée de M. George Shultz à Jérusalem, la Cisjordanie a de nouveau été le théâtre d'affrontements graves entre les manifestants et l'armée. Le week-end s'est soldé par le mort d'un moins quatorze Palestiniens — dont un garçon de douze ans — et une vingtaine de blessés, lors de heurts aussi brefs que sporadiques que rappellent.

Ramallah, dimanche, 11 heures. La petite église orthodoxe de la ville jouxte une mosquée. La messe à peine terminée, des slogans retentissent dans la rue, scandés par de jeunes filles. Un peu plus haut, dans un dédale de ruelles au sol jonché de pierres, des adolescents se rassemblent, visage masqué par le célèbre keffiyeh rouge et blanc. En face d'eux, une vingtaine de militaires. Les premières pierres volent ; la riposte arrive sous forme de grenades lacrymogènes. Les soldats chargent et interpellent un jeune Palestinien qu'ils libèrent peu après. Au moment de la charge, un officier se précipite en hurlant sur un de ses hommes : « On ne tire pas ! On ne tire pas ! ». Le calme revient en quelques minutes.

Excès et cour martiale

Il est vrai que la veille, des incidents similaires, au même endroit, s'étaient conclus par la mort d'un Palestinien de vingt ans. Abdallah Atta a été tué de deux balles en pleine tête. Selon les témoins palestiniens de la scène, un garde-frontière a tiré depuis sa jeep sur le jeune homme qui se trouvait à moins de 2 mètres. Abdallah Atta a une partie de la boîte crânienne emportée, comme le montrent les radios prises quelques minutes plus tard à l'hôpital de Ramallah.

Pour le docteur Saiti, directeur de l'établissement, de tels dommages « ne peuvent être causés que par un projectile tiré de près, à très courte distance ». Les soldats ont réuni de nombreux habitants, et ils ont tiré une grenade lacrymogène dans une chambre de la maternité : trois heures plus tard, l'atmosphère était

encore irrespirable. La version de l'armée est différente. Les coups de feu sont partis accidentellement, tirés par un officier des gardes-frontières qui a glissé et est tombé alors qu'il sautait de sa jeep pour poursuivre des manifestants.

Quelques heures plus tard, un garçon de douze ans était tué dans le camp de Tulkarem (nord de la Cisjordanie). Selon des sources palestiniennes citées par le *Jerusalem Post*, il a été atteint par des tirs alors qu'il sortait de chez lui en violation du couvre-feu. Dimanche, deux autres Palestiniens ont été tués, l'un à Naplouse (alors qu'il tentait de poignarder un soldat, selon le porte-parole de l'armée), l'autre à l'ouest de Ramallah, dans le village de Deir-Ammar — ce dernier ayant peut-être été tué par un civil israélien. Enfin, plusieurs manifestants ont été blessés, par balles, parfois très grièvement, notamment dans les environs de Hébron. Selon le *Jerusalem Post*, les incidents du week-end portaient à soixante et un le nombre de Palestiniens tués depuis le 9 décembre dernier, début de la vague de troubles dans les territoires occupés.

Inquiétés de ce qu'elles qualifient elles-mêmes d'« excès » commis par l'armée en Cisjordanie et à Gaza, les autorités multiplient les mises en garde. Le conseiller juridique de l'armée, le général Amnon Shashoua, n'a pas hésité, ce week-end, à rappeler le devoir de désobéissance incombant à tout soldat face à un ordre illégal, tel que frapper une personne arrêtée : « Dans un Etat démocratique comme Israël », a-t-il dit, « c'est aux tribunaux qu'il revient de punir, non aux soldats ». Le responsable militaire de la Cisjordanie, le général Amnon Mitzna, a indiqué, dans une interview accordée à l'AFP, qu'une dizaine de soldats avaient déjà été traduits en cour martiale, de nombreux autres mutés, et qu'il avait personnellement ordonné une enquête sur chaque mort.

Les « excès » ont encore fait l'objet d'un débat lors de la réunion hebdomadaire du gouvernement dimanche. Le ministre de la Défense, M. Rabin, a indiqué qu'il considérait « avec la plus extrême gravité » les comportements illégaux attribués à certains soldats dans les territoires occupés, tout en refusant aux pays occidentaux, compte tenu de leur passé, le droit de donner des leçons de morale à Israël. Si le pro-

mier ministre, M. Shamir, s'est déclaré satisfait du comportement de l'armée, le ministre de l'énergie, M. Shalev (travailliste), a été beaucoup plus sévère, jugeant « que le gouvernement se plongeait la tête dans le sable et refusait de voir ce qui se passait dans les territoires ».

Les forces de sécurité se préparent à un regain de violence devant l'arrivée de M. Shultz, à été beaucoup plus sévère, jugeant « que le gouvernement se plongeait la tête dans le sable et refusait de voir ce qui se passait dans les territoires ».

On prête l'intention à M. Shultz, attendu jeudi, de pratiquer une diplomatie de la navette, chère à l'un de ses prédécesseurs, M. Henry Kissinger. Durant son séjour — dont

la durée n'a pas été précisée, — M. Shultz pourrait faire des visites éclair à Amman, au Caire et à Damas, tout en regagnant chaque jour Jérusalem. Le projet est ambigu, et dans certains milieux israéliens on ne cache pas un réel scepticisme.

Un des proches du premier ministre, M. Moshe Arens, secrétaire général du Likoud (droite), observait que la proximité des élections américaines et israéliennes (en novembre) et les divisions au sein de l'équipe au pouvoir à Jérusalem étaient autant de facteurs augurant mal de la possibilité de relancer des négociations. A quoi, disait-il, il faut ajouter la persistance d'une agitation qui ne pourra pas être rapidement étouffée, « parce que nous nous refusons à utiliser les méthodes qui ont causé de l'armée en Egypte, en Jordanie et en Syrie ».

ALAIN FRACHON et YVES HELLER.

Selon le CICR

Trois Palestiniens au moins ont été battus à mort depuis le début des troubles

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a la preuve irréfutable qu'au moins trois Palestiniens ont été battus à mort par des soldats israéliens depuis le début de la vague de troubles dans les territoires occupés. Jusqu'à présent, les autorités n'ont fait état que d'une seule enquête menée sur le cas d'un jeune homme de vingt ans tué à Gaza, et qui serait décédé des coups infligés à la tête.

Dans un article publié à la « une », le *Jerusalem Post* rend compte, le lundi 22 février, d'une lettre remise à y a quelques jours par le vice-président du CICR, M. Maurice Aubert, au délégué israélien de l'organisation à Genève. D'après le *Jerusalem*

Post, M. Aubert écrit que « des milliers de personnes [en Cisjordanie et à Gaza] ont été victimes de brutalités et de mauvais traitements graves de la part de l'armée israélienne au cours des deux derniers mois ».

« Les conséquences des actions de l'armée ont pu être constatées par les délégués du CICR lors de leurs visites à des hôpitaux et des centres de détention », poursuit M. Aubert. Le vice-président du CICR se déclare « profondément inquiet » du fait que les méthodes utilisées par l'armée israélienne dans les territoires occupés sont hors de proportion avec les troubles qu'elle entend réprimer, et contraires à la quatrième convention de Genève qui édicte les devoirs incombant à la puissance occupante.

AL FR.

Le Hezbollah soutient ouvertement les ravisseurs de M. Higgins

Tandis que les ravisseurs du lieutenant-colonel Higgins, enlevé mercredi dernier dans le sud du Liban, diffusaient, ce lundi 22 février, une cassette vidéo dans laquelle l'officier demande aux Etats-Unis et à Israël de céder aux exigences de ses gardiens, le Hezbollah, pour la première fois, a appuyé la prise d'otages d'Israël. Jusqu'à présent, il s'était démarqué publiquement des enlèvements d'étrangers au Liban.

Le Hezbollah a légitimé, samedi, les exigences des ravisseurs de M. Higgins, dans lequel il voit un « espion », en affirmant que « l'hostilité » des Etats-Unis et d'Israël contraignait les « opprimés » à avoir recours au rapt comme moyen d'action politique. Jusqu'à tout récemment encore, le Hezbollah avait maintenu l'équivoque en affirmant simplement que « tous les moyens étaient bons pour lutter contre la France, l'Amérique et Israël ». Son porte-parole, le cheikh Ibrahim el Amine, avait dit dans un discours à Beyrouth le 30 juin 1987. Celui qui est considéré comme le guide spirituel du Hezbollah, le cheikh Ezzeddine el Khatib, a toujours condamné la prise d'otages innocents », en affirmant notamment qu'elle était « contraire à l'islam ». Il avait même demandé la libération d'otages car « Dieu veut que nous demandions la justice pour nous et pour les autres ».

Samedi soir, des frictions ont opposé des militants du Hezbollah à des membres d'Amal dans un village, au sud de la plaine centrale de la Bekaa, où la tension était vive. Le responsable du Hezbollah dans la Bekaa-ouest, M. Mohamed Bjejj, a affirmé que des membres de la ré-

sistance islamique ont tiré en l'air samedi dans le village d'Ain-el-Thé en apprenant que le mouvement avait effectué des perquisitions au domicile de cheikh Abbas Moussavi, un dirigeant du Hezbollah.

La direction d'Amal a entamé une campagne contre le courant pro-iranien au sein du mouvement, et le conseil central a destitué, notamment, M. Ali Hussein, un des chefs de la Résistance croyante, allié pro-iranien d'Amal en Liban sud. Or si Amal a la mainmise sur Tyr et cinq villages proches de cette ville, il doit partager le contrôle de l'arrière-pays avec la Résistance croyante et la Résistance islamique, le bras armé du Hezbollah.

Samedi, le cheikh Obeid, un des responsables du Hezbollah avait dénoncé les recherches effectuées par Amal. « Pourquoi, avait-il demandé, les dirigeants d'Amal manifestent-ils autant d'intérêt pour le sort d'un espion américain, responsable de massacres au Vietnam, alors qu'ils se taisent devant les atrocités infligées par les Américains et les sionistes à notre peuple ? » Il avait par ailleurs violemment critiqué la FINUL, l'accusant de « servir de couverture aux activités d'espionnage des Etats-Unis, de protéger la frontière nord d'Israël et de nous empêcher de la combattre sur notre propre terre ».

Dans ses prêches du vendredi, il s'était attaqué, la veille, aux organisations internationales « qui œuvrent sous le couvert d'activités humanitaires », notamment Save The Children Fund Caritas, les institutions de secours aux blessés et même à la Croix-Rouge. — (AFP.)

Le pouvoir des coulisses.

Un nouveau métier au carrefour de la diplomatie, de la politique, du droit, de l'économie et de la communication.

406 pages
130 F

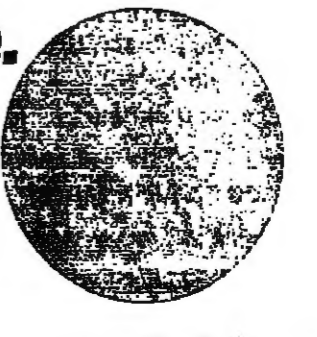
Hachette

Paris-Tokyo sans escale, JAL prend l'air 4 fois par semaine.

A partir d'avril 88, mardi, mercredi, vendredi, samedi, 4 vols sans escale par semaine pour apprécier le service unique de la JAL.



JAPAN AIR LINES
Téléphone Réservations 42.25.85.05



Afrique

Les raids de représailles sud-africains en Angola

Trois camps de la SWAPO ont été bombardés

Dans une déclaration rendue publique, dimanche 21 février, au Cap, l'archevêque anglican Desmond Tutu, Prix Nobel de la paix, a affirmé que l'attentat d'Oshakati doit être condamné « sans ambiguïté » et a qualifié de « choquant » le raid sud-africain contre ce que Pretoria a qualifié de bases de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO, Mouvement de libération du peuple du Sud-Ouest africain) dans le sud de l'Angola (le Monde daté 21-22 février). La police de Windhoek avait accusé la SWAPO d'être responsable de l'attentat d'Oshakati.

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Les deux raids de représailles opérés par l'aviation sud-africaine après l'attentat d'Oshakati, qui avait fait vingt morts et plus de trente blessés, ont pris pour cibles deux régions angolaises. Le premier a été effectué à Lubansa, à 300 kilomètres au nord de la frontière namibienne, par huit Mirage, qui ont bombardé un centre d'entraînement de la SWAPO et un camp à 10 kilomètres de la ville. Les autorités sud-africaines ont indiqué que ces cibles avaient été choisies car on y enseignait l'utilisation des explosifs.

Le général Geldenhuys a indiqué que ces actions « démontraient la détermination des forces de sécurité de ne pas laisser impunies les tentatives de la SWAPO ». Cette organisation avait démenti, dès vendredi, être à l'origine de l'attentat d'Oshakati.

M. B.-R.

■ **ERRATUM.** — C'est en 1966, et non en 1986, comme il a été écrit à la suite d'une erreur de transmission dans le Monde daté 21-22 février, en dernière page, que la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) a pris les armes en Namibie contre l'Afrique du Sud.

■ **ALGÉRIE.** — Le nouveau ministre de l'Agriculture, M. Mohamed Rouighi, n'est pas ingénieur et docteur en économie, comme nous l'avons écrit dans notre édition du mercredi 17 février, mais en agronomie.

LES CAHIERS DE L'ORIENT

Une information, une analyse, une réflexion

NOUVEAU DOSSIER
POLITIQUE
L'ÉCONOMIE
La CULTURE
et les
FAITS DE SOCIÉTÉ
du MOYEN ORIENT

PALESTINE

Le cri de la révolte

DOSSIER

Stratégies occidentales dans le golfe

KADHAFI

"Pas d'avenir pour les intégrismes"

Trimestriel, abonnement 300 F. Kiosques et librairies 120 F. 80, rue St-Dominique, 75007 Paris ; Tél. : 45.55.19.75. Cariscript : 6, square St Croix de la Bretonnerie, 75004 Paris.

CLAUDE SIMON PREMIER PRIX NOBEL DE LITTÉRATURE 1985 L'INVITATION



Non pas "Mon voyage en URSS" mais bien davantage. Une œuvre inclassable, étonnante, terrible et drôle à la fois. Comme si ce qui semblait le plus contraire aux conditions de l'écriture en devenait tout à coup l'essence.

Marianne Alphonse, Éditions

Qui est président de l'Assemblée européenne et quand a-t-il été élu ?

Le Monde Édition Actual

Voir index à : CEE-Parlement européen

EN VENTE EN LIBRAIRIE



(Suite de la première page.)

Même les candidats qui préconisent la réhabilitation des dialectes doivent distribuer des tracts en français. On peut reprocher du wolof écrit à la main, mais il y a impossibilité technique à le faire imprimer.

M. Abdou Diouf paie plus que quiconque de sa personne. Après avoir fait des « tournées économiques » dans différentes régions à la fin de l'année passée, il a repris pour la campagne son blason de pèlerin du socialisme à la sénégalaise, couchant chez les gouverneurs, voire dans de simples hôtels, sans apparat officiel, sans barrage policier entre lui et les populations, candidat parmi les autres. Nous l'avons rencontré à Kaolack, la capitale de la région de l'archipel, au soir d'une journée de meetings, essentiellement pour évoquer les principaux griefs de l'opposition à son égard.

Le plus tolérant des présidents africains paraît un peu agacé par l'épreuve électorale à laquelle il a accepté de se soumettre. Même pour un candidat assuré de l'emporter, la critique tous azimuts est parfois difficile à supporter. « On va être un pays de paroleurs où il n'y aura plus d'action », dit-il en balayant d'un revers de main les discours de l'opposition, étalés à longueur de page dans le Soleil, le quotidien gouvernemental pour une fois ouvert aux contestataires.

Pourquoi refuse-t-il un débat contradictoire avec ses principaux adversaires ? « Mon problème, ce n'est pas ce gens-là. Mon problème, c'est mon peuple. Ma conception de la campagne c'est de parler directement à mon peuple. » En disant que le passage dans l'isolement est simplement facultatif, n'exerce-t-on pas une pression morale sur l'électeur, surtout dans les campagnes, où le vote « en cachette » sera un aveu aux yeux des observateurs du parti gouvernemental ? « La tradition au Sénégal est d'afficher ses sentiments. On porte les couleurs de son candidat. » Réponses un peu courtes qui montrent les limites de l'expérience démocratique dans ce pays. La vérité est sans doute dans la conclusion de l'entretien : « Je souhaite la pré-

Arrestations

de trois
« agents libyens »

Trois « agents libyens » présumés, dont deux porteurs d'armes et d'explosifs, qui tentaient de pénétrer illégalement au Sénégal ont été arrêtés la semaine dernière, a annoncé, dimanche 21 février, M. Diouf Ka, ministre sénégalais de la communication. Deux de ces hommes ont été interpellés dans la nuit de vendredi à samedi, à l'aéroport de Dakar-Yoff. Ils venaient de Conakry via Abidjan. Aucune indication de source officielle n'a été donnée sur leur identité et les quantités d'armes saisies.

Le Sénégal a rompu ses relations diplomatiques avec la Libye le 30 juin 1980, accusant le régime du colonel Kadhafi d'ingérence dans ses affaires intérieures. Une visite à Dakar, en décembre 1985, du chef de la révolution libyenne n'avait pas permis la reprise des relations entre Tripoli et Dakar. — (AFP.)

■ **RECTIFICATIF.** — Dans un reportage de J.-P. Pironon-Hugon sur la Guinée (le Monde daté 21-22 février), une inversion de termes a fait dire le contraire de ce qui devait être exprimé. Il fallait lire que M. Okumba, secrétaire général de l'Agence francophone, « a promis à des intellectuels guinéens de les faire venir au colloque CEE-tiers monde qu'il va organiser au Gabon ».

5 et 6 MARS

EXPOSITION INTERNATIONALE

De 10 h à 19 h

VENTE - ÉCHANGE

MINÉRAUX

FOSSILES

PIERRES PRÉCIEUSES - BIJOUX

HOTEL PARIS-HILTON

Couleur de la Tour Eiffel

18, av. de Suffren, PARIS (15^e)

La campagne pour les élections du 28 février

Le Sénégal, oasis de démocratie

(Suite de la première page.)

En instituant le « multipartisme illimité » en 1981, année de son accession à la magistrature suprême, M. Diouf a joué un bien mauvais tour au Parti démocratique sénégalais (PDS), principal bénéficiaire de l'ouverture démocratique de l'ancien président Senghor, qui autorisa, à partir de 1974, un multipartisme limité d'abord à trois, puis à quatre formations. Conduit par l'avocat Abdoulaye Wade, le PDS obtint huit des neuf sièges dévolus à l'opposition (sur un total de cent vingt) lors des élections de 1983.

Tout en soulignant le danger de voir se rééditer la « fraude généralisée » du précédent scrutin, M. Wade n'a pas renoncé à son ambition d'apparaître comme un challenger crédible. Mais il lui aurait fallu pour cela bénéficier de l'union de l'opposition. Or outre les deux rivaux des scrutins antérieurs, un autre avocat, M. Babacar Niang, chef du Parti pour la libération du peuple

lesquels il vent « une révolution », ce qui lui a valu l'éiquette de maoïste, qu'il trouve approximative pour le définir.

Il se présente aussi comme le « candidat sans illusion », estimant que « les réticences de cartes d'électeurs », délivrées par l'administration, seront particulièrement importantes dans les campagnes. Ses sorties contre les médias officiels — paradoxalement télévisés pendant cette période de campagne — lui ont valu un incontestable succès de curiosité. Nous avons aussi constaté à Dakar la popularité de sa dénonciation de la corruption, un mal qui s'est répandu dans les sphères dirigeantes, malgré le bon exemple du chef de l'Etat et de ses rares hommes de confiance.

Les marabouts courtisés

Persennellement intègre et plus porté vers les problèmes de saine gestion du pays que vers la cuisine politique, M. Abdou Diouf n'en a



(PLP) se présente à la présidentielle, ainsi qu'un ingénieur statisticien de quarante-trois ans, M. Landing Savané, leader du Mouvement révolutionnaire pour une démocratie nouvelle (MRND).

Marxisme tropical

Quant aux législatives, six des dix-sept formations politiques recensées au Sénégal y présenteront des candidats. C'est le glas des ambitions unionistes de M. Wade. Pour « garantir la formation d'une majorité stable et d'une opposition significative », les sièges sont pourvus pour moitié au scrutin majoritaire à un tour et pour moitié à la proportionnelle (tous les députés de l'opposition dans le précédent Parlement ayant été élus par ce système de la répartition des plus forts restes).

Le seul trait commun à toutes ces formations est qu'aucune ne se veut de droite. Le parti gouvernemental appartient à l'Internationale socialiste. M. Wade critique la politique de rigueur « dictée par le FMI » et prétend « mettre en œuvre toutes les ressources de l'aide extérieure ». Mais il a opté pour « une coopération privilégiée avec la France », bien qu'il ait le soutien d'une formation marxiste qui conteste ce type de relations. M. Babacar Niang a des positions tout en nuances entre M. Diouf et M. Wade. Il apparaît comme un « allié objectif » du chef de l'Etat pour prendre des voix au principal bretteur de l'opposition, bien qu'on ne puisse le soupçonner d'avoir été « rééquilibré ».

Les multiples variétés du marxisme tropical sont représentées dans les formations d'extrême gauche. Celle de M. Landing Savané ne présente pas de candidats aux législatives et son chef n'appellera pas à départager ceux des autres partis. M. Savané nous a dit se présenter à la présidentielle pour faire entendre les « sans voix », ces paysans pour

pas moins dû composer avec les groupes de pression en place, à commencer par les milieux affaîro-religieux. Il n'est pas nécessaire de bourrer partout les urnes pour obtenir un score du même ordre qu'en 1983 (83,88 % des voix en faveur du président sortant). Il suffit de mobiliser le PS, qui dispose d'un appareil local contrairement aux « partis d'Etat-major » de l'opposition, et surtout de disposer du soutien des confréries influentes.

Le khalife des mourides a pris position en faveur de M. Diouf. Celui des tidjanes — traditionnellement moins engagés sur le plan temporel — ne s'est pas prononcé publiquement, mais le chef de l'Etat « sait où vont ses sympathies » et un dignitaire tidjane de moindre calibre, fortement endetté, a appelé à voter pour le chef du PS, en même temps que différentes associations de soutien à sa candidature qui ont occupé la scène avant l'ouverture de la campagne, à la suite d'initiatives en marge de la formation gouvernementale, pas toujours désintéressées.

Le programme des tournées électorales du chef de l'Etat comporte souvent des visites aux marabouts locaux. Courtisés par la plupart des candidats, ceux-ci se sont prononcés, dans leur immense majorité, en sa faveur. L'écho donné par M. Wade au revirement d'un chef religieux, rallié au régime après avoir été « drogué », selon le leader du PDS, montre quelle importance chacun attache à ces grands électeurs.

Au-delà des péripéties, la campagne de l'opposition consiste essentiellement à dénoncer les effets de la politique de rigueur dans laquelle s'est engagé le gouvernement, à la demande des institutions monétaires internationales et des créanciers étrangers qui ont déconseillé récemment un saut à l'Etat au gouvernement de M. Diouf en rééchelonnant une part de la dette extérieure, estimée au total à 3 milliards de dollars.

M. Wade promet que le consommateur paiera son kilogramme de riz deux fois moins

cher. M. Niang dénonce « la nouvelle politique agricole caractérisée par le refus injustifiable de vendre à crédit aux producteurs des semences et des engrais ». Tous annoncent des licenciements dans les mois à venir en raison de la politique de privatisation des entreprises publiques et des restructurations en cours dans la fonction publique, où les salaires sont bloqués.

Comme les autres pays africains lancés dans des politiques de « vérité des prix » et d'assainissement de l'économie, le Sénégal vit des heures difficiles. Le problème spécifique de M. Diouf est qu'il doit faire avaler les poisons amers du « docteur FMI » dans un pays où l'opposition peut plaindre le malade, sans proposer d'ailleurs un autre remède efficace.

« Notre drame, reconnaît-erment un responsable, c'est qu'à peu près tout ce que nous produisons est obtenu à un coût supérieur aux cours mondiaux. Mais faudrait-il pour autant cesser de produire ? » A la demande des institutions internationales, le prix de l'arachide payé aux producteurs a été relevé il y a quelques années. Cette hausse et une bonne pluviométrie ont abouti à une production record. Mais comme le prix de vente sur le marché international a baissé, chaque kilo produit coûte 45 F CFA (90 centimes) à l'Etat.

Chaque année, à la veille de la fête nationale, au début d'avril, le gouvernement annonce à l'avance le prix qui sera versé aux producteurs d'arachide, indépendamment du cours mondial, pour leur permettre de faire leurs calculs, d'autant plus nécessaires qu'on ne distribue plus gratuitement semences et engrais. Pour le moment, le paysan est assez content, surtout le gros producteur. Mais il semble douteux que ces largesses puissent durer au-delà du printemps prochain.

Embarras bancaires

Autre problème dont le bon peuple n'a guère conscience, le réseau bancaire est totalement désorganisé. A la demande des autorités publiques, de larges facilités de crédit avaient été consenties à la clientèle, notamment à des notables politico-religieux réputés entrepreneurs. Mais les heureux bénéficiaires de ces mesures se sont révélés de forts mauvais payeurs. Résultat : 100 milliards de francs CFA de créances irrécouvrables affolent les experts étrangers.

Dans un tel contexte économique, certains en arrivent à se demander si les élections ne sont pas « un luxe hors des moyens du pays ». Le gouvernement n'est pas responsable devant l'Assemblée et l'opposition n'a pas réussi à faire passer un seul amendement lors de la précédente législature. Les espoirs de la campagne seront probablement suivies d'une contestation des résultats du scrutin, notamment par M. Wade, le mieux organisé des opposants, soutenu par une bonne partie du corps enseignant.

Certes, mais si les élections ne constituent pas une véritable alternative, elles contribuent à créer un climat propre au Sénégal. Un pays où l'existence des partis assure un minimum de garanties aux citoyens, où la justice est globalement indépendante, où une presse libre dénonce les abus les plus criants, et où, hormis les séparatistes de Casamance, il n'y a pas un seul détenu politique.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

(Publié)

LES TERRITOIRES : LES FAITS ET L'INFORMATION

Conférence par S.E. Ovadia Soffer, ambassadeur d'Israël en France au centre Bachi, 30, bd de Port-Royal 75005 Paris mardi 23 février 1988 à 20 h 30

السلامة



Politique

La campagne pour l'élection présidentielle

Les barristes mettent en garde le premier ministre tandis que M. Chirac et M. Barre se rencontrent

M. Raymond Barre et M. Jacques Chirac ont eu le dimanche 21 février un tête-à-tête d'une heure à l'Hôtel de Ville de Paris. Cette rencontre annonce depuis trois semaines à Paris, selon leur entourage, aux deux candidats de la majorité de s'entretenir « du déroulement de la campagne électorale, de la situation générale et des perspectives ». Ils ont affirmé également leur souhait de voir « la campagne se

dérouler dans le meilleur climat de loyauté et de franchise sans affrontement entre eux ». « Chacun, a-t-il été rapporté, exprime sa différence, aussi bien sur le plan des personnalités que sur celui des objectifs. L'objectif commun restant de battre le candidat socialiste. »

Même si, pour l'heure, les apparences sont saines. La rencontre entre MM. Jacques Chirac et Raymond Barre peut encore faire illusion sur l'état réel de l'entente cordiale au sein de la majorité, mais les barristes, inaccoutumés jusqu'à présent dans une stratégie exclusive de second tour, se sont soudainement rappelés que, avant le second tour, il y a le premier...

Avant de songer à terrasser M. François Mitterrand, il importe de se préoccuper de distancer le concurrent Chirac. M. Barre lui-même a donné le signal de ce changement de cap, vendredi, à l'occasion d'une banale inauguration d'une permanence électorale parisienne. On parle beaucoup de second tour, confie-t-il ce jour-là, mais « il faut commencer par penser à être au premier tour pour pouvoir être au deuxième ».

Bien qu'inspiré de M. de La Palice, cette petite phrase a pratiquement fait l'effet, dans les rangs barristes, d'une révélation. Plus

sérieusement, on peut imaginer que les sondages, et surtout la facilité avec laquelle M. Chirac met des bâtons dans ses propres roues, ont fini de persuader les barristes qu'il était temps de réagir à la stratégie d'embrasement-étouffement du RPR.

Pour marquer sa différence avec M. Chirac, M. Barre ne disposait jusqu'alors que de deux grosses armes. Intensifier son opposition « au père de la patrie », M. Mitterrand, en pensant que, sur ce terrain, le cohabitant Chirac ne pourrait que le suivre de loin. Trouver ensuite les

thèmes susceptibles d'atteindre à la fois le candidat socialiste et celui du RPR. M. Barre s'y est essayé mercredi dernier, au cours de son meeting de Poitiers, en mettant en garde les Français contre le retour, en mai prochain, de « l'Etat-parti ». Ce thème de « l'Etat impartial » semble être bien reçu par l'opinion.

M. Barre vient d'ajouter une troisième arme à sa panoplie : faire monter en première ligne ses amis, du moins ceux qui ont suffisamment de poids politique pour se faire entendre et suffisamment d'indépendance pour ne pas l'engager directement dans la polémique. Ainsi faut-il comprendre les interventions successives, ce week-end, de MM. Jean-Claude Gaudin et Pierre Méhaignerie. Tous deux ont sévèrement réagi aux promesses de M. Chirac : « Il ne faudrait pas effectivement, a reconnu, dimanche au « Forum RMC-FR3 », le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, que le premier ministre promette trop et que ses propres ministres ne puissent pas tenir... de toute manière, les promesses se paient un jour ou l'autre. »

Contre l'Etat-clientèle

Le président du CDS, s'exprimant dans le *Journal du dimanche*, fut encore plus explicite : « La tendance à l'Etat-parti, à l'Etat-clientèle existe », a-t-il expliqué à ses amis du RPR. De toute évidence, un certain ras-le-bol des pratiques de M. Chirac et de ses amis se manifeste aujourd'hui chez les centristes, réels ou supposés. « Appeler un chat un chat », le mardi

3 février, M. Méhaignerie boycottait le déjeuner hebdomadaire de Matignon pour protester contre les débordements du RPR. « Ce n'est pas une péripétie, juge-t-il encore aujourd'hui. Le RPR recrée des gens soi-disant du CDS qui n'ont jamais eu leur carte ou qui ne l'ont plus depuis quatre ans. » Si cela se reproduit, M. Méhaignerie est prêt à se dispenser définitivement de ces déjeuners.

L'annonce d'un train de mesures en faveur des personnes âgées par M. Chirac, jeudi dernier, a aussi passablement contribué à faire déborder le vase. Un ministre centriste travaillait depuis plus de six mois sur ce dossier, M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la Sécurité sociale. Outre que l'affaire n'avait été aucunement évoquée l'avant-veille, M. Zeller a été complètement mis sur la touche. Méthode que M. Méhaignerie, déjà échaudé, estime insupportable : « L'union, ce n'est pas simplement un discours, c'est une pratique », prévient-il.

Désireux aussi d'exister dans cette campagne barriste par rapport à M. Létord, le président du CDS sera sans doute encore très attentif cette semaine. Jeudi 25 février se tient la conférence annuelle agricole. En tant que responsable de l'aménagement du territoire, il n'avait été aucunement consulté. Mais il redoutait de voir un nouveau vent d'électorisme souffler sur les campagnes françaises, et faire, du même coup, passer quelques courants d'air froids dans la maison du gouvernement.

DANIEL CARTON.

PROPOS ET DÉBATS

M. Jobert Pénombre

Dans une déclaration publiée le samedi 20 février, à l'issue du Conseil national du mouvement des démocrates qu'il préside, M. Michel Jobert constate que la France « s'enfoncé dans la pénombre de la démarche des postulants à la fonction présidentielle, dont la plupart s'avaient masqués quant à leur but, voire quant à leur décision d'être candidat ». Les amis de M. Jobert devraient prendre position pour un candidat dès le premier tour, mais ils n'ont pas encore arrêté leur choix, bien qu'une certaine « sensibilité » en faveur de MM. Rocard et Mitterrand se soit manifestée au cours du congrès.

M. Lang Bobard

Invité de l'émission « 7 sur 7 » sur TF 1, le dimanche 21 février, M. Jack Lang a dressé un véritable réquisitoire contre M. Jacques Chirac, estimant qu'il « parle d'abord et réfléchit après ». L'annonce, faite par le premier ministre de la tenue de la Coupe du monde de football en France en 1998 est, selon lui, « du Chirac tout craché. (...) On se dit : comment est-ce possible que le premier ministre raconte un pareil bobard. Mais, pour Chirac, trop ce n'est jamais assez ». « En deux ans, il a inventé un nouveau métier, celui de pyromane-pompier. Il allume des incendies pour les éteindre après », a-t-il encore ajouté au sujet de M. Chirac, qu'il juge « volontiers versatile et inconsistant ».

M. Le Pen « Outsider »

M. Jean-Marie Le Pen a affirmé, le samedi 20 février, qu'il était l'« outsider » capable de l'emporter sur les « chevaux de retour » dans la course à l'Elysée. « Je suis dans la course, je suis largement au-dessus de la barre des 16 % d'intentions de vote », a déclaré le président du Front national en se fondant sur « le sondage du ministère de l'Intérieur paru dans un grand hebdomadaire ». M. Le Pen, qui participait à l'émission « Expression directe » sur Antenne 2, faisait allusion à une « note confidentielle » du ministère de l'Intérieur publiée par *Minuta*. Cette note, établie à partir

d'une « compilation » des renseignements généraux, lui donnait 15,97 % d'intentions de vote.

M. Mauroy mépris

M. Jacques Chirac en campagne « traite le social avec mépris », a expliqué M. Pierre Mauroy, le dimanche 21 février. Invité du Club de la presse d'Europe 1, l'ancien premier ministre a estimé que depuis deux ans « il n'y a pas de politique sociale » (...). « Avec la droite, il n'est jamais temps de faire du social, on ne fait que de l'économisme », a-t-il déclaré en ironisant sur les « embarras » de M. Chirac et le manque de « sérieux » de ses propositions en faveur des mères de famille et des personnes âgées. Évaluées selon lui à 40 milliards de francs un jour et raménées le lendemain par M. Alain Juppé à 2 ou 3 milliards. L'objectif pour les socialistes revenus au pouvoir est clair : « Rétablir des équilibres qui ont été rompus ». Enfin, interrogé sur la décision de M. François Mitterrand de briguer un second mandat, le maire de Lille a affirmé : « Plus les jours passent, plus je crois qu'il sera candidat. »

Mme Veil Respect

« Le phénomène Front national s'effondrera à un moment car il ne correspond pas à un courant politique du pays, sinon 3 à 4 % des électeurs », estime Mme Simone Veil, qui s'exprimait sur la radio française protestante. Elle a d'autre part expliqué les raisons de son soutien à Raymond Barre : « Au-delà de la confiance », l'ancien premier ministre donne « un sentiment de respect, de volonté de transcender les divergences, d'être impartial, c'est-à-dire que l'Etat n'est pas la chose d'un parti ».

L'ART CHORAL

PIERRE KABLIN
Avec-Propos
d'ERNEST ANSERMET
15,5 x 23 cm - 304 p.
Nombreuses illustrations,
croquis, photos
Relié toile - 156 F

Berger-Levrault
5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

Pierre Rosanvallon

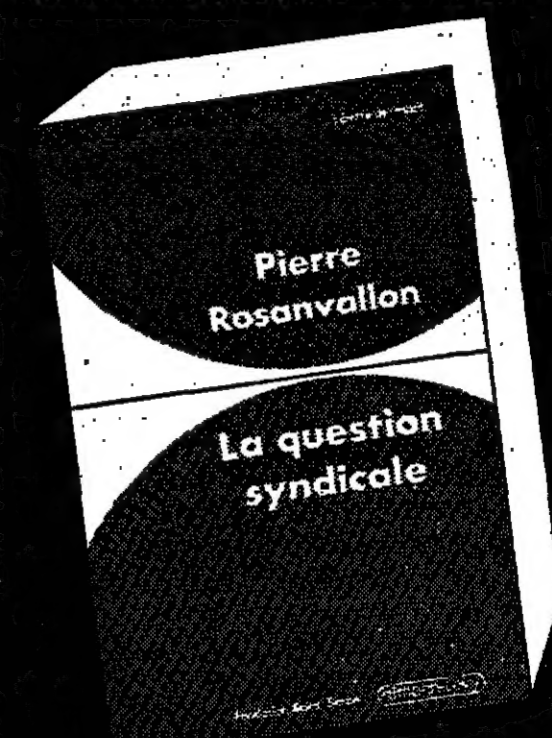
La question syndicale

« Pierre Rosanvallon confronte la question syndicale au problème plus général de la représentation politique dans nos sociétés démocratiques et situe le syndicalisme français dans sa spécificité historique. »

JEAN-LUC FOUTHIER, LA TRIBUNE DE L'EXPANSION

« Un livre bien informé et pénétrant, qui fournit pour la première fois une réflexion d'ensemble sur la crise du syndicalisme. »

JACQUES JULLIARD, LE NOUVEL OBSERVATEUR



« Le livre de Pierre Rosanvallon livre un diagnostic du malaise syndical mais donne aussi quelques remèdes : aux syndicats de jouer les arbitres sociaux et de devenir des forces de proposition. »

MARTINE GILSON, LIBERATION

« Pierre Rosanvallon nourrit sans cesse son analyse de nombreuses références à l'histoire de la naissance et du développement du syndicalisme français. »

DOMINIQUE SICOT, SCIENCE ET VIE ÉCONOMIQUE

« Pierre Rosanvallon ne tourne pas autour du pot. Le constat est sévère. Mais surtout, l'analyse fort originale. »

CAROLINE BRUN, LE NOUVEL ÉCONOMISTE

Un vol. 276 pages, 96 F

Fondation Saint-Simon

@mann-Lévy

Selon la SOFRES

M. Chirac mobilise surtout chez les agriculteurs les professions indépendantes et les chefs d'entreprise

M. Jacques Chirac a mis son électoralat en ordre de bataille. En annonçant officiellement, le 16 janvier, sa candidature à l'élection présidentielle, le premier ministre a remobilisé ses partisans tout en abandonnant du terrain auprès des catégories qui lui sont traditionnellement plus hostiles. Tels sont les principaux enseignements des deux séries d'enquêtes réalisées par la SOFRES entre les mois de novembre 1987 et février 1988 (1).

L'impact de la déclaration de candidature du chef du gouvernement est d'abord perceptible au premier tour qu'il a secouru. Ainsi 42 % des travailleurs indépendants (au lieu de 29 % auparavant) affirment leur intention de voter en faveur de M. Chirac au premier tour, soit une progression de 13 points ; 50 % des agriculteurs (au lieu de 40 %) et 32 % des artisans, commerçants et chefs d'entreprise (au lieu de 20 %) en ont également l'intention. Avant même qu'il ne se déclare candidat, le premier ministre bénéficiait déjà auprès des agriculteurs du plus fort pourcentage d'électeurs potentiels, et était bien placé auprès des travailleurs indépendants.

Dans une moindre mesure, l'annonce de son intention de briguer la charge suprême a eu un impact auprès des personnes âgées de cinquante à soixante-quatre ans (de 19 % à 28 %), de celles de plus de soixante-cinq ans (de 22 % à 29 %) et... des retraités (de 20 % à 27 %). Cette remobilisation de l'électorat fidèle est également sensible au second tour dans l'hypothèse d'un duel opposant le candidat du RPR à M. François Mitterrand : 79 % des agriculteurs (au lieu de 74 %) et 71 % des travailleurs indé-

pendants (au lieu de 66 %) ont ainsi l'intention de voter en faveur de M. Chirac.

Le premier ministre ne s'est pourtant pas, le 16 janvier, attiré que des supporters. Il a ainsi repoussé dans le camp de ses opposants des jeunes âgés de dix-huit à vingt-quatre ans (seuls 34 % d'entre eux, au lieu de 39 % auparavant, se tournent vers le candidat du RPR au second tour) et des ouvriers (seuls 12 % d'entre eux, au lieu de 15 %, votent en faveur de M. Chirac au premier tour). De même, les professions intermédiaires, les salariés du secteur public et les employés ont mal ressenti l'annonce de sa candidature.

M. Raymond Barre a, pour sa part, souffert de la déclaration de son adversaire. Contrecoup direct, le candidat de l'UDF cède du terrain, au premier tour, auprès des travailleurs indépendants (- 7 points), qui lui accordaient auparavant la majorité relative (33 %) de leurs suffrages. De même, avec 21 % des intentions de vote, il perd 6 points auprès des personnes âgées de cinquante à soixante-quatre ans, et 5 points auprès des employés (17 % des voix), des retraités (21 %), des salariés du secteur public (17 %) et des artisans (28 %). Avec 33 % des voix, ces derniers le plaçaient auparavant en tête au premier tour.

V. D.

(1) Sondage effectué auprès d'un échantillon représentatif de trois mille personnes en deux fois trois vagues d'enquêtes : les premiers ont eu lieu du 7 au 12 novembre, du 4 au 8 décembre et du 9 au 12 janvier ; les secondes se sont déroulées du 16 au 20 janvier, du 22 au 26 janvier et du 1^{er} au 3 février.

(Publicité)

CONTRE L'EXCLUSION D'UN INSTITUTEUR PARAPLÉGIQUE

Jean-Michel Soccoja, instituteur diplômé, exerce son métier depuis trois ans à la satisfaction de ses élèves, de leurs parents, de ses collègues et de son inspectrice. Or l'administration refuse de le titulariser. Motif : son handicap ; il est paraplégique.

Nous, soussignés, estimons que l'Éducation nationale doit permettre à cet instituteur d'exercer ses fonctions dans une école.

Au moment où sont publiés des textes sur l'insertion des handicapés dans le monde du travail, il doit être titularisé sans délai.

PREMIERS SIGNATAIRES

Docteur Françoise Dolto ; docteur Jacqueline Frayssé-Cazalla, sénateur des Hauts-de-Seine (P.C.F.) ; Nicole Pistic, institutrice paraplégique à Camaret (Finistère) ; Jean-Claude Barbarant, secrétaire général du S.N.I.-P.E.G.C. ; Christian Bely, directeur honoraire de l'école nationale pour handicapés moteurs de Garches ; Christian Blais, directeur C.M.P.P. ; Raymond Chauxon, directeur honoraire du Centre national d'études et de spécialisation des personnels de l'enseignement technique et administrateur de l'Association nationale des communautés éducatives ; Guy Ducloux, député des Hauts-de-Seine, conseiller général (P.C.F.) ; Léopold Figères, maire de Malakoff, conseiller général (P.C.F.) ; Dominique Frelaut, maire de Colombes ; Yves Soudmont, maire de Nanterre ; Henri Lalay, président national de l'A.D.A.J.H. ; Anicet Le Fort, conseiller général (P.C.F.) ; Michel Poyau, directeur de la section M.G.E.N. 92 et toute l'équipe M.G.E.N. 92 ; Équipe diocésaine de la fraternité catholique des malades et handicapés des Hauts-de-Seine ; F. Poulin (Nanterre) ; A. Combaut, (Colombes) ; R. Bourdais (Bois-Colombes) ; R. Lefèvre, (Levallois) ; A. Vétodre, (Bois-Colombes) ; Père R. Houbert (Nanterre) ; Les personnels du service éducatif et du centre de soins de l'établissement scolaire pour handicapés moteurs à Vauvresson ; André Rustin, Michel Langlois, section des Hauts-de-Seine du S.N.I.-P.E.G.C. ; Monsieur et Madame Roger Hanin ; Monsieur Max Gallo ; Patrick Segal ; Jacqueline Besançon ; Josette Bone ; S.N.I.-P.E.G.C. (préemploi).

Pour se joindre à cet appel, et pour toutes informations, écrire à : « S.N.I.-P.E.G.C. 92 - 3 bis rue Waldeck-Rochet, 92000 Nanterre - Tél. : 47-24-16-40.

مكتبة المصطفى



Politique

La préparation de l'élection présidentielle

MM. Mitterrand et Chirac placent la campagne sous le signe de leur confrontation

M. Jacques Chirac, qui ne fait rien à moitié et qui n'est pas candidat à demi, avait prêté le flanc aux sarcasmes en formulant de bien innocentes promesses électorales. M. François Mitterrand, qui aime rire, n'avait pas laissé passer l'occasion de brocarder le « distributeur automatique », le « jackpot où l'on gagnerait à tous les coups ».

Le chef de l'Etat mettait peut-être à l'essai en parlant ainsi, une nouvelle version de la « fonction arbitrale » pour temps de campagne et plongée sous-marine dans l'implicite.

C'était pêche miraculeuse pour M. Chirac, auquel M. Mitterrand consentait à offrir enfin une cible. Le premier ministre, dès le samedi 20 février, à Montpellier, a décoché dans la

direction indiquée une gerbe de flèches dont ses partisans ont applaudi l'affûtage et la trajectoire.

L'opportune arrestation, la nuit précédente, du chef du mouvement séparatiste basque Iparretarak, Philippe Bidart, a permis à M. Chirac d'opposer au bruit du jackpot celui des menottes se fermant sur les poignets des terroristes.

En provoquant cette escarmouche, le président de la République a donné à M. Chirac l'occasion de prouver que son adversaire se situe bien du côté de l'Elysée, ce que le premier ministre ne cesse d'affirmer sans toujours convaincre ses alliés de la majorité. L'échange d'une salve avec M. Mitterrand montre, aussi, à l'intention des mêmes, que le candidat du RPR à l'élection présidentielle n'est pas prisonnier de la cohabitation.

Tant le chef de l'Etat que celui du gouvernement avaient avantage à démentir la collusion dont les accuse M. Raymond Barre, qui imputait à cette complicité, au moins objective, les difficultés qu'il avait rencontrées au cours des trois dernières semaines. M. Mitterrand se soucie peut-être, en outre, d'empêcher que l'écart mesuré par les sondages entre les deux candidats de la droite ne se creuse trop vite en faveur de M. Chirac. Ne souhaitait-il pas, aussi, renvoyer M. Barre pour ses aimables propos du 14 février, à la télévision, sur la « stature » du président de la République ?

Le premier ministre ne s'est pas fait prier pour saisir la perche qui lui était offerte et s'affirmer comme le principal protagoniste du combat qui met la majorité aux prises avec le « probable »

candidat socialiste. Renforçant le point fort de son bilan — les résultats obtenus dans le domaine de la sécurité, — M. Chirac a usé contre le chef de l'Etat et contre l'« idéologie anti-terroriste » de la gauche en général (surtout celle des « salons à lambris dorés du faubourg Saint-Germain »), d'un des arguments les plus populaires à droite.

En réservant ses premières attaques à M. Chirac, M. Mitterrand a pris le risque de paraître approuver la tendance de l'opinion qui, selon certains sondages, tient le premier ministre pour un challenger crédible du président sortant. Sans doute ce dernier pense-t-il qu'il n'a rien à y perdre.

P.J.

Le PS se rassemble à Nevers

« M. Jacques Chirac est dangereux pour la France »

NEVERS
de notre envoyé spécial

Ce n'est évidemment pas une coïncidence si le Parti socialiste, qui n'a toujours pas officiellement désigné son candidat à l'élection présidentielle, a choisi Nevers, chef-lieu du département de la Nièvre, terre d'élection de M. François Mitterrand, pour tenir, le dimanche 21 février, le premier des meetings de sa campagne.

Au cas où certains des deux mille militants rassemblés dans le hall des expositions auraient souri encore quelques doutes, M. Lionel Jospin s'est exprimé sans aucune ambiguïté. « Il s'agissait bien, a-t-il dit, d'un clin d'œil à l'avenir », autant que d'un « signe d'amitié » à M. Mitterrand, dont le nom a été longuement scandé. « Le président a raison d'attendre pour faire connaître sa décision », a ajouté M. Jospin. Il n'est pas besoin de précipiter le rythme. Les politiques de la gauche et de la droite ont été expérimentées. Il reste à dire ce qui sera gardé, infusé ou renouvelé. Les hommes sont connus, particulièrement celui qui exerce la charge présidentielle. Chacun sait qu'il est un bon président.

Discutant pendant une heure des enjeux de l'élection du 24 avril et de 8 mai, le premier secrétaire du PS a broché du candidat de son camp un portrait qui ne saurait correspondre à personne d'autre qu'à l'actuel chef de l'Etat.

Comme M. Mitterrand l'avait fait lui-même dans la Drôme, quarante-huit heures auparavant, M. Jospin a insisté sur l'importance historique pour la France du rendez-vous européen de 1992-1993, afin de mieux souligner qu'à ses yeux un seul homme — suivez son regard — apparaît capable de maîtriser cette mutation, d'être à la hauteur du défi que représentent l'effacement de toutes les frontières à l'intérieur de la Communauté européenne. Les autres prétendants à l'Elysée — M. Jospin l'a dit en termes crus — ne font pas le poids, surtout pas MM. Chirac et Raymond Barre: le premier, « au fond de lui-même, n'est pas européen » et « n'a aucune vision véritable de l'Europe »; le second ne dit sur l'Europe « que de creuses banalités ».

assure M. Lionel Jospin

Tous les pouvoirs pour un clan

Ce qui est vrai de la dimension européenne l'est nécessairement à l'échelle hexagonale, le premier secrétaire du PS s'est employé, tout au long de son propos, à dévaloriser MM. Chirac et Barre — en se livrant en particulier à plusieurs attaques ad hominem contre le candidat du RPR, — de sorte que la personnalité de M. Mitterrand en devienne encore plus magnifiée. « L'homme qui doit diriger la France, après mai 1988, doit avoir une vision de l'histoire, une ouverture sur son temps, une capacité d'écoute mais aussi de résistance à l'influence, a notamment déclaré M. Jospin. Il devra préserver et non diviser, garantir et non menacer, compenser l'injustice et non l'aggraver. Je ne crois pas que Chirac puisse être un tel homme. Sans conviction profonde, changeant, léger, sans parole qui tienne jamais. Il est l'homme d'un groupe, d'une ambition de pouvoir, de l'accomplissement. Déjà, aujourd'hui, c'est mal-basse sur l'argent, la haute administration, les privatisations, les médias, l'édition, la justice. Demain, si un tel homme devait être élu, ce serait une vie politique sans règle, les affaires menées systématiquement contre les adversaires, tous les pouvoirs remis à un clan. Le présent parle, de ce point de vue, pour l'avenir. Cet homme est dangereux pour la France, et cet homme ne sera pas élu ».

« Barre, c'est le risque de la solitude », a ajouté M. Jospin. Combattu par le RPR, lâché très vite par le Parti radical de gauche et le Parti radical de gauche, il n'aurait, dans l'éventualité politique, pour essayer de gouverner, que ce petit groupe vétéran qui compose le CDS. Bien sûr, M. Jospin a insisté sur l'Assemblée nationale, isolé des pouvoirs réels sur lesquels la Chirac aurait fait main basse, il cherchait un salut dans un excès de présidentialisation du régime, dans l'exercice du pouvoir solitaire. Or, il est déjà coupé de la société d'aujourd'hui, des mouvements qui l'agitent en profondeur, de ses nouvelles sensibilités, par une vision conservatrice et conformiste du monde et par cet étrange contentement de soi qui est un trait essentiel de sa personnalité.

« Pour l'équilibre du pays, a poursuivi le premier secrétaire, il faut à la tête de la France un homme qui ait une grande force politique derrière lui — c'est le cas avec le courant socialiste, mais aussi un homme qui puisse rassembler au-delà de la gauche (...). Les Français et les Français veulent un chef d'Etat qui incarne dignement la France à l'étranger, qui fasse le poids face aux responsables étrangers — sans nécessairement manquer de respect aux dames premières ministres — mais elles sont désagréables [allusion à la récente controverse sur les échanges entre M. Chirac et M. Thatcher], — qui ait une vision claire de la stratégie de défense et de la politique étrangère de la France, qui fixe les grandes orientations de politique intérieure mais qui puisse être aussi un arbitre et un recours, un homme qui soit à l'écoute des grandes émotions populaires et des grands sentiments des Français, qui sache comment prendre leur vie quotidienne. »

M. Jospin a particulièrement chargé la barque de M. Chirac : « Il était indiqué et un peu pitoyable, ces derniers jours, de voir le candidat Chirac, comme un bonhomme de marché devant son étal, nous proposer cinq serviettes pour le prix d'une. Pour le prix d'une élection, mesdames et messieurs, je vous mets non seulement des postes de soin à domicile pour les personnes âgées, mais le SMIC pour les femmes avec trois enfants et la Coupe du monde de football en 1998. Certes, on apprendrait après les soins à domicile avaient été réduits depuis 1986, que les mesures pour les femmes n'étaient pas de l'ampleur promise et que la Fédération internationale de football n'avait encore rien décidé, mais le camelot avait déjà replié sa table, rangé ses serviettes et était parti ailleurs... »

Pour faire bon poids, M. Jospin a accusé MM. Chirac et Barre de conserver une position ambiguë à l'égard du Front national : « Voter pour Chirac ou pour Barre, a-t-il dit, c'est voter pour un gouvernement qui serait présenté l'extrême droite raciste et xénophobe. »

Enfin, le premier secrétaire du PS s'est insurgé contre l'appréciation selon laquelle il n'y aurait plus une grande différence entre la politique menée par la droite et celle préconisée par la gauche : « Ils sont pour le contrat à durée déterminée ; nous sommes pour le contrat à durée indéterminée. Ils sont pour la remise en cause du SMIC ; nous sommes pour sa réévaluation. Ils sont pour l'évasion des capitaux ; nous sommes pour l'impôt sur la grande fortune. Ils sont pour les licenciements accélérés des délégués syndicaux ; nous sommes pour le dialogue avec les syndicats. Ils sont pour la sélection à l'université ; nous sommes pour deux millions d'étudiants... »

ALAIN ROLLAT.

MONTPELLIER
de notre envoyé spécial

La satisfaction de M. Jacques Chirac, invité à répondre, le samedi 20 février, au début d'une réunion publique à Montpellier, aux critiques que lui avait adressées, la veille, M. François Mitterrand (le Monde daté 21-22 février), faisait plaisir à voir. Enfin ! le président de la République, qui affectait jusqu'à d'ignorer les pierres tombant en pluie dans son jardin, s'était décidé à expédier un caillou en direction du premier ministre !

M. Mitterrand avait dit : « Jack-pot ? » C'est une réflexion qui fait prendre au sérieux, a opiné M. Chirac, non seulement parce qu'elle vient du président de la République mais parce qu'elle vient d'un expert. « Sous les rires et les acclamations, le premier ministre a continué : « Chacun se souvient de la campagne de 1981 et des catalogues de promesses — les cent dix propositions et bien d'autres — qu'avaient faites les socialistes. »

Evocant les « engagements de toutes sortes » et les « affirmations sans nuance » formulés alors, notamment au sujet du chômage, le candidat du RPR à l'élection présidentielle a rappelé que la confrontation de ces promesses avec la réalité avait abouti à ce que les Français prononcent, en mai 1986, « la sanction la plus sévère que l'on ait vue depuis longtemps contre un régime sortant ». M. Chirac, qui estime ne prendre, lui, que « des engagements mesurés, intégrés dans une politique », a assuré : « Je les tiendrai. »

Le premier ministre était décidé à faire un sort à la pique du chef de l'Etat. « Les Français, a-t-il ajouté, ont été réveillés, ce matin, par un bruit. Ce n'était pas celui du jackpot. C'était celui des menottes qui se fermaient sur les poignets du terroriste Philippe Bidart et de ses complices. C'est un bruit que nous n'avions pas beaucoup entendu lorsque nos affaires étaient gérées par les socialistes. »

M. Chirac a fait d'une pierre deux coups, en répondant à M. Mitterrand et en ramenant le débat sur l'un des thèmes — avec les problèmes agricoles et les rapatriés — qu'il avait choisis de privilégier ce soir-là : la sécurité. Se félicitant de l'arrestation de Bidart, « succès spectaculaire », le premier ministre a souligné toutefois qu'il reste encore à faire, notamment en Corse, où « il faut aussi l'ordre sera rétabli et les terroristes

seront pris ». Il répliquait ainsi aux socialistes et, particulièrement, à M. Lionel Jospin, qui, le 18 février, sur TF1, avait opposé la situation en Corse au bilan revendiqué par le premier ministre en matière de sécurité. En présence de M. Charles Pasqua, comme toujours ovationné par l'assistance, M. Chirac a été interrogé par l'animateur du débat sur la grève de la faim des membres d'Action directe. La question a fait fuser, dans la salle, les huées et quelques cris réclamant la peine de mort. « Je comprends et je plains les familles de ces monstres et je ne leur lance pas la pierre », a déclaré le premier ministre au sujet de la demande de modification des conditions de détention que lui avaient adressées ces familles. « Je pense, a-t-il ajouté, aux familles de ceux qui ont été assassinés bestialement. »

Des membres d'Action directe, M. Chirac a dit : « Ils ne m'inspirent aucune espèce de pitié. Ils ont voulu faire une grève de la faim ; c'est leur problème. Il ne faut pas qu'ils attendent de moi le moindre régime de faveur. Ils ont pris leurs responsabilités vis-à-vis de la société. Qu'ils les assument ! »

M. Jacques Blanc, président du conseil régional Languedoc-Roussillon, et M. Willy Dimeglio, député de l'Hérault, tous deux membres du Parti républicain, assistaient au meeting, comme, deux heures auparavant, à la rencontre de M. Chirac avec des responsables socio-professionnels. Accueilli par M. Georges Fontes, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, maire de Béziers, et par M. Camille Cabana, ministre délégué, chargé de la réforme administrative, et des rapatriés, coordinateur de la campagne du RPR dans la région, M. Chirac a été interrogé, entre autres « témoins », par MM. Laurent Spanghero, célèbre nom du rugby reconverti dans l'agro-alimentaire, Honoré Gévaudan, ancien directeur adjoint de la police judiciaire, aujourd'hui à la retraite à Sète, et Roland Dhesy, vice-président du mouvement de rapatriés le RECOURS.

A ce dernier, qui a rendu un hommage appuyé à l'action du gouvernement actuel, M. Chirac, avant de rencontrer les rapatriés le 27 février à Nîmes, a assuré qu'il « ne considère pas du tout le dossier comme clos », mais il a refusé de prendre un engagement à ce sujet en période électorale, car « ce ne serait pas digne ».

PATRICK JARREAU.

Le futur ex-premier secrétaire

« Pourquoi pas moi ? »

NEVERS
de notre envoyé spécial

C'est l'acte libre d'un homme qui a rempli son contrat, de quelqu'un qui continue à tenir ses engagements, qui reste à sa place, pleinement engagé dans le combat. C'est l'acte d'un responsable qui pense qu'il est mieux d'écarter l'avenir et de préparer son parti à un choix à faire. Il veut mieux le dire à temps. Cette démission ne gêne personne ; elle ne veut que pour l'avenir. C'est fait quinze ans que le siège du secrétariat du parti. J'ai constaté que j'ai été le seul à y avoir siégé aussi longtemps. D'autres ont fait d'autres choses, pourquoi pas moi ? Il est bon que les fonctions soient renouvelées. »

Devant la presse régionale réunie le dimanche 21 février à l'hôtel de ville de Nevers, M. Lionel Jospin a expliqué en ces termes l'annonce de sa décision de quitter la tête du PS après l'élection présidentielle, avant de revenir sur cette question, lors d'un entretien informel avec les journalistes parisiens qui l'accompagnaient pour le premier grand meeting de la campagne socialiste.

Lors de cet entretien, M. Jospin a donné l'impression à la fois d'une grande lassitude et d'une égale soif de changement. Anecdote, mais hautement significative, M. Jospin, dans le cours d'une explication, a mis quelques secondes — ne qu'il a fait sourire lui-même — à retrouver les termes, pourtant omniprésents

dans la préparation des congrès socialistes, de « contribution » et de « motion ». Le premier secrétaire a paru avant tout mû par des considérations d'ordre personnel, comme s'il ressentait aujourd'hui le contrecoup de sept années passées à privilégier l'intérêt collectif.

Une épreuve de vérité

Pour autant, le député de Haute-Garonne n'a pas oublié, en choisissant le moment de l'annonce de sa décision, les jeux tactiques internes. Il est parfaitement conscient de l'embarras qu'il provoque chez ses successeurs potentiels et pense, au demeurant, que la période de campagne électorale exclut tout risque de guerre de succession.

M. Jospin n'est visiblement pas mécontent de mettre les dirigeants socialistes face à leurs responsabilités. En d'autres termes, il provoque une épreuve de vérité — qu'il juge salutaire — au niveau de la direction du parti et donne, de fait, le signal du départ pour quelques clarifications internes.

Toutes ces considérations, néanmoins, ne suffisent pas à expliquer le choix du moment pour l'annonce de sa décision. En privé, M. Jospin a reconnu que M. François Mitterrand lui-même — à qui il affirme n'avoir rien demandé et de qui il assure n'avoir reçu aucune promesse — a été surpris, lorsqu'il l'a prévenu, quelques jours avant l'annonce « Questions à domicile » de TF 1.

Pour autant que l'on puisse en juger, M. Jospin et ses proches sont les seuls, au PS, à trouver parfaitement opportun le choix de ce moment.

Si les déclarations publiques restent rares, les confidences attestent une certaine perplexité. Si M. Pierre Bérégovoy, tout en avouant sa surprise, pense que M. Jospin a été « habile », tel ancien ministre ironise sur la « démissionnisme aigu », tandis que tel autre remarque : « Ce ne va pas faciliter les choses. Et ce va mettre le... au secrétaire [national du PS]. Déjà qu'il était dans les starting-blocks, là on vient de tirer le coup de pistolet ».

Si M. Dominique Strauss-Kahn, proche de M. Jospin, affirme : « Tout ça, c'est tout miel ! », M. Gérard Fuchs, proche de M. Michel Rocard, lance : « Habituellement, j'ai de l'imagination, mais là je ne parviens vraiment pas à imaginer les raisons qui l'ont poussé à annoncer sa décision maintenant. » Enfin, le premier secrétaire fédéral de l'Yonne résume probablement un sentiment répandu lorsqu'il observe : « Chez les militants, ce n'est pas l'enthousiasme. Les gens pensent qu'il aurait mieux valu attendre l'élection. Parce que faire campagne avec un premier secrétaire en préretraité, surtout avec le PS tel qu'il est aujourd'hui, ce n'est pas l'idéal. Mais comme le candidat va tenir le parti, ça ira quand même... »

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

La convention nationale du MRG

La « génération radicale » vote Mitterrand

L'absence de suspense sur les deux points inscrits à l'ordre du jour est-elle suffisante pour expliquer la faible participation à la convention nationale du Mouvement des radicaux de gauche samedi 20 février ? Il n'aura fallu qu'une matinée aux quelque quatre-vingts présents pour entériner (à l'unanimité moins une voix) un appel à la candidature de M. François Mitterrand assorti en bonne logique d'un engagement à la soutenir.

En partie à huis-clos, les discussions n'ont guère été animées, tant sur les quatre thèmes de la plate-forme (le Monde du 20 février), que sur la tactique présidentielle. Pour M. François Doubin, « les dés sont jetés » et la candidature du président de la République ne fait aucun doute. Fort de cette certitude, le président du MRG a donc convaincu ses amis qu'il ne servait à rien d'envisager d'autres hypothèses.

Il aura fallu que M. Jean-Michel Baylet intervienne pour pimenter les débats. L'ancien président du Mouvement, ancien secrétaire d'Etat, sénateur et président du conseil

général de Tarn-et-Garonne, a, devant un auditoire des plus clairsemés, établi un constat sévère : « Le parti s'étiole », a-t-il assuré avant d'expliquer que pour des raisons « politiques et organisationnelles », il y avait unanimité sur le soutien au chef de l'Etat. Mais le président d'honneur du MRG aurait voulu que son parti fasse un pas de plus à l'instar de la fédération du Grand Sud (regroupant les dix-huit fédérations des trois régions du Midi-Pyrénées, du Languedoc-Roussillon et de l'Aquitaine) qui, elle, annonce d'ores et déjà que les radicaux de gauche soutiendront « le candidat de la gauche et des forces de progrès » quel qu'il soit.

Pour M. Doubin pour « simple » qu'il paraît, le choix du soutien à M. Mitterrand, ne va pas de soi en raison du contexte difficile, dans un mouvement d'une gauche « fascinée par le désir de reconquête du pouvoir » et d'une droite divisée entre « Morphée » Barre et « Matamore » Chirac. Hostile à la perspective d'une dissolution de l'Assemblée

nationale, le président du MRG a une nouvelle fois justifié la volonté d'autonomie des radicaux de gauche.

M. Doubin, qui va publier *Courir citoyen, le monde nouveau est devant toi* — qui aurait pu servir en cas de campagne — a confié à M. Dominique Saint-Pierre, député de l'Ain, la tâche de représenter le MRG dans l'état-major du candidat socialiste et à M. Claude Catesson, conseiller régional de Nord-Pas-de-Calais, l'animation de la fédération nationale des comités d'appel et de soutien à la candidature de M. Mitterrand.

Quant au « message » que le MRG entend faire pendant la campagne, il revêt une forme bien éloignée de l'autonomie : l'affiche est copiée sur celle du PS. Elle annonce la « génération radicale » dans un graphisme identique, seule la poignée de mains entre Jacques Séguéla et sa petite fille est remplacée par la photo de l'envol de trois cygnes.

A. Ch.

MISSANIE



Politique

La préparation de l'élection présidentielle

M. André Lajoinie reproche aux socialistes de soutenir la candidature Juquin

Invité du « Grand Jury RTL-le Monde », le dimanche 21 février, M. André Lajoinie a indiqué que le PCF est « pour des accords, y compris d'union de la gauche, dès lors que ces accords peuvent déboucher sur une autre politique ». « En attendant leur intention de voter pour moi au premier tour, a-t-il dit le candidat du PCF à l'élection présidentielle — se réservant évidemment de voter pour le candidat de gauche présent au deuxième tour, en l'occurrence François Mitterrand s'il est candidat », les électeurs « de progrès veulent donner un coup de frein » au « glissement à droite » de la société.

M. Lajoinie a rappelé que son parti, conformément à la décision du dernier congrès, fera part de ses intentions pour le second tour du scrutin présidentiel le mercredi suivant le premier tour après consultation des fédérations départementales. En cas de victoire du candidat de gauche, il s'est prononcé pour la dissolution de l'Assemblée nationale, « si l'on veut diriger dans la clarté ».

« Je pense pouvoir dépasser le score des législatives » de 1986 (soit 9,8 % pour 2,7 millions de voix), a affirmé le dirigeant communiste, qui est opposé à un retour des ministres communistes « pour faire la politique qui nous a conduits à sortir du gouvernement ». « Il ne faut pas compter sur les communistes pour faire la politique de la droite », a-t-il ajouté.

Soulignant que « tous les citoyens sont au rouge (...) depuis

1983 » pour l'emploi, les investissements, le commerce extérieur, la formation, la liberté syndicale, le candidat du PCF a proposé « de prendre 40 milliards sur le budget militaire — sans mettre en cause la défense de la France — pour rénover notre enseignement ». « Si l'on veut être au niveau des autres pays développés, il faut former 300 000 professeurs d'ici à l'an 2000 », a-t-il ajouté.

M. Lajoinie a estimé que « Chirac promet le SMIC pour l'allocation parentale d'éducation alors qu'il a diminué les allocations familiales de 10 % et qu'il est « maire de Paris depuis assez longtemps pour avoir eu le temps de faire un stade » capable d'accueillir la Coupe du monde de football. Interrogé sur la renationalisation de TF 1, il a déclaré : « Il faut remettre dans le secteur public TF 1 et faire un grand service public de la télévision qui doit donner l'exemple ».

Le chef de file des députés communistes a assuré que « Le Pen feint d'être le porte-parole des mécontents », mais « c'est un militariste » qui « fait l'apologie du nazisme » et « utilise le racisme comme un moyen politique ». « Dans les cités populaires, nous gagnons en voix et, dans certaines de ces cités, Le Pen recule », a affirmé M. Lajoinie. Considérant que « la candidature de Juquin est une candidature anticomuniste », le candidat du PCF a indiqué que l'ancien porte-parole de son parti, aujourd'hui exclu, « n'a pas ses cinq cents signatures que si le PS — ou la droite, mais alors on le verra car les noms des signataires sont publiés — le décide. Il prendrait alors une lourde responsabilité, car ce serait une attaque contre le PCF ». Le PS « le paierait cher », a conclu M. Lajoinie, sans donner plus de précision sur le sens de cette menace.

Le CDS du Finistère précise que M. Jacques de Menou n'appartient plus à cette formation depuis 1986. M. de Menou, maire de Plouven, vice-président du conseil régional de Bretagne, vice-président du conseil général du Finistère, a adhéré au comité de soutien à la candidature de M. Chirac.

Les mérites comparés des présidentiables selon la SOFRES

Les mérites et les points faibles des trois principaux candidats à l'élection présidentielle, tels qu'ils ont été désignés dans le sondage réalisé par la SOFRES et publié, le vendredi 19 février, dans l'« Expansion » (1) ne permettent pas de désigner le meilleur présidentiable. Du point de vue du règlement de la crise économique, de la progression du pouvoir d'achat, de la réduction du chômage, de l'évolution de l'imposition ou de l'influence de la France dans le monde, en effet, MM. François Mitterrand, Raymond Barre et Jacques Chirac obtiennent des résultats presque identiques.

Néanmoins, 35 % des personnes interrogées considèrent que si le candidat de l'UDF est élu, la capacité de l'économie française à faire face à la concurrence internationale sera plus importante à la fin de son septennat qu'au début, 9 % estiment le contraire. MM. Chirac et Mitterrand recueillent, pour leur part, respectivement 26 % et 19 % d'avis favorables sur ce thème.

L'élection du premier ministre rassurerait, elle, les Français, 31 % pensant que l'insécurité et la violence seraient moins fortes sous son septennat (13 % expriment une opinion contraire). 23 % partagent cet avis dans le cas de M. Barre et 21 % dans celui de M. Mitterrand.

En revanche, si de dernier est réélu, il bénéficie de la confiance des Français en ce qui concerne les réductions d'inégalités sociales : 26 % des personnes interrogées estiment qu'il y aurait davantage d'égalité entre les différentes catégories sociales et 12 % qu'il y en aurait moins. MM. Barre et Chirac obtiennent respectivement 12 % et 11 % d'avis positifs dans ce domaine.

Un sondage également réalisé par la SOFRES et publié, le même jour, dans le « Nouvel Observateur » (2) complète les résultats de cette enquête. 60 % des personnes interrogées (au lieu de 65 % en janvier), considèrent que M. Mitterrand « ferait un bon président de la République dans les sept prochaines années », 32 % affirmant le contraire. Il devance largement

M. Barre qui est crédité de 50 % d'avis favorables ce mois-ci (au lieu de 58 %), tandis que 41 % expriment une opinion opposée. Le candidat de l'UDF est talonné par M. Chirac dont la capacité à être un bon chef de l'Etat recueille 49 % d'adhésions (au lieu de 51 % le mois dernier) et suscite 41 % d'avis négatifs.

(1) Sondage effectué du 1^{er} février au 3 février, auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes.

(2) Sondage effectué du 6 février au 9 février auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes.

Au baromètre de l'IFOP

MM. Mitterrand, Barre et Chirac en baisse

Après leur forte percée dans l'opinion au début de l'année, MM. François Mitterrand, Jacques Chirac et Raymond Barre sont, ce mois-ci, en recul, selon le sondage réalisé par l'IFOP et publié, le 21 février, dans le « Journal du dimanche ». Le président de la République, qui est crédité de 55 % de bonnes intentions, perd cinq points en un mois, tandis que 33 % des personnes interrogées (au lieu de 29 %) se déclarent mécontentes de lui. Si le premier ministre abandonne deux points en recueillant 47 % d'avis favorables, il consolide néanmoins ses positions en obtenant, pour la troisième fois consécutive, un solde positif (39 % d'insatisfaits au lieu de 37 %), après avoir connu durant deux mois un solde négatif ou nul.

M. Barre n'a pas tiré profit de l'annonce officielle, le 8 février, de sa candidature à l'élection présidentielle, alors que cette enquête a été réalisée du 6 au 13 février auprès d'un échantillon représentatif de mille huit cent six personnes. 57 % des interviewés (au lieu de 59 %) expriment à son égard une opinion favorable, tandis que 31 % (au lieu de 28 %) émettent un avis négatif.

En Nouvelle-Calédonie

Le FLNKS confirme qu'il boycottera les élections régionales

NOUMÉA
de notre correspondant

Le septième congrès du FLNKS s'est achevé, le samedi 20 février, à la tribune de Tibarama sur la commune de Poindimié (côté est) en entérinant la ligne du boycottage du prochain scrutin régional du 24 avril proposé par sa composante majoritaire, l'Union calédonienne (UC). M. Jean-Marie Tjibao, le chef de file du mouvement, a expliqué qu'il s'agira d'une « mobilisation musclée » afin de « faire échec aux élections et à la mise en place du statut Pons », qui, a-t-il précisé, « signe notre disparition en tant que peuple ». Evoquant à de multiples reprises la « volonté du gouvernement et de la droite locale de faire disparaître ce qui constitue la spécificité du peuple canaque », M. Tjibao a notamment jugé que le nouveau statut risque de « remettre en cause la propriété coutumière et le statut civil de droit particulier qui régissent la vie quotidienne de la quasi-totalité des Mélanésiens ».

L'objectif de la campagne de boycottage qui s'annonce, a ajouté le dirigeant indépendantiste, est d'« obtenir un rapport de forces nous mettant en meilleure position pour négocier avec le nouveau président, voire avec le nouveau gouvernement, des conditions d'un véritable référendum d'autodétermination permettant d'accéder à l'indépendance ».

M. Tjibao a toutefois refusé de reprendre à son compte l'expression de « boycottage » utilisée par le FLNKS à l'époque des troubles de fin 1984, indiquant que cette formule était « chargée d'histoire et de souvenirs pénibles pour tout le monde ». Interrogé sur une éventuelle analogie entre les deux situations, il a convenu en outre que la période actuelle est « beaucoup plus critique » en raison de l'« omniprésence des forces de l'ordre ». Dans ce contexte, a-t-il admis, le mouvement indépendantiste ne bénéficie pas de « la même mobilisation

qu'en 1984 », car « la mobilisation permanente, ça n'existe nulle part, et le peuple canaque a toujours connu des hauts et des bas dans sa lutte ». Mais l'heure est venue, a-t-il conclu, d'amorcer la « remobilisation » et de s'« engager à fond pour gagner ».

Les comités de lutte FLNKS installés dans chaque commune de l'archipel ont reçu mission d'étudier « les terrains de lutte ». Une convention du mouvement se réunira fin mars pour clore cette phase préparatoire.

FREDERIC BOBIN.

Singuliers procédés journalistiques

Pour approcher le milieu indépendantiste, Radio-Rhône bleu (RRB), la radio du RPCR, n'aurait-elle pas trouvé de meilleur moyen que de... se réclamer du journal le Monde ? Un militant du FLKS a ainsi rapporté avoir été contacté samedi, à la tribune de Tibarama, par un journaliste de Radio-Côte est, station décentralisée de RRB, affirmant travailler pour le compte du Monde. Mais la manœuvre a échoué, le militant indépendantiste ayant identifié son interlocuteur.

Qu'à cela ne tienne ! Un peu plus tard, le même pseudo-correspondant se présentait sous un faux nom à l'entrée du congrès du FLNKS, à la tribune de Tibarama, se réclamant à nouveau du Monde. La supercherie n'a pas été démasquée sur le moment : les jeunes Canaques du service d'ordre ont demandé au « journaliste » de revenir un peu plus tard. Ce dont ce dernier s'est bien gardé. Et pour cause : le vrai correspondant était arrivé entre-temps à Poindimié et découvrait qu'il avait été précédé par un « confrère » aux procédés singuliers.

NISSAN la performance à Dakar.



André DESSOUDE
Jean-Luc LERAN
2^e au MARATHON sur un
4x4 NISSAN de moins de 3 litres

Merci à : RICHARD-NISSAN /
BP / Michel HUREL / BOSTIK / SAINT-LO / CREDIT UNIVERSEL / DUNLOP / TOSHIBA



Société

Après l'arrestation de Philippe Bidart et de ses compagnons

Le président de la République et le gouvernement félicitent la gendarmerie

Selon
M. Pierre Arpaillange

« La police a pris le pas sur la justice »

« Aujourd'hui, la police a pris le pas sur la justice », a déclaré M. Pierre Arpaillange, procureur général près la Cour de cassation, invité, le samedi 20 février à la Sorbonne, à un colloque consacré aux « institutions aujourd'hui » par les clubs Démocratie 2000, Espace 89 et Droit et démocratie, n'a pas cherché de péripétie.

Faisant clairement référence à l'actualité récente — le « vrai-faux » passeport d'Yves Châlier, l'affaire Gordji, la bavure de Marseille, — M. Arpaillange a considéré que la raison d'Etat pesait d'un trop grand poids sur la justice. « Dès que la raison d'Etat se profile, la justice est menacée : on aboutit alors à une parodie de justice. Une absurdité qui saute et discrédite la justice en même temps qu'elle l'ignore ».

Retrouver le souffle d'indépendance

Citant notamment le ministre de l'Intérieur et celui de la Justice, M. Arpaillange a affirmé qu'il rejetait avec « toute la force de ses convictions les propos de Charles Pasqua » : « La démocratie s'arrête où l'intérêt de l'Etat commence » — et d'Albin Chalandon — « Il peut être nécessaire qu'un juge prenne connaissance des éléments induisant la raison d'Etat pour prendre sa libre décision ».

« La raison d'Etat obscurcit l'œuvre judiciaire. Il est indispensable de rechercher l'esprit et de retrouver le souffle d'indépendance de notre métier », a estimé le procureur général.

Enfin, en tant que plus haut magistrat du parquet, M. Pierre Arpaillange a regretté le temps où la chancellerie conseillait aux parquets de France de trouver eux-mêmes des solutions aux situations difficiles alors qu'aujourd'hui « le pouvoir exécutif, par l'intermédiaire des procureurs généraux et des procureurs de la République, cherche à intervenir le plus rapidement possible dans les décisions des magistrats ».

Ag. L.

An lendemain de l'arrestation de son chef présumé, Philippe Bidart, et de quatre autres de ses militants, le mouvement séparatiste basque Iparretarrak a lancé, dimanche 21 février, un appel à « la lutte armée contre l'Etat français ». Dans un communiqué adressé à l'Agence France-Presse, l'organisation clandestine précise : « Cinq de nos militants sont tombés dans une embuscade montée par la gendarmerie. Ce grave événement constitue, certes, un revers pour notre organisation, mais nous tenons à avertir l'Etat français et les notables locaux complices de sa politique criminelle que ce ne sera pas le coup de grâce qu'ils espèrent sans doute. » Iparretarrak demande, en conclusion, aux nationalistes basques de « s'engager dans la lutte pour que vive le peuple et, particulièrement, dans le soutien et la participation à la lutte armée ».

L'opération de gendarmerie, effectuée samedi matin au Boucan, a valu à ses auteurs, membres de la brigade de recherches de Bayonne et hommes du GIGN, de multiples félicitations. Ainsi, M. François Mitterrand a-t-il adressé un message au directeur de la gendarmerie pour qu'il transmette ses « félicitations à l'ensemble des forces de gendarmerie qui ont participé aux opérations qui ont abouti à l'arrestation de Philippe Bidart et de ses complices, et qui poursuivent la lutte contre le terrorisme ». De même, M. André Girard, ministre de la Défense, a-t-il souligné « ce très important succès », obtenu dans des conditions « difficiles et souvent dangereuses ».

M. Robert Pandrard, ministre délégué à la Sécurité, qui s'est rendu samedi après-midi au Pays basque,

a tenu à rendre hommage à la gendarmerie, affirmant : « C'est un très bon travail de préparation et, quant à l'exécution, un exemple. » Iparretarrak aura dû lui à se reconstruire, a ajouté le ministre, soulignant la détermination du gouvernement et du premier ministre Jacques Chirac dans la lutte contre le terrorisme.

Au Pays basque, les forces de gendarmerie ont procédé à un certain nombre de perquisitions. Une dizaine de personnes interpellées pendant le week-end étaient toujours en garde à vue lundi matin 22 février. Par ailleurs, les enquêteurs ont lancé un appel à Lucienne Fourcade, une jeune institutrice, compagne de Philippe Bidart, afin que celle-ci, actuellement en fuite, et considérée comme une simple comparse, se rende.

Le temps du dialogue ?

Après l'arrestation de Philippe Bidart, le commando rejoint sa base, les projecteurs sont allumés. Philippe Bidart est immédiatement placé au sol. Son lieutenant, Joseph Etcheverry, trente-sept ans, recherché lui aussi depuis 1982, dégage son arme et tente de se réfugier dans la maison. Le gilet pare-balles qu'il porte ne l'empêchera pas d'être atteint de deux balles. Pierre Aguerre, vingt-sept ans, inconnu jusqu'alors des services de police, cherche à fuir : il est touché au bras. Jean-Paul Hiribarren est lui aussi atteint. L'opération a duré moins d'une minute.

Dès 6 heures, la police judiciaire et la gendarmerie effectuent diverses perquisitions et interpellations. Lundi

matin 22 février, une dizaine de personnes étaient encore en garde à vue.

« Je suis pleinement satisfait de cette opération : elle montre que l'on peut efficacement lutter contre le terrorisme en respectant totalement les règles de l'Etat de droit », a déclaré M. Robert Pandrard à Bayonne où il était descendu samedi féliciter les gendarmes. Le ministre délégué à la Sécurité s'est néanmoins abstenu de parler de Iparretarrak n'étant pas un groupe isolé ; il bénéficie d'un appui, plus ou moins engagé, de la part de nombreux jeunes basques regroupés au sein du (EMA) Mouvement de la gauche basque. Sa composante violente aujourd'hui réduite au silence, les causes de son apparition demeurent. « J'espère que le dialogue va maintenant s'ouvrir », commente M. Jean-Baptiste Bidart. Ses fils ont été généraux et je souhaite que leur engagement serve à quelque chose. Ce dialogue est nécessaire sinon il y aura d'autres Bidart ».

Cet appel d'un père dont trois des quatre fils sont en prison laisse sceptique M. Jean Haristegui, professeur d'université, ancien maire de Bayonne

et président de la Fédération des associations culturelles basques :

« M. Valéry Giscard d'Estaing puis M. François Mitterrand et Jacques Chirac lors de leur récent passage à Bayonne ont réitéré : non au terrorisme, oui à la langue, la culture et au développement économique du Pays basque. Les forces de l'ordre ont été renforcées mais les écoles en langue basque sont au bord du dépôt de bilan. Le DEUG de basque a été refusé et la Commission des opérations en Basque (Cotab) maintenant à une société d'investissement que nous avions mise en place... Il existe une violence armée que je dénonce, mais aussi une violence institutionnelle lorsque vous ne donnez pas à une langue et à une culture multilingues les moyens de survivre. Tout que le terrorisme existe, on ne pourra rien faire nous rétorquaient-ils jusqu'à aujourd'hui. Voyons ce qui advenira désormais ».

Dialogo, dialogo : le même mot est aujourd'hui employé des deux côtés des Pyrénées. Les Basques trouveront-ils à Madrid et à Paris des interlocuteurs attentifs ?

PHILIPPE ETCHÉVERRY.

BAYONNE
de notre correspondant

La messe chantée de 11 heures à attiré, comme chaque dimanche, les plus belles voix du village, Saint-Etienne de Bagny. Pas besoin, ici, de choral : le chant est la première chose que les Basques apprennent. Au premier étage des galeries de bois qui entourent la nef, M. Jean-Baptiste Bidart, dont le fils Philippe a été arrêté la veille près de Bayonne (le Monde daté 21-22 février). Depuis six ans que son aîné était l'homme le plus recherché de France, ce père s'attendait à ce que jour qu'un vœu lui annoncer sa mort. Déchiqué par une bombe qu'il avait manipulée comme Ramoncho Arruz et Christophe Istique, deux autres enfants du village. On criblé de balles par les policiers qui, chaque fois qu'un des leurs mourait, tué par Philippe, juraient que la prochaine fois ils tireraient les premiers. « Quand on m'a annoncé son arrestation, j'ai tout de suite demandé s'il était vivant ».

Grâce au sang-froid des gendarmes de la section recherches des Pyrénées-Atlantiques et des hommes du GIGN, l'arrestation des dirigeants d'Iparretarrak s'est relativement bien passée. Depuis plus d'un mois, six membres du corps d'élite de la gendarmerie, descendus de Paris, travaillaient avec leurs collègues locaux à l'observation des habitudes de vie de Jean-Paul Hiribarren, sorti de prison en mai 1987 après avoir purgé une peine de quatre ans pour un attentat. Pas de filature trop voyante mais une étude soignée de son environnement, de ses relations et de ses possibles réactions, en fonction de ce que l'on connaissait de son passé. « Très vite nous nous

sommes rendu compte qu'il avait repris les idées du militant clandestin, explique Philippe Legros, patron du GIGN. Chaque jour, nous essayions d'analyser ses déplacements et, après vérifications, nous avançons le point d'observation. Nous sommes ainsi parvenus à la ville du Boucan. » Une annexe d'un petit hôtel dont Hiribarren, sous l'identité d'un représentant de commerce, avait loué deux chambres « pour y recevoir quelques amis d'occasion ». Pose de micro-émetteurs et attente patiente.

Vendredi soir, le commando est venu se fourrer dans la gueule du loup. C'est ce qu'attendait depuis des années le capitaine Charles Saens, responsable de la section recherches dont la mission essentielle est l'arrestation de Philippe Bidart. Cet officier basque, attaché à la langue et à la culture de son pays, avait promis : « J'arrêterai Bidart pour l'empêcher de continuer à tuer mais aussi parce que je pense que son action nuit à la cause basque ».

Le quartier bouclé, les gendarmes suivent, sur leurs récepteurs, toute la réunion du commando. Il s'agit, dans la ville, d'introduire », comme mem-

bre clandestin, Philippe Lascaray, vingt-deux ans, blessé en décembre dernier lors du hold-up du Crédit agricole de Bayonne, et qui revient d'Espagne où il était parti se réfugier.

L'après Bidart

Avertis de la fin de ce conseil de guerre, les gendarmes se sont postés à la sortie de la maison. Alors que le commando rejoint sa voiture, les projecteurs sont allumés. Philippe Bidart est immédiatement placé au sol. Son lieutenant, Joseph Etcheverry, trente-sept ans, recherché lui aussi depuis 1982, dégage son arme et tente de se réfugier dans la maison. Le gilet pare-balles qu'il porte ne l'empêchera pas d'être atteint de deux balles. Pierre Aguerre, vingt-sept ans, inconnu jusqu'alors des services de police, cherche à fuir : il est touché au bras. Jean-Paul Hiribarren est lui aussi atteint. L'opération a duré moins d'une minute.

Dès 6 heures, la police judiciaire et la gendarmerie effectuent diverses perquisitions et interpellations. Lundi

La grève de la faim des quatre dirigeants d'Action directe

Jeu dangereux contre jeu mortel

Alors que six membres d'Action directe, dont Jean-Marc Rouillan, devaient comparaître à partir du lundi 22 février devant la cour d'assises spéciale de Paris pour y répondre de deux attaques à main armée commises en 1983, les dirigeants du mouvement dissous entament leur quatre-vingt-quatrième jour de grève de la faim.

Dans un appel au garde des sceaux, cent quarante personnalités (chercheurs, artistes, juristes, médecins et écrivains) demandent qu'il soit mis fin « aux condi-

tions carcérales de certains prisonniers en France ».

Les signataires — parmi lesquels on relève les noms de Lucie et Raymond Aubrac, Jean-Louis Barrault, Huguette Bouchardeau, Daniel Cohn-Bendit, Mgr Jacques Gaillot, Pierre Juquin, l'abbé Pierre, Françoise Sagan, Antoine Waechter, la biologiste Jacques Testart et de l'astrophysicien Hubert Reeves, — demandent « que soit respectée la personne humaine dans ses droits universels lorsqu'elle subit une détention ».

D'autre part, M^{me} Françoise Rudetzi, présidente de l'association SOS-Attentats, se déclare « indignée de l'action des personnalités pour la défense des droits des victimes du terrorisme ne sont pas respectés ». « Faudra-t-il une grève de la faim des victimes pour mériter une telle sollicitude ? », demande M^{me} Rudetzi, qui fut très gravement blessée dans l'attentat commis au restaurant Le Grand Véfour en 1983 et qualifie les signataires des appels de « spécialistes de l'indignation à sens unique ».

Par certains aspects, il est plus dur encore. A Stammheim, les terroristes allemands avaient quasiment toute latitude de se réunir. Certains psychiatres avaient souhaité leur donner ainsi l'occasion de se livrer à une « psychothérapie de groupe ». Ils avaient droit à la télévision et à la radio — de même que Rouillan et ses camarades — ainsi qu'à un téléphone dans lequel on découvrait après sa mort que Baader avait caché un revolver.

Le regroupement des quatre grévistes de la faim d'Action directe est incompatible avec les exigences de sécurité ? Quelle que soit la réponse, M. Chénedon, garde des sceaux, serait bien avisé de ne pas multiplier les paradoxes sur le thème des « avantages » dont bénéficieraient Rouillan et les autres en étant isolés, alors que « de nombreux autres détenus sont entassés ». Car les grévistes n'ont sans doute pas d'autre alternative que la suicide ou la mort. Les membres de la plupart des groupes terroristes ont montré, dans le passé, qu'ils savaient mourir lentement. L'irlandais Bobby Sands a succombé au terme d'un jeûne de soixante-trois jours, en 1981, sans rien avoir obtenu de la « dame de fer ». Holger Meinhof, membre de la Fraction armée rouge (RAF), avec laquelle Action directe a fusionné en 1985, est mort en 1974 après cinquante-sept jours de jeûne. Que peut gagner la France à fabriquer de tels martyrs ?

Une « demi-grève », comme tenta de l'initier la chancellerie ? Certainement. Mais une grève de la faim partée, modérée et en partie — en partie seulement — maîtrisée.

Plus astringent que la grève « classique » observée en 1962 par le militant pacifiste Louis Lecoq, ce type d'action n'est pas moins extrêmement risqué. Quand bien même les dirigeants d'Action directe l'antiterreur dément, ils mettraient de longs mois à récupérer — s'ils les récupèrent — par exemple la marche. Mais ils peuvent aussi bien décider, à la date de leur choix, par exemple à la veille de l'élection présidentielle, de se laisser mourir en quelques jours si l'on ne trouve pas un médiateur pour les persuader contre leur gré.

Deux fermetés s'opposent donc : l'une est encore laquelle sera la plus implacable. Cette grève de la faim répond sans concession au choix de la chancellerie, qui a cru bon, tout au long de cet hiver diabolique, d'audier les procès d'Action directe à la chaîne pour l'édification des populations. Les grévistes de la faim jouent un jeu mortel, mais qui peut être que le gouvernement joue à un jeu dangereux ? En vérité, il s'est tout simplement tendu un piège à lui-même. Méningon et ses camarades ne font, jour après jour, perfusion après perfusion, que le ressembler un peu plus, cherchant à faire reculer l'Etat, assurés qu'ils sont d'avoir déjà provoqué dans une partie de la société un ébranlement malaise.

LAURENT GRELSAMER
et DANIEL SCHNEIDERMAN.

REPÈRES

Espace

Les Américains commerceront à bord de Mir

Les Américains devraient bientôt pouvoir confier à des cosmonautes soviétiques des expériences qui seront menées à bord de la station orbitale Mir, a indiqué, samedi 20 février, l'avocat de la société américaine Payload Systems, installée à Walpole (Massachusetts). Après avoir négocié avec les départements du Commerce et de la Défense américains, cette entreprise a en effet reçu, au début du mois de février, une licence de deux ans qui lui permettra d'effectuer des expériences de coexistence de produits à bord de Mir, en liaison avec Glaucomas (la société soviétique de commercialisation des services spatiaux).

D'autre part, M. James Fletcher, administrateur de la NASA, a annoncé, vendredi 19 février, qu'il quitterait la direction de l'agence spatiale américaine à la fin du deuxième mandat du président Reagan, c'est-à-dire au début de 1989. Administrateur de l'agence de 1971 à 1977, M. Fletcher avait été rappelé à ce poste en 1986 après l'explosion de la navette Challenger.

Homosexualité

Dix mille manifestants en Grande-Bretagne

Un projet de loi du gouvernement britannique visant à rendre illégale l'initiation à l'homosexualité a fait l'objet d'une manifestation qui a rassemblé, samedi 20 février à Manchester, plus de dix mille homosexuels venus de plusieurs pays. Pour les manifestants, ce terme d'« incitation » est si vague qu'il peut amener les autorités à censurer jusqu'à des œuvres d'écrivains célèbres. Pour les partisans du projet, il s'agit de mettre un terme à l'« incitation » à l'homosexualité dans les écoles et d'arrêter les dépenses locales en faveur d'associations et de manifestations homosexuelles. Au cours de la manifestation, M. Graham Stringer, qui dirige le conseil municipal de Manchester, a appelé ses collègues du Parti travailliste à s'opposer au projet.

Océanographie

L'opération Hydra VIII en plongée profonde

L'expérience de plongée profonde Hydra VIII devait commencer le 22 février devant Marseille sur le navire Orfila. Menée conjointement par la société Cornex et le Gernar (Groupe d'intervention sous-marine de la marine nationale), elle doit permettre à six hommes de travailler en mer à la profondeur de 520 mètres, c'est-à-dire une pression égale à cinquante-deux fois celle de l'atmosphère. Ce qui est une première mondiale. Cette performance sera possible grâce à un mélange respiratoire spécial composé d'oxygène, d'hydrogène et d'hélium. En novembre et décembre 1986, Hydra VI avait fait vivre huit plongeurs sous la même pression (équivalent à la profondeur de 520 mètres) mais dans les caissons de la Cornex à Marseille. En janvier 1987, Hydra VII avait eu lieu, en caissons aussi, mais à une pression moindre, pour mieux comprendre les réactions des hommes au mélange respiratoire oxygène-hydrogène. Hydra VIII devrait s'achever le 23 mars.

SIDA

Les Français favorables au dépistage systématique

Selon un sondage IPSOS publié le 21 février par le Journal du dimanche, 69 % des Français sont favorables à l'organisation d'un dépistage systématique du SIDA en France ; 17 % des Français sont hostiles à une telle mesure. 92 % des sympathisants du Front national sont favorables au dépistage systématique, de même que 78 % des partisans du RPR, 68 % de ceux de l'UDF, 65 % de ceux du PC et 61 % de ceux du PS. Selon un sondage SOFRES-Fruit d'Or, réalisé auprès de cinq cents médecins, et qui sera rendu public le mardi 23 février, 76 % des médecins français n'estiment pas souhaitable d'instituer un test de dépistage du SIDA obligatoire pour tous les Français.

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.

ment félicitent le gendarmier

1. What is the main purpose of the passage?
 2. What is the author's attitude towards the subject?
 3. What is the main idea of the passage?
 4. What is the author's main point?
 5. What is the author's main argument?
 6. What is the author's main conclusion?
 7. What is the author's main purpose?
 8. What is the author's main goal?
 9. What is the author's main objective?
 10. What is the author's main aim?

igue?

...the ...

1. What is the purpose of the document?
 The purpose of this document is to provide a detailed description of the project's progress and to identify the key challenges that need to be addressed.

2. What are the key findings of the research?
 The research has identified several key findings, including the need for improved communication and collaboration between the project team and the stakeholders.

3. What are the next steps in the project?
 The next steps in the project are to develop a detailed project plan, to identify the resources needed, and to establish a timeline for the project.

4. What are the risks associated with the project?
 The risks associated with the project include the potential for delays, the possibility of budget overruns, and the risk of poor communication.

5. What are the conclusions of the project?
 The conclusions of the project are that the project is feasible, that the team is capable of completing the project, and that the project will provide significant benefits to the organization.

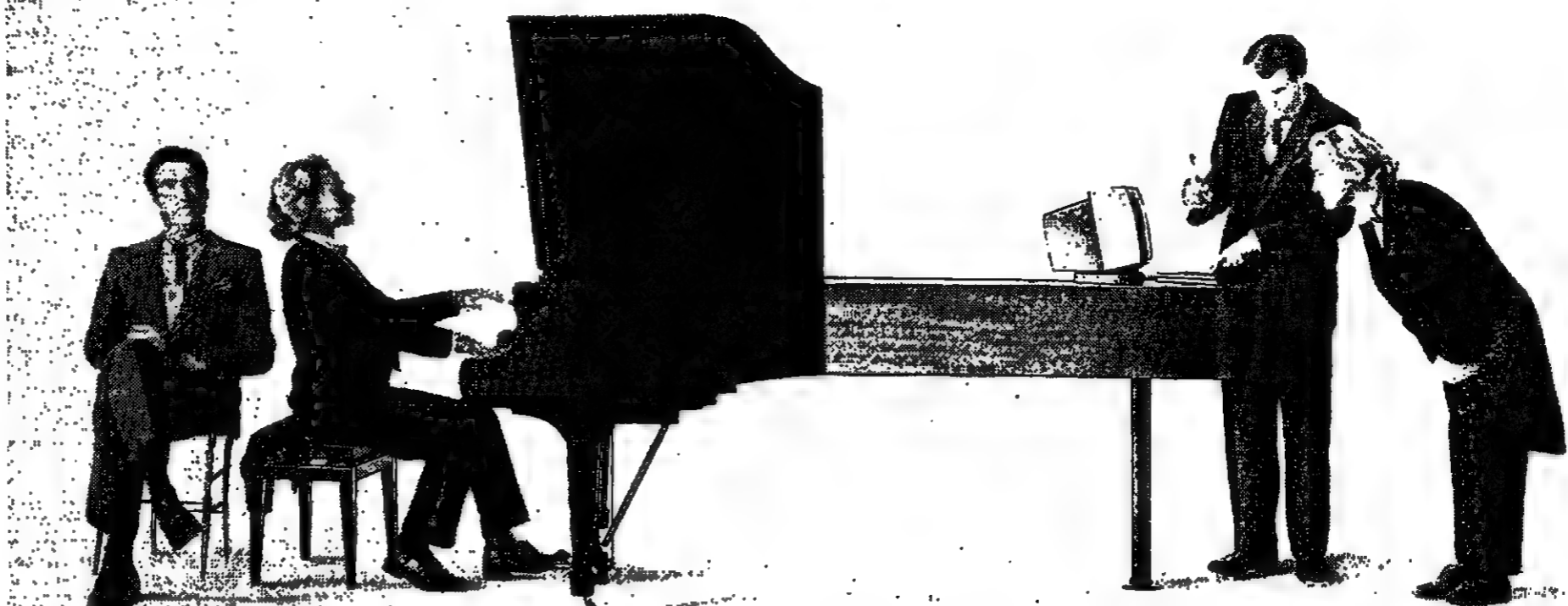
Contre jeu mortel

[illegible][illegible][illegible]

Abstract

[illegible]

NOUS AVONS DU TALENT.



Lorsque vous démarrez dans la vie active, imaginez de nouveaux projets ou préparez votre retraite, vous faites appel à vos compétences, à votre talent. C'est pourquoi vous attendez de votre banque une grande expertise, une réelle disponibilité, des conseils adaptés, à la mesure de votre talent.

Avec 2 600 agences en France et dans le monde, animées par un personnel attentif, nous dialoguons avec vous en permanence pour mieux comprendre vos besoins. Votre talent est la source du nôtre. Pour vous aider à construire un patrimoine, nous avons mis au point une large gamme de produits financiers, depuis l'assurance-vie jusqu'aux multiples Sicav et Fonds Communs de Placement. Pour vous permettre de réagir rapidement, nous avons conçu des formules de crédit extrêmement souples, accessibles en 24 h. Pour vous faire gagner du temps, nous avons développé nos services télématiques. Logitel, notre banque à domicile, est le numéro un sur son marché.

La Société Générale conjugue les compétences d'une grande banque et celles de sa clientèle.

Votre talent va de pair avec le nôtre.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
CONJUGUONS NOS TALENTS.

Société

JUSTICE

Le procès des médecins de Poitiers

La découverte de l'inconcevable sabotage en salle d'opérations

POITIERS
de notre envoyé spécial

Le procès des médecins de Poitiers va-t-il se jouer sur les expertises ? On s'attend en tout cas, pour la deuxième semaine de ce débat, à ce qu'il soit convenu d'appeler une bataille de spécialistes.

A vrai dire, le mot est excessif, dans la mesure où l'on peut être assuré que pour soutenir leur thèse respective, les experts ne manqueront jamais à cette bienveillance qui leur est coutumière, fût-ce pour marquer leur différence. Il est attendu de cette partie plus spécifiquement scientifique du procès une réponse à la question majeure. Quelles ont été les causes de la mort de Nicole Berneron le 30 octobre 1984 ?

En fait, du côté de l'accusation, mais aussi du côté du professeur Mériel, on ne considère pas qu'il puisse y avoir, sur ce sujet, matière à discussion. Il est considéré que les experts désignés par le magistrat instructeur et même les contre-experts ont donné la réponse : ce décès fut la conséquence d'une asphyxie au protoxyde d'azote au moment de la réanimation après une anesthésie qui s'était, dans sa première phase, déroulée normalement. Cependant, cette réponse, si elle est admise, signifie que l'inversion des flexibles amenant respectivement au respirateur l'oxygène et le protoxyde d'azote avait bien été opérée avant l'opération, c'est-à-dire avant le 30 octobre 1984, à 8 h 30, et on ne saurait, dès lors, en tenir le professeur Mériel pour le responsable, et moins encore pour l'organisateur d'un pareil sabotage.

Certificat de décès

C'est bien pourquoi la défense du docteur Bakari Diallo vise à faire, pour le moins, douter la cour d'assises de la Vienne, et particulièrement les jurés qui la composent, des conclusions des experts officiels. Il est, pour elle, essentiel de faire admettre que le décès a pu avoir une autre cause, par exemple une surdose dans l'administration de gaz halogéné mal contrôlé et, que, devant la situation tragique qui suivit, le professeur Mériel aurait pu avoir l'idée, afin d'échapper à la critique, de faire croire à une inversion, par

d'autres, de tuyaux qu'il aurait lui-même trafiqués après coup. Telles sont les choses dites brutalement, mais d'une manière qui devrait permettre à chacun de jurer cartes sur table.

Ce n'est pas pour une autre raison que la journée du samedi 20 février fut vouée à l'emploi du temps de M. Mériel entre le moment où, en dépit des efforts de tous, il fallut se rendre à l'évidence de ce qu'on « la mort sur table », de Nicole Berneron vers 12 h 15 et celui où, peu avant 16 heures, accompagné de deux médecins anesthésistes, les docteurs Jacqueline Beyssac et Phi-

A bien écouter les témoignages, le professeur Mériel n'aurait pas eu matériellement le temps d'inverser les tuyaux du respirateur. Inversion qui est la cause probable de la mort de Nicole Berneron.

lippe Bertin, il se précipita au bloc opératoire pour y découvrir l'inversion des flexibles et de leur bague à l'arrière du respirateur.

Peut-on considérer honnêtement à la lumière de son propre récit comme à celle du témoignage des médecins, infirmières, surveillants qui furent à ses côtés durant ces quatre heures, qu'il se trouve seul à un moment ou un autre de façon suffisamment durable pour aller se livrer à ce simulacre de sabotage ? A bien écouter les uns et les autres, et en premier lieu le professeur Mériel, il apparaît qu'il n'aurait eu que deux reprises et pendant de trop courts instants pour qu'on puisse en tirer une conclusion.

La première fois, c'est lorsqu'après avoir exposé au chirurgien, le professeur Jean-Pierre Fontanel, ce qui venait d'arriver il se changea, abandonnant le pyjama et la tenue de bloc opératoire, pour se remettre, comme ils disent tous, « en civil ». La seconde, c'est lorsque le docteur Jacqueline Beyssac, pour discuter encore de la situation, vint dans son bureau où elle le trouve effectivement seul. Pour le reste, et les témoins confirment ses dires, il se trouve constamment quelque part à ses côtés, que ce soit d'abord le professeur Fontanel, que ce soit plus tard la surveillance de l'établisse-

ment des uns et les autres, de pouvoir fournir une explication à un décès qui, pourtant, devait bien avoir une cause.

On avait beau tout envisager, rien ne donnait, si l'on ose écrire, satisfaction. Tous en revenaient à cette question. Comment une patiente jeune (trente-trois ans), ne présentant aucun antécédent cardiaque, aucune contre-indication aux drogues qui lui furent administrées, présentant soudain des signes de cyanose, ne reprenait pas ses couleurs naturelles immédiatement dès lors qu'elle était « ventilée » normalement, que cette ventilation touchait bien les deux poumons et que l'on augmentait, du moins le pensait-on, le débit en oxygène pur ?

C'était assurément à y perdre ses diplômes. A bien écouter, il apparaît aussi, et pourquoi le taire, que durant ces quatre heures, M. Mériel et ses collègues n'ont pas cessé d'être seuls avec le corps de Nicole Berneron. Ils se sont rencontrés, aussi parce qu'il y avait des décisions à prendre, des répartitions de tâches à établir et des désignations d'anesthésistes à effectuer.

Les larmes du professeur Mériel

Ce qui apparaît tout autant, c'est, à moins de ne plus faire confiance à quiconque en aucune circonstance, l'émotion réelle qui fut exprimée par le professeur Mériel lorsqu'il en vint à dire, ayant exposé tout ce qu'il avait entrepris, comment, devant l'évidence, il dut se résigner à arrêter un massage cardiaque auquel il s'était adonné avec l'énergie du désespoir. En fait, il n'est pas exagéré d'ajouter qu'il fut, à cet instant, un homme qui se sentait seul, et qui se sentait seul au bord des cils ou nerveusement abandonné sans retenue.

Cela dit, il convient d'expliquer comment, au bout de plusieurs heures, l'hypothèse d'une asphyxie d'origine au protoxyde d'azote fut écartée. Le professeur Mériel l'a exposé ainsi que le docteur Jacqueline Beyssac, puisque ce fut cette dernière qui devait mettre le professeur sur la piste. Pourquoi ? Comment ? Il est difficile de le dire, car elle se souvient d'un incident dont elle avait eu connaissance et qui avait révélé, mais ce jour-là sans conséquences tragiques, une inversion accidentelle des arrivées d'oxygène et de protoxyde d'azote à un respirateur.

L'idée, à dit alors M. Mériel, ne m'était jamais effleurée. Cela, en cet instant, ne m'apparaît d'ailleurs pas probable. Mais, bien sûr, ma réaction fut de dire immédiatement qu'il convenait d'aller vérifier sur place. C'est ainsi que le professeur, accompagné des anesthésistes, les docteurs Beyssac et Bertin, retournèrent au bloc opératoire, où le professeur, passant derrière le respirateur, en ressortit, tenant dans ses mains les flexibles trafiqués, celui du protoxyde portant une bague blanche qui faisait croire à un débit d'oxygène, alors que celui d'oxygène était à l'inverse la bague bleue indicatrice d'une arrivée de protoxyde d'azote.

La défense du docteur Diallo ne pouvait demeurer muette. Elle se livra longuement à tout un jeu de questions. Il en ressortit qu'après avoir dit à M. Mériel que certains de ses collègues n'avaient pas vu par ses collègues retirant lui-même les flexibles inversés du respirateur. Elle fit comprendre aussi qu'elle trouvait singulière la manière dont le docteur Beyssac avait fait passer à une asphyxie par protoxyde d'azote. Elle entreprit encore d'exploiter, autant qu'elle le pouvait, les éléments faisant apparaître que M. Mériel, entre 12 heures et 16 heures, le 30 octobre 1984, avait malgré tout disposé de moments où personne n'était en mesure d'empêcher l'usage qu'il en avait fait.

Ce fut de nouveau un long combat. M. Henri Leclerc et Pierre Chaigne se sont efforcés de grignoter, avec la patience et l'obstination

de la taupe, le moindre avantage. Ils y gagnèrent davantage de quolibets que de compliments. Cette fois, l'avocat général M. Pangam, reprocha à M. Leclerc d'utiliser des « procédés de basse police », en censure de se prendre pour Columbo.

C'est dire que, dans un prétoire de Poitiers, mieux vaut ne pas se présenter avec une diquette du bureau de Paris. On a même entendu, à deux reprises, les défenseurs de M. Mériel annoncer que « ça ne pouvait continuer comme ça » ou alors qu'ils allaient se retirer.

Complexes de supériorité

C'est un fait pourtant que si, ôté le prétoire, le docteur Diallo paraît ne devoir compter que sur ses avocats, ôté public, il a assurément ses amis et ses soutiens. Mais ce sera, qu'on le veuille ou non, à lui de convaincre. L'avocat général prend un matin plaisir à le provoquer, à lui lancer des phrases par lesquelles il montre déjà qu'il tient ce médecin originaire de Haute-Volta pour un mégalo-mane. M. Diallo, qui, les premiers jours, paraît volontiers plus qu'à son aise, a compris que mieux valait savoir tenir sa langue. Cela ne l'a pourtant pas empêché de se montrer parfois déconcertant. Ce signifiant de dialogue engagé sur son initiative avec le docteur Jean-Michel Klosser, assistant du professeur Fontanel dans l'opération de Nicole Berneron et présenté comme l'un de ceux qui avaient eu à se plaindre de M. Diallo dans le travail et à qui ce dernier venait tout soudain demander : « Quand le docteur Klosser a-t-il besoin d'une voiture, peut-il dire comment ça s'est passé ? »

— Eh bien, dit M. Klosser, j'ai été guidé dans mon choix par le docteur Diallo.

Dans quelles conditions ?

— Dans de bonnes conditions ? — Tel est Bakari Diallo. A ce stade du débat, une évidence s'impose pourtant. S'il convient de choisir, entre la possibilité qu'aurait eu le professeur Mériel d'inverser les tuyaux après le décès de Nicole Berneron entre 12 heures et 16 heures, le 30 octobre 1984, et celle qui, dans la soirée, le 31 octobre, entre 22 h 30 et 1 h 30, le docteur Diallo pour qu'il puisse accomplir ses mêmes gestes, le facteur temps est plus défavorable au second qu'au premier.

En revanche, qui croire ? de M. Jacques Brice, médecin inspecteur régional de la santé qui a écrit dans un rapport administratif du 22 novembre 1984 que M. Mériel avait une tendance à se décharger de ses responsabilités sur ses subordonnés, ou de M^{me} Madeleine Cavella, professeur à la faculté de médecine d'Angers qui, membre d'un jury devant lequel avait comparu M. Diallo, se souvient d'un garçon « affichant un complexe de supériorité tel que j'ai toujours refusé de le prendre dans mon service, sachant qu'il ne supporterait pas mon autorité ».

JEAN-MARC THÉOLÉVRE.

DÉFENSE

M. Giraud conteste des évaluations du Parlement

Le Rafale, à quel prix ?

Le ministre de la défense, M. André Giraud, s'est mis littéralement en colère, en petit comité, contre les évaluations, qui circulent ici ou là, du coût du nouvel avion de combat Rafale, qui devrait être commun à l'armée de l'air et à l'aéronavale française. Il s'en est pris à la presse, notamment, en jugeant, devant quelques journalistes qu'il avait réunis cette semaine, « criminel » et « assassin » le chiffre de 170 milliards de francs avancé pour l'ensemble du programme conduit par la société Dassault-Breguet.

En s'insurgeant contre cette évaluation, M. Giraud a indiqué que le coût du projet Rafale était moitié moindre que celui de l'avion concurrent, l'European Fighter Aircraft (EFA), qui tentent de convaincre, non sans difficultés, le Royaume-Uni, l'Allemagne fédérale, l'Italie et l'Espagne. Mais le ministre de la défense a catégoriquement refusé de révéler ses propres évaluations, celle du programme Rafale comme celle qu'il donne l'impression d'attribuer à l'EFA.

La presse est donc contrainte de faire confiance, en l'absence de tout éclaircissement ministériel, à ce qui fonde, déjà, sa source d'information dans la petite querelle qui l'oppose à M. Giraud : à savoir les rapports parlementaires, qu'ils émanent de la commission de la défense ou de la commission des finances, à l'Assemblée et au Sénat.

Et, sur ce point-là de la discussion, il y a pléthore de témoignages, à partir des travaux, toujours très documentés, de rapporteurs parlementaires appartenant à l'actuelle majorité, comme MM. François Fillon (défense, RPR), Arthur Paoletti (finances, UDF), à l'Assemblée, ou comme Jean François (finances, RPR, ind.), au Sénat, et de rapporteurs parlementaires de l'opposition, comme M. Gérard Fuchs (défense, PS), à l'Assemblée. Tous vont dans le même sens.

Concordance

Selon ces rapports, le développement du Rafale, qui représente les études, recherches, réalisations et essais de cinq prototypes complets, avec les dépenses d'outillage nécessaires à l'industrialisation, est évalué à 35 milliards de francs. La série, portant sur trois cent trente avions éventuellement commandés par l'armée de l'air et l'aéronavale, y compris, donc, les frais entraînés par l'adaptation du Rafale aux porte-avions, est estimée à 142 milliards de francs. Ces dépenses s'étalent sur vingt ans, le temps minimal de la durée opérationnelle d'un avion de combat, et incluent l'environnement logistique, c'est-à-dire les pièces de rechange qui, parfois, totalisent le tiers d'un marché d'armement pour le client national ou à l'étranger.

Une telle concordance, au Parlement, ne peut avoir pour origine que des études du ministère de la défense.

RELIGIONS

Le carême à la radio et à la télévision

Retransmises en direct sur France-Culture à 18 heures pendant cinq semaines de suite, des conférences liées au carême vont être diffusées par des pasteurs protestants : le 27 février, « Le baptême de Jésus », par Roland Rigoulet, de l'Eglise réformée de Pentecôte ; le 5 mars, « Mort et Résurrection », par Lau-

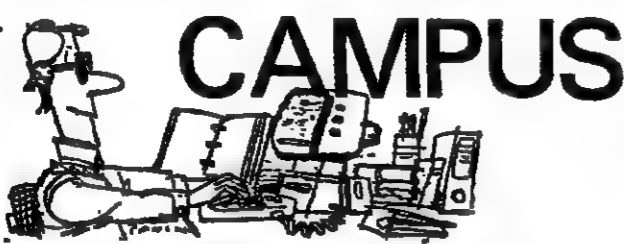
rent Schlumberger, de l'Eglise réformée d'Amiens-Bois-Colombes ; le 12 mars, « Baptême d'enfants et baptême d'adultes », par Albert Guiller, inspecteur ecclésiastique honoraire de l'Eglise évangélique luthérienne de Paris ; le 19 mars, « Eau vive et don de l'Esprit », par Samuel Sahagian, de l'Eglise réformée de Luxembourg ; le 26 mars, « L'Eglise, peuple des baptisés », par Daniel Aiger, de l'Eglise réformée de l'Ammonition.

Les conférences de carême à Notre-Dame de Paris, liées à l'Année mariale, seront également retransmises sur France-Culture pendant six dimanches à 17 h 45 (voir le Monde du 17 février).

A la télévision, les prédications de carême seront diffusées sur Antenne 2, dans le cadre de l'émission « Le jour du Seigneur », à 10 h 30 le dimanche, par le Père Pierre Taloc, sur le thème : « De nouveaux modes de vie, oui mais... quel homme nouveau ? »

Voici le programme : 28 février, « Montagne et beauté » ; le 6 mars, « Les Marchands et l'argent » ; le 13, « Les ténements et la lumière » ; le 20, « Voir Jésus dans l'étranger » ; le 27, « Vers la résurrection : l'homme nouveau ». L'ensemble des prédications, en textes et en cassettes audio, seront disponibles au « Jour du Seigneur », 121, avenue de Villiers - 75017 Paris.

● **Décès du docteur Cournaud, prix Nobel de médecine 1956.** — Le docteur André Cournaud, prix Nobel de médecine en 1956, est mort, le vendredi 19 février, à Great Barrington (Massachusetts) des suites d'une pneumonie, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.



CAMPUS

L'hôtellerie en Dordogne

L'ENSEIGNEMENT supérieur de l'hôtellerie est encore peu développé en France. Raison de plus pour saluer les initiatives prises pour combler cette lacune. C'est ainsi qu'une école supérieure des dirigeants de l'hôtellerie ouvrira ses portes à la rentrée prochaine en Dordogne, à Savignac-les-Églises, près de Périgueux. L'idée a été lancée par la chambre de commerce de Périgueux, qui l'a réalisée avec l'aide du conseil général et du conseil régional.

L'école s'adresse à des étudiants du niveau bac + 2, titulaires d'un BTS et ayant de bonnes connaissances de l'hôtellerie. Chaque promotion comportera quarante étudiants, recrutés sur dossier. La formation sera dispensée sur dix-huit mois en continu et sera assurée par des professionnels. Elle portera sur l'hôtellerie proprement dite, ainsi que sur la gestion des entreprises, les relations publiques, le marketing, les produits touristiques...

De son côté, l'Institut de management hôtelier international (IMHI), créé il y a six ans par l'ESSEC, en association avec la Cornell University School of Hotel Administration, tiendra, le 14 avril au Sofitel Paris-Sèvres, son deuxième congrès consacré aux « stratégies nouvelles pour un management de qualité ». On y parlera surtout de la politique de marketing et de la gestion des ressources humaines dans l'industrie hôtelière.

L'IMHI donne une formation de troisième cycle aux futurs cadres de l'industrie hôtelière.

Marché des télécoms

Le forum annuel des élèves de l'Ecole nationale supérieure des télécommunications aura lieu les 2 et 3 mars. Des responsables d'entreprise et des producteurs animent une table ronde sur : « Communication, besoin ou marché ».

Ecole supérieure des télécommunications, 45, rue Barrault, 75634 Paris Cedex 13. Tél. : 45-91-77-77.

Savoir-faire international

M. Michel Noir, ministre chargé du commerce extérieur, participera, jeudi 10 mars, au colloque organisé par l'Ecole supérieure de commerce de

Paris sur le thème « Partager le savoir-faire à l'international. Comment ? Avec qui ? ».

(ESCP, 79, avenue de la République, 75543 Paris Cedex 11. Tél. : 43-55-39-06.)

Tennis

La phase finale de la « Davis Cup des grandes écoles », tournoi de tennis organisé par Sup de Co-Brest, aura lieu les 12 et 13 mars à Brest. Vingt-cinq écoles participent à cette compétition.

Association sportive de l'Ecole supérieure de commerce de Bretagne, 2, avenue de Provence, B.P. 274, 29272 Brest Cedex. Tél. : 98-09-25-01.

FAITS DIVERS

Suicide d'un chômeur

Guy Martelleur, un chômeur de cinquante-deux ans, s'est suicidé, jeudi 18 février, d'un coup de carabine, parce qu'il ne voulait pas « être obligé de mendier ». Il a mis, auparavant, le feu à la tente dans laquelle il vivait, un peu à l'écart du village de Gouy-Saint-André, une commune de 633 habitants du Pas-de-Calais.

Il s'était installé là depuis trois ans et vivait de petits travaux agricoles. Jusqu'à la mi-janvier, il avait été employé à la récolte des choux par un cultivateur du village. Mais, depuis un mois, il se trouvait sans travail. Il ne touchait donc plus les 30 francs ou 40 francs quotidiens que lui rapportait son activité de saisonnier et ne recevait pas d'indemnités. Sans amis et sans famille — les siens lui reprochaient, semble-t-il, sa vie dissolue — Guy Martelleur n'a pas supporté sa solitude.

Cet homme « agrippé, enroué, volubile », aux dires de ceux qui le connaissent, était devenu déprimé et sombre. Il avait plusieurs fois menacé de mettre fin à ses jours. « C'était un homme fier », explique un agriculteur qui l'employait de temps à autre. « Il ne voulait pas être obligé de mendier et demandait à être reconnu par la société ». Il a laissé près de sa tente une lettre revendiquant ce droit à la dignité.

DÉFENSE
M. Giraud conteste des avis de la Défense
Le Rafale, à quel prix ?

La ministre de la Défense, Mme Andrée Lévesque, a contesté les avis de la Défense sur le prix du Rafale. Elle a déclaré que le prix du Rafale est de 100 millions de dollars, ce qui est beaucoup moins cher que ce que la Défense a dit. Elle a également déclaré que le Rafale est un excellent avion de combat et qu'il est très performant. Elle a ajouté que le Rafale est un avion de combat qui est très performant et qu'il est très performant. Elle a également déclaré que le Rafale est un avion de combat qui est très performant et qu'il est très performant.

FAITS DIVERS
et à la télévision

Le ministre de la Défense, Mme Andrée Lévesque, a déclaré que le prix du Rafale est de 100 millions de dollars, ce qui est beaucoup moins cher que ce que la Défense a dit. Elle a également déclaré que le Rafale est un excellent avion de combat et qu'il est très performant. Elle a ajouté que le Rafale est un avion de combat qui est très performant et qu'il est très performant.



UN CHEVALIER BLANC PEUT ETRE ANIME DE NOIRES INTENTIONS.

Où l'on comprend que, hélas, la vie n'est pas un roman de chevalerie.

Parce que si le chevalier blanc aime tellement Télémécanique, pourquoi se déclare-t-il si tard ?

Parce que lui et Télémécanique ne sont en rien complémentaires, ni dans la taille des entreprises, ni dans leur secteur d'activité, ni dans leur politique industrielle.

Parce que le chevalier blanc se garde bien de préciser ses nobles intentions quant à l'avenir.

Parce que le rôle des chevaliers blancs est de voler au secours des jeunes filles en détresse, ce qui, à l'évidence, n'est pas le cas ici.

Où il est démontré que la jeune fille n'est pas en détresse.

Parce qu'elle, Télémécanique et lui Merlin Gerin qui la courtise, sont des partenaires naturels et

qu'ensemble ils maîtrisent la distribution et l'utilisation de l'énergie électrique.

Parce que Télémécanique et Merlin Gerin sont de taille comparable, tous deux performants et présents aux tous premiers rangs mondiaux.

Parce que Télémécanique et Merlin Gerin sont animés de la même volonté de gagner.

Parce que leurs fabrications sont complémentaires et que chacun conservera son outil industriel.

Parce que Schneider s'engage à respecter sa politique sociale, son système d'intéressement et de partenariat.

Parce qu'ensemble, Télémécanique et Merlin Gerin seront mieux armés pour résister à leurs concurrents mondiaux et pour gagner les grandes compétitions de demain.

SCHNEIDER



Sports

Les XV^{es} Jeux olympiques

Dérapiages télévisés

La télévision française hors-Jeux. Alors que trois chaînes ont acquis les 14 millions de francs de droits de retransmission, les téléspectateurs ont dû attendre la neuvième journée de compétition, le dimanche 21 février, pour voir les premières images de ski alpin en direct sur Antenne 2 et FR 3. Le décalage horaire entre Calgary et la France serait... trop favorable.

A l'heure où Franck Piccard et les autres vedettes du cirque blanc s'élancent sur les pentes du mont Allan, les Français sont censés se passionner pour d'autres jeux — « La roue de la fortune » sur TF 1, à moins de préférer le rendez-vous quotidien avec « Magry » sur Antenne 2. Même FR 3, après avoir annoncé la retransmission en direct de la descente masculine, dans son journal « 19-20 », avait préféré lui substituer un dessin animé.

Ce rejet des Jeux du prime-time (de 19 heures à 22 heures) est, certes, le résultat du nouveau culte de l'audience pratiqué par les chaînes. A l'exception du football dans les grandes occasions, aucun sport ne peut espérer rivaliser d'audience avec un film, une féerie, ou une émission de variétés aux heures de grande écoute. Mais un événement universel et quadriennal comme les Jeux olympiques ne pouvait-il justifier quelques exceptions ? Différer les retransmissions au-delà de minuit (TF 1 et Antenne 2) ou au lendemain matin (FR 3) revient à priver ces reportages d'émotion et de suspense, deux ingrédients indispensables à un bon spectacle sportif.

A ce manque d'intérêt des chaînes françaises pour les Jeux, le comité d'organisation des prochains Jeux d'hiver à Albertville peut ajouter un autre motif d'inquiétude : les mauvaises affaires

de la chaîne ABC à Calgary. Dans l'enthousiasme des Jeux de Los Angeles, ABC avait, en 1984, poussé les enchères jusqu'à 309 millions de dollars (plus de 1,5 milliard de francs) pour obtenir l'exclusivité des retransmissions des Jeux de Calgary, aux Etats-Unis. Un pactole qui couvrirait, à lui seul, le tiers du budget d'organisation.

Or la chaîne américaine, qui avait prévu quatre-vingt-cinq heures de retransmission à un coût de 300 millions de dollars (300 000 dollars les heures secondaires aux heures de grande écoute). La cérémonie d'ouverture pour laquelle ABC avait garanti à ses annonceurs 21 points d'écoute a plafonné à 9,9 points. La situation s'est encore détériorée depuis avec le report d'épreuves et les contre-performances des représentants américains, notamment en hockey sur glace. Seul le patinage artistique échappe au naufrage. Pour ABC, la perte évalue à 40 millions

de dollars, avant même le début des Jeux, peut devenir catastrophique car une clause prévoit des remboursements aux annonceurs en cas d'indices d'écoute très faibles.

La leçon de Calgary sera sans doute retenue pour les prochaines négociations des droits de retransmission des Jeux d'Albertville. Dans le premier protocole de financement, signé en juillet 1985 avec le gouvernement, le comité d'organisation savoyard prévoyait la couverture des deux tiers de son budget par les droits de télévision évalués à 250 millions de dollars (le dollar était alors à 8 F). Dernièrement, Jean-Claude Killy avait estimé que ces droits ne dépasseraient pas 130 millions de dollars (à 6 F), soit un manque à gagner de moitié. L'âge d'or des Jeux à la télévision serait-il déjà révolu ?

G. A.

SKI ALPIN : une médaille d'or pour la France

Super-Piccard, super-géant !

Et si la star des Jeux olympiques d'hiver était finalement Franck Piccard ? Troisième de la descente, deuxième de la descente du combiné, le Français a gagné, le dimanche 21 février, le super-géant en battant le grand favori, Pirmin Zurbriggen, sur une piste très « sélective » où les autres postulants au titre — l'Autrichien Tomba, l'Allemand de l'Ouest Wassmeier, le Luxembourgeois Girardelli et le Suisse Mahler — ont été éliminés. Alors qu'il n'avait jamais remporté une course de Coupe du monde, Piccard a apporté au ski alpin masculin français sa première médaille d'or depuis vingt ans.

CALGARY
de notre envoyé spécial

Le vent a tourné. Grand seigneur, Pirmin Zurbriggen, héros de la descente, grand vaincu du super-géant, n'a pas incrimé le « chinook », ce vent chaud et violent qui a encore fait des siennes dimanche matin, pour excuser sa quatrième place. Pourtant, il a traversé un véritable tourbillon en sortant du deuxième mur pour aborder le long faux plat. « Pirmin est d'humeur trop égale pour en faire un drama. Il n'a pas eu de chance. C'est la course. Mais surtout, il a fait des fautes dans la première partie du tracé », a simplement commenté l'homme d'affaires du champion helvétique, Marc Biver. Reste que l'entraîneur qui était arrivé à Calgary en nourrissant l'espoir d'enlever au moins quatre titres, a été battu.

Au fond cela n'a pas été une vraie surprise. Zurbriggen a tellement axé, cette saison, sa préparation sur la descente, qu'il voulait absolument gagner pour effacer la défaite des championnats du monde de Crans-Montana, qu'il a quelque peu négligé les disciplines techniques. Or, ce premier super-géant olympique, tracé sur la piste de descente dames, avait plus les caractéristiques d'un géant que d'une descente. On pouvait donc penser que si le Suisse devait connaître la défaite, ce serait des skis d'un Tomba ou bien d'un Wassmeier, cette nouvelle génération de fonceurs bâti tout en muscles. Or aucun d'eux n'est parvenu à négocier les premiers virages sur une pente très raide et une neige très dure.

Dans cet exercice de style à grande vitesse, tout est affaire de tempo. Un mauvais rythme et le skieur se retrouve dans les talons en



position de défense. La haute n'est plus très loin. Wassmeier n'a pas dépassé la première porte. Tomba a improvisé une figure de ballet à la troisième. Eder, Girardelli, Roth, Hängel et Mahler ne sont pas allés plus loin que le premier mur.

Bonlieu la référence

Là où tous ces costauds ont échoué en dépit de leur puissance athlétique, Franck Piccard — dont le Suisse Roland Francey, directeur de l'équipe française masculine, avait dit en prenant ses fonctions qu'il était « de la trempe de Zurbriggen » — a donc réussi.

Cette réussite avait été jugée, d'autant plus imprudente, que le champion du monde junior 1982 de descente ne parvenait pas à concrétiser les espoirs placés sur ses épaules. L'an dernier à Crans-Montana, on l'avait vu jeter ses skis à l'arrivée du super-géant des championnats du monde en marmonnant : « Je suis las, raté ».

Du fond de la déprime au sommet du podium olympique, il n'y a que douze mois. Plusieurs causes sont intervenues pour que Piccard fasse enfin la manchette des journaux. La première est incontestablement la qualité de sa technique. Dans l'aire d'arrivée de Nakiska, c'était, au sein du camp français, à qui trouverait le point de comparaison le plus juste avec un champion prestigieux du passé. Pour Serge Guillaume, l'entraîneur du groupe des polyvalents (le Monde du

17 février), c'est François Bonlieu, champion olympique de slalom géant en 1964, qui était la référence en raison de l'analogie dans la précision des conduites de course.

Pourtant, le premier intéressé n'était pas plus satisfait que cela de sa course en s'immobilisant, au bord de l'épuisement, dans l'aire d'arrivée. Il avait commis une petite faute en bas de deuxième mur. Un point stratégique : il fallait y arriver à pleine vitesse pour aborder dans les meilleures conditions le faux plat. Appréhendant mal sa trajectoire, Piccard a heurté un piquet, coupant ainsi son élan. Le choc a été si rude que son casque s'est fendu. Pendant un long moment Piccard a craint d'avoir perdu la course. Avant de laisser libre cours à sa joie, il est resté très circonspect, regardant avec une certaine appréhension ses rivaux défilant sur l'écran géant installé au bas de la piste. Presque étonné d'avoir creusé un sillon aussi important avec ses skis, il a aussitôt déclaré : « 1 à 30 (29,3 m) avec l'Autrichien Mayer ; 1 à 42 (32,6 m) avec le Suédois Eriksson ».

Sur un tapis roulant

Une marge étroite à ce niveau de compétition. Elle n'était pas injustifiée quand on revoyait son passage. Au lieu de raser les piquets, à la manière des autres concurrents, il a viré large, glissant en souplesse, sans jamais laisser ses skis « traîner ». Les exclamations admiratives qui ont fusé sur son passage tenaient au fait qu'il était le seul dans ce cas. Il

semblait dévaler sur un tapis roulant. Ses rivaux avaient plutôt l'air de descendre des marches d'escalier. Piccard avait déjà fait la différence sur le premier tiers de la piste.

« Franck a un sens très aigu du contact avec la neige », pour Philippe Petitjean, le préparateur des skis de Piccard, c'est-à-dire le mécanicien de la machine, cette « intelligence des pistes », la marque des plus grands champions, serait la clé de cette course. Pourtant, il convenait de regarder sous les pieds du coureur pour bien comprendre ce qui s'est passé. Piccard a en effet bénéficié d'un « plus » technologique un peu comparable à la « peau de requin » collée sur la coque du 12 mètres américain, vainqueur de la Coupe de l'Amérique, pour éliminer les turbulences de l'eau et favoriser la glisse.

A ski, ce sont les vibrations qui limitent la vitesse. Toutes les firmes ont dépensé des fortunes pour chercher à les maîtriser. Rosignol a, pour sa part, investi quelque 500 000 francs dans un programme de recherches, qui a permis de découvrir une... évidence : bloquée entre les buttes avant et arrière de la fixation, la chaussure, posée à même le ski, est un élément rigide qui provoque sur un ensemble flexible des vibrations négatives. Pour les éliminer, les ingénieurs de la firme de Valmore (Isère) ont imaginé de placer sous la chaussure une plaque de caoutchouc épaisse de 6 ou 7 millimètres. Grâce à elle, le ski peut se courber sur toute sa longueur. Les vibrations néfastes, dues au contact direct avec la chaussure, sont ainsi réduites.

« N'oubliez pas de tirer un coup de chapeau aux préparateurs français. On les a beaucoup critiqués dans la défaite. Ici, ils ont fait un travail formidable », adjurait, de son côté, Georges Joubert, directeur technique du ski français entre 1970 et 1973, toujours obsédé par les questions de matériel. En l'occurrence, Philippe Petitjean ne voulait pas s'attribuer plus de 5 % dans la réussite de Piccard. Naguère, certains de ses confrères ont pourtant été jugés responsables à 100 % des échecs français.

Quelle recette a donc trouvé ce garçon de vingt-six ans, qui se présentait comme « un futur professionnel » jusqu'à son entrée au service course de Rosignol pour faire si bien glisser Piccard, mais aussi Alphand, septième ? « Entre le haut et le bas de la piste il y avait de fortes différences de température. J'ai donc choisi de faire hier soir, en ne tenant compte que de l'état de la neige sur le faux plat. Ce matin,

j'ai fait une petite retouche en fonction du rafraîchissement. Pour la conduite des courbes, j'avais affilé les carres en leur donnant un angle sur toute la longueur, comme j'en ai l'habitude. J'estime que c'est la meilleure solution pour tenir sur neige dure. Je n'avais qu'une légère inquiétude sur la validité de mes choix parce que Piccard n'avait pas pu tester les skis avant la course. Il eût dû me faire une totale confiance ».

Franck, comme Sinatra

Voilà peut-être le maître mot dans la réussite de Piccard. D'abord, confiance en son « mater », comme il le dit familièrement. Ici, c'est Ian Tishauer, l'entraîneur de la descente, qui avait tiré la sonnette d'alarme avant les derniers championnats du monde — qui à l'explication : « L'an passé, nous avions montré que sur les parties techniques de la plus difficile piste de descente du monde, à Kitzbühel, Franck avait un des six meilleurs chronomètres. Mais il perdait dans le secteur de glisse. Les fabricants ne voulaient pas en convenir. Après coup, ils ont fait de gros efforts. Maintenant, Franck sait qu'il part à égalité de chances avec les étrangers. Il peut donc glisser sans appréhension. Et quand on n'est plus crispé cela va beaucoup plus vite. La preuve ! »

Confiance ensuite en son encadrement. « Au printemps dernier, j'ai demandé à la fédération de pouvoir

travailler avec Serge Guillaume qui m'avait suivi chez les juniors. Avec trois autres entraîneurs on a pu former le groupe des polyvalents. Notre ambition était de nous épanouir en pratiquant plusieurs disciplines. Aux Jeux olympiques, cela nous permettait de viser essentiellement le combiné. Alphand est passé tout près du podium. J'ai fait une fausse dans le slalom. Mais cela ne m'a pas découragé. Notre entourage a tout fait pour qu'on réussisse ».

Enfin, Piccard a repris confiance en lui. Manipulé par le « carasseur » suisse Ewald Mörz (le Monde du 17 février), il ne souffrit plus du dos. Il peut ainsi, depuis le début de la saison, s'entraîner et courir dans des conditions normales. Ses résultats à Val d'Isère, à Schladming et à Bad Kleinkirchheim en avaient d'ailleurs fait le meilleur outsider pour Calgary. Faudrait-il donc s'habituer à voir dans les alpes d'arrivées le magnétique zurichois ? Sa présence a commencé à indisposer certaines personnes qui lui ont reproché mesquinement d'être venu en première classe au Canada, de loger dans une chambre individuelle et de toucher 200 francs suisses par jour pour ses services. Piccard n'a pas semblé en faire une montagne : « J'ai très mal dormi avant la course. Meier n'a pas réussi à me faire trouver le sommeil. Mais il ne faudrait pas que l'endorphine sur ses lauriers. L'étoile de Zurbriggen étant en train de pâlir, le Français a l'occasion de devenir une star.

ALAIN GIRAUDO.

Les résultats

Biathlon

20 kilomètres
1. Rosoch (RDA), 56 min 33 sec
3/10 ; 2. Medvedev (URSS), 56 min 54 sec 6/10 ; 3. Passler (It.), 57 min 10 sec 1/10 ; (—) : 18. Glanville, 1 h 0 min 43 sec.

Hockey sur glace

Groupes A (quatrième journée)
Suède bat Finlande 3-3
Canada bat France 9-0
Suède bat Pologne 4-1
Classement. — 1. Suède et Canada, 6 pts ; 2. Finlande, 5 ; 3. Suisse, 4 ; 4. Pologne, 3 ; 5. France, 0.
Groupes B (Chaque jour)
URSS bat Tchécoslovaquie 6-1
Norvège bat Autriche 4-1
RFA bat Etats-Unis 4-1
Classement. — 1. URSS, 10 pts ; 2. RFA, 8 ; 3. Tchécoslovaquie, 6 ; 4. Etats-Unis, 4 ; 5. Autriche et Norvège, 1.

4. Etats-Unis, 4 ; 5. Autriche et Norvège, 1.
L'URSS, la RFA et la Tchécoslovaquie sont qualifiées pour la poule finale.

Patinage artistique

Hommes
1. Bolzano (E-U), 3 pts ; 2. Orser (Can.), 4,2 ; 3. Petrenko (URSS), 7,8 ; (—) 15. Médéric (Fr.), 30,4.

Patinage de vitesse

1 500 mètres masculins
1. Hoffmann (RDA) 1 min 52 s 06
2. Fleim (E-U) 1 min 52 s 12
3. Hadschieff (Aut.) 1 min 52 s 31
(—) 19. Van Helden (Fr.), 1 min 55 s 61
10 000 mètres masculins
1. Gustafson (Soh.) 13 min 48 s 20 (rec. du monde) (ancien : 13 min 48 s 51 par le Norvégien Karlstad)
2. Hadschieff (Aut.) 13 min 56 s 11
3. Visser (P-B) 14 min 0 s 55
(—) Van Helden (Fr.) 14 min 34 s 84

Ski alpin

Super géant masculin
1. Piccard (Fr.) 1 min 39 s 66
2. Mayer (Autr.) 1 min 40 s 96
3. Eriksson (Suède) 1 min 41 s 08
(—) 7. Alphand (Fr.) 1 min 42 s 27
(—) 20. Tervahauta (Fr.) 1 min 44 s 88

Combiné masculin
Descente
1. Moris (Fr.) 1 min 16 s 46
2. Walliser (Suisse) 1 min 16 s 58
3. Wachter (Autr.) 1 min 17 s 14
(—) 29. Freiber (Fr.) 1 min 24 s 18

Slalom
1. Oerli (Suisse) 1 min 20 s 71
2. Wachter (Autr.) 1 min 22 s 97
3. Peroy (Can.) 1 s 24 s
(—) 6. Freiber (Fr.) 1 min 24 s 66

Classement combiné. — 1. Wachter (Autr.), 29,25 pts ; 2. Oerli (Suisse), 29,48 pts ; 3. Walliser (Suisse), 51,28 pts ; ... 22. Freiber (Fr.), 151,93 pts.

Ski de fond

4 x 5 kilomètres dames
1. URSS 59 min 51 s 1
2. Norvège 1 h 1 min 33 s
3. Finlande 1 h 1 min 53 s 8

Jeux Olympiques Calgary

Vous avez rendez-vous avec la précision Longines

LONGINES®

Chronométrateur officiel des Jeux Olympiques 1988
Calgary et Séoul

Conquête VHP (pour Very High Precision), la montre la plus avancée du monde. Titane massif et plaqué or. Etanche à 30 mètres. Changement automatique de fusées horaires. Indicateur de fin de vie de pile. Glace sapin.

سكان من الصين

Le Monde

REGIONS

Auvergne

Un nouveau barrage sur la Loire

Pour prévenir le retour d'une crue de la Loire comparable à celle de septembre 1980 — qui avait fait une dizaine de morts et des dégâts considérables en Haute-Loire — un barrage va être construit en amont du Puy-en-Velay, le barrage du Sorre-de-La-Fare.

Les travaux principaux doivent commencer en 1989 : la mise en eau est prévue pour 1992. La construction va exiger l'acquisition de 490 hectares (137 de terres agricoles et 353 de friches, landes et forêts). Le coût total des travaux est estimé à 500 millions de francs. L'établissement public pour l'aménagement de la Loire et de ses affluents prendra en charge 50 % des dépenses, l'Etat 25 % et l'agence de bassin Loire-Bretagne les 25 % restants.

Bretagne

Quatre mille emplois sur Rennes-Atlantique

L'association Rennes-Atlantique, qui gère la technopole rennaise, a trois ans.

Au cours de ces trois années, son comité d'agencement a étudié 46 candidatures d'entreprises, et 36 ont donné lieu à la création de 330 emplois. Si l'on ajoute les emplois nouveaux liés à la croissance des entreprises présentes avant 1984 (352), les emplois transférés (963), ce sont 1 643 emplois qui sont venus sur ce pôle technologique de l'est de Rennes qui en compte aujourd'hui 4 000.

Haute-Normandie

Rouen port de paquebots

Le trafic maritime du port de Rouen a légèrement chuté en 1987,

UN PROJET FRANCO-NORVÉGIEN

La plus grande « ferme à saumon » du monde dans la baie de Morlaix

Sous réserve des dernières autorisations administratives, devrait être créée, dans la baie de Morlaix (nord Finistère), ce qui sera la plus grande « ferme à poissons » du monde. Des milliers de saumons vont être élevés à l'intérieur de trois bateaux entrés en mer. Des financiers bretons se sont associés, pour réaliser ce projet, à des financiers norvégiens, pour un investissement total évalué à 90 millions de francs.

Dans un premier temps, il avait été envisagé d'installer cet élevage dans la baie de Gathway. Mais les autorités irlandaises n'ont pas donné leur accord, afin de protéger les petits élevages situés sur la côte ouest du pays. Les Norvégiens de la firme Scanfarm ont donc cherché de nouveaux partenaires dans le Nord du Finistère, principalement le groupe coopératif Inter Even, installé à Ploudaniel, et des industriels de la région connus pour s'être déjà engagés dans la redynamisation d'entreprises en difficulté. Le projet a,

en outre, été soutenu par l'association Ouest-Atlantique.

Les actionnaires de Scanfarm et les Finistériens ont uni leurs intérêts dans la Salmor, société dont les premiers décaient 33 % et les seconds 77 % du capital.

Il s'agit de mouler en baie de Morlaix trois grosses barges de 125 mètres de long, pesant 18 000 tonnes chacune, munies de cuves, dans lesquelles barboteront des saumons nés en Norvège.

L'avantage est de pouvoir établir une circulation continue d'eau entre les bateaux et la mer, de surcroît à une température idéale pour ce type d'élevage (entre 8 et 16 degrés). « Avec ce genre de technique, on contrôle tous les paramètres », souligne Jacques Rouyer, directeur du projet Salmor.

L'enjeu économique est important. La France importe actuellement 12 000 tonnes de saumon de Norvège, qui en « produit » 50 000 tonnes par

an. Un tel élevage contribuerait à améliorer la balance commerciale française des produits de la mer, où le saumon constitue le premier poste déficitaire.

Pêcheurs inquiets

La Salmor, cependant, « ne montre que progressivement sa puissance », afin de pouvoir contrôler l'impact d'une installation de cette ampleur sur le milieu. Dans un premier temps, deux barges permettront de produire 1 200 tonnes de poisson. Au vu de ces résultats, la société se réserve la possibilité de mouler ensuite un énorme vaisseau pour atteindre 3 000 tonnes. Elle affirme qu'elle suivra de très près les conséquences écologiques de l'installation. Cette « ferme », en effet, ne produira pas de saumon, mais aussi beaucoup d'ammoniaque rejeté par les poissons. Selon une étude faite par Ifremer et le Laboratoire hydrologique, à la demande de la Salmor, ces

effluents devraient cependant être rapidement dilués et rejetés au large par les courants.

Les ostréiculteurs de la baie de Morlaix (une centaine de professionnels) ne sont pas de cet avis. Ils craignent une asphyxie de leur parc. « Cela va être un désastre : la baie de Morlaix est déjà saturée de pollution », déclare un responsable de Roger Morvan. Les pêcheurs de coquilles Saint-Jacques ne voient pas non plus le projet d'un bon œil. Leur territoire de recherche sera amputé de 36 hectares.

La société Salmor attend maintenant l'octroi de la concession de cultures marines et l'aboutissement de la procédure d'installation classée. « Il s'agit d'un projet majeur pour la région », insiste Jacques Rouyer. En aval de la « ferme » pourrait être en effet montée toute une filière commerciale, allant de l'abattage au transport de poisson, en passant par sa préparation et son conditionnement, avec des retombées certaines sur l'emploi.

GABRIEL SIMON.

remodeler complètement les quais de la Joliette, entre le fort Saint-Jean et le quai du Maroc. Confié à trois architectes marseillais, Marc Mouton, Yves Bonnel et Bernard Tarrad, il prévoit la création de trois gares maritimes dignes de ce nom, qui font actuellement défaut à Marseille. La première serait réservée à l'accueil des paquebots de croisière, la seconde aux cargo-maritimes de la Côte et la troisième à ceux qui desservent les pays du Maghreb. Autour de ces aménagements spécifiques maritimes est prévue la construction de deux hôtels, de jardins, d'un centre de commerce international, de restaurants et d'un musée de la mer installé dans l'ancienne caserne de Saint-Jean. Un espace réservé aux expositions du sculpteur César est également prévu ainsi que 7 000 places de parking.

Mais le « choc » de l'aménagement et de son animation est sans conteste le projet de parc marin (et sous-marin) de la Comex, inspiré de celui réalisé à Orlando, aux États-Unis. Un aquarium de 60 mètres de diamètre y présenterait toutes les espèces méditerranéennes et il sera possible d'effectuer une descente à l'aide d'une cloche à plongeur et une plongée simulée dans un sous-marin. La Comex apporte son savoir-faire à la création d'un parc marin « ludique et pédagogique ».

Le Port autonome prendra en charge la réalisation des trois gares maritimes, les collectivités locales financieront les travaux de voirie et d'aménagement et on fera appel aux investisseurs privés pour le parc marin, les hôtels et le centre commercial.

Il ne reste plus qu'à trouver les quelque 20 millions de francs nécessaires pour faire passer ce rêve à la réalité.

MIDI-PYRÉNÉES

La Comtesse dans l'espace

Même s'il prend de la hauteur, un comestible mange. Et mange bien. Heureux envoyés spatiaux de la prochaine mission Soyuz en 1988 qui auront à leur ordinaire une fondue de fromage de bœuf et de la tomate confite, du chou farci au crabe et aux pommes râpées, du gratin de saumon de cochin et au maigre de canard ou encore de la compote de lapin aux pruneaux. Sur orbite, mais gâtés, travaillent soviétiques et déshydratés français et même gersois.

C'est en effet à Gimont (Gers), dans les cuisines de la Comtesse du Berry, que deux grands chefs français, Pierre Rondet et Lucien Vanel, ont mis au point ces préparations dont la délicatesse ne doit pas faire oublier qu'elles constituent un fait de véritable performance technologique et obéissent à un « cahier des charges » bien indigeste lui aussi.

Chaque plat proposé par la Comtesse a donc été dégusté en aéroport par des responsables de la commission soviétique d'alimentation des vols spatiaux et soumis ensuite à une batterie de tests sur le produit lui-même et son conditionnement.

Sur les neuf repas soumis aux paysans, six ont été sélectionnés. Sous forme de portions — presque congrues — de 80 grammes chacune, ces plats de l'espace devraient accompagner au mieux la solitude de chaque membre de l'expédition. Quant à la Comtesse, son directeur, Philippe Lacroix, pense revenir sur terre et proposer sa « galette du septième ciel » à des sportifs de haut niveau, des participants à de grands raids alpins ou maritimes.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

La Joliette fait toilette

Pour éviter la lente agonie promise au port de Marseille si rien n'est fait pour le réactiver, on a vu fleurir ces derniers mois des projets d'aménagement. Les extrêmes se sont rejoints sur les quais de la Joliette que certains rêvaient de transformer en marina de luxe et d'autres en quartier d'accueil des populations déplacées par la rénovation de centre-ville.

Enfin, une sorte d'union sacrée vient de se produire (toutes tendances politiques confondues) autour d'un projet dû à l'initiative de la ville de Marseille, auquel se sont associés le port autonome, la chambre de commerce, le conseil régional, le conseil général et la société Comex.

Le projet, baptisé « Thémis », a été présenté par Henri G. Delaune, PDG de la Comex. Il consiste à

RHÔNE-ALPES

Une distillerie condamnée

Sur réquisition du ministère public, l'une des plus grosses distilleries de France vient d'être condamnée par la cour d'appel de Nîmes pour une pollution de rivière remontant à 1983.

En juin 1983, les services de la protection civile repêchèrent 40 tonnes de poissons morts, à Saint-Martin-d'Ardeche. La réserve naturelle des Gorges de l'Ardeche, qui a été créée en 1960, vient de subir un désastre écologique sans précédent. Non seulement la faune et la micro-faune aquatiques sont détruites, mais l'ensemble des chaînes alimentaires qui en dépendent sont gravement perturbées : diminution notable des populations de hérons, cincles, martinets-pêcheurs, etc.

Les touristes, la population locale, les commerçants, mais dans un même mouvement, vont protester énergiquement devant les bureaux de la distillerie de Vallon-Pont-d'Arc immédiatement mises en cause.

De nombreuses associations et groupements locaux, dont la Fédération départementale de pêche et la section Ardeche de la Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, portent plainte.

La distillerie, sans nier qu'un accident ait provoqué un rejet de vinasse, en conteste la toxicité et accuse un insecticide, le diméthyl, qui aurait été utilisé pour détruire les chenilles processionnaires qui, à l'époque, ravageaient les chênes verts.

Bien que deux expertises judiciaires concluent que « le déversement de vinasse est l'élément essentiel qui a provoqué la mort massive des poissons », le 25 mars 1987, soit presque quatre ans après les faits, le tribunal correctionnel de Privas relaxe la distillerie « au bénéfice du doute ».

Le ministère public, la Fédération départementale de pêche et la FRAPNA font appel de ce jugement et la cour d'appel de Nîmes s'appuie sur l'article 434-1 du code rural et sur la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature, vient de condamner le directeur de la distillerie de Vallon-Pont-d'Arc à une amende de 3 000 F et à des dommages-intérêts : 200 000 F pour la Fédération départementale de pêche et 40 000 F pour la section ardechoise de la FRAPNA.

C'est la première fois qu'une distillerie est condamnée aussi clairement en application de la loi du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature.

Cette page a été réalisée par nos correspondants : Etienne BANZET, Jean CONTRUCCI, François DUPUY, Jean-Pierre FORON, André GRIFFON. Coordination : Jacques-François SIMON.

SITE FRAGILE

Comment sauver les hortillonnages d'Amiens ?

Les hortillonnages d'Amiens sont en danger. Ce site unique, situé dans la vallée de la Somme en amont de la capitale picarde, est composé de parcelles de belle terre noire entourées de canaux dont l'eau provient du fleuve et de l'Avre, un de ses affluents.

Au début du siècle, les hortillonnages, comme l'indique la racine latine du mot, étaient des jardins maraîchers cultivés par des professionnels qui venaient au centre d'Amiens vendre leur production au marché sur l'eau installée au pied de la cathédrale. Les légumes et les salades étaient transportés dans de grandes barques plates appelées bateaux à cornet. On trouve encore d'anciennes cartes postales témoins de ces heures sans stress de la vie quotidienne d'Amiens avant la Grande Guerre.

Aujourd'hui, les maraîchers se comptent sur les doigts de la main. Leur terre leur fait vivre. Les autres parcelles sont soit à l'abandon (de moins en moins), soit propriétés d'Amiénois qui y sèment et récoltent pour leur propre consommation ou simplement viennent s'y réfugier dans la tranquillité et le silence à deux pas de la ville et de ses embouteillages.

Quelques constructions, malheureusement pas toutes dignes du cadre, ont fleuri sur ces bords de terrain où certains, cultivant en même temps l'individualisme et le poireau, se sentent peu concernés par les problèmes de protection de ce morceau de Picardie modelé et remodelé par la main de l'homme depuis des millénaires.

Le grand ennemi des hortillonnages, c'est aujourd'hui la vase qui engluie les canaux publics et les rieux (canaux privés) qui desservent les parcelles auxquelles on ne peut accéder qu'en barque. Le Syndicat des canaux des hortillonnages, qui a l'âge du siècle, a pour mission d'entretenir les canaux publics. Mais il n'a pas les moyens. Sachant qu'il se dépose chaque année 30 000 m³



Les hortillonnages d'Amiens.

de boue et que seulement 20 000 sont dragués, il n'est pas difficile de se rendre compte que la vase s'amoncelle dans les petits cours d'eau dont certains ont tendance à se boucher.

Cette année, il est prévu d'enlever un tonnage plus important. Mais il faut trouver des ressources. Comme le Syndicat ne veut pas augmenter les taxes payées par ses membres (propriétaires de parcelle et de bateau), il veut faire payer les loueurs d'embarcation et instituer une

taxe sur chaque touriste découvrant la cathédrale derrière une feuille de chou ou un pied de tomate.

De son côté, l'Association de sauvegarde des hortillonnages, qui transporte chaque année environ trente mille touristes, ne l'entend pas de cette oreille. Elle ne manque pas de faire remarquer que c'est elle qui, par son action, a permis de sortir les hortillonnages des limbes de l'oubli dans lesquels ils s'enfonçaient. N'est-ce pas l'association qui a incité les propriétaires à balayer devant

leur porte, c'est-à-dire à curer leurs propres fossés ? Dans ces conditions, souligne-t-elle, le Syndicat doit prendre ses responsabilités et entretenir, comme c'est son rôle, les canaux publics. Et cela sans faire de ponctions sur les revenus apportés par les touristes.

Moins de visiteurs

Du côté des pouvoirs publics, on ne souhaite pas non plus l'application d'une taxe telle qu'elle est souhaitée par le Syndicat des canaux et on émet le vœu que les différentes parties se réunissent autour d'une table pour trouver un accord qui convienne à tous le monde tout en étant efficace.

La solution est difficile à trouver. Il existe cependant quelques points d'accord, notamment la limitation du nombre des visiteurs, mais qui se fera au détriment des rentrées d'argent bien utiles et de la réputation d'Amiens ville touristique. D'autre part, les bateaux à cornet destinés aux « payants » ont été munis de nouveaux moteurs qui, à vitesse réduite, dégradent moins les berges. Pour cette même raison — éviter le plus possible l'effritement des berges — les circuits à travers les hortillonnages effectués par les embarcations portent leurs cargaisons de curieux sont modifiés constamment. Autant de mesures nécessaires, mais pas suffisantes.

Le deuxième temps de l'opération sauvegarde des hortillonnages sera de faire payer les pollueurs, car l'encrassement n'est pas dû seulement à l'effondrement des rives. La pollution en est aussi responsable. Mais qui participera aux frais occasionnés par toutes les relâtes apportées par le courant de la Somme, celui de l'Avre et par les égoûts de la ville ?

MICHEL CURIE.

Culture

MUSIQUES

... Le Monde • Mardi 23 février 1988 17

« Orphée et Eurydice », aux Champs-Élysées

Sa Majesté Marilyn Horne

n'est flatté
la mise en scène,
les décors,
l'orchestre,
me par le chef,
la performance
très grande chanteuse.

On ne s'étonnera qu'Orphée
sur ces jours-ci le Théâtre des
Champs-Élysées. N'est-ce pas le lieu
où se jouent les plus belles opéras
du monde ?

une coïncidence attendris-
les costumes de François
Léonard et les chorégraphies
de Roger Deleury. On se sent
acte réplique aux jeunes filles
sur scène. Ce qui ne rajoute pas le
cette représentation à la
d'un chevalier Gluck com-
me l'aurait été, tel qu'il en pâtit
deux siècles, exposé de plus
en plus de Claude Debussy.
Le spectacle est conçu
d'un monde sacré, pour
Horne, dans la belle version
de Saint-Saëns qu'il illustre
au premier chef Pauline
t, pour qu'elle fut conçue en
à notre époque, l'inoubliable
Fénelon.

pinçant les cordes
de sa lyre

révélé, pas de choses gardent
à conscience à côté de cette
ou formidable du « chanteur »
clame les stances emblématiques
« petite lauréate », de l'Al-
sacré en Orphée !
s sa belle robe brodée d'or,
les cordes de sa lyre, Horne
t foule comme la proie d'un
et la voix s'élève, étonnée,
est étonnée timbre double-
t grave, agitée par un vibrato
et, errant parfois autour de la
mais conduite avec une telle
à, décrivant une vocalisation
antique et si terrifiante qu'on

s'écroule sur sa chaise à la fin du
premier acte.
Et lorsqu'éclatent les applaudisse-
ments elle regarde longuement le
public sans se lever le bras en
signe de triomphe, comme le Liberté
de Bartholdi, et alors seulement
s'incline, souveraine.

Après d'elle, les chœurs, val-
lants, paraissent faibles, les danses

anodines et dérisoires (avec des
étoiles travesties et trébuchantes qui
semblent jouer un numéro comi-
que), et le gentil Amour (Sophie
Mario-Degor), dont la voix paraît
un peu courte, est un *deus ex
machina* (la machine étant, en
l'occurrence l'astrolabe aérien dont
elle débarrasse) bien pâlot.

L'œuvre ne reprend vie qu'avec la
lumineuse Eurydice (Ruth-Ann

Swenson), au chant doré comme sa
chevelure, parcouru d'ondes chae-
reuses, aux gestes exquis, tendres et
doux, qui nous fait oublier
l'aveuglement stupide, mytique il
est vrai, de son personnage. On com-
prend ensuite le désespoir d'Orphée
et de Marilyn Horne chantant à
toute volée : « J'ai perdu mon Eury-
dice », en des clameurs où le désor-
dre des passions s'unit à une inso-
lente santé vocale, après deux
heures et demi de proses.

On aura deviné que la mise en
scène compassée, trop respectueuse,
de Gérard Vierge ne vous convainc
guère, pas plus que les décors de
François Darne, qui combinent des
symboles géométriques (un néon ou
un laser) avec l'escalier des Elysées
coincé dans les racines du chêne fon-
damental (celui de la *Walkyrie* ?),
mort aux Champs-Élysées, rusé au
dernier acte, et refléchi avec la
résurrection d'Eurydice. Un symbo-
lisme qui pourrait se défendre si la
matière n'était si artificielle et si
glacée.

Charles Mackerras est depuis
longtemps un spécialiste de l'œuvre
dans cette optique traditionnelle. Sa
direction nous a paru, samedi, un
peu inégale, comme s'il avait man-
qué de répétitions avec l'Ensemble
orchestral de Paris, souvent mieux
inspiré (mais quel sublime hautbois
celui de Daniel Aronowicz lors du
premier air d'Orphée : « Ce lieu
convient à ma douleur ! »).

En tout cas, ce n'est pas la révo-
lution musicale que Voltaire annonçait
à M^{me} de Delfand en une prophète
curieusement aveugle : « Il me
paraît que vous autres Parisiens,
vous allez avoir une grande et paisi-
ble révolution dans votre gouverne-
ment et votre musique : Louis XVI
et Gluck vont faire de nouveaux
Français ».

JACQUES LONCHAMPT.

Prochaines représentations : les
23, 26 et 29 février, à 20 h 30 (copro-
duction avec la Fondation Total pour la
musique).

Indochine au Zénith

Les tzars du rock français

Le groupe le plus populaire
s'offre une section
rythmique,
élargit sa musique
et reprend la route.

Groupe fétiche des adolescents
depuis la dislocation de Téléphone,
Indochine — que l'on n'avait pas vu
sur scène depuis l'été 1986 — est à
l'affiche du Zénith durant quatre
jours avant de partir en tournée avec
quatre semi-remorques de matériel,
deux bus, une scène démontable et
une équipe technique de cinquante
hommes.

En six ans, le groupe a su évoluer.
Les racines de Téléphone, c'étaient
les Who et les Rolling Stones.
Quand les quatre futurs membres
d'Indochine naissent à la musique
vers 1977, le rock des années 60 sert
de repoussoir et chacun parmi la
nouvelle génération prend sa gui-
tare, joue et suit le développement
spontané des nouveaux styles. « Au
début, dit Nicolas Sirikis, le parolier
et chanteur du groupe, nous étions
des bricoleurs ».

Indochine présente une « pop »
saillante à base de synthétiseur,
avec une fraîcheur juvénile. Les
textes étaient truffés de références à
la bande dessinée, de slogans parfois
naïfs et d'excréments. Depuis, la for-
mation s'est étoffée, a élaboré son
rock, l'a musclé grâce à l'apport
nouveau d'une véritable section
rythmique, avec le bassiste Diego
Burgar et le batteur Jean-My
Truong, l'a élargi tant sur le plan des
thèmes que sur celui des arrange-
ments.

Les huit chansons composant leur
dernier album (sept mille danses)
témoignent de l'évolution d'un
groupe dont le précédent 33 tours
s'est vendu à 700 000 exemplaires.

Au Zénith où il propose ses nou-
veaux titres (*la Buddha Affaire*, *les
Tzars*, *Une maison perdue*) alternés
avec d'anciennes chansons (*l'Aven-
turier*, *Kao Bang*, *Troisième Sexe*)
Indochine invite en première partie
de son spectacle d'autres groupes
français : les Innocents les 23 et
24 février, les Ablettes le 25 et Noir
Désir le 26.

Trop
d'incertitudes

« En 1986, dit encore Nicola
Sirikis, Indochine explosait et les
adultes, pris au dépourvu, nous
regardaient souriants. Aujourd'hui,
les mêmes paraissent méfiants et
nous collent des étiquettes qui ne
nous conviennent pas : dans l'Hexa-
gone, ils nous considèrent à la vo-
lonté comme le *Dépêche Mode* fran-
çais et au Canada comme le *U2*
français ».

Les quatre membres d'Indochine
n'ont pas de projet à long terme.
Bien qu'ils touchent à présent une
deuxième génération d'adolescents,
ils savent la fragilité de leur entre-
prise. Tranquillement, ils consoli-
dent leurs bases rythmiques et mélo-
diques. Sans se préoccuper d'un
avenir collectif soumis à trop
d'incertitudes.

CLAUDE FLÉOUTER.

* Zénith, les 23, 24, 25 et 26 février.
Disque Ariola. Dist. BMG.

« Une Tétralogie sur compositeur
longue durée. — Après *Fidelio*, de
Beethoven, la firme Rodolphe publie
la *Tétralogie* de Wagner, sous la
direction historique de Clemens
Kraus, sur disques compacts (D.C.)
longue durée (enregistrement mono
lu successivement sur les deux
canaux stéréo). Soit sept C.D. au lieu
de quinze pour plus de dix heures de
musique.

LISSIS

iboro e à Marlboro

à quarante ans qu'ils ren-
tent. Enfin, ils s'étaient laissés
mourir. Les vénérables profes-
sors de l'Académie de musique de
Marlboro, réunis sept
chaque été autour de
Serkin pour former de jeunes
musiciens au plus haut niveau,
t acceptés l'idée d'une antenne
à Nîmes. Un Marlboro fran-
cophone, avec du camé-
ricanisme, devait s'ouvrir dès
1988 (*le Monde* du 18 août
). Le projet était assez avancé
un Nîmes orléans, en septem-
brier, deux concerts de préfigu-
ra les vétérans de Marlboro
et de se raviser : ils renonçant
à bouleverser des habi-
tuelles de quarante ans. La
de Nîmes a donc décidé de
se le séjour dans les monts
du Vermont de jeunes musi-
ciens européens et français. Ce n'est
pas antenne de Marlboro, c'est
lire.

Le 9, rue Royale, 75008 Paris.
7-42-78-10.

nissions Opéra néerlandais

Jan Van Vlijmen, qui n'est plus
lent de l'Opéra néerlandais
Noll dernier, n'a toujours pas
implacé. Les raisons officielles
démission viennent d'être ren-
publiques dans un communiqué
per l'Opéra d'Amsterdam à
ger : manque de moyens finan-
cier, baisse des ambitions des
Le Hetmusichtheater, dont l'édi-
fice avait suscité de vives réac-
tions, et qui avait fini par
« ses portes » en septembre
à en effet été conçu par la ville
l'Etat néerlandais comme un
sement de prestige, destiné à
répondre les meilleures maisons
d'Europe (*le Monde* du
11 et du 2 octobre 1986).
déficit est évalué en ce début
des à 7 millions de florins
millions de francs environ). Il
le que les charges réelles et le
de lancement d'un établisse-
ment de cette taille (1 600 places)
été mal évaluée et que le théâ-
trique (où se succèdent sur la
d'une structure administrative
légère, productions lyriques,
actions chorégraphiques et
scènes éphémères) se soit révélé
peu fonctionnel.

Van Manen, l'un des trois
graphes attachés à l'Opéra
indien, a quitté quant à lui Am-

sterdam pour La Haye où vient de
s'ouvrir un complexe culturel com-
prenant, cette fois, une salle de
concert et une salle destinée aux ba-
lets. Un bâtiment du même type est
en cours de construction à Rotter-
dam.

Pause d'un an pour les Rencontres de Cluny

« Trente musiciens à demeure,
quarante accueillis en une semaine.
Pour un budget de 850 000 francs,
c'est ridicule... » C'est l'avis de
Cyril Huvé, directeur de Cluny,
d'annuler les prochaines Rencontres
de musique de chambre de Cluny
qu'il organisait chaque printemps en
Bourgogne après en avoir testé la
formule originale à Arc-et-Senans.
Une somme de 1,3 million de francs
lui semblait nécessaire pour « mieux
payer les artistes » et maintenir, y
compris en invitant davantage de
pièces, la qualité des programmes.
La région réservait sa réponse, la
municipalité ne pouvait faire plus
cette année. Les sponsors contactés
étaient refusés, la chaîne hôtelière
Accor, coproducteur et mécène prin-
cipal, maintenait la barre au même
niveau que l'année dernière.

Arrau et Maurice André à Meslay

L'unique récital de piano aux pro-
chaines musicales de la Grange de
Meslay sera donné par Claudio
Arrau. Sviatoslav Richter se con-
tentera, pour ce vingt-cinquième anni-
versaire, de donner la réplique à la
soprano Julia Varady et de jouer le
premier concerto de Beethoven avec
l'Orchestre du Capitole de Toulouse.
Sont attendus également : le clave-
riste Scott Ross, le Trio Martini
Solal, le quatuor Emerson, les
solistes de Moscou et l'altiste Yooni
Bashmet, le violoniste Oleg Kogan,
l'English Concert de Trevor Pinnock
dans *Didon et Enée*, de Purcell.
L'ouverture est faite par le trompe-
tiste Maurice André.

* De 17 juin à 3 juillet. Renseignements à la mairie, 37032 Tonn Cedex.
Tél. : 47-21-65-08.

CALENDRIER

PARIS ET BANLIEUE

L'ensemble Maurice Bourgue au
Musée Grévin. — Premier concert
d'une première saison de musique de
chambre au royaume de la cité. Le
quintette à vent Maurice Bourgue
joue Ibert, Milhaud, Jolivet, Barber
et Ligeti.
* Ce lundi 22, 20 h 30. Tél. : 42-46-
84-47.

Lazar Berman au Théâtre
Renard-Barraut. — Début par
Paris d'un virtuose soviétique en
tournée pour un récital Kulhan
(Deuxième Sonate « David et
Sati »), Prokofiev, Scriabine,
Rachmaninov.
* Ce lundi 22, 20 h 30. Tél. : 42-56-
60-70.

Création au Grand Auditorium
de Radio-France. — Le « concert
lecture » de ce mardi de la musique
de chambre est consacré à Yitzhak
Sadeh, le concert de 20 h 30 à des
œuvres de Schreker, Vivier, Condé,
et à une création française de
Kagel : *Silence Schumann*, Beetho-
ven et Casadeu, après 22 h 30.

* Mardi 23, à partir de 18 h 30.
Tél. : 42-30-15-16.

Waltraut Meier à Pleyel. — Kun-
dry remarquée à Bayreuth, la jeune
mezzo allemande se fait avec les
Kindertotenlieder, de Mahler, dans
un beau programme Schubert et
Wolf (*Pensées*). Barenboim
dirige l'Orchestre de Paris. Ce même
programme est en partie repris le
vendredi, amputé de Schubert mais
ajouté de Dallapiccola et Petraschi,
pour un concert à deux orchestres au
cours duquel Barenboim dirige et
ses musiciens et ceux de l'Intercon-
temporain.

* Le samedi 24, à 20 h 30, et
samedi 27, à 16 h 30. Concert à deux
orchestres le vendredi 26 à 20 h 30.
Tél. : 45-63-07-97.

Birelli Lagrene au New Morning.
— Il vient d'enregistrer un disque
avec les meilleurs, Bill Evans, par
exemple. Il entre par la grande porte
chez *Blue Note*. De guitariste pro-
dige, il est devenu prodigieusement
virtuose. Sa carrière semble être non
pas lancée, mais installée. Le public
américain, il y a trois ans, surprenait
lui a fait rêver. Le public japonais a
suivi. Il n'est pourtant pas rare de le
voir discrètement au Petit-Journal.
Il présente son dernier enregistre-
ment au New Morning. Birelli
Lagrene vient d'avoir dix-neuf ans !
* Les mercredi 24 et jeudi 25, à
21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

Festival ciné-mus à Montreuil.
— Scénario voisin avec Bruce Lee,
Bresson avec Osseliani dans ces
quatre jours de projections consa-
crées « Portrait sonore du monde »,
par Michel Chion. Ce compositeur
est aussi l'auteur d'ouvrages sur le

son et la voix au cinéma. Il animera,
samedi 27 à 20 heures, un débat sur
le sujet.

* De mercredi 24 février au
mardi 29, Clément George-Ménil,
Agora du Centre commercial,
93100 Montreuil. Tél. : 42-57-08-68 et
48-58-90-13.

Un remplaçant pour le National
aux Champs-Élysées. — Ce n'est
pas Yvonne Temirkanov mais le Rou-
main Yoli Levi qui dirige l'Orches-
tre national de France dans un pro-
gramme Liadov, Rachmaninov
(Rhapsodie sur un thème de Paga-
nin), avec Kun-Woo Paik au piano)
Tchaikowski et ceci, pour une seule
soirée, le concert du mercredi 24
ayant été annulé.

* Jeudi 25, 20 h 30. Tél. : 42-30-
15-16.

Havé-Haupt à Orsay. — Eckart
Haupt est flûte solo à Dresde : c'est
la meilleure des recommandations.
Cyril Havé lui donne la réplique sur
le Gaveau 1909 du Musée, dans Rai-
sonna, Widor, Caplet et Roussel.

Histoire de comparer, c'est sur un
Brard 1850 qu'Huvé aura joué, non
dans la Salle des fêtes, mais à l'Audi-
torium, Mendelssohn, Schumann,
Chopin, Liszt et Alkan, le mardi 23
à 12 h 30, toujours à Orsay.

* Jeudi 25, 18 h 30. Tél. : 45-49-
48-14.

Obéron, au Châtelet. — Le bertio-
zien John Nelson, au pupitre du
Nouvel Orchestre philharmonique,
dirige l'opéra de Weber en version
de concert avec Ryland Davies dans
le rôle-titre.

* Samedi 27, 20 heures. Tél. : 42-30-
00-00.

Jeannette et les siens au Dancois.
— Trois soirs durant, le grand
Orchestre de François Jeannette, son
Pandémonium, dans un répertoire et
avec un son très singulier. Des pupitres
d'airain, une rythmique de fer, et
aux commandes, toute la sou-
plesse du premier maître d'œuvre de
l'Orchestre national de jazz : plus
dégagé, moins surveillé, simplement
avec ses démons.

* Samedi 27, 20 heures. Tél. : 42-30-
00-00.

Autour de la chorale du Collège
Vocale et des musiciens de la Cha-
pelle royale, dont l'éloge n'est plus à
faire, le jeune chef belge a réuni un
bouquet idéal de solistes : le ténor
Howard Creek, la soprano Barbara
Schick, l'alto Catherine Patriez.

R. T.
* Un album de 2 CD Harmonia
Musici.

DISQUES

« La Passion selon saint Jean » par Herreweghe

Un drame, d'abord, oppressant.
Pour Philippe Herreweghe, qui trouve
ici son répertoire d'élection, le tur-
gile de Bach est un combat. Ce qu'il
suggère par l'urgence du grand
chœur liminaire, avant la fièvre des
turbes, qui, tout au long de la narra-
tion de l'évangéliste, vont furieuse-
ment crier la mort.

Cette *Saint-Jean* est le fruit d'une
longue réflexion sur l'idéal baroque.
C'est l'écriture (*la musique n'est
en quelque sorte que l'application
du texte par le biais de tous les ar-
tifices du système*). Côté effectifs
aussi (une quinzaine de choristes,
une vingtaine d'instrumentistes). Le
soul est sensible de s'offrir l'affronte-
ment d'une manière « physique »,
comme lors des célébrations de la
Passion aux heures éphémères : des
voix très caractéristiques font de
tous les personnages, Jésus excepté,
des êtres terriblement humains.

Autour de la chorale du Collège
Vocale et des musiciens de la Cha-
pelle royale, dont l'éloge n'est plus à
faire, le jeune chef belge a réuni un
bouquet idéal de solistes : le ténor
Howard Creek, la soprano Barbara
Schick, l'alto Catherine Patriez.

R. T.
* Un album de 2 CD Harmonia
Musici.

Chefs-d'œuvre du quatuor sur orchestre à cordes

Ce deuxième enregistrement des
musiciens d'Auvergne (ensemble
constitué en 1982 et dirigé par le
violoniste français d'origine russe
Jean-Jacques Kantorow) est la meil-
leure des défenses et illustrations de
l'orchestre à cordes. La preuve que
l'on peut jouer à vingt ans avec
autant de concentration, d'homogé-
néité, de subtilités rythmiques, de
sensibilité, d'une manière aussi vive
et colorée, qu'un quatuor chevronné.
L'extension sous forme de sympho-
nie de chambre du huitième quatuor
de Chostakovitch est due à Rudolf
Barchal, orfèvre en la matière ; celle
du quatuor « La jeune fille et la
mort », de Schubert, à Mahler. Dans
l'acoustique splendide de Notre-
Dame-de-Port à Clermont-Ferrand, la
technique japonaise, encore une fois,
fait merveille.

A. R.
* 1 CD Denon.

Chopin corrigé par Tausig

Oh ! le vilain sacrilège ! Un faux.
Un arrangement, plutôt, au sens
moderne du terme. Virtuoses parmi

les virtuoses du milieu du dix-
neuvième siècle, élève de Liszt, com-
positeur lui-même, Karol Tausig a
jugé le *Concerto en mi* de Chopin
trop long, dramatiquement effacé,
mal orchestré. Il a donc fait ce qu'il
fallait. Le résultat, destiné à faire bril-
ler le pianiste et à faire intervenir
l'orchestre comme un partenaire, est
à écouter (de même que le *Concerto
pour piano*, de Josef Wienawski, qui
l'accompagne) comme une très inté-
ressante curiosité. De ces curiosités,
dont l'anti-virtuose Setrak a finale-
ment la spécialité (il a signé une inté-
grale de l'œuvre pour piano de Bizet).
Il est ici avec l'orchestre de la Philhar-
monie batique (?), dirigé par un cer-
tain Wojciech Rajski.

A. R.
* 1 CD Chant du monde.

Trois concertos pour cor par Dennis Brain

Le cor, c'est comme le contre-
basse. Un instrument qui, parfaite-
ment joué, défie les lois de la pesan-
teur, donne l'illusion de s'envoler. Du
cor, Dennis Brain (mort en 1957)
était le ténor léger : pétaradant puis
éclatant dans les deux concertos de
Strauss (direction Sawallisch) ; pres-
que intéressant dans celui d'Hindemith
(l'Orchestre Philharmonia est,
cette fois, dirigé par l'auteur).

A. R.
* 1 CD EMI.

Mobilisation

Le haut Moyen Age n'est pas l'ère de l'ignorance, c'est nous qui sommes ignorants du haut Moyen Age. Le Collectif et moi décidons d'alerter l'opinion publique. Un vieux militant m'apprend à rédiger un manifeste et à récolter les premières signatures. Ça fonctionne. Fieré. Griserie. Doute.

Interrogation

Notre manifeste n'est pas paru. Que faire pour exister ? Le Collectif remue méninges : lettre ouverte au Ministre de la Culture, invasion de l'Académie Française, immolation par le feu. Je découvre le gouffre entre l'idée et l'action.

Consécration

Je décide de m'adresser à la France par la voix des ondes. Il y a des précédents célèbres. J'approche, une par une, toutes les radios. Refus. Eos me présente à l'équipe de France Culture. C'est possible ! Pourquoi mettons-nous tant de temps à découvrir des évidences ?

Déviations

De mon émission je vais faire un livre. Précaution liminaire suggérée par Jean Hédern qui s'y connaît, je fonde d'abord un prix littéraire. L'Ecole de Joucas ? On se réunira chez Yves ou à l'Abbaye de Senanque.

Révélation

En parlant d'Abbaye, Pierre-Henry me fait découvrir la bière de l'Abbaye de Leffe. Inhabituelle. Généreuse. Savoureuse. Un parfum de terroir que je recherchais inconsciemment depuis longtemps. Il faut réhabiliter le plaisir. Hic et nunc. Je prévois de la Leffe pour la prochaine réunion du Collectif. Je suis sûr qu'ils l'apprécieront. Et je veillerai à ce qu'ils la consomment avec modération.



La connaissance est au bout du voyage

Ayez soif de modération.

St-Gilbert

Culture

Bernard MOORE & Associés.

Le haut Moyen Age

Le haut Moyen Age

Le haut Moyen Age

Le haut Moyen Age

Le haut Moyen Age

Le haut Moyen Age

Le haut Moyen Age

Le haut Moyen Age

Le haut Moyen Age

Le haut Moyen Age

Le haut Moyen Age

Le haut Moyen Age

Le haut Moyen Age

Le haut Moyen Age

Le haut Moyen Age

Le haut Moyen Age

Le haut Moyen Age

Le haut Moyen Age

Le haut Moyen Age

Le haut Moyen Age

Le haut Moyen Age

Le haut Moyen Age

Le haut Moyen Age

Le haut Moyen Age

Le haut Moyen Age

Le haut Moyen Age

Le haut Moyen Age

Le haut Moyen Age

Le haut Moyen Age

Culture

DANSE

« La Dansomanie » et « Paquita »
à l'Opéra-Comique

Entrechats et chevaux de cirque

Reconstitution
d'une charmante page
d'histoire, démonstration
de haute école. En prime,
dix minutes de bonheur
signé Balanchine.

M. Duléger n'est pas fêru de littérature, comme son cousin M. Jourdain, mais de danse. Son valet s'appelle Pasmouchet. Du matin au soir, dans son château de Savoie, il déplace les bornes du ridicule en s'essayant à l'entrechat sous la direction de Flo-Flac, son maître à danser. Sa fille est amoureuse du colonel Demarcept ? Il ne veut rien savoir. Il ne donnera sa main qu'à un danseur consommé.

Le jour de la victoire de Marengo - 14 juin 1800 - est créé à l'Opéra de Paris la *Dansomanie* du chorégraphe Pierre Gardel, musique de Méhul. Cette « folie-pantomime » en deux actes fait un malheur : deux cent cinquante-quatre représentations. L'été des sujets mythologiques et allégoriques dont on gèle, le public se reconnaît avec joie dans cette charge (aimable) du goût effréné pour la danse qui règne alors. Les ballets surgissent partout, on se grise d'allemandes et de gavottes, on découvre la volupté de la valse (« Elle a son pucelage, mais la valse », dira d'une jeune fille le chevalier de Ségur). Vestris, le « dieu de la danse », à quarante ans, est encore à son zénith : c'est lui qui interprète le colonel Demarcept.

La *Dansomanie* a-t-elle été l'objet d'une tradition pieusement conservée à l'Opéra de Paris ? Non : elle nous revient de Suède. Le maître de ballet suédois Deland, envoyé à Paris par le roi Gustave III pour travailler avec Gardel, note en marge de la partition toutes les indications scéniques et chorégraphiques du ballet, qu'il remonte à Stockholm dès 1804.

L'érudit chorégraphe Ivo Cramer a pili sur ce document, reconstitué l'ouvrage, qu'il a remontré en Suède puis à l'Opéra-Comique il y a deux ans. Les décors sont des copies de toiles authentiques de la fin du dix-huitième siècle, conservées dans le théâtre de Drottningholm.

Georges Filenta, en M. Duléger, contrefait le mauvais danseur avec un sens comique qui ne va jamais trop loin, brave. Autour de lui, tout le monde bat, dégage, coupe et brise avec ardeur - ces jeux de jambe compliqués et rapides sont plus difficiles qu'il n'y paraît. Mais soyons francs, on ne se relève pas la nuit pour parler de la *Dansomanie* au téléphone avec ses amis. C'est frais, charmant, un peu longuet. Une jolie page d'histoire de la danse, voilà.

Autre page d'histoire, autre objet d'import-export qui nous revient cette fois de Russie : *Paquita*. A l'origine, un ballet-pantomime en deux actes, créé par Joseph Mazilier à l'Opéra de Paris en 1846, repris par Marius Petipa à Saint-Petersbourg l'année suivante puis beaucoup plus tard, en 1981, avec une nouvelle musique commandée à Minkus - nous touchons là aux sommets du flo-flo et du zim-zom-bom.

Et c'est Oleg Vinogradov, directeur de la danse au Kirov de Leningrad, qui a remonté le « Grand Pas » final pour l'Opéra de Paris. Harnais.

chères comme des chevaux de cirque - diadèmes, épaulettes de strass, tutus relevés - nos ballerines y font une démonstration de haute école, histoire de faire admirer une fois de plus le niveau actuel du corps de ballet. Les étincelles crépitent, on est rassuré par la présence du pompier de service. Belle comme Ariane, Elisabeth Patel promène son élégance souveraine et sa maîtrise. Des quatre variations solistes, la deuxième, la languoureuse, échoit à Fabienne Cerutti, délicieuse d'abandon et de feinte indolence. La troisième, la habileuse, à Elisabeth Maurin : elle danse comme un papillon qui semble folâtrer, mais sait exactement quelle fleur butiner. Nous ne dirons rien de la première, dansée par une Clotilde Vayer pour la moins incertaine, si de la dernière, exécutée par une Sylvie Clavier gracieuse comme une paire de pinces.

Entre les deux ballets, un entre-mets de choix : le *Tchadikowski pas-de-deux*, de Balanchine. Monique Loudières danse comme une guêpe. Insaissable, imprévisible (et ravissement coiffée de manière asymétrique, chose que s'autorisent rarement les ballerines classiques), elle a des accélérations et des ralentis ravageurs qui rappellent ceux de Violette Verdy, créatrice de l'œuvre. Sa technique est absolument sans faille, un grain de coquetterie et d'humour achève de nous éblouir. Et, n'en déplaise à MM. Gardel et Petipa, dix minutes de Balanchine, c'est le bonheur.

SYLVIE DE NUSSAC.

★ Opéra-Comique, jusqu'au 24 février.

CALENDRIER

La Légende des 47 samouraïs. - C'est un peu comme si la Comédie-Française demandait à un Japonais de monter le *Misanthrope*. Mais Maurice Béjart n'a pas résisté à l'invitation du Tokyo Ballet d'adapter l'une des plus célèbres pièces du théâtre kabuki. Avec, en alternance, Eric Vu-Ahn et deux solistes japonais.

★ Palais des Congrès, du 23 février au 6 mars. Tél. : 47-58-12-51.

La Anquâ. - Après son ex-complice Mathilde Monnier, Jean-François Duroure présente à son tour une création à part entière. Inspirée par le *Funambule* de Jean Genet.

★ Théâtre de la Bastille, du 23 au 28 février. Tél. : 43-57-42-14.

Solea. - *Hommage à Dora Hoyer, Orient-Occident et la Baïgnotte*, par Suzanne Linke, l'une des figures de proue de la danse contemporaine allemande avec Pina Bausch et Reinhild Hoffmann.

(1) *Schwarz Weiss Zeigen*, par Gerhard Bohner, codirecteur du Ballet de Brême, avec Hoffmann de 1978 à 1981, actuellement chorégraphe indépendant à Berlin-Ouest (2).

★ Centre Pompidou (1) du 24 au 26 février (2) du 27 au 28 février. Tél. : 43-77-12-33.

Solistes et nouvelles stars de l'Opéra de Paris. - Ils sont encore quadrilles, coryphées ou sujets, mais ils piaffent. Dans des chorégraphies de Balanchine, Schostak, Lenzini, etc.

★ Salle des fêtes de Montreuil, 28 février. Tél. : 48-58-91-49.

CINÉMA

« Sur la route de Nairobi », de Michael Radford

Bons baisers du Kenya

Les sociétés sont comme les poissons, elles pourrissent par la tête. Pour illustrer le vieux cliché de la décadence des nations, Michael Radford nous a ramené du Kenya colonial une impressionnante série de cartes postales en couleurs. Soient couchant sur la savane, hébraïques guerriers massés problème appuyés sur leurs lances. Rôle parés auprès de vérandas immaculées, serviteurs stylés, en toutes circonstances et smoking impeccablement coupés. Les habitants de la « Happy Valley », crèche de la société coloniale, s'amusent selon des recettes éprouvées, en consommant des hectolitres d'alcool divers et en se livrant à une débauche, limitée par le nombre des partenaires disponibles. Heureusement, un nouveau couple débarque. Lui (Jos Ackland), veut refaire sa fortune sous les tropiques, elle (Greta Scacchi) est sublime de beauté. Le play-boy de service (Charles Dance) devient vite son amant. On le retrouve, un petit matin, assassiné au volant de sa voiture, sur la route de Nairobi. Qui est

le meurtrier ? Le mari jaloux, la femme volage, une maîtresse débauchée, un agent secret ? Ce mystère passionnant, paraît-il, la presse britannique de l'époque, qui avait pourtant d'autres sujets d'actualité à se mettre sous la dent : les événements se déroulent en 1940. Fera-t-il court, aujourd'hui, les foules dans les salles de cinéma ? On peut en douter.

Pourtant, les acteurs font de leur mieux, le scénario oscille, selon les lois du genre, entre cynisme et désespoir, et il ne manque pas un glaçon dans les verres de whisky. Mais le metteur en scène semble avoir été happé par l'ennui dingue de la société dont il est censé fustiger les mœurs décadentes.

E. de R.

● RECTIFICATION. - *Broadcast News*, attribué à William Hurt du Monde du 19 février, est un film de Jarry L. Brooks. William Hurt en est le principal interprète.

Communication

Les séries « interactives » américaines arrivent sur les écrans français

Les enfants, nouvelle cible commerciale de la télévision

Techniquement, « Captain Powell » n'est pas sans intérêt. Les images de synthèse qui abondent dans cette série télévisée américaine contiennent des signaux codés. Ceux-ci permettent un dialogue opto-électronique avec les gadgets vendus aux jeunes téléspectateurs et simulent ainsi de véritables combats dont le score s'inscrit sur les compteurs intégrés aux jouets. Mais cet exploit technique est surtout une véritable aubaine commerciale. Mattel réagit d'un coup les difficultés qui ont aplâché, il y a quelques années, le marché des jeux vidéo. Plus besoin d'éditer des cassettes informatiques pour un parc de consoles ou de micro-ordinateurs mal standardisés. Le programme du jeu est diffusé massivement par la série télévisée qui devient un formidable outil de promotion pour la vente des gadgets nécessaires à l'interactivité. Les chaînes de télévision acceptent d'autant plus volontiers de servir de support de vente que la série leur est vendue à un prix symbolique et qu'elles touchent un pourcentage sur la vente des jouets.

En France, « Captain Powell » n'apparaît plus à la télévision qu'à la télé-achat qu'à un programme de télévision classique. Une ambiguïté qui devrait poser quelques problèmes à la Commission nationale de la communication et des libertés d'autant que la clientèle visée par cette spectaculaire opération de marketing est celle des

Le 23 mars, les effroyables créatures bio-mécaniques de « Captain Powell » vont passer à l'attaque sur la Cinq et aggraver les foyers français avec de mystérieux signaux lumineux. Pas de panique : vos enfants, convenablement armés par les marchands de jouets, pourront se défendre. Cette « grande première de la télévision interactive », annoncée avec force publicité par Mattel, le deuxième constructeur de jouets mondial, est avant tout une vaste opération de marketing. Et, sans doute, la première d'une longue série puisqu'en septembre un autre constructeur, Ideal Loirs, diffusera sur TF 1 une série du même type, « Saber Rider ». Des initiatives qui risquent de susciter en France autant de polémiques qu'aux États-Unis.

enfants. Et ce, pour des sommes qui ne sont pas négligeables : si les jouets interactifs d'Ideal Loirs sont annoncés à 300 F, la panoplie interactive de Mattel va de 470 F à 1 800 F quand on y ajoute tous les accessoires.

Aux États-Unis déjà, la diffusion de « Captain Powell » et de ses semblables a suscité de vives polémiques et le sort de ces séries interactives se joue en ce moment sous le tir croisé de la justice, du Congrès et de la Commission fédérale des communications (FCC). L'affaire a débuté en 1984 quand la FCC, saisie par la ferveur libérale, décide de supprimer les quotas publicitaires imposés depuis 1974 dans les émissions pour enfants. La loi du marché, décriée-t-elle, suffit à protéger les jeunes téléspectateurs d'une « overdose » publicitaire en limitant naturellement les excès de programmation.

Cette déréglementation fait l'affaire des constructeurs de jouets, qui offrent alors aux chaînes des émissions entièrement sponsorisées puis des séries interactives.

Mais une puissante association familiale de Boston, Action for Children's Television (ACT), proteste auprès de la FCC, dénonçant la pollution publicitaire, la vente « forcée » et l'incitation à la violence, thème particulièrement sensible outre-Atlantique. Déboutée par la Commission fédérale, ACT se tourne vers la justice et obtient une première victoire. Les jugements de deux cours d'appel obligent la FCC à rouvrir le dossier sous la forme d'une enquête publique, dont les conclusions devraient être connues ces jours-ci. Parallèlement, l'ACT a multiplié les démarches auprès du Congrès : deux représentants démocrates menacent aujourd'hui de

rétablir par la loi les limites publicitaires sur les émissions pour enfants si la FCC ne s'y résout pas.

En attendant, les grands réseaux nationaux ont prudemment renoncé à diffuser les séries des constructeurs de jouets, qui trouvent refuge sur les télévisions indépendantes. Les producteurs, eux, cherchent de nouveaux marchés, en Europe. Après avoir buté sur les réticences de la télévision britannique, ils tentent aujourd'hui de trouver une place sur les écrans français et italiens.

Les chaînes privées françaises ont accueilli à bras ouverts ces séries américaines. Les fabricants de jouets sont les seuls annonceurs publicitaires susceptibles de rentabiliser des programmes dont les budgets sont déjà très réduits. Sur TF 1, les émissions conçues par Dorothée sont déjà largement sponsorisées. Sur la Cinq les programmes pour enfants sont réduits au minimum. Les émissions à contenu documentaire ou éducatif sont en voie de disparition ; même sur les chaînes publiques, la fiction française est inexistant, et le dessin animé national est au bord de l'asphyxie faute de commandes. L'esprit du « mieux-disant culturel » n'a pas soufflé sur les jeunes téléspectateurs. La voie est libre pour « Captain Powell », « Saber Rider » et les autres héros de la logique commerciale.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Quelle Est La Compagnie Qui Va Partout Aux Etats-Unis?

Delta Bien Sûr.

Avec plus de 3.700 vols quotidiens vers plus de 240 villes, Delta et son réseau Delta Connection® desservent toute l'Amérique. Vous pouvez enfin aller où vous voulez, quand vous voulez.

Pas De Doute, De Plus En Plus De Voyageurs D'Affaires Choissent Delta.

Interrogés par le journal USA TODAY, ils viennent de désigner Delta meilleure compagnie aérienne.

Mais Delta, c'est aussi l'Europe.

Depuis 1985, Delta assure un vol sans escale Paris-Atlanta où le modernisme et la rapidité des formalités de douane et d'immigration sont sans égal.

Au départ d'Atlanta, et du matin au soir, Delta vous offre un service continu vers les États-Unis.

Nos tarifs préférentiels sauront vous séduire (Pass aériens "Discover America", stand-by, etc.).

La Meilleure Compagnie Aérienne Des Etats-Unis, C'est Toujours Delta.

La qualité de nos services nous a valu les meilleurs indices de satisfaction passagers de toutes les grandes compagnies aériennes américaines. Pour la 5^e année consécutive, les lecteurs du magazine TRAVEL-HOLIDAY ont désigné Delta meilleure compagnie aérienne des États-Unis.

Découvrez à Votre Tour

Les Raisons De Ce Succès.

Avec Delta vous vous sentirez chez vous dans le monde entier. Nous sommes américains et nous souhaiterions vous faire partager notre hospitalité. Pour tous renseignements, appelez Delta au 43 35 40 80. Bureau de vente : Delta Air Lines : 24 bd des Capucines, 75009 Paris.

DELTA
We Love To Fly And It Shows.



© 1988 Delta Air Lines, Inc.

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-mardi. Signification des symboles : ▶ Signifié dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à évaluer ■ Ou peut voir ■ Ne pas manquer ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 22 février

TF 1

20.40 Cinéma : la Folie des grandeurs ■ Film français de Gérard Oury (1971). Avec Louis de Funès, Yves Montand, Karin Schubert, Alberto Mendosa, Alice Sapritch. 22.35 Magazine : Méditations. De François de Closets, Richard Michel et Jean-Marie Perthus. 23.45 La Bourse. 23.50 Jeux olympiques de Calgary. 0.35 Pénitence sur le 16 (rediff.).

A 2

20.30 Série : Sentiments. Le prix à payer, de Ben Lewin.

Collection « SENTIMENTS » sur ANTENNE 2 - 20 H 30
Un plaisir intense et passionnant.
Ce soir JEAN PIERRE CASSEL
LE PRIX À PAYER. FILM INÉDIT DE BEN LEWIN
Emotion, Humour, Générosité
COLLECTION « SENTIMENTS » - LE LUNDI SUR ANTENNE 2.

Avec Jean-Pierre Cassel, Deborah-Lee Farness. ▶ 22.00 Documentaire : Massoud, portrait d'un chef d'opinion. De Christophe de Ponfily et Bertrand Gallet. 23.40 Magazine : Strophes. De Bernard Pivot. 23.50 Informations : 24 heures sur la 2. 23.50 Jeux olympiques de Calgary.

FR 3

20.30 Cinéma : la Bataille de San Sebastian ■ Film franco-mexicain d'Henri Verneuil (1967). Avec Anthony Quinn, Anjanette Comer, Charles Bronson, Fernand Grévy. 22.30 Journal. Avec un résumé des Jeux olympiques de Calgary : Hockey : Subido-Canada : Sid : supergiant dames. 23.40 Magazine : Océaniques. Chang Tchang (1^{re} partie). De Olivier Hurn. 23.50 Musique, musique. Thème et variations pour piano, choriste et alto de Beethoven par l'Académie royale.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Peter et Elliott le dragon ■ Film américain de Don Chaffey (1977). Avec Helen Reddy, Jim Dale, Mickey Rooney, Red Buttons. 22.10 Flash d'informations. 22.15 Canal Foot. 22.30 Les KO de Canal Plus. 23.45 Rapet professionnel américain. 1.15 Cinéma : Monty Python.

le sous de la vie ■ Film anglais de Terry Jones (1983). Avec Graham Chapman, John Cleese, Terry Gilliam, Eric Idle (v.a.).

LA 5

20.30 Les accords du diable : Tendre Alice. TéliFilm de Alfred Hitchcock. Avec Brooke Shields, Tom Signorelli. 22.35 Les accords du diable (suite). Les rubriques de magazine présentées par Sangria. 22.30 Série : Arabesque. 23.20 Série : Mission impossible. 0.15 Série : Maigret (rediff.). 2.00 Série : La grande valise (rediff.). 3.00 Aria de rock.

M 6

20.00 Série : L'homme invisible. 20.50 TéliFilm : Eclatance fatale. De Arch Nicholson, avec Barry Newman, Bill Ker. 22.30 Série : Hawaii police d'Etat. 23.20 Six minutes d'informations. 23.50 Magazine : Club 6. 0.15 Feuilleton : Pour l'ennemi. 1^{re} épisode (rediff.). 1.05 Musique : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.40 Le grand débat. Social-démocratie ou social-libéralisme ? Avec Michel Albert, Michel Delebarre, Alain Minc, Guy Sorman. 21.30 Le petit Labadie illustré (pour le centième anniversaire de la mort d'Eugène Labiche). Portrait d'un mille-pattes. 22.40 La nuit sur un plateau. Autour de Jean-Christophe Bailly. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda. États de rock.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollo. Concert (en direct de la salle des concerts de l'université Kolarz de Belgrade) : Requiem, de Mokranjac ; Les noces, de Stravinski ; Magnificat en ré majeur Wq 215 de C.P.E. Bach, par le chœur et l'orchestre symphonique de la Radio-Télévision de Belgrade, dir. Edouard Colomer ; à 22.30, feuilleton : De l'opus 1 à l'opus 145 (Carl Loeu, un génie méconnu du Lied et de la ballade) ; à 23.07, Sonate pour piano en sol mineur, op. 22, de Schumann ; à 23.24, Jeunes filles, suite pour flûte, hautbois, piano et orchestre de Marguerite Rouger-Champion ; à 23.30, Symphonie en trois mouvements de Stravinski. 0.00 Musique de chambre. Quatuor en mineur de Sostak ; Quatuor pour piano et cordes n° 1 en ré majeur, op. 23, de Dvorak ; Histoires en si bémol majeur, op. 20, de Schumann.

Mardi 23 février

TF 1

14.20 Feuilleton : C'est déjà demain. 14.45 Variétés : La classe aux chaussons. Émission de Pascal Sevran. 15.10 Série : Chapuis mène et botte de cuir. 16.00 Club Dorothée vacances. 17.00 Magazine : Pénitence sur le 16. Animé par Christophe Dechavanne. 17.55 Flash d'informations. 18.00 Série : Agence tous risques. 18.55 Mélo. 19.00 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.30 Jeu : La rose de la vertu. 20.00 Journal et météo. 20.35 Tapis vert. 20.40 Club-est : Les Diables du film américain de Steven Spielberg (1975). Avec Roy Scheider, Robert Shaw, Richard Dreyfuss, Lorraine Gary. 22.50 Magazine : Châta (suite). De Michel Denisot. 23.50 Journal 0.00 La Bourse. 0.05 Jeux olympiques de Calgary. 0.50 Magazine : Pénitence sur le 16 (rediff.).

A 2

14.35 Magazine : Fête comme chez vous. De Frédéric Lepage. 15.00 Flash d'informations. 15.05 Magazine : Fête comme chez vous (suite). 15.30 Jeux olympiques de Calgary. Patinage artistique, danse de création. 16.25 Flash d'informations. 16.30 Variétés : Un DB de plus. De Didier Barthelemy. 16.45 Série A 2. 17.20 Série : Au fil des jours. 17.50 Flash d'informations. 17.55 Série : Magazine. 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot. Présenté par Patrice Lafont. 19.10 Actualités régionales. 19.35 Série : Maguy. 20.00 Journal. 20.30 Les dossiers de Pécar : le Soudi ■ Film américano-canadien de Richard Pearce (1981). Avec Donald Sutherland, Jeff Goldblum, Allan Nichols, Sharon Acker. 22.10 Débat : entre artistes, critiques, quelles limites pour le progrès ? Avec Pierre Bourget, journaliste, le docteur Robert Jarvill, les professeurs Christian Cabrol, Henri Bismuth, Jean Dauter, des critiques et des auteurs. 23.30 Informations : 24 heures sur la 2. 0.00 Jeux olympiques de Calgary.

FR 3

14.00 Magazine : Océaniques. 15.00 Flash d'informations. 15.05 Magazine : TSG-Caroline. Présenté par Caroline Treca. 17.00 Flash d'informations. 17.05 Feuilleton : La dynastie des Forsythe. 17.30 Jeu : Avez-vous vu ? 17.35 Dessins animés : Les Extraterrestes. 18.00 Jeu : Clés en main. 18.30 Feuilleton : Une mère pas comme les autres. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, actualités régionales. 19.30 Jeux olympiques de Calgary. 19.55 Dessin animé : Il était une fois la vie. 20.00 Série : 20.05 Les aventures de Targan à New-York ■ Film américain de Richard Thorpe (1942). Avec Johnny Weissmuller, Maureen O'Sullivan, John Sheffield, Charles Bickford. 22.20 Journal. Avec un résumé des Jeux olympiques de Calgary. ▶ 22.50 Documentaire : Quelque part à l'est de l'Est. De Rinaldo Bassi. La présence militaire française en Allemagne. 23.45 Magazine : Décibels. D'Alain Guellaf. Présenté par Jean-Lou Jancin. A la découverte du rock australien. Invités : Les Abettes, Mano Negra, Beloved. 0.30 Espace francophone.

CANAL PLUS

14.00 Cinéma : Opération Hongkong ■ Film américain de Henry Levin et David Lowell Rich (1973). Avec Fred Williamson, Teresa Graves, Byron Webster. 15.40 Cinéma : Le sous de la vie ■ Film anglais de Terry Jones (1983). Avec Graham Chapman, John Cleese, Terry Gilliam. 17.15 Cabot cadis. Rambo : Alvin et les Chipmunks. 18.10 Flash d'informations. 18.16 Dessins animés. 18.25 Dessin animé : Le plat. 18.26 Top 50. Présenté par

Marc Tesson. 18.55 Starquizz. Présenté par Alexandra Kazan. Invités : Georges Descriers, Lizette Malidor, Nicoletta. 19.30 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gilès et Les Nuls. Invités : Antoine et Les Problèmes. 20.30 Cinéma : le Miroir ■ Film français de Jean-Pierre Mocky (1967). Avec Michel Serrault, Jean Poiret, Jeanne Moreau, Sylvie Joly. 21.50 Flash d'informations. 22.00 Cinéma : Sala temps pour un film ■ Film américain de Andy Davis (1984). Avec Chuck Norris, Henry Silva, Bert Remson, Mike Genovese (v.a.). 23.35 Cinéma : Montparnasse 19 ■ Film français de Jacques Becker (1957). Avec Gérard Philou, Antoine, Alain Lillo, Pauline. 23.40 Journal. 1.20 Cinéma : Home ■ Film américain de Stephen C. Miner (1985). Avec William Katt, George Wendt, Richard Moll.

LA 5

13.35 Série : Maigret. 16.20 Série : La grande valise. 16.30 Série : La cinquième dimension. 16.55 Dessin animé : Vaseau. 17.20 Dessin animé : Flo et les Rabouins enroulés. 17.45 Dessin animé : Le tour du monde de Lydia. 18.10 Dessin animé : Jeanne et Serge. 18.30 Série : Happy Days. 18.55 Journal images. Sept minutes d'informations sans présentation. 19.02 Jeu : La porte magique. Animé par Michel Robbe. 19.30 Boulevard Beaud. 20.00 Journal. 20.30 Cinéma : Marathon sans ■ Film américain de John Schlesinger (1976). Avec Dustin Hoffman, Roy Scheider, Marthe Keller, Laurence Olivier. 22.40 Série : Spenser. Réurrection. 23.30 Série : Mission impossible Vol direct. 0.15 Série : Maigret (rediff.). 2.05 Série : La grande valise (rediff.). 3.15 Aria de rock. Concert de musique classique.

M 6

14.15 Feuilleton : L'homme du Picardie. 14.40 Feuilleton : Naus le berger. 15.05 Documentaire : Le monde sauvage. 15.30 Clip cocktail. 16.55 184, 184, 184, 184. 17.05 Série : Daktari. 18.00 Journal et météo. 18.15 Cinéma : les Bâches en vadrouille ■ Film français de Christian Caza (1978). Avec Les Charlots, Guilaine Dubou, le Martin Circus. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Les routes du paradis. 20.50 Cinéma : le Scorpion de la tempe. 21.00 Série : Les aventures d'Alan J. Pakula (1978). Avec James Caan, Jason Robards, Jane Fonda. 22.55 Série : Hawaii police d'Etat. 23.50 Six minutes d'informations. 23.55 Magazine : Club 6. 0.40 Série : Maîtres et valets (rediff.). 1.50 Musique : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel sciences. Dossier : les « tra » en enquête sur la mobilité géographique et sociale en France aux dix-neuvième et vingtième siècles. 21.30 Les transmissions de terre dans la culture méditerranéenne. 22.40 Notes magiques. Les éloges de Dieu (1^{re} partie). 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda. États de rock.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Musique-Ensembles. Der wind pour clarinette, piano et quatuor à cordes, de Schreker ; Paraphrase, de Vivier ; Mémorial, de Condé ; finale, de Kagel, par l'ensemble 2e2m, dir. Paul Méfano, sol. Christian Tréguier, baryton. 22.30 Récital. Gary Hoffman, violoncelle, et David Selig, piano : Adagio et allegro pour violoncelle et piano en la bémol majeur, op. 70, de Schumann ; Sonate pour violoncelle de Hindemith ; Suite italienne pour violoncelle et piano, de Stravinski ; Sonate pour violoncelle et piano n° 2 en fa majeur, op. 99, de Brahms. 0.00 Club d'archives. Les pécheurs de perles. L'actualité du disque il y a cinquante ans : Mahler, Brahms, Schumann, Beethoven.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le lundi 22 février à 0 h TU et le mardi 23 février à 24 h TU.

L'anticyclone qui recouvre actuellement la France et nous a valu jusqu'à présent un temps bien ensoleillé va progressivement s'effacer avec le passage mardi d'une faible perturbation pluvio-neigieuse venue du Nord.

Mardi : dégradations venant du sud.

Une petite perturbation pluvio-neigieuse traversera la moitié nord du pays. Sur le Nord-Pas-de-Calais, après quelques petites pluies durant la nuit, le ciel redevenira variable, avec quelques courtes averses en cours de journée.

Sur la Normandie, l'ensemble du Bassin parisien, Champagne-Ardenne et Lorraine-Alsace, la météo sera faiblement pluvieuse. Quelques pluies verges seront localement possibles au lever du jour. Il neigera au-dessous de 400 m d'altitude sur les Ardennes et sur les Vosges.

Sur la Bourgogne, la France-Centre et l'extrême nord des Alpes, le ciel se couvrira dans la matinée et de faibles précipitations se produiront. Celles-ci tomberont sous forme de neige au-dessus de 800 m environ.

Sur la Bretagne, les Pays de Loire, le nord du Massif Central et le Centre, les nuages seront abondants, et les éclaircies bien rares.

Sur tout le reste du pays, c'est-à-dire sur la moitié sud, le soleil sera prédominant, avec simplement quelques passages nuageux, surtout en fin de journée sur la Corse et les Pyrénées.

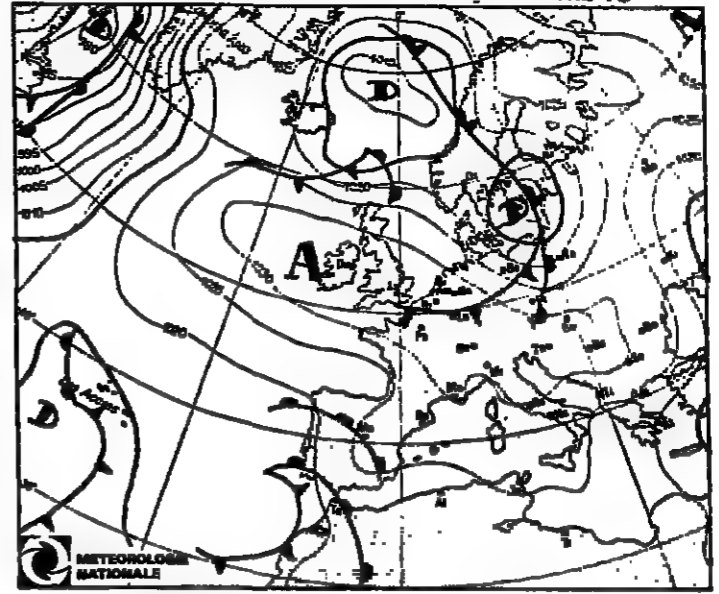
Les températures minimales seront comprises entre 0 et 2 degrés au nord de

la Seine et dans le Sud-Ouest, tandis que l'on subira encore des gelées (0 à -3 degrés) sur les Pays de Loire, Poitou-Charentes, le Massif Central et Rhône-Alpes. Sur le pourtour méditerranéen, elles ne descendront pas au-dessous de 3 degrés. Quant aux températures maximales, elles ne dépasseront pas 4 à 5 degrés sur le Nord, le Nord-Est et le Bassin parisien, et seront com-

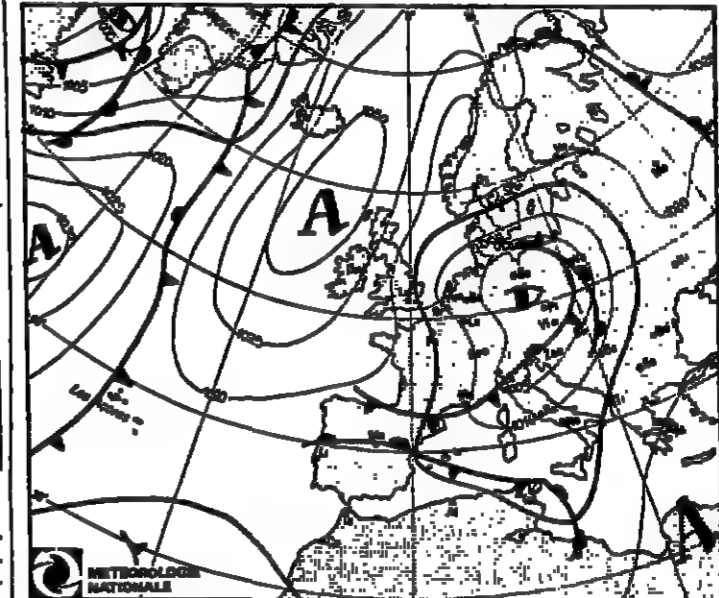
prises entre 6 et 7 degrés sur tout l'Ouest, le Centre et Rhône-Alpes. Elles atteindront 9 à 11 degrés dans le Sud-Ouest et les régions méditerranéennes.

Un vent de nord modéré s'établira sur la plupart des régions, tandis que le mistral se lèvera dans la vallée du Rhône et le golfe du Lion en fin de journée.

SITUATION LE 21 FÉVRIER 1988 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 23 FÉVRIER A 0 HEURE TU



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4685

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
|------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| I | | | | | | | | | |
| II | | | | | | | | | |
| III | | | | | | | | | |
| IV | | | | | | | | | |
| V | | | | | | | | | |
| VI | | | | | | | | | |
| VII | | | | | | | | | |
| VIII | | | | | | | | | |
| IX | | | | | | | | | |
| X | | | | | | | | | |
| XI | | | | | | | | | |

HORIZONTALEMENT

I. On n'y vend que ce qui est dessous. — II. Spécialiste de la fabrication industrielle du pain. — III. Souvent héroïque chez Pindare. Langue. — IV. Qui est privé d'un certain sens. — V. Faire le mur, par exemple. — VI. On y trouve une belle étoile. Note. — VII. Un pays agité. Est comme un mort. — VIII. Si l'on en croit le proverbe, n'a pas toujours chaussure à son pied. — IX. Qui n'a donc rien coûté. X. Gagne son salut quand il est bon. — XI. Nous fait perdre quelque chose. Signe.

VERTICALEMENT

1. Peuvent faire beaucoup de mal à la langue quand ils se répandent. — 2. D'une certaine façon, c'est un homme de paille. La première capitale fixe du Japon. Lettre. — 3. On lui attribue des vertus pharmacologiques. De chanvre, pour un condamné. — 4. Orientation. Utile pour piquer les mules. Conjonction. — 5. Pour être précis, doit avoir un bon style. Ent en main. — 6. Un mot qui prouve qu'on n'a pas fait le plein. Pays de cochons. — 7. Participe. Deux cantons dans l'eau. Proscrit le plaisir. — 8. Une victoire qui a mérité qu'on fasse le pont. Doit avoir bon œil et la main légère. — 9. Symbole. Est parfois à la gorge. Cade de la République ne dura pas longtemps.

Solution du problème n° 4684

Horizontalement
I. Presse-papiers. — II. Labeur. Sasseurs. — III. Alambic. Ré. Acis. — IV. Tê. Gilet. Ral. — V. Roser. Mao. Riens. — VI. Ir. Intention. Tê. — VII. Ode. Nielles. — VIII. Râ. En. Tê. Elsa. — IX. Terroir. Se. Let. — X. Chas. Tées. Ira. — XI. Eln. Aar. As. Avis. — XII. Ce. Erg. Estomacs. — XIII. Italiens. Osé. — XIV. Tenu. Silence. — XV. Essentielle. Anc.

Verticalement

1. Plâtrier. Cécité. — 2. Râleur. Athlètes. — 3. Ebats. Eau. Ans. — 4. Sem. Elders. Elue. — 5. Suborneur. Arien. — 6. Erité. Otage. — 7. Cimentier. — 8. As. Lanière. Esc. — 9. Parlate. Sas. Il. — 10. Isée. Des. Atoll. — 11. Es. Trolley. Océa. — 12. Râs. Isée. Amen. — 13. Sacre. Salva. Ça. — 14. Riant. Eric. En. — 15. Assises. Tasse.

GUY BROUTY.

TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé

le 21-2-1988 à 6 heures TU et le 22-2-1988 à 6 heures TU

| FRANCE | TOURS | 11 | 0 | D | LOS ANGELES | 22 | 10 | D |
|---------------|-------|----|---|---|-------------------|----|----|---|
| AMARCO | 16 | 3 | D | | TOULOUSE | 13 | 6 | D |
| BARCELONNE | 15 | 7 | D | | PORT-SAINT-PIERRE | 30 | 22 | D |
| BORDAUX | 16 | 9 | D | | PARIS | 17 | 12 | A |
| BRESCIA | 10 | -1 | D | | ALGER | 17 | 4 | B |
| CAEN | 10 | -1 | D | | ANTWERP | 8 | 4 | B |
| CHAMONIX | 9 | -3 | D | | ATHÈNES | 10 | 3 | C |
| CLEMONTE-FERR | 9 | -3 | D | | BANGKOK | 34 | 24 | N |
| COCOT | 9 | -3 | D | | BARCELONE | 15 | 4 | D |
| GENÈVE | 11 | -3 | D | | BERLIN | 0 | -1 | N |
| GRANVILLE | 14 | 3 | D | | BEIJING | 4 | 3 | C |
| LYON | 9 | -3 | D | | BRUXELLES | 8 | 1 | D |
| MARSEILLE | 16 | -2 | D | | LE CAIRE | 21 | 17 | N |
| NANCY | 7 | -5 | D | | COPENHAGUE | 6 | 1 | D |
| NANTES | 11 | 3 | D | | DARJIL | 25 | 18 | N |
| NICE | 14 | 6 | D | | DELHI | 25 | 17 | C |
| PARIS-MONTS | 12 | 4 | D | | DIJON | 18 | 12 | N |
| PAU | 14 | 2 | D | | GENÈVE | 6 | -4 | D |
| PERPIGNAN | 14 | 7 | D | | HONGKONG | 17 | 15 | C |
| REIMS | 11 | 2 | D | | ISRAËL | 13 | 4 | F |
| STRASBOURG | 9 | -1 | D | | LABORNE | 16 | 13 | P |
| | 8 | -4 | D | | LODRON | 10 | 4 | N |

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

A BIEN TÔT! SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE

6-13 MARS 1988 DE 9 H A 19 H 7 JOURS JOURNÉE PROFESSIONNELLE

PARIS PORTE DE VERSAILLES CENECA 19, Boulevard Henri IV - 75004 PARIS Tél. 01 42.71.68.44

PARIS PORTE DE VERSAILLES CENECA 19, Boulevard Henri IV - 75004 PARIS Tél. 01 42.71.68.44

PARIS PORTE DE VERSAILLES CENECA 19, Boulevard Henri IV - 75004 PARIS Tél. 01 42.71.68.44

PARIS PORTE DE VERSAILLES CENECA 19, Boulevard Henri IV - 75004 PARIS Tél. 01 42.71.68.44

PARIS PORTE DE VERSAILLES CENECA 19, Boulevard Henri IV - 75004 PARIS Tél. 01 42.71.68.44

PARIS PORTE DE VERSAILLES CENECA 19, Boulevard Henri IV - 75004 PARIS Tél. 01 42.71.68.44

PARIS PORTE DE VERSAILLES CENECA 19, Boulevard Henri IV - 75004 PARIS Tél. 01 42.71.68.44

PARIS PORTE DE VERSAILLES CENECA 19, Boulevard Henri IV - 75004 PARIS Tél. 01 42.71.68.44

PARIS PORTE DE VERSAILLES CENECA 19, Boulevard Henri IV - 75004 PARIS Tél. 01 42.71.68.44

PARIS PORTE DE VERSAILLES CENECA 19, Boulevard Henri IV - 75004 PARIS Tél. 01 42.71.68.44

PARIS PORTE DE VERSAILLES CENECA 19, Boulevard Henri IV - 75004 PARIS Tél. 01 42.71.68.44

PARIS PORTE DE VERSAILLES CENECA 19, Boulevard Henri IV - 75004 PARIS Tél. 01 42.71.68.44

PARIS PORTE DE VERSAILLES CENECA 19, Boulevard Henri IV - 75004 PARIS Tél. 01 42.71.68.44

EAU MINÉRALE NATURELLE D'AUVERGNE

Notre cure à domicile

Une composition harmonieuse

Hydroxydase est une eau légèrement gazeuse, riche en oligo-éléments et en sels minéraux (dont 243 mg/l de magnésium) essentiels à un bon équilibre.

Des propriétés préservées

Hydroxydase conserve en flacon les propriétés qu'elle possède à la source grâce à un procédé d'embouteillage naturel et spécial, complètement à l'abri de l'air.

Une aide active

Hydroxydase, dans le cadre d'une bonne hygiène alimentaire :
• favorise l'élimination par diurèse des déchets de l'organisme et donc la réalisation d'une cure de détoxification,
• participe à l'apport en magnésium et aide ainsi à être en forme.

Une utilisation simple

Hydroxydase facilite le suivi d'une cure d'eau minérale naturelle où que l'on soit (domicile, bureau...). Elle doit simplement être bue en dehors des repas, aussitôt le besoin débouché.

Une indication précise

Hydroxydase est présentée en coffret-cure de 20 secondes-dose de 20 centilitres.

Une efficacité reconnue

Hydroxydase est diffusée en pharmacie et dans certains magasins de produits diététiques.

Hydroxydase - Source Marie-Christine Nord - La Breuille Courte - 63340 SAINT-GERMAIN-LE-MOINE

hydroxydase



A EVIAN, 7 JOURS POUR RETROUVER SON EQUILIBRE.

EQUILIBRE 7

Le forfait Equilibre 7 vous propose une remise en forme optimale dans le cadre ultra-moderne du Centre Evian Equilibre. 7 jours pour retrouver votre équilibre à Evian : un séjour de détente dans l'hôtel de votre choix et un programme complet établi avec un médecin, qui allie hydrothérapie et soins d'esthétique aux activités sportives les plus diverses : randonnée, tennis, aquagym... Evian. Le séjour de l'équilibre.

Merci de me faire parvenir une documentation sur Equilibre 7.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

A remplir et à adresser à l'Office du Tourisme, BP 98 F, 74502 EVIAN-LES-BAINS, Tél. : 04.75.04.25.



Thermalisme

Une enquête officielle sur 3 500 curistes et l'explosion de la remise en forme

L'heure du tourisme de santé

De l'eau au moulin du thermalisme français ? Si, depuis l'époque romaine, sa crédibilité s'alimente en quelque sorte aux 1 200 sources du pays, il lui manquait peut-être la caution d'une grande enquête scientifique. Lacune aujourd'hui comblée. Après trois ans de travaux rigoureux portant sur 3 500 curistes, la très officielle Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) vient, en effet, de conclure à l'efficacité de la cure d'eau minérale avec des résultats très significatifs : 71 % d'amélioration pour ceux qui ont suivi une première cure, 73 % pour ceux qui en ont suivi deux, 76 % pour ceux qui en ont suivi trois.

Résultats tout aussi probants sur le plan de l'économie : l'enquête de la CNAM démontre que la cure thermique engendre une importante réduction de la consommation médicamenteuse. A titre d'exemple, un malade revenant de cure dépense en moyenne 644 F de remboursements contre 1 174 F pour celui qui a été soigné par le médecin allopathe. Une bonne affaire pour la Sécurité sociale !

Des chiffres surprenants ? Qui donc doutait de l'efficacité du thermalisme ? Assurément pas les 650 000 pratiquants, qui, en 1987, ont fréquenté les 101 stations agréées par la Sécurité sociale. Mais il faut bien convenir que jusqu'ici le corps médical n'a pas fait preuve d'un fol enthousiasme pour envoyer ses patients dans les villes d'eaux. Méconnaissance de la discipline, sans doute, dans la mesure où le thermalisme est aujourd'hui pratiquement exclu du champ de l'enseignement médical.

Coup de fouet économique

Mais aussi, de la part des stations, « manque d'approche scientifique dans la démonstration », comme vient de le souligner le nouveau Haut comité de thermalisme, mis en place par le Journal officiel du 16 février dernier : avant la récente enquête de la CNAM, les seules investigations menées pour attester de la valeur thérapeutique des cures d'eaux elles-mêmes, à partir de leurs propres sources et sur des échantillons de malades relativement peu importants.

La création d'un certificat de médecine thermique (Jacques Valade, ministre chargé de l'ensem-

blement supérieur l'a annoncé récemment), les praticiens vont-ils porter un regard neuf sur le thermalisme enfin crédibilisé ? Dans les stations, les médecins thermaux eux-mêmes sont bien obligés d'évoluer en mesurant le développement considérable de la remise en forme. Une véritable explosion que cette tendance aux cures plus souples — on associe aux traitements hydrothérapiques des activités sportives peu contraignantes et des loisirs actifs, — plus courtes : 7, 10, 12 jours, alors que la cure classique en compte 21, — et non remboursées par la Sécurité sociale, qui donnent naissance à une nouvelle forme de vacances baptisées « tourisme de santé ».

Depuis 1979, date à laquelle Contrexéville créa son fameux « forfait-tige », un bon tiers des stations ont enfoncé le créneau porteur de ce thermalisme moderne avec des formules baptisées : « Cantal-Relax » (Chaudes-Aigues), « Vitalins » (Luchon), « Semaines privées » (Barbotan), « Engins, Grottes, Mollis » ou « Bie Sources » (Dax). Le tourisme de santé se porte même si bien qu'il est aujourd'hui en mesure d'affiner ses propositions : on va à Aix-Martinez ou à Allervard pour arrêter de fumer, à Brides-les-Bains pour apprendre, casserole en main, la cuisine diététique, à Divonne pour retrouver le sommeil, à Charbonnières pour surveiller son cœur, voire à Salins-les-Bains, Bagnols ou Capvern pour marier les balades dans la poudrière et les bains bouillonnants !

Une cure de jeunesse, un coup de fouet économique pour le thermalisme « Sécurité sociale », perçonne s'en doute plus aujourd'hui, même si aucune étude précise n'a encore été entreprise pour faire la part réelle de l'apport remise en forme. Ces dernières années, « l'industrie » de la thérapeutique par les eaux — 20 millions de visiteurs, 3 milliards et demi de chiffre d'affaires générant soixante mille emplois directs et cent cinquante mille emplois indirects — n'a cessé d'afficher une progression du nombre de curistes. En 1987, elle se prévalait encore d'un équilibre positif.

« A défaut de performances économiques, une telle constance dans les résultats aurait-elle été possible sans les formules de remise en forme mises en place dans un bon tiers de nos stations ? », font remar-

quer les défenseurs du tourisme de santé à ceux qui le qualifient encore de thermalisme-gadget. De grands projets naissent en tout cas et là qui s'inscrivent apparemment davantage dans le contexte remise en forme que dans celui des cures classiques de vingt et un jours.

A La Léchère, à partir du slogan « Eau et renouveau », la station de la Tarantaise crée un superbe complexe thermal — nouvelle piscine, galerie d'animation — en même temps qu'un forfait de remise en jambes résolument moderne. Dans le parc d'Aix-Martinez, la désormais fameuse « cure antitabac » obtient un tel succès que ses inventeurs investissent 35 millions dans un nouvel hôtel deux étoiles de deux fois soixante chambres. Et personne n'oserait affirmer qu'après avoir accumulé 39 millions de francs de pertes entre 1975 et 1985 la Compagnie fermière de Vichy en dépense 500 millions dans les trois ans — dont 65 à la charge de l'Etat — pour la réalisation d'un « complexe européen de la beauté et de la santé » si elle ne croyait pas au nouveau marché du tourisme de santé.

Philippe Séguin, affirmait récemment avec force en visitant le stand vogues des Septèmes thermiques qui prennent fin jeudi prochain à Paris, porte de Versailles : « Au-delà de la vocation précise des stations thermiques, il apparaît de plus en plus évident que leur croissance future reposera sur leur capacité à offrir à la fois des séjours orientés vers la cure classique et des séjours de remise en forme qui correspondent à l'aspiration de nos concitoyens ».

Le ministre ajoutait même qu'il ne voyait pas d'antagonisme entre les deux vocations. Il méditait sans doute la leçon de Contrexéville, pionnière de la remise en forme. A la naissance de son « forfait-tige », la station vogues comptait deux mille curistes traditionnels par an. Mieux de dix ans plus tard, elle en comptait deux mille cinq cents... auxquels il convient d'ajouter deux mille cinq cents curistes libres. Et près de 20 % de ces derniers sont aujourd'hui recrutés parmi les curistes traditionnels qui, une fois résolu leur problème de santé, aspirent à devenir eux aussi, hors de tous remboursements de la Sécurité sociale, des adeptes de la remise en forme.

GUY DELUCREY.

Allô !... thermal

Chaque année, les remboursements de cures thermiques prises en charge par la Sécurité sociale sont révisés à la hausse. C'est ainsi que, par arrêté du 17 décembre 1987, publié au Journal officiel du 24 décembre, le forfait hébergement est passé de 845 F à 865 F pour 1988.

En outre, le plafond de ressources « de toute nature » qui permet la participation des classes aux frais de trajet et de séjour a été relevé à 84 500 F pour une personne seule, à 128 750 F pour une couple, à 169 000 F pour un couple avec un enfant et à 211 250 F pour un couple avec deux enfants.

Enfin, le plafond de ressources qui permet, en cas d'arrêt de travail de l'assuré, le versement des indemnités journalières est porté, lui, à 118 400 F sur la base des revenus de 1987. Il sera révisé au 1^{er} juillet 1988.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la réglementation des cures, vous pouvez encore appeler le « Journal téléphonique du thermalisme » mis en place par le Syndicat national des établissements thermaux (SNET), 10, rue Clément-Marot, 75008 Paris. Numéro fonctionnant vingt-quatre heures sur vingt-quatre : le (1) 47-20-14-65.

Villes d'eaux clés en mains

Performance économique peu commune à mettre au compte de la Chaine thermique du soleil (14 stations), dont les plus connues sont : Gréoux-Molles, Eugénie et Barbotan : la France va livrer des villes d'eaux clés en main à l'étranger ! Ce groupe dynamique réalise en effet actuellement à Sion, dans le Valais suisse, une station thermale destinée à accueillir 10 000 curistes. Il a été en outre appelé en consultation pour créer une station-pilote à San-Antonio, au Texas, et pour mettre sur pied d'autres projets en Hongrie, en Yougoslavie et même aux Caraïbes.

Aix les Bains
73100 SAVOIE
VOIES RESPIRATOIRES-STOMATOLOGIE
ANTI-STRESS ANTI-TABAC
THERMES DE MARLIOZ
73 51 00 01

ABANO TERME
(40 Km. de Venise-Italie)
Hotel PRINCIPE
TEL. 193949-669278-668278
TELEX 621379 PUBINT I

MONTEGROTTO TERME
Hotel BELLAVISTA
TEL. 193949/793333-793278
TELEX 621379 PUBINT I

(Publicité)
CURE THERMALE 1988
Elle sera plus agréable et plus efficace si elle est doublée d'une cure de détente et de soleil.
Choisissez parmi les stations de la CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL leader du Thermalisme Français.
Documentation gratuite n° 444 (développement et cure) à la MAISON DU THERMALISME - Chaine Thermale du Soleil : 22, av. de l'Opéra 75002 Paris, Tél. (1) 47-42-67-91 + A Strasbourg 87000, 1, rue du Noyer, tél. 03.23.33.00 ou à Bruxelles 92, av. Louise 8-1050, tél. 02 513 83 85. Minitel 36.14 code : Novotherm

Aix les Bains
73100 SAVOIE
PREMIERE STATION THERMALE DE FRANCE
SYNDICAT D'INITIATIVE
73 55 05 02

مكتبة من الاصل

pour développer ses activités sociales en faveur de ses retraités et chômeurs.
Profil souhaité : expérience confirmée en polyvalence de secteurs d'entreprises, dynamisme et initiative, très motivé par le travail en équipe, qualités d'écoute et pratique des entretiens individuels.
Déplacements à Paris et en province fréquents. Véhicule indispensable.
Adresser lettre manuscrite, c.v. et photo sous n° 6781 à Madame Galibert
SIFCA, 13, avenue du Général de Gaulle, 92017, Villeurbanne Cedex.

SYNTHETIC LUBRICANTS
79 35 85 82

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

La filiale d'un groupe international
recherche son

Crédit Manager

Une marque renommée, un outil industriel moderne, un rattachement à un groupe américain de premier plan, tel est l'environnement que nous proposons au Crédit Manager France Export que nous recherchons. Il sera rattaché au Directeur Financier et travaillera en étroite collaboration avec la Direction Commerciale.

Sa mission : il sera responsable :

- du risque clients, analyse de solvabilité, fixation des critères en cours estimés et autorisés ;
- de l'amélioration des résultats économiques ; réduction des délais de paiement, diminution des en-cours ;
- du recouvrement : il sera garant d'un système de relance adapté, rigoureux et fiable et l'interlocuteur privilégié des clients pour la solution des litiges ;
- il animera une équipe de collaborateurs qualifiés ;
- en outre, pour l'exportation, il participera aux négociations avec la COFACE.

Son profil : HEC, ESSEC, ESCP, ou équivalent, disposant de trois à cinq ans d'une expérience similaire ou proche (analyse de crédit, contrôleur de gestion d'une activité commerciale...). Familiarité avec l'outil informatique, ayant une bonne connaissance de l'anglais, la réussite à ce poste nécessite d'aller au sens des réalités commerciales la rigueur financière. Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 2C 772 - 8 M
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Une société performante, leader européen sur son marché (CA consolidé 900 millions, filiales à l'étranger), rattachée à un des tous premiers groupes industriels français, recherche son

Chef de service comptable

Il aura la direction d'un service étoffé et sera responsable de l'ensemble des opérations comptables y compris les arrêtés des comptes et du bilan, du suivi de la législation fiscale et participera activement à l'élaboration des nouvelles procédures et au développement des applications informatiques en temps réel.

Ce poste conviendrait à un candidat ayant une solide formation comptable (DECS ou niveau expert) et environ 5 ans d'expérience acquise en cabinet ou en entreprise. Il témoignera de réelles qualités d'animateur, d'ouverture d'esprit et d'organisation.

Poste à Paris.
Ordre de grandeur de rémunération : 270.000 F +Ecrire sous réf. 3B 767-7 M
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Nous sommes un groupe de sociétés, bien implanté aux Antilles et en Guyane, qui réalise un chiffre d'affaires de 150 millions de francs et emploie 200 personnes.

Nous recherchons pour notre agence de Guyane : 20 MF, 25 personnes un

Librairie antillaise

Directeur d'agence GUYANE

VOTRE MISSION :

- maintenir notre place de leader et développer nos activités en librairie papeterie,
- poursuivre l'implantation de nos produits bureautiques (IBM, RARE, XEROX),
- participer à la définition de la politique générale en lien avec notre siège à Fort-de-France,
- diriger les équipes de ventes, les magasins et les dépts.

VOTRE PROFIL :

- une formation supérieure (Bac + 3) et une expérience récente de la gestion d'un centre de profit (au moins 5 ans),
- homme d'action et de réflexion sachant se faire reconnaître auprès d'équipes complémentaires grâce à ses qualités humaines et professionnelles,
- la volonté de vous développer au même rythme que la Guyane : TERRE SPATIALE.

Envoyez votre CV, photo et rémunération actuelle à MERCURY URVAL, 14bis, rue Darn, 75009 Paris, tél. 43 1247 LM.

Mercuri Urval

EXPORTER DES BIENS D'EQUIPEMENT

Solyvent-Ventec

1^{er} Constructeur Européen de ventilateurs industriels, recherche

JEUNE DIPLOME ESC OU SIMILAIRE

motivé pour développer à l'export un produit technique destiné à de grands constructeurs de biens d'équipement. Homme de terrain, basé à Lyon, il se déplacera dans le monde entier et sera soucieux de faire évoluer les produits en fonction des marchés. Compte tenu de l'évolution de l'entreprise, ce poste peut constituer une opportunité de carrière intéressante pour un candidat ambitieux ayant déjà quelques années d'expérience dans une fonction similaire. La pratique courante de l'anglais va de soi et éventuellement celle d'une autre langue.

Les candidatures précisant l'ordre de grandeur de la rémunération seront adressées à Jean-Jacques OIVSE, SOLYVENT VENTEC, BP 67, 69882 Meyzieu Cedex.

RESPONSABLE LOGISTIQUE



Raymond Poulain Consultants

74, rue de la Fédération - 75015 PARIS / Alfortville - route des Lucioles - 06560 SOPHIA-ANTIPOLIS

Nous considérons votre action comme déterminante

Notre position de pointe et notre fort développement dans le Secteur Humain nous conduisent à accentuer nos efforts dans l'organisation de nos différents sites Industriels. L'équipe de Direction de notre Usine d'Avignon (400 personnes) et la Logistique Groupe attendent un Professionnel POUR PRENDRE EN MAINS L'OPTIMISATION des approches de la Production, de la Distribution et des Stocks, et coordonner les actions de transfert de production. Savoir anticiper et trouver des solutions : voilà ce que nous attendons de vous. Vous serez directement rattaché au Directeur de l'usine.

Diplômé d'Etudes Supérieures, vous êtes familier de l'outil informatique et votre expérience de la logistique est déjà confirmée, si possible dans une industrie travaillant en continu. La taille de notre Groupe et l'intérêt que nous portons à cette fonction vous fourniront les moyens de réaliser les actions que vous entreprendrez, et vous offrons des perspectives d'évolution à la hauteur de votre potentiel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions), sous la référence OREL/LM, à notre Conseil Didier LESLEUR qui vous garantira une totale discrétion.

MEDIA 8X

Directeur Général machines-outils

bilingue allemand

Groupe allemand de machines-outils recherche le Directeur Général de sa filiale de vente en France. Rattaché au « Vorstand » en RFA, il sera responsable de l'ensemble des activités en France.

Professionnel du management et de la vente de machines-outils, homme d'animation, d'organisation et de stratégie, il assurera le développement de la société en France dans tous les domaines : le marché, les hommes, les structures.

Il sera l'homme de confiance de la société-mère et mènera sa mission dans un esprit de dialogue et de communication avec la Direction Générale en Allemagne.

La maîtrise de la langue allemande est indispensable.

Pour tout contact et renseignement veuillez vous adresser, sous la référence 2817, à

Klaus W. Hertzlich 44, rue La Boétie
Conseillers de Direction 75008 PARIS
franco-allemands Téléphone : 45.63.48.24

interconseil

MEDIA 8X

CADRE SUPERIEUR 350.000 F A DEBATTRE

ron 50% hommes et 50% femmes et où existe une dynamique motivante.

Pour faire face à notre expansion, nous avons créé un nouveau poste et nous recherchons un RESPONSABLE DES RELATIONS HUMAINES. Il créera la fonction PERSONNEL et RELATIONS HUMAINES. Il sera un Conseiller auprès de la Direction Générale, un modérateur, un communicateur, un négociateur et sera en mesure de conseiller les cadres et le personnel en ce qui concerne leur carrière professionnelle.

Si vous êtes déjà un professionnel des Relations Humaines ou si vous avez une bonne expérience opérationnelle et que vous aimeriez maintenant vous occuper de Relations Humaines, envoyez votre C.V., photo, rémunération actuelle, sous référence 6403-M à Mamégies, 3, rue d'Hautville 75010 Paris, qui transmettra à notre Conseiller.

Avec un chiffre d'affaires d'un milliard de francs, dont plus de la moitié à l'export, et un effectif de 2 200 personnes, notre entreprise, filiale du groupe CHARGEURS, est le leader européen du tissage de la laine peignée.

Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons deux collaborateurs de haut niveau :

TISSUS
roudière

copers

Membre de Syntec

1 directeur des ventes France

(vente draperies hommes)

Animer la force de vente composée de commerciaux aguerris, participer à la recherche de nouveaux produits, assurer le suivi de la solvabilité des clients, la promotion des produits, le suivi des stocks, telle sera votre mission d'urgence.

Âgé de 30 à 40 ans, avec une solide expérience de la vente et du management dans le secteur textile ou de la mode, vous parlez anglais (Réf. LM/345)

1 inspecteur des ventes Europe

(vente linéaire femmes)

Animer les Agents commerciaux et prospecter de nouveaux clients confectionneurs sur toute l'Europe occidentale, tel sera votre champ d'action.

Âgé de 25 à 35 ans, avec une première expérience dans le secteur de la mode, vous êtes bilingue français-anglais, et si possible, vous parlez allemand ou espagnol. (Réf. LM/346)

Adressez votre candidature, en précisant le réf. de la note et votre rémunération actuelle, à notre conseil Philippe LEMELLE, qui répondra en toute confidentialité. COPERS - 16 Cité Malesherbes 75008 PARIS.

MEDIA 8X

Assurer nos recrutements

France et Etranger

PARIS : Notre groupe spécialisé dans le commerce international exerce ses activités sur tous les continents dans le secteur de la distribution.

Votre expérience d'au moins 5 ans au sein d'une Direction de Personnel (2 à 3 ans auprès d'un Cabinet de recrutement ou d'approche directe serait "un plus" apprécié...), vous permettra d'assurer les recrutements et de suivre l'intégration du personnel en France et à l'étranger.

De formation supérieure avec de préférence une sensibilité psy, vous possédez les capacités pour prendre à terme des responsabilités plus étendues. Vos fonctions s'exerceront auprès de nos filiales à l'étranger, vous êtes donc parfaitement bilingue anglais et disponible.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V., et photo sous la référence 303/M à CURRICULUM, 6, passage Lathuille 75018 PARIS qui transmettra confidentiellement.

IMPORTANT GROUPE IMMOBILIER RECHERCHE

LES RESPONSABLES DE SES AGENCES

SEINE-ST-DENIS et ESSONNE

Groupe
Foncier
Habitat

Pour accompagner le développement du Groupe, nous mettons en place des agences décentralisées afin qu'un nouveau système informatique.

Vous aurez la responsabilité d'optimiser l'exploitation courante (administrative et technique) d'un patrimoine de 4 à 5 000 logements dans un souci de qualité du service rendu. Vous saurez établir et développer de bonnes relations avec tous les interlocuteurs de l'agence.

Si vous avez une formation supérieure (école de Commerce, Droit, Sciences Economiques...), une solide expérience dans un poste équivalent, des qualités de gestionnaire, d'animateur et d'homme de contacts, adressez-nous lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence "Recrutement CA.01".

GROUPE FONCIER HABITAT
157, rue des Blais - B.P. 120 - 92225 BAGNEUX CEDEX

MEDIA 8X

مكتبة القرآن الكريم

كتاب العمل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mardi 23 février 1988 • 25

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Société industrielle française (950 personnes, 650 millions de CA), possédant une forte notoriété dans son domaine et dotée d'outils de production performants (robotique, commandes numériques, découpe laser...) recherche un

Jeune ingénieur

AM, ECL
3 ans d'expérience

pour mettre en œuvre un investissement lourd (36 millions de francs) et stratégique pour le développement de ses activités. Il prendra en charge ce projet dont il assurera l'implantation et le suivi. Cette mission d'une durée minimale de 2 ans débouchera sur des responsabilités plus larges au sein de cette société qui pratique une gestion de personnel originale et participative. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé possédant une première expérience dans une unité de production (méthodes, investissements, entretien...). La connaissance des techniques d'emboutissage serait un atout important. Des qualités de pragmatisme et d'imagination technique sont indispensables. Poste basé à Boucaux (95). Ecrire sous réf. 4 A 872-8 M. Discretion absolue.

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Créer la fonction communication externe et interne

Une entreprise française de BTP performante, solidement implantée et ayant des projets ambitieux à l'horizon 1992, crée le poste de Responsable de la Communication, qui sera directement rattaché à la Direction générale.

Cette société jouit d'une excellente réputation dans la profession et, au sein de l'entreprise, de multiples actions d'information sont déjà développées. Il s'agit maintenant de créer la fonction communication, afin d'intensifier ces actions et de promouvoir l'image de la société dans des publics plus diversifiés et plus larges. Ce poste conviendrait à un candidat, SC, PO, ESC, ou niveau équivalent, ayant quelques années d'expérience, et connaissant l'anglais, l'imagination, le réalisme, la capacité de dialogue, l'initiative, talent pour rédiger, telles sont les nombreuses qualités qui vous seront demandées. Vous les avez-elles ? Écrivez-nous. Poste : banlieue sud-Paris.

Ecrire sous réf. 7 A 911-8 M. Discretion absolue.

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Chef du personnel

Une société chimique performante, rattachée à un grand groupe international, recherche un Chef de Personnel.

Cette société, accordant un soin tout particulier à une gestion dynamique et efficace des ressources humaines, aura deux Chefs du Personnel sur le même site, rattachés au Directeur Administratif et gérant une partie de l'effectif. L'effectif confié au candidat recherchera sera de 190 personnes et concernera : l'ingénierie, la recherche, la logistique et les services achats, finances, informatique, commercial.

La mission implique :
• une participation à l'élaboration de la politique sociale de l'entreprise,
• la gestion et la mobilisation des ressources humaines (recrutement, formation, gestion des carrières, communication, expression des salariés...),
• l'application rigoureuse de la législation,
• la pose des cadres.
Ce poste conviendrait à un candidat DUT (gestion de personnel) ou licence en droit, ayant environ 5 ans d'expérience dans la fonction personnel et connaissant si possible les industries chimiques. Outre de solides compétences juridiques, il témoignera d'excellentes capacités de contact et des qualités d'animateur sur le terrain. Connaissance de l'anglais nécessaire. Poste dans l'Oise.

Ecrire sous réf. 7 D 589-7 M. Discretion absolue.

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Jeune ingénieur de fabrication

une carrière évolutive dans le premier groupe verrier mondial

BOUSSOIS

Boussois, filiale de PPG, étend ses unités de production et souhaite confier à un ingénieur AM, HEI, IEN... la responsabilité d'un secteur important de fabrication.

Ce poste conviendrait à un ingénieur motivé par une carrière opérationnelle, ayant environ 2 ans d'expérience de préférence en production. Dynamique et organisateur, il se verra confier une unité de 80 personnes fonctionnant en semicontinu et devra faire preuve de réelles qualités de contact et d'ouverture pour animer son personnel, le former à de nouvelles méthodes visant notamment à améliorer la qualité (la connaissance des applications SPC serait appréciée). Connaissance de l'anglais nécessaire. Ce poste offre de larges possibilités d'évolution tant dans la société que dans le groupe. Poste région nord, proximité Lille. Ecrire sous réf. 7 A 923-8 M. Discretion absolue.

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Jeunes chargés de mission

Fédération Professionnelle (branche Industrielle) propose à des cadres possédant une expérience polyvalente, deux opportunités de postes aux responsabilités nombreuses et variées.

- préparation et suivi de commissions,
- études et conseils pour la profession,
- relations avec les adhérents et l'environnement.

Ces postes nécessitent une bonne maturité, des qualités de contacts et des capacités réelles d'expression écrite et orale. Ils conviendront à des cadres de formation supérieure ayant une expérience professionnelle d'au minimum 2 ans dans un domaine proche ou dans une entreprise comme Chargé d'études par exemple.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 28 862 - 8 M. Discretion absolue.

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Recruter notre personnel gérer son développement

Une entreprise de BTP renommée et solide, ayant une implantation internationale, recherche son Responsable du Recrutement qui participera également à la gestion des carrières du personnel.

Ce poste, au sein d'une entreprise particulièrement attentive au développement de ses ressources humaines, conviendrait à un candidat partageant cette éthique.

Ses compétences en recrutement auront été éprouvées par quelques années d'expérience.

Sa formation supérieure, son ouverture d'esprit, son souci d'efficacité lui permettront d'être l'interlocuteur et le conseil des opérationnels. Réelles perspectives d'évolution de carrière.

Poste banlieue sud-ouest Paris.

Ecrire sous réf. 7 B 758-8 M. Discretion absolue.

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

AMIENS

Capitale de la Picardie

à 130 km de Paris (135.000 habitants) vivez à l'aise à l'heure du câble.

Si vous êtes motivé pour participer à cette opération, le département culture et communication

RECHERCHE

UN CHARGÉ D'ÉTUDES (H/F)

pour la mise en œuvre du plan câble.

Il ou elle sera chargé(e) de :
mettre en place les contrats, dynamiser les différents partenaires, animer des groupes de travail, coordonner les différents secteurs d'activités. Une bonne connaissance du milieu de la communication et des technologies nouvelles est requise.

Expérience professionnelle, travaux de recherches appréciés. Diplôme : BAC + 5 en économie, marketing ou communication. Anglais vivement souhaité. Poste à pourvoir rapidement.

Contrat à durée déterminée d'un an éventuellement renouvelable. Salaire annuel : environ 93.000 F net.

Adresser votre candidature : lettre manuscrite + C.V. + photo à : Monsieur le Maire d'Amiens, B.P. 2720 - 80027 AMIENS CEDEX avant le 9 mars 1988, 17 heures, délai de rigueur.

Ingénieurs mécaniciens ! A présent... L'ensemble d'une Production !..

Après quelques années en qualité de Cadre de Production, vous souhaitez à présent valoriser votre expérience, et envisager une fonction de

Directeur de production 300 000 r

C'est le challenge que nous vous offrons, au sein de notre Société (320 millions de francs, 1 000 personnes), connue et reconnue pour son savoir-faire technique, dans le domaine des biens d'équipement pour diverses industries. A dominante mécanique (décolletage, rectification, presses, découpe et emboutissage), l'une de nos usines (600 personnes), située à une heure trente de Paris, vous attend, suite à une promotion interne.

Au-delà d'une activité classique orientée vers : coûts, délais, qualité, vous proposerez et gèrerez votre investissement, porterez en HOMME DE TERRAIN, un regard particulier sur la gestion des flux, et favoriserez, par une organisation industrielle optimale (cf. G.P.A.O., Automatisation...), notre productivité. Bien entendu, la qualité de votre diagnostic sera « relayée » par vos talents d'animateur et de formateur de nos équipes. Un esprit concret, une force de conviction... et un tempérament chaleureux. A bientôt !

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la réf. N/DDP/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



Chargé de Recrutement

Au sein de l'équipe Relations Humaines et en collaboration directe avec le Responsable du Département, vous prendrez en charge de façon autonome, une partie des recrutements, de la définition du poste jusqu'à l'intégration du candidat.

De plus vous participerez progressivement aux actions de formation, d'évaluation de potentiel et de promotion, à l'intérieur du groupe (actuellement 800 personnes).

De formation supérieure en psychologie, vous possédez une première expérience professionnelle réussie et cherchez à la valoriser.

Leader en Europe de la location d'ordinateurs grands et moyens systèmes I.B.M., notre expansion en France et à l'étranger nous conduit à rechercher une personnalité ouverte et évolutive.

XECS

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence FN/857 à XECS, Relations Humaines, 16, rue Washington 75008 PARIS.

Doper nos ventes de protéines

Négocier et accroître les ventes de matières premières destinées à l'industrie alimentaire animale ; monter les opérations de négoce international ; introduire et développer de nouveaux produits sur le marché français ; telles sont les responsabilités confiées à notre

Directeur des Ventes

Moteur de notre évolution, il confirmera le succès de nos produits et consolidera ainsi notre première place nationale en protéines d'origine marine. Il mettra à profit ses capacités de recherche et développement et notre infrastructure au service de négoce.

Fort de son expérience commerciale probante dans le secteur des composants agro-alimentaires, à 30 ans et plus, il a une formation d'ingénieur agronome ou agricole, une bonne maîtrise de l'anglais.

Il aspire à des fonctions de décisionnaire sur un marché porteur. Talent de négociateur et sens du marketing sont ses meilleurs atouts.

A terme sa réussite l'amènera à assumer l'ensemble des responsabilités commerciales (Achats/Ventes/Import/Export).

Ce poste basé dans une ville de la Côte d'Opale (62) nécessite de fréquents déplacements. Ecrivez sous référence 802665/M.



BERNARD KRIEF CONSULTANTS

16 place Charles de Gaulle 59800 LILLE



CONSULTANT RESSOURCES HUMAINES

Futur Directeur de Région

EGOR, Conseil International en Ressources Humaines, désire compléter son implantation européenne en créant à Lille une Direction Régionale. Celle-ci contribuera au développement général du Groupe (plus de 46% en 1987).

Pour créer cette entité régionale, nous souhaitons rencontrer un candidat (30 ans minimum) possédant une formation supérieure et ayant acquis une expérience significative de l'animation et de la gestion d'un centre de profits dans une activité de "vente de services" à l'entreprise. Il a naturellement une parfaite connaissance du tissu socio-économique de la région.

Après une formation à nos techniques et à nos méthodes au sein de diverses entités de notre Groupe, il sera chargé de créer la région EGOR FRANCE NORD, de constituer ses équipes, de gérer et de développer son courant d'affaires.

Il bénéficiera de l'appui du Groupe y compris à l'étranger dans la mesure où son champ d'intervention doit le conduire sur les marchés des pays limitrophes.

Merci de nous adresser lettre et dossier de candidature sous la référence M 6/ELJ 88 à :

EGOR S.A.
8, rue de Bari - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BRUXELLES DORTMUND ESPANA GREAT BRITAIN ROMA PORTUGAL, NORD, CANADA



Venez animer l'an II de Mirapolis

Le pays des contes et légendes offre à ses visiteurs un voyage au cours des siècles, avec ses sensations fortes et sa fête permanente.

Mirapolis, géré par le Club Méditerranée

recrute pour sa saison 88
(10 mai au 16 octobre)

- Hôtesse et agents d'accueil (bilingue minimum).
- Animateurs(trices) d'enfants (Bata + 1^{re} expérience).
- Opérateurs(trices) d'attractions (une formation technique est un plus).
- Animateurs(trices) : expérience ou goût pour la scène.
- Hôtesse de coiffe (expérimentée).

Vous êtes jeunes, dynamiques, vous avez le goût du contact, du service et du travail en équipe. Vous voulez vous impliquer dans un rôle commun d'animation de variétés, et dans un rôle spécifique, pour lesquels vous recevrez une FORMATION.

Vous êtes disponibles dès le 15 avril, écrivez-nous sans tarder à :
MIRAPOLIS, service du recrutement
ROUTE DE COURDIMANCHE - B.P. 8468 - 95808 CERGY-PONTOISE CEDEX.

CAP GEMINI SOGETI

L'Expertise Informatique

Aujourd'hui CAP SOGETI FRANCE est constitué de neuf filiales opérationnelles qui interviennent sur l'ensemble du territoire français. Avec plus de 3400 collaborateurs, CAP SOGETI FRANCE se classe parmi les plus grandes en matière de conseils et services en informatique et recherche pour la Direction Générale du Groupe France.

Responsable juridique

Vous aurez pour mission de :
Faire vivre l'informatique en matière de droit fiscal, social et commercial. Intervenir en qualité de conseil auprès de nos sociétés.
En bref gérer l'ensemble des aspects juridiques dans un contexte très opérationnel.

Vous avez une formation juridique supérieure (BAC + 5) et 5 à 10 ans d'expérience de généraliste en entreprise ou en cabinet d'avocat. Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous référence IL 2 à Dominique ILIEN, CAP SOGETI FRANCE, 11 rue de Tilsitt 75017 Paris.

CAP SOGETI OPERATIONS

Le développement social : Passage obligé de l'évolution de notre industrie

Filleule Française d'un Groupe Américain, nous sommes l'un des leaders mondiaux d'une branche technologiquement en pointe : la fabrication de papiers minces.

Le Directeur des Affaires Sociales de notre Etablissement de Bretagne (820 personnes) attend ce professionnel à qui il confiera :

- Emploi, Formation, Suivi du lancement des C.O.,
- Mise en place de l'appréciation individuelle.

Environ 30 ans, de formation supérieure Sciences Humaines, vous avez développé votre personnalité et votre sens du concret au cours d'une première expérience en industrie (5 ans environ).

La connaissance de l'anglais sera un plus. Vous êtes surtout un réalisateur et rêvez de vivre sur le littoral Breton.

Laurence LENOIR vous remercie de lui adresser lettre + C.V., sous la référence DS/JM.

Raymond Poulain Consultants
6, rue Montell - 44000 NANTES
Tél. : 40.35.50.26

SCN Plan Etudes Economiques

Nous sommes l'une des premières sociétés d'ingénierie françaises avec 1500 collaborateurs (dont 80 % d'ingénieurs et techniciens supérieurs) et un CA d'environ 2 milliards de francs.

Pour renforcer notre équipe « Plan et études économiques » au sein de la Direction Financière, nous souhaitons engager un jeune généraliste qui participera à l'élaboration du plan. A partir de l'analyse des résultats de l'année passée et après avoir défini avec chaque responsable de centres de profits le plan de charge à venir, il traduira en chiffres les données recueillies et établira des comptes prévisionnels.

Pour ce poste très formateur, nous recherchons un débutant ou un jeune financier ayant 2 ou 3 ans d'expérience, diplômé de l'enseignement supérieur (Econ, Sciences Po Eco FI, Dauphine...), ayant des qualités d'analyse et de synthèse, ayant du goût pour les problèmes financiers et de bonnes capacités de contacts et d'équipe. Son évolution est assurée au sein de l'équipe financière de la Société ou de ses filiales.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, curriculum-vitae, photo) sous référence 88/3 PEC à notre Conseil qui examinera votre dossier en toute confidentialité.
118, rue de Tocqueville
75017 Paris.

Ariane
search

HAY STRATEGIE & ORGANISATION

activité en plein développement au sein de
HAY MANAGEMENT CONSULTANTS, recherche des

Consultants expérimentés

de formation supérieure (X, HEC, Sc.Po.) ayant acquis une expérience professionnelle d'au moins cinq ans dans une entreprise industrielle, commerciale, dans le secteur tertiaire financier et/ou en Cabinet.

Cette expérience leur permettra de développer notre clientèle et de réaliser des interventions dans l'un des domaines suivants :

- efficacité de l'organisation et structure, notamment dans le secteur du tertiaire financier (Réf. 106)
- commercial, marketing stratégique, distribution (Réf. 107)
- conduite de projet et élaboration de schémas directeurs : méthodes Merise, Racine... (Réf. 108).

Le salaire sera très motivant pour des candidats autonomes, performants, capables de s'intégrer à une équipe dynamique et ambitieuse quant à la qualité de ses prestations.

Adressez C.V. et lettre manuscrite (avec photo), sous la référence correspondante à Stella BENZONANA.

HayGroup

14, RUE ALPHONSE DE NEUVILLE - 75017 PARIS

EDITIONS BORDAS

recherchent pour le Département
Beaux Livres et ouvrages de référence

EDITEUR

De formation supérieure, vous avez 3 ans d'expérience minimum dans l'édition d'ouvrages illustrés ou de références (produits multi-volumes).

Votre activité portera à la fois sur la réalisation d'ouvrages déjà définis et sur la définition ou l'étude de nouveaux projets.

Vous assurerez la coordination au sein de l'équipe de travail et rédigerez les notices éditoriales, les rebats de jaquette et les 4ème de couverture.

Vous collaborerez à la mise en marché et au suivi de la vie des ouvrages.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à
Denise HIRLEMANN, 11, rue Gossin,
92543 MONTROUGE Cedex.

CHANEL

PARIS

INGENIEUR DEVELOPPEMENT PROCEDES

Pour notre nouveau centre de Production situé au Nord de Paris (450 personnes), nous recherchons un ingénieur grande école ayant une expérience d'au moins 3 ans dans l'industrie légère ou de précision.

Rattaché au Directeur de la Production Maroquinerie, en liaison étroite avec la Fabrication et le Contrôle Qualité, votre fonction sera complète :

- mise au point des modèles pour l'atelier (2 collections par an, 150 000 sacs et articles de maroquinerie)
- analyse des postes de travail
- optimisation des coûts et des rendements des méthodes
- étude et mise en place des nouveaux procédés de fabrication et d'équipement.

Votre esprit pratique et novateur, vos qualités d'animateur seront indispensables pour réussir dans cette création de poste.

Pour rejoindre notre équipe, merci d'adresser dossier complet (lettre manuscrite, CV et photo) sous la référence CP/ID à la Direction du Développement des Ressources Humaines, CHANEL, 135 av. Charles de Gaulle, 92521 NEUILLY/SEINE Cedex.

Cabinet d'expertise comptable

implanté en Picardie

Membre d'un réseau international

RECRUTE

DES COLLABORATEURS DÉBUTANTS

Niveau MSTCF ou ESC.

Outre des connaissances théoriques réputées acquises, les candidats devront montrer des dispositions à la prise de responsabilités et à l'animation d'un groupe de travail.

Adressez C.V. manuscrit et photo s/n° 8417,
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Dans le cadre de son expansion

IMPORTANT GROUPE DE CLINIQUES

RECHERCHE SES

FUTURS DIRIGEANTS

Après une période de formation, les candidats se verront confier la responsabilité administrative et financière d'un établissement.

Ces postes sont à pourvoir en région parisienne et en province.

Cette offre s'adresse à des jeunes diplômés d'écoles de commerce, ayant ou non une expérience professionnelle.

Ecrire sous n° 8 415 M, LE MONDE PUBLICITE,
7, rue Montessuy, 75007 PARIS.

Commercial Export

Nous sommes parmi les 1 000 premières entreprises françaises. Nous développons notre activité sur les pays du Marché Commun. Nous créons la mission Export.

Vous pouvez en devenir le Responsable.

A 35 ans minimum, vous maîtrisez parfaitement l'anglais et l'allemand ; l'espagnol serait un plus. Vous êtes rompu aux méthodes de l'exportation. Habile négociateur, vous connaissez bien la distribution export, en particulier des produits de renouvellement. C'est par les performances de nos hommes et par notre stratégie de développement que nous avons réussi.

Venez rejoindre avec nous le D&E Européen.
Merci d'adresser votre manuscrit, CV et photo s/n° 252.88.029 à notre Conseil Pierre ZENTAR - Pro Consultants
18, rue Rouget de Lisle - 42000 SAINT ETIENNE.

pro consultants

JURISTE CONSEIL

- Il (elle) aura pour missions principales :
 - prendre en charge les dossiers ou problèmes juridiques complexes.
 - Assurer le conseil juridique et fiscal interne.
 - Diffuser une information interne sur l'évolution de la législation et du droit en général.
 - Procéder à un audit et à la révision des formules des contrats en vigueur dans l'entreprise au plan de l'application du droit.
 - Assurer en tant que de besoin, aux différentes populations de l'entreprise la formation juridique et fiscale.

Niveau requis :
Maîtrise en droit privé + DEA (ou équivalent), bonne connaissance de la fiscalité, au moins 3 ans de pratique dans un poste similaire.

Transmettre CV + photo et prétentions à : CRCAM PO
BP 243 - 30 rue Pierre Brotonneau - 68002 PERRIGNAN

MATERIEL
Un négociant
et un gérant

Responsable
des ressources

Gérer le
Immobilier

Directeur
du Service



Spécialiste
formes

Je tiens à

Chef de publicité



L'USINE NOUVELLE présente plus de 2000 pages de publicité d'offres d'emploi par an. Pour participer au développement d'un chiffre d'affaires global de 86 millions de francs, la direction des annonces classées recherche un jeune cadre commercial-chef de publicité. Basé à Paris, il sera responsable à part entière de la gestion de son activité comprenant prospection, négociation et suivi des entreprises, des cabinets de recrutement et des agences. Le candidat doit justifier d'un bon niveau de formation de type école supérieure de commerce et, si possible, d'une première expérience professionnelle de la vente de services à ce type de clientèle. Le niveau de rémunération offert pour ce poste est évolutif et motivant dès le départ. Ecrire à J. LE MANCHEC, en précisant la référence A/D2942M.

L'USINE NOUVELLE
59, rue du Rocher
75008 PARIS

Le BIPE, une des premières sociétés de conseil et d'études européennes

recherche
pour son développement
dans le domaine de l'industrie de la construction un

CONSULTANT

Ingénieurs Ponts, Mines, Centrale, ou profil équivalent, disposant de compétences complémentaires en économie ou gestion, possédant quelques années d'expérience, vous serez intégré(e) au Département Construction, sous la responsabilité de son Directeur, Ingénieur Civil des Ponts et Chaussées.

Disposant d'une très grande autonomie dans votre travail, responsable de la gestion technique, commerciale et financière de vos interventions, vous serez chargé(e) de conseil stratégique et de prospective, d'études de marché à court et moyen terme, pour une clientèle d'entreprises et d'administrations françaises et étrangères. Vos capacités commerciales s'appuieront sur votre connaissance de l'anglais et de l'allemand.

Adressez une lettre manuscrite et un C.V. à :
Dominique PERREAU - Directeur général du BIPE
122, avenue Charles-de-Gaulle,
92522 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX.

Filière du Premier Groupe Pétrolier Français 1.500 personnes,
2 milliards de CA, 31 Agences, spécialisée dans la gestion de
l'énergie (chauffage, climatisation...) au service des collectivités
et des industries, recherche pour ses équipes de
RIENIS et de BESANCON

Directeurs adjoints d'agence Ingénieurs d'exploitation

A.M., ENSAIS, ICAM, ESTIN, etc.

Ils ont pour mission la responsabilité et l'organisation d'un centre de
profit : « l'animation des hommes »,
« la maîtrise de leurs affaires et de leurs installations »,
« la gestion et le développement de leur portefeuille ».

Pour contact, tél. au 83 27 36 80 ou écrire sous référence 386 à :

Denis HEFTRE Conseil
Gestion des ressources humaines
B.P. 3579 - 54016 NANCY Cedex
Confidentialité assurée.

FORUM ÉTUDIANTS - ENTREPRISES

LN. Télécom-Sup'Optique

les 23 et 24 février 1988 à ÉVRY

sur le thème :

nouveaux matériaux : optique et hyperfréquences au service des communications.

- Des conférences techniques.
- Une concertation de recrutement à postes réels.

Avec : Digital, IBM, Alcatel, Aérospatiale, Olivetti, Thomson, SNECMA,
Matra, Philips, Arthur ANDERSEN...

Inauguration par Gérard Longuet, ministre des P. et T. le 23 février à 16 heures.

I.N. TELECOM
9, rue Ch.-Fourier,
91000 ÉVRY.
T. : (1) 60-77-54-02.

ACCÈS : Autoroute A 6
Sortie Evry Ville Nouvelle
S.N.C.F. Gare de Lyon-Corbeil
Descente Bras de Fer.

Important éditeur universitaire - Paris 6^e
recherche son

chef de fabrication livres

Rattaché à la direction générale, il aura la responsabilité d'assurer l'équipe de fabricants (10 personnes) chargée de réaliser les ouvrages des différentes collections et sera le garant de la qualité, du respect des délais et des coûts de fabrication. Il devra tout particulièrement assurer les négociations avec les fournisseurs et optimiser les rapports qualité/prix. Il aura des relations constantes avec les autres départements et en particulier avec les directions littéraires et les services commerciaux.

Ce poste conviendrait à un excellent spécialiste de la fabrication du livre, de formation technique supérieure et possédant une expérience confirmée de la direction d'un service de fabrication. Il exige de réelles qualités d'organisateur, de gestionnaire et un sens développé des relations humaines. Connaissance de l'anglais apprécié.

Adressez dossier de candidature, comprenant lettre manuscrite, C.V., photo et présentations, sous réf. CF Acanthe, 12, rue de l'Éperon, 75006 PARIS.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL D'UNE IMPORTANTE FÉDÉRATION RECHERCHE POUR RENFORCER SON CABINET

UN JEUNE CADRE

Chargé de mission

Vous disposez d'une SOLIDE FORMATION DE BASE
(type Institut d'Études politiques de Paris) éventuellement complétée par une FORMATION en ÉCONOMIE ou en GESTION.

Chargé, sous l'autorité directe du Secrétaire Général, d'analyser certains dossiers et de préparer des notes de synthèse, vous avez de REELLES QUALITÉS REDACTIONNELLES et le goût pour un TRAVAIL D'ÉTUDES ET D'ANALYSE.

Vous rejoindrez une équipe polyvalente dans une entreprise en pleine évolution dont la notoriété est incontestable.

Les candidatures (lettre manuscrite, CV, photo - rétroscannable - et rémunération souhaitée) sont à adresser s/vr. 35926 à CONTEXTE PUBLICTÉ, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.



ECS, groupe international dans le domaine
de la location d'ordinateurs IBM, recherche
pour son département

Négoce International

de jeunes spécialistes du commerce international,
attirés par le métier original de "broker" dans le
monde de l'informatique.

Après une période de formation, nous vous proposons
d'assurer, à partir de Paris, la responsabilité des
transactions d'achats et de ventes de matériels
informatiques.

A terme des opportunités sont ouvertes en Europe et
en Asie.

Vous avez déjà une expérience de la négociation et
maîtrisez parfaitement l'anglais. Une langue supplé-
mentaire serait un atout appréciable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous
la référence MR/861



Relations Humaines,
16, rue Washington
75008 PARIS.

RESSOURCES HUMAINES, UN PREMIER PAS DANS L'ENTREPRISE ET, EN BRETAGNE.

Difficile, pour un(e) jeune diplômé(e) de l'enseignement
supérieur, d'appréhender d'emblée la globalité de l'entre-
prise. Mais légitime aspiration.
Passionnant d'avoir l'opportunité de la faire à partir du car-
rière privilégiée de la fonction « Personne ». Mais il faut avoir
envie de plonger.

Surtout dans une société industrielle à environnement fort
informatisé, où des dizaines de « Grandes Ecoles » sont
aux commandes, et attendent de ce service qu'il fonctionne
en analyse éclairante du passé, en gestion active du pré-
sent, en prospective plausible pour demain.

Belle occasion aussi de valoriser votre diplôme quel qu'il
soit (minimum Bac + 4), de trouver un champ à l'engage-
ment de soi, de remuer activement vos méninges au
travers des missions qui vous seront confiées, et qui
vous permettront dans 2 ans, ici ou ailleurs, de savoir
ce que 2000 personnes au travail
représentent de complexité diversité.

Merci d'adresser s/identification
C1027 un CV complet et motivé, avec photo et
indication de salaire au :

CEP Conseil d'entreprises 56270 Ploemeur.

IMPORTANT
GROUPE
D'ÉDITION
RECHERCHE L

Assistant du Directeur des ventes

Il assurera, entre autres, les responsabilités suivantes : « Organisation et suivi de l'activité des représentants » « Contrôle de la réalisation des objectifs commerciaux » « Animation d'une équipe de support commercial de la force de vente » « Etudes prospectives sur la clientèle et les produits » « Analyse des statistiques commerciales ».

Ce poste allie donc des missions d'études générales et des fonctions très opérationnelles impliquant de fréquents déplacements en province. Il conviendrait à un jeune professionnel de la vente, diplômé d'une Grande École commerciale et justifiant d'une première expérience réussie d'environ 2 ans acquise de préférence dans la promotion de produits grand public.

Le poste est basé à Paris.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. ADV/PG, à notre Conseil.

Psyché, 16, rue Vignon 75009 Paris.

psyché



Bienvenue à Time Manager International France

Nous sommes le leader européen de la formation au changement et au développement personnel. Présent dans 25 pays, en croissance ultra rapide, TMI France est entourée de partenaires puissants dans le monde de la communication et propose des séminaires :

- Gestion du temps et efficacité personnelle -
- Attitude de service et service management -

Actuellement 6 nouveaux concepts de formation sont en développement.

L'ANIMATION VOUS PASSIONNE ?

Lors de votre expérience professionnelle, c'est votre talent d'animateur de communicateur, qui s'est révélé être le moteur de vos actions et de votre réussite. Et si vous mettiez ce talent au service des entreprises, en devenant un de nos

Animateurs de formation ?

Dans un premier temps, vous bénéficierez d'une formation de plusieurs mois à l'étranger (UK, Italie, Scandinavie) et en France, qui vous permettra de maîtriser parfaitement nos techniques originales et pointues. Puis vous prendrez en charge l'animation de séminaires de 20 à 60 participants environ, tant en France qu'à l'étranger. 30 ans minimum, une formation supérieure, une bonne maîtrise de l'anglais, une grande disponibilité sont vos atouts de base. Mais la clé de votre réussite reposera surtout sur votre volonté de vous impliquer, de bouger et de faire bouger.

Pour être invité à présenter un sujet de votre choix au cours d'une journée, merci d'envoyer votre CV + photo à TMI France, 65 rue du fbg. St Honoré 75008 Paris. Tél. : 42.66.61.72.

RESPONSABLE COMMERCIAL

RÉSEAUX CABLÉS

Dans le cadre de son développement national, notre société spécialisée dans la mise en place des réseaux câblés, s'appuyant sur une expérience internationale (plusieurs millions d'abonnés dans le monde), crée le poste de RESPONSABLE COMMERCIAL COLLECTIVITÉS LOCALES.

Ce poste stratégique conviendrait à un véritable professionnel de la commercialisation de contrats avec les collectivités locales. De formation supérieure, il allie un sérieux savoir-faire à celui d'un NÉGOCIATEUR et d'un ENTREPRENEUR.

Merci de faire parvenir votre dossier, C.V. + photo sous n° 8420,
LE MONDE PUBLICITÉ
6, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Une importante entreprise d'aménagement et de
construction de la Région Parisienne, recherche un

CHARGE D'OPERATIONS

Au sein du service construction neuve, (production de 400/500 logements par an, locaux et accessibilité à la propriété), cet ingénieur de formation aura la responsabilité de la réalisation d'opérations immobilières depuis la demande de permis de construire, jusqu'à la clôture financière.

Une bonne expérience du suivi technique et financier de programmes de logements sera un atout pour réussir dans ce poste.

Compte tenu de la stratégie de développement de l'entreprise, les perspectives d'évolution à terme sont ouvertes.

Adressez votre candidature, sous référence 4358 M (à noter sur l'envoi), à l'Agence ATLUENS, 47, avenue Trudaine - 75006 PARIS - qui garantit la confidentialité.

Jeune chef
du service log...

Directeur du p...

UN CADRE (H/F)

Directeur d'explo...

JEAN THOUARD
RECHERCHE
Négociateurs

Jeune femme

مكتبة الادب

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
CADRES

Le Monde • Mardi 23 février 1988 29

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Assistant du Directeur des ventes

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

LA LOGISTIQUE POUR NOUS : UNE FONCTION CLE ET UN TREMPLIN

Filière d'un des grands chimistes français, nous occupons une place de premier plan dans l'utilisation industrielle des plastiques. Nous recherchons le

Jeune chef du service logistique de notre Usine de NEVERS (58)

Sous l'autorité du Directeur de l'usine, et en liaison avec le département logistique au siège, vous serez responsable du planning production, de la gestion des stocks et du traitement des commandes. Vous animerez une équipe de 12 personnes.

Diplômé ESC ou équivalent, vous avez une première expérience en service logistique ou administration des ventes ou vous êtes débutant avec de solides stages.

Manager de tempérament, vous souhaitez vous investir dans une fonction riche et très opérationnelle pour évoluer ensuite au sein du groupe.

Vous voulez en savoir plus sur cette opportunité ; nous vous remercions d'adresser CV, lettre, photo et rémunération actuelle à MERCURY URVAL, 14bis, rue Darné, 75008 Paris sous la réf. 51 1358 LM, portée sur la lettre et sur l'enveloppe.

Mercury Urval

Un important groupe français (CA FF 2 Milliards - 1 600 personnes) dans le secteur de la haute technologie, recherche son

Directeur de la Communication et du Personnel

Paris

Homme de contact et d'organisation, la personne sélectionnée sera chargée de la gestion du personnel et des carrières, du recrutement, de la formation, de la paie et de la communication des informations internes ainsi qu'externes.

De formation ESC ou similaire, le candidat justifiera d'une expérience de 4 à 8 ans dans la fonction personnel (cependant une expérience dans d'autres domaines sera considérée). Un anglais courant est essentiel. Grâce à la croissance rapide du groupe en France et à l'étranger, des responsabilités de plus en plus internationales seront à envisager.

Contactez Ivor Alex au (1) 40.70.00.36 ou adressez CV + lettre + rémunération actuelle à Michael Page Executive, 19 avenue George V, 75008 PARIS, sous réf. LA 1378 MO.

Michael Page Executive
Paris-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney

JURISTE INTERNATIONAL

Ce groupe américain occupe une position de leader dans le secteur du matériel médico-chirurgical de haute technologie. Il possède 15 filiales et 4 usines en Europe. Pour son siège européen basé à Paris, il recherche un juriste international.

Il est le conseiller privilégié pour toutes les questions juridiques européennes : il gère les questions de contentieux sur l'Europe, assiste la direction dans la négociation de contrats commerciaux...

Pour ce poste à hautes responsabilités, nous souhaitons rencontrer un candidat ayant une expérience de 10 ans comme juriste dans une société multinationale ou comme consultant dans une société de conseil en droit international.

La pratique de la langue anglaise est nécessaire, la connaissance d'une autre langue européenne est souhaitée.

La rémunération sera fonction de l'expérience du candidat mais pourra être très motivante.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 12/1620 C à :

EGOR BIOMEDICAL
8, rue de Belfort - 75001 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILAN ROMA NAPLES GENOVA VIENNA VIENNA PORTUGAL BRISBANE

Time Manager International France

Bienvenue à

L'ANIMATION VOUS PASSIONNE ?

Animateurs de formation ?

Directeur du personnel

Pour leur usine implantée à BEAUVAIS (200 pers.) les Laboratoires BIOCODEX proposent un poste motivant à tout candidat :

de formation supérieure - justifiant d'une expérience « terrain » dans la fonction de Personnel - ouvert, créatif, réaliste - animateur et bon organisateur.

Rattaché au Directeur de l'établissement, il ASSURE une dynamique gestion sociale - les relations avec les Partenaires et Organismes Sociaux - l'animation des C.E. - l'application de la législation du travail et de la sécurité,

il INITIE de nouvelles opérations dans les domaines de la Communication et de l'Information.

Merci d'adresser votre C.V. + rémunération actuelle, sous la référence 390/LM, à :

DICA SELECTION
89, rue Lecourbe - 75015 PARIS

Compagnie de Raffinage et de Distribution **TOTAL FRANCE**
recherche pour sa Direction Distribution

Jeunes cadres commerciaux

Responsable d'un secteur géographique. Postes à pourvoir sur l'ensemble du territoire national.

MISSIONS : Vous serez chargé, en fonction de vos aptitudes, goûts et talents de :

- promouvoir les ventes auprès de la clientèle existante, prospecter et offrir une gamme riche et étendue de produits et services.
- contribuer au développement du réseau.

Responsable d'un patrimoine contractuel de grande valeur, vous en assurerez la rentabilité économique et en développerez toutes les potentialités autour des 4 axes suivants :

- Gestion financière
- Promotion de toutes campagnes d'animation et de développement
- mise en œuvre d'une politique active de diversification
- conseil et appui technique, commercial auprès de la clientèle.

VOUS êtes issu d'une Ecole Supérieure de Commerce, débutant, mobile fonctionnellement et géographiquement, passionné par la gestion, la vente, le marketing et décidé à agir avec autonomie et initiative.

Vous exercerez un réel pouvoir décisionnel. En un mot vous serez RESPONSABLE.

Résultats, entretien annuel de performance et ambition, seront déterminants pour une évolution de carrière dynamique et appropriée vers des postes fonctionnels ou opérationnels à larges responsabilités.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous réf. CC/M à **TOTAL FRANCE**, Direction des Relations Humaines.

Monseigneur J.-M. BOILLAT
84, rue de Villiers
92538 Levallois-Perret
Cedex.

TOTAL

Compagnie d'assurances - Paris-9^e

recherche

UN CADRE (H/F)

Spécialiste des domaines :
Comptabilité - Gestion - Informatique.

De bon niveau (Ecole de Commerce, BAC + 4, IUT ou équivalent).

Ayant 3 ans d'expérience dans une compagnie d'assurances.

Adressez C.V. + lettre + photo + prétentions sous réf. 8419 M
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Jeune Banque d'Affaires en plein développement
recherche son

Directeur d'exploitation

Rattaché à la Direction Générale, il aura les responsabilités suivantes :

- diriger le service des engagements (mise en place et suivi des concours haut et bas de bilan, prises de participation...)
- superviser les opérations bancaires
- concevoir et développer de nouveaux services dans les PME clients de la Banque, avec lesquelles il entretiendra des relations de partenariat.

Il participera au Comité de Direction.

A 30-40 ans, après une solide formation supérieure (BAC + 4 minimum) et bancaire (C258 appréciée) le candidat aura acquis une expérience similaire de quelques années.

Larousse

Un nouveau souffle dans l'édition

CONTROLEURS DE GESTION

EDITION

En liaison avec les Responsables Editoriaux, vous participerez à l'élaboration du Plan Editorial, mettez en place les outils nécessaires au suivi et effectuez analyses et contrôles.

Vous êtes diplômé d'une Ecole de Commerce, avec 5 à 6 ans d'expérience du contrôle de gestion (si possible dans l'édition) et vous maîtrisez parfaitement la micro-informatique.

Pour cette création de poste, entre une personnalité assez forte, vous possédez des qualités d'organisation, un esprit d'analyse, de synthèse et d'ouverture.

Ces deux postes rattachés au Contrôle Central de Gestion sont à pourvoir rapidement sur Paris.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo, lettre manuscrite, et prêt.) à LAROUSSE, Direction des Relations Humaines, 17, rue de Montparnasse, 75296 PARIS Cedex 06.

REPORTING - TABLEAUX DE BORD

En relation avec l'ensemble des services de l'Entreprise, vous serez chargé d'élaborer les situations mensuelles et les tableaux de bord et de développer le système de reporting. Vous réaliserez ponctuellement des analyses et des audits opérationnels.

Diplômé d'une Ecole de Commerce, vous avez de solides bases comptables, maîtrisez la micro-informatique et possédez une expérience de 2 à 3 ans du contrôle de gestion ou de l'audit.

Le goût des chiffres, des qualités relationnelles, un esprit d'analyse et de synthèse et une certaine disponibilité sont indispensables.

Larousse

RESPONSABLE COMMERCIAL

RECHERCHES COMMERCIALES

CHARGE D'OPERATIONS

JEAN THOUARD
RECHERCHE
pour ses départements Bureaux Commerces et Habitation

Négociateurs

formation supérieure, expérience commerciale 2 années minimum appréciée mais non indispensable dans l'immobilier d'Entreprise, les Commerces et l'Habitation.

Lamy
EDITEUR UNIVERSITAIRE ET PROFESSIONNEL

JURISTE DE HAUT NIVEAU

Banque européenne
recherche pour sa succursale nouvellement créée un :

ANALYSTE FINANCIER

ayant +/- deux ans d'expérience dans la même fonction dans une banque ou dans une charge d'agents de change. Il sera le responsable de cette fonction au sein de la succursale.

FORMATION :

- IEP (Option Eco-FI), ESSEC, ISA ou HEC.
- Bonne connaissance du programme LOTUS 1, 2, 3 et de l'anglais.
- Goût à rédiger et à suivre la presse économique et financière.

Contactez d'urgence Madame P. PINTÉ au 47-66-03-11.

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Pour participer à une gestion financière...
et industrielle performante

La Direction Comptable d'un Groupe français (C.A. : 8 milliards, 8 300 personnes), de premier plan, coté en Bourse, vous propose de devenir son

Chef des services comptables

A la tête d'une petite équipe de qualité, vous prendrez en main trois missions essentielles : superviser et fiabiliser les informations comptables émanant de la gestion industrielle, élaborer les comptes sociaux (avec la fiscalité afférente) et établir les liaisons nécessaires avec la Fonction Financière.

Ceci, à la fois, dans un contexte d'évolution et d'adaptation du plan comptable groupe, des traitements informatiques, de la fiscalité, des obligations d'informations, et dans une perspective d'analyse de l'activité et de suivi des engagements de la Société. Jeune ESC (Finances-Comptabilité), ou professionnel de la comptabilité (minimum DECS), vous exercez votre activité depuis plus de trois ans dans un groupe industriel et souhaitez vous réaliser pleinement.

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière sous la référence N/CS/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Institution financière parmi les leaders sur un marché
porteur et en pleine expansion ayant des bureaux à Paris
et dans les grandes villes de France,
recherche pour son équipe à Paris unCONSEILLER
FINANCIER

Le candidat idéal aura fait des études supérieures (Economie, Droit, ESC, Ingénieur, etc.), sera motivé à analyser la situation patrimoniale des clients et à proposer les produits financiers correspondant à leurs besoins en gardant à l'esprit que chaque client est différent. La mentalité de "forcing" n'est pas notre philosophie. Il aura quelques années d'expérience de la bourse ainsi que des produits financiers.

Nous vous offrons une formation, un soutien logistique de qualité, un secrétariat et une gamme de produits très compétitifs.

Merci d'envoyer votre C.V., photo et rémunération actuelle, sous réf. 6406-M à Mamrégies, 3, rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

CONTROLEUR
INTERNE

La CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES, organisme central bancaire et financier du Groupe des Banques Populaires recherche pour sa DIRECTION CENTRALE DES MARCHÉS un Contrôleur Interne (H/F).

Vous serez plus particulièrement chargé de l'analyse de la mise en place et du suivi des procédures comptables (trésorerie, fonds, trésorerie dérivée), et serez l'interlocuteur privilégié des services centraux (Comptabilité Générale, Contrôle de Gestion).

Si vous êtes diplômé d'études supérieures (Grande École de Commerce, DES Banque-Finance, DECS...), avez acquis une expérience de 4-5 ans au sein d'un Cabinet d'Audit, et souhaitez rejoindre un secteur en pleine évolution, merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. 5243/LM, à MEDIA P.A. - 83, av. V-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.



Auditeur interne

Numéro 1 de l'immobilier de Lorraine, notre Société structurée autour de deux grands secteurs : construction, vente et gestion locative est fort connue par les innovations qu'elle apporte dans son secteur. Notre Groupe a doublé son activité en 3 ans en réalisant un chiffre d'affaires de 1,25 milliard en 1987.

Rattaché au responsable du Contrôle de Gestion de la branche Locative, vous êtes le premier Auditeur Interne de la Société. A travers les missions classiques de l'Auditeur - développement de méthodes comptables, opérations de contrôle, coordination des Auditeurs externes... - vous exercez un rôle de Conseil auprès des Responsables Comptables Régionaux afin d'améliorer les procédures et de mieux définir les missions de chacun.

Progressivement, vous ferez évoluer votre fonction vers un rôle de Consultant Interne et interviendrez, par exemple, sur l'optimisation des fonctions du siège. Basé à Paris, le développement de notre activité en France, puis sans doute à l'étranger, fournira le cadre de vos interventions.

Ce poste s'adresse à un jeune diplômé (ESCP, HEC, ESCA...), bénéficiant nécessairement d'une première expérience acquise dans un Cabinet d'Audit anglo-saxon ou dans une entreprise à travers une fonction qui lui a permis d'intervenir sur les procédures et méthodes comptables. Une personnalité montrant à la fois un jugement autonome et une aptitude à convaincre et à entraîner l'adhésion est tout à fait souhaitable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil Isabelle LE CHANONY, qui vous assure de sa totale discrétion. COFROR - référence 768/36 - Tour Fiat - Cedex 16 92084 PARIS LA DEFENSE.

PMI 300 personnes - 100 M€ de CA
Industrie électrique et électronique
crée le poste de
DIRECTEUR
ADMINISTRATIF
ET FINANCIER

Diplômé de l'enseignement supérieur, il aura nécessairement une expérience d'environ 5 ans dont une partie en cabinet d'audit, anglo-saxon si possible. Outre la responsabilité financière immédiate de la société, il devra rapidement renforcer l'ensemble des fonctions administratives (juridique, contrôle de gestion...).

La rémunération prévue est de l'ordre de 320 000 F. +

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 8815 DB à notre conseil

CREFORM 7, rue Louis David 75116 Paris.

CREFORM CREFORM

MAF
Fédération Française des Institutions de France
1.200.000 adhérents
CA 5,7 milliards de France - 3200 sociétésRESPONSABLE DU SECTEUR
COMPTABILITE ANALYTIQUE

A 30 ans environ, de FORMATION SUPERIEURE (Ecole Supérieure de Commerce, de Gestion, universitaire ou compétences tout à fait équivalentes) vous avez acquis une EXPERIENCE D'AU MOINS 5 ANS et fait la preuve de votre maîtrise de la comptabilité analytique. Aux côtés de la Direction du Département Comptabilité et à la tête d'une équipe (14 personnes), vous assurerez la comptabilité analytique et une partie spécifique de la comptabilité générale (finis généraux, immobilisations, taxes...). Rechercher, étudier, rapporter, orienter... C'est le rôle essentiel que vous jouerez en matière de coût de gestion, de fonctionnement, de prix de revient etc. Vous serez amené à participer activement à la vie générale du département. Outre les qualités inhérentes à vos fonctions (esprit rigoureux, novateur, responsable...), vous êtes très à l'aise dans les contacts. Vous avez déjà prouvé vos capacités à manager une équipe dans un climat où règnent d'abord les compétences, la confiance et la volonté de progresser.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence 1446 à M. Jean-Marie GUILHOT - MAF - Département Gestion du Personnel - 200 avenue S. Allende - 79038 NIORT Cedex. Confidentialité assurée.

Prestigieuse filiale française d'une Multinationale Américaine, leader mondial dans son secteur d'activité (Chiffre d'affaires mondial environ 100 milliards de Francs).

PARIS

330.000 F +

Tax manager

Pour intégrer une équipe financière de tout premier plan et prendre en charge l'intégralité des aspects de la fiscalité de la filiale française (1 400 personnes C.A. 4 milliards de Fr.). Expérience similaire et très opérationnelle de 3 à 5 ans dans un cabinet à forte notoriété ou dans une entreprise internationale exigée.

Formation supérieure, spécialisation financière et fiscale et très bonne maîtrise de l'anglais impératives. Ce poste s'adresse à un vrai professionnel, de 25 ans minimum, débiteur de s'investir et de progresser dans l'entreprise.

Ecrire avec C.V., prétentions et téléphone privé (joindre une enveloppe pour réponse plus rapide) sous la référence 54001/PA.

MRI conseil

Dimitri Chapelet
13, rue Madeleine Michéle 92522 Nanterre.

Paris - Frankfurt - Genève - Hong-Kong - Toronto

Notre comptabilité,
votre entière
responsabilité

150+

500 personnes, 300 millions de CA, notre activité principale est le logement et le tertiaire en entreprise générale. A travers d'autres départements distincts, nous agissons dans le bâtiment industriel métallique et la rénovation/réhabilitation. A la tête d'une équipe de 5 personnes environ, votre rôle est complet. Vous coordonnez et animez la structure en l'appuyant de votre compétence technique. Vous effectuez régulièrement une révision comptable qui permet l'édition d'une balance mensuelle et le fonctionnement d'un contrôle de gestion que vous aurez à mettre en place. Bien sûr aussi, vous gerez l'ensemble de notre comptabilité/clients... que vous suivrez avec rigueur.

Au moins la trentaine, vous êtes directement opérationnel parce que votre expérience est à la fois celle de la fonction et celle du secteur bâtiment. De formation comptable avec un BTS par exemple, vous êtes très rodé à l'utilisation d'un outil informatique... Le poste est basé en Région Parisienne Ouest.

Merci d'adresser, lettre, CV et photo sous réf. 2222 M (à mentionner sur le courrier et l'enveloppe) - 79-83 rue Baudin 92300 Levallois Perret.

Bernard JULHIET
RESSOURCES HUMAINES

Membre de Syntec



INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE

Centre de recherche pétrole et dérivés, plus de 1800 collaborateurs dont 650 ingénieurs et cadres recherche pour sa Direction du Budget, située à Brest-Matignon (57) un

CONTROLEUR DE GESTION
EXPERIMENTE

rattaché directement au Directeur du Budget

Il a pour missions :

- de suivre les budgets de plusieurs Directions techniques
- de mettre en place et de suivre les tableaux de bord
- d'effectuer le contrôle budgétaire
- de plus, il peut assurer la tenue ou le contrôle de la comptabilité de certains GIE de Recherche & Développement.

Les candidats issus d'une formation supérieure en gestion (ESC, Sciences Eco...) doivent avoir 35 ans minimum.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 36019 à Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Contrôleurs
de Gestion

Nous sommes un groupe international de services réalisant plus de 2 milliards de francs de chiffre d'affaires.

Nous recherchons des Contrôleurs de Gestion qui seront basés au siège et qui seront chargés, sous l'autorité d'un Directeur de groupe de filiales, du contrôle, de l'analyse et du suivi du reporting de plusieurs sociétés.

Ces contrôleurs de gestion pourront être amenés à participer sur le terrain à des missions de contrôle et d'assistance nécessitant des déplacements de courte durée.

Ils évolueront à moyen terme vers des postes de responsabilité au sein d'une filiale.

Vous avez environ 30 ans et vous avez 2 à 4 ans d'expérience dans le domaine du contrôle de gestion, de l'audit interne, acquis de préférence au sein d'un cabinet d'audit.

Vous pratiquez l'anglais opérationnel.

Vous êtes issu d'une grande école de gestion option finance-comptabilité.

Si notre offre est de nature à vous intéresser et si le profil défini vous correspond, nous vous remercions de nous faire parvenir un dossier de candidature complet (C.V. + lettre manuscrite + photo + prétentions) s/réf. 3396 à INTER PA BP 508 - 75066 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

ADE DE POULAIN

ADJOINT
AU RESPONSABLE
du Service Retrait
Formation scientifique
et ou gestionRESPONSABLE TECHNIQUE
des RISQUES des PARTICULIERSLE CREDIT
DU LOIRET2 JEUNES ASSISTANTS
COMPTABLES
COMPTABLES DE GESTION

مكتبة العمل

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

330.000 F +

Tax manager

Point d'entrée dans le monde de la gestion financière et fiscale. Vous serez chargé de l'analyse et de la mise en œuvre des stratégies fiscales de nos clients. Vous serez en contact direct avec les services fiscaux et les clients. Vous serez responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre des stratégies fiscales de nos clients. Vous serez en contact direct avec les services fiscaux et les clients. Vous serez responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre des stratégies fiscales de nos clients.

MRI conseil

Danièle Chapuis
13, rue Madeleine 75002 Paris

Notre comptabilité, votre entière responsabilité

150+

BERNARD JULHIET
RUE DES RIVIERES

INSTITUT FRANÇAIS DU PETROLE

Centre de recherche pétrolière et service plus de 1.000 collaborateurs dans 100 pays. Vous serez chargé de l'analyse et de la mise en œuvre des stratégies pétrolières de nos clients. Vous serez en contact direct avec les services pétroliers et les clients. Vous serez responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre des stratégies pétrolières de nos clients.

CONTROLEUR DE GESTION EXPERIMENTE

recherche pour la Direction du Budget

Contrôleurs de Gestion

recherche pour la Direction du Budget

recherche pour

FONDE DE POUVOIR HF

recherche pour la Direction du Budget

Nous sommes un très important organisme de retraite par capitalisation et dans le cadre de notre développement, nous créons le poste d'

ADJOINT AU RESPONSABLE du Service Retraites

Formation scientifique et/ou gestion

Pour le Siège régional en Maine et Loire d'un Groupe leader dans le domaine de l'ASSURANCE, nous recrutons au sein de son Département "Dommages et R.C.", le

RESPONSABLE TECHNIQUE (H/F) des RISQUES des PARTICULIERS

LE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU LOIRET

recherche pour sa DIRECTION FINANCIERE

2 JEUNES ASSISTANTS W/F POUR LE SERVICE CONTROLE DE GESTION

1 COLLABORATEUR W/F POUR LE SERVICE ETUDES ET OPERATIONS FINANCIERES

recherche pour son implantation de PARIS LA DEFENSE

CEPME. LES PRÊTS DE LA RÉUSSITE

FINANCIER RESPONSABLE D'UNE CLIENTELE DE PME

CE POSTE S'ADRESSE A UN JEUNE DIPLOME ESCAE OU EQUIVALENT.



PARIBAS

DMC

CONTROLEUR DE GESTION

Le groupe DMC (8 milliards de C.A.) est l'un des premiers groupes textiles européens. Il connaît une forte progression, et recherche un contrôleur de gestion pour la DIVISION INDUSTRIE. Il aura pour mission d'assurer l'adaptation et la simplification des procédures de contrôle de gestion dans le cadre de la mise en place d'un projet informatique groupe (MSA) et d'en assurer une bonne exploitation, d'analyser et de consolider les résultats des 6 filiales à l'étranger.

Patron des services de gestion : une mission opérationnelle de 1er plan

A 25/30 ans, de formation supérieure, vous possédez une première expérience de gestionnaire ou peut-être débutez-vous. Dans les deux cas, vous avez une forte capacité à manager.

Chefs de secteur gestion et services

Organiser, contrôler et animer les services, optimiser les performances du personnel : vous serez garant de la gestion vis-à-vis du directeur et définirez avec lui la stratégie de développement du magasin.

Notre client, leader dans la commercialisation de périphériques sur moyens et gros systèmes, recherche pour son siège international

Assistant Controller

Paris Nord 280/300 KF

La Direction de la Comptabilité recherche

Diplômés Ecole Supérieure de Commerce et titulaires du DECS

MRI conseil

Danièle Chapuis
13, rue Madeleine 75002 Paris

LEROUY MERLIN

UNIVERS DE
LA GESTION

BANQUE PRIVÉE PARIS

recherche un

TRESORIER

HF

Votre profil :

- Agé d'environ 28 ans, vous avez une formation supérieure.
- une expérience de quelques années dans une fonction similaire est indispensable.
- la connaissance des différents instruments financiers est nécessaire.

Votre mission :

- accompagner les interventions de notre banque sur les marchés monétaires et obligataires (francs et devises).
- développer les services auprès de notre clientèle et la conseiller.

Notre banque offre des perspectives intéressantes au sein de notre groupe.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, en mentionnant bien la référence 178/LM, à O.C.B.F. SERVICES - 60, rue de la Chaussée d'Antin - 75008 PARIS.

services

VOUS ASSISTEZ DANS LE RECRUTEMENT BANCAIRE

RESPONSABLE COMPTABLE ET FINANCIER
DECS + certificat supérieur ou
douze UV du DECS nouveau régime.

Intégrer l'A.F.P.A., organisme privé sous tutelle du Ministère des Affaires Sociales et de l'Emploi chargé de la formation professionnelle des adultes (10 000 personnes, 150 établissements) pour enseigner dans un centre et contribuer à l'avenir des stagiaires en leur dispensant un enseignement toujours actualisé.

Cette orientation, nous vous la proposons en poste fixe à Brives. Si vous avez des connaissances en fiscalité (BIC TVA), mathématiques financières, comptabilité analytique, informatique, droit du travail, droit commercial, droit des sociétés, gestion financière, gestion budgétaire, organisation, la sélection aura lieu à Neuilly-sur-Marne la première semaine de Mars.

afpa

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. très complet à Nicole TASSO - CPTA - B.P. 155 - 63, rue Ampère - Z.I. Les Chanoux - 93330 NEUILLY-SUR-MARNE.

FORMATION
PROFESSIONNELLE

UN DIPLOME D'UNIVERSITÉ

IAE

FORMATION PERMANENTE

CPFCE

Certificat Préparatoire aux Fonctions de Contrôleur d'Entreprise.

* Formation ouverte aux demandeurs d'emploi et aux salariés possédant un BAC + 2 ou une expérience professionnelle de 4 années (en gestion ou comptabilité).

* du 18 avril au 23 juin 1988. (290 h. de formation).

INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Université de Paris 1 - Panthéon Sorbonne

162 rue Saint-Charles 75740 Paris Cedex 15

1^{re} Formation Permanente 43.54.02.26 - 43.57.28.41

LE SAVOIR-FAIRE DE L'IAE

Demandeurs d'emploi de formation supérieure,
l'IBIA vous propose deux stages d'informatique :RESPONSABLE DE PROJET,
INFORMATISATION ET FORMATION

Durée : 8 mois à partir de fin mars.

Objectif : optimiser l'utilisation de la micro-informatique dans l'entreprise.

Participants : cadres confirmés ou jeunes diplômés.

MICRO-INFORMATIQUE
POUR CADRES

Durée : 3 mois à partir de fin avril.

Objectif : apporter une formation à l'utilisation des outils de la micro-informatique appliquée aux différentes fonctions de l'entreprise.

Participants : cadres demandeurs d'emploi habitant Paris (75) depuis plus d'un an.

Pour ces deux stages, recrutement immédiat.

Téléphoner au 47 83 83 68

Le Monde
CADRESL'ÉCOLE DE MUSIQUE
DÉPARTEMENTALE
DES ALPES-MARITIMES

ouverte en
Août-Mai 1988

Disciplines :

FORMATION MUSICALE
(2 POSTES)

piano, violon, trompette,
orgue, tuba, basse, alto,
celle, alto (demi-basse).

Cadres des disciplines :

25 mars 1988.

Postes vacants :

Départementales (France et de l'étranger).

00000 MCE.

Tél. : 93-93-06-06.

Centre de rééducation
de Montreuil

48100 MARVILLE

KINÉSITHÉRAPEUTES

D.E. pour travail

à temps plein.

Poste fixe et remplacement.

Tél. : 69-35-03-03.

CONSEIL JURIDIQUE

SPECIALISÉ

DROIT IMMOBILIER

recherche

COLLABORATEUR

DÉBUTANT

DES DROITS IMMOBILIERS.

Adresser C.V. et prétentions à :

M. Bouffard, 70, rue de

Wagram, 75017 PARIS.

Catégorie privée

CHASSE

SURVEILLANT

plais temps. 47-83-40-36.

INRA

RECRUTE

INGÉNIEUR

INFORMATIQUE

ANTOMATIQUE UNIX

Parcél 58000, pilotes

temps réel de procédés de

temporisation, tâches ou sé-

quences de code.

Ad. C.V. à M. CORRELL

INRA, 78150 THIVERNY.

Thiverny-Château.

T. : 30-64-46-10, p. 12-43.

Grand hebdo

national

CHERCHE

RÉDACTEUR

EN CHEF

ADJOINT

• Séries n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

• Séries n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

• Séries n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

• Séries n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

• Séries n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

• Séries n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

• Séries n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

• Séries n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

• Séries n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

• Séries n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

• Séries n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

• Séries n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

• Séries n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

• Séries n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

• Séries n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

• Séries n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

• Séries n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

• Séries n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

• Séries n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

• Séries n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39

كتاب الال

Le Monde

ECONOMIE

LES CIRCUITS FINANCIERS APRÈS LE KRACH

Le retour aux guichets

Un an après les accords du Louvre du 22 février 1987 et quatre mois après le krach boursier du 19 octobre, les circuits de l'argent présentent une nouvelle physionomie, en France comme à l'étranger. Les investisseurs se sont reportés vers des placements de meilleure qualité et plus liquides, ce qui pose de nouveaux problèmes aux autorités monétaires.

Affectés par la crise, les marchés amorcent un certain reflux. Partout, la « réintermédiation » est à l'ordre du jour. Les guichets des banques retrouvent de leur attrait, tant pour les épargnants que pour les emprunteurs. Ce mouvement, universel, de « réintermédiation bancaire » ne traduit cependant pas un retour en arrière.

Pour les entreprises financières françaises, cette évolution est, à court terme, plutôt favorable. Celles-ci doivent cependant se préparer à une autre échéance, la création du marché unique européen, le 1^{er} janvier 1993. L'adoption d'une stratégie conséquente et des moyens correspondants est nécessaire.

Un effort de productivité s'impose aussi, tant dans les banques que dans les sociétés d'assurances. La vérité des prix dans le secteur bancaire apparaît comme une autre condition indispensable au succès des sociétés françaises.

L'APRÈS-KRACH a commencé. Quatre mois après l'effondrement des marchés boursiers, les milieux financiers ont retrouvé, en apparence tout au moins, une certaine sérénité. Le spectre de 1929 s'est à nouveau éloigné des esprits. Mais la crise boursière n'aura pas été sans effets sur les circuits de financement de l'économie, sur les réseaux qui assurent la liaison entre l'épargne et l'investissement.

Les circuits de l'argent vivaient, depuis le début des années 80, une révolution tirée par les trois « D » : la désintermédiation, la déréglementation et le décloisonnement. Le krach boursier vient donner un coup de frein à cette révolution... débridée. Aux trois « D » viennent se substituer trois « R » : la réintermédiation, la réglementation et le recloisonnement.

S'agit-il d'un retour en arrière ou d'un mouvement de correction face à certains excès propres à toute révolution ? La plupart des experts penchent en faveur de la seconde hypothèse. L'évolution en cours reste en tout cas incertaine. Son rythme et son ampleur ne peuvent encore être précisément appréciés.

Un coup de frein

« A court terme, nous assisterons sans doute en 1988 à une certaine réintermédiation bancaire », expliquait, dans un entretien publié par l'hebdomadaire *Option Finance*, le 1^{er} février dernier, M. Daniel Lebègue, le directeur général de la BNP. Effectivement, plusieurs signes le laissent penser.

Depuis 1983, avec la création du second marché et plus encore, à partir de 1984, avec les

réformes financières du ministre socialiste, M. Pierre Bérégovoy, le système de financement de l'économie française a connu, à l'instar des pays anglo-saxons, une profonde mutation. Schématiquement, les marchés se sont progressivement substitués aux guichets : délaissant les intermédiaires financiers — les banques notamment — prêteurs et emprunteurs ont noué des relations directes sur les marchés monétaires et boursiers.

Le krach a donné un coup de frein à ce mouvement. D'ores et déjà, on assiste à un certain repli des marchés de capitaux, alors que les banques et autres institutions financières voient revenir à leurs guichets leurs clients. Plusieurs événements récents viennent démontrer que, s'il y a bien réintermédiation — un mouvement parfois amorcé avant même le krach — il n'y a pas retour en arrière.

L'attitude des ménages français est, à cet égard, significative. L'euphorie de la Bourse avait précipité un grand nombre de Français vers l'achat, en direct, d'actions de sociétés cotées. M. Edouard Balladur en avait profité pour accélérer, en 1987, son programme de privatisation. Cette orientation de l'épargne avait, au début de l'année, menacé le financement du logement social et des collectivités locales. A partir du mois de mai, et plus encore depuis le krach, les banquiers observent tous un retour des ménages vers des placements financiers plus traditionnels : comptes sur livret, épargne logement, etc.

Comme le note le ministère de l'économie dans son dernier *Tableau de bord mensuel des placements financiers* (décembre 1987), la croissance des placements non négociables a connu

en 1987 « une nette reprise ». On en trouve la trace dans les résultats de la collecte de l'épargne sur les livrets A par la Poste et le réseau Ecureuil.

Dans la gestion de leur trésorerie, les entreprises également — certaines se sont brûlées les doigts à l'occasion du krach — reviennent à des comportements plus prudents.

Dans les circonstances actuelles, la Bourse n'est plus

demande de crédit bancaire de la part des entreprises. De nouvelles formules de partenariat entre entreprises et banques connaissent un grand succès, les MOF (Multi-Option Facility) notamment. Il s'agit d'une ligne de crédit qui permet à l'emprunteur, pendant plusieurs années, de mobiliser en quelques jours des montants élevés à des coûts modérés.

Au-delà des prêts bancaires à moyen et long terme, les entreprises recherchent également des fonds propres auprès des banques et sociétés d'investissement (de capital-risque...). Comme le souligne M. Olivier Millet dans sa lettre spécialisée, *Capital et Entreprise*, « face à l'instabilité des marchés financiers, l'arrivée d'investisseurs de type capital-risque » (dans le capital de PME) offre au moins deux avantages : une réelle stabilité financière et une possibilité de réaliser, par augmentations de capital successives, un renfort en fonds propres permettant aux entreprises de financer leur croissance ».

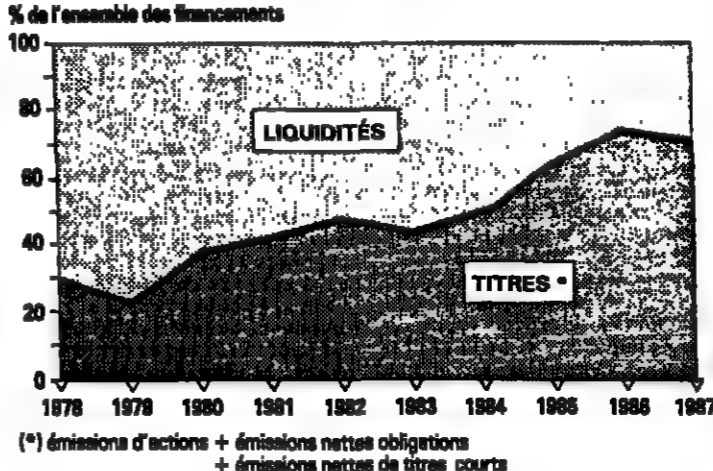
Les intermédiaires bancaires reviennent ; mais ce retour ne signifie pas pour autant que le krach a tué les marchés. Le marché monétaire (celui des créances négociables à court terme) a poursuivi son développement depuis octobre dernier. Les grandes entreprises continuent ainsi à s'approvisionner en trésorerie en émettant des « billets ». Le marché boursier lui-même reste une source de financement. M. Edouard Balladur en a vu la preuve dans le succès de la privatisation de Matra.

Le fait est que, malgré la crise, il y a encore des introductions sur le second marché, même si le rythme en a été considérablement ralenti. On assiste en fait à un réajustement entre marchés et guichets dans les circuits de financement, tant en France qu'à l'étranger, « un assainissement bien nécessaire » selon un banquier.

La deuxième conséquence du krach boursier réside dans le mouvement de réintermédiation des marchés qu'il a enclenché. Il est là encore universel, le thème étant devenu un leitmotiv sur toutes les places financières du monde.

Toute une série de facteurs avaient contribué, au cours des années écoulées, à un développement accéléré des marchés financiers : les technologies nouvelles, avec en particulier le mariage de l'informatique et des télécommunications, la concurrence entre nations et entre entreprises, l'imagination des hommes de la finance, la déréglementation suivie.

ERIC IZRAELECZ.
(Lire la suite page 38.)



Le charme de la liquidité

par CHRISTIAN DE BOISSIEU (*)

AU-DELA des fluctuations à très court terme du dollar et des taux d'intérêt, et des informations parfois contradictoires sur la situation des principaux protagonistes (Etats-Unis, Japon, Allemagne fédérale), une grande fragilité financière subsiste. Elle se mesure à la polarisation des opinions sur des indicateurs mal définis, mais à fréquence élevée, aujourd'hui le solde extérieur des Etats-Unis.

En période de crise, l'horizon de l'analyse et de la décision se raccourcit sans limite. Les marchés n'ont alors que faire des raffinements statistiques. A juste titre pour certains, ils sont nominalistes. Ils s'intéressent au solde commercial américain plutôt qu'à la progression rapide des exportations en volume des Etats-Unis ; au déficit budgétaire constaté plutôt qu'à la correction de telle ou telle influence, etc.

La fragilité financière se mesure aussi à la versatilité des anticipations, elle-même accentuée par le manque de crédibilité des politiques économiques mises en œuvre. Elle découle largement des déséquilibres internationaux et des conditions de leur financement. En retour, elle exerce aussi des effets sur le financement, qu'il soit public ou privé, à travers deux phénomènes qui, loin de s'opposer, se complètent : un report vers la liquidité, et un report vers la liquidité.

Que les prêteurs se tournent, en période d'incertitude, vers des titres dénués de risques de défaut, en particulier vers les obligations d'Etat, n'a rien de vraiment surprenant. Le mouvement, amorcé tout de suite après le 19 octobre, a permis de corriger les différences trop marquées apparues en 1986-1987 entre les rendements des

actions et des obligations. Ils devraient se poursuivre dans les mois qui viennent.

Le report vers la liquidité soutient l'ensemble du marché obligataire, et pas seulement sa composante publique. Il comporte un danger potentiel : les Etats, au vu de l'effet d'attraction dont ils bénéficient en période d'incertitude financière, pourraient être tentés de ne pas effectuer les ajustements budgétaires et fiscaux indispensables.

Une faveur retrouvée

Le report vers la liquidité, lui, consiste dans la faveur retrouvée des instruments peu, voire pas du tout, soumis au risque de moins-values en capital, au détriment d'actifs financiers à plus longue échéance et plus exposés. La préférence accrue pour des placements liquides est antérieure à l'automne 1987 : elle s'est manifestée dès les derniers mois de 1986, avec la crise du marché obligataire due au retournement vers le haut des prévisions de taux d'intérêt. Bien sûr, elle a été accentuée par le choc boursier. Dans la zone OCDE, s'est amorcé un mouvement, pour l'instant limité, de « réintermédiation » d'une fraction de l'épargne qui, au lieu de se porter directement sur les marchés, revient se loger frileusement auprès des intermédiaires financiers sous forme de comptes sur livret, dépôts à terme...

L'analyse du report vers la liquidité est d'autant plus délicate que se cumulent des initiatives venant des ménages et des entreprises, et des modifications de

comportement des organismes de placement collectif en valeurs mobilières — OPCVM — (SICAV et fonds communs de placement). Le débat sur la nature exacte des OPCVM fait penser à celui, éternel, sur le sexe des anges. Pourtant, il est clair que ces organismes, s'ils sont « transparents » du point de vue fiscal, ne le sont pas en matière d'anticipations et de choix de portefeuille.

A partir de la fin de 1986, les OPCVM ont joué un effet multiplicateur, en exagérant le retournement des anticipations de taux d'intérêt apparu chez les entreprises, les particuliers, etc. La progression rapide, depuis plus d'un an, des SICAV de court terme « monétaires » tient tout autant, si ce n'est plus, au report de ces organismes vers des opérations de réintermédiation que de la modération des anticipations de risques de perte en capital (titres du marché monétaire...), qu'aux initiatives des agents non financiers.

Le report actuel vers des formes plus liquides d'épargne traduit une défiance accrue à l'égard de l'avenir et l'extension de l'incertitude en ce qui concerne l'évolution future des taux d'intérêt. Il est possible que le mouvement cesse, voire s'inverse, si, d'une manière ou d'une autre, l'instabilité financière diminue.

Trois facteurs ne devraient cependant pas être sous-estimés. En premier lieu, le poids de l'endettement accumulé est tel qu'une réduction significative de la volatilité du prix des actifs financiers ne suffirait pas à éliminer l'instabilité financière. Ensuite, il est souvent difficile de

réduire en même temps la volatilité empirique des taux d'intérêt et celle des taux de change. Dans le contexte de déséquilibres internationaux persistants et d'une parfaite mobilité des capitaux, certaines variables doivent supporter le poids de l'ajustement, et tout effort pour réduire l'incertitude liée aux variations de taux de change risque d'accentuer celle due aux mouvements de taux d'intérêt (et vice versa).

En dernier lieu, une fois l'instabilité financière installée, il faut du temps pour surmonter des comportements déviants et convaincre des agents, souvent surpris par la réalisation de risques financiers qu'ils avaient eu tendance à sous-estimer, de se reporter vers des placements exposés à des possibilités de moins-values.

Des implications directes

Tout cela a des implications directes pour la gestion de la dette publique comme pour le financement des entreprises privées. Mais, au-delà de ces effets, apparaissent certaines conséquences pour la crédibilité de la politique monétaire. Cette crédibilité a déjà sans doute été réduite par le dépassement, dans plusieurs pays, des objectifs monétaires affichés. Bien sûr, il existe des contrastes d'une économie à l'autre (aux Etats-Unis, le ralentissement monétaire, depuis le début de 1987, s'est prolongé malgré la gestion accommodante du Fed face au choc boursier), d'un agrégat à l'autre. Souvent, la désinflation et la dégrè des taux d'intérêt nominaux ont alimenté la demande de monnaie.

(*) Professeur à l'université Paris-I (Panthéon-Sorbonne).

(Lire la suite page 36.)

De nouvelles formules

Ne pouvant plus aussi facilement recourir au marché, les entreprises se retournent vers les banques. Certes, leurs besoins de financement externes sont actuellement limités : les sociétés ont encore enregistré l'an dernier une nouvelle amélioration de leurs marges et de leur situation de trésorerie. Mais elles peuvent avoir à réaliser d'importants investissements ou souhaiter profiter des opportunités de croissance que leur ouvrent les prix attractifs de certaines sociétés cotées.

D'ores et déjà, les banques observent une légère reprise de la

Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques

Revue économique

numéro spécial

Economie, sociologie

sous la direction de
Christian BAUDELLOT et Jacques MAIRESSE

Une passionnante confrontation entre
économistes et sociologues sur la consommation,
le goût, l'éducation, la famille, l'entreprise.

janvier 1988 320 p. 100 F

Abonnement (six numéros par an) :
Institutions, 530 F. Particuliers, 350 F

21, rue Saint-Guilhem Paris 7^e tél. : 45.49.50.21

L'IMMOBILIER

VENTES

VILLIERS-LE-BEL
IMMO MARCAGNY
ACRETE COMPTANT
HOTEL PARTICULIER
APARTTEMENTS
BOUTIQUE LOCAL
CHANCE TERRAINS

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE
DE RECHERCHE
RECHERCHE
ET INVESTISSEMENT
DE PERSONNEL

LIBRI

ANPE

Point de vue

La concurrence des cartes et des chèques

Les millions de Français qui, chaque jour, utilisent leur carte bancaire savent-ils qu'ils bénéficient d'un service unique au monde ? Dans aucun autre pays, en effet, la même carte n'est garantie par l'ensemble de la communauté bancaire. Dans aucun autre pays, la même carte n'est acceptée à la fois dans tous les distributeurs de billets et par un très large réseau de commerces. Aussi, aujourd'hui, huit ménages français sur dix possèdent-ils au moins une carte bancaire, et son usage, devenu banal, ne cesse de se développer.

Paradoxalement, cette incontestable réussite est menacée. Non par la fraude, comme on pourrait le croire après la spectaculaire découverte d'une filière espagnole en décembre dernier. La fraude est préoccupante, certes, mais elle peut être jugulée. Les menaces proviennent plutôt des incohérences, bien françaises, dans la tarification des différents services bancaires, singulièrement entre les cartes, payantes, et les chèques, gratuits. Quand, en 1987, quelques banquiers français lancent la Carte Bleue, ils n'ont pas idée de la révolution qui va s'opérer. Le fameux petit bout de plastique était alors utilisé aux États-Unis comme moyen d'identification ou de crédit depuis de nombreuses années. En France, il ne servait qu'au paiement manuel dans un nombre limité de commerces. Vingt ans plus tard, la carte est devenue un phénomène de société. Plus qu'un symbole : pour la première fois, en 1987, le nombre de chèques en circulation en France a diminué (de l'ordre de 5 à 7 %).

Une percée foudroyante

Un résultat à méditer quand on sait que les ménages français possèdent, en moyenne, deux comptes de chèques, ce qui est probablement un record mondial. La même année, les Français auront donc effectué 530 millions de paiements dans le commerce et plus de 300 millions de retraits d'espèces grâce à la carte. On passera à un milliard et demi de transactions en 1990 !

La monnaie électronique représente en France 50 % des transactions par cartes. Aux États-Unis, pays pourtant leader dans

Plus on utilise le rectangle bleu et vert, plus les pertes de gestion s'alourdissent. Il faut refondre la tarification des services bancaires.

par RAOUL BELLANGER (*)

bien des domaines, ce taux est dérisoire, moins de 10 %. La percée a été foudroyante. En 1970, on comptait, en France, 1 million de porteurs et 80 000 commerces affiliés. Modestes débuts. À l'époque, il est vrai, la bancarisation du pays était à peine entamée : deux ménages français sur trois ne possédaient même pas de chèques. En 1972, l'apparition des distributeurs automatiques de billets, et en 1974, les accords avec Bankamericard-Visa, permettant d'utiliser la Carte bleue dans le monde entier, vont lui donner sa véritable impulsion. À partir de 1980, les Banques populaires, la poste et les caisses d'épargne se rallient au système dominant à la carte une assise nationale. La dernière étape est franchie en 1984 quand l'ensemble de la communauté bancaire et financière française décide de créer un système unique et national de paiement par carte bancaire sous le marque « CB ».

Actuellement, on recense près de 17 millions de porteurs, 10 000 distributeurs de billets — premier réseau mondial — et 400 000 points de vente — premier réseau européen. La France se trouve ainsi dans une situation unique au monde, offrant à ses porteurs de carte non seulement un réseau d'acceptation dense et varié, mais aussi une universalité qui en rend son usage quotidien. À l'étranger, on ironise gentiment sur ce succès en parlant de french connection.

C'est oublier que l'interbancaire n'a pas été réalisée facilement. Les établissements de crédit ont accepté de perdre un peu de leur identité en se fondant dans un moule commun. La concurrence que se livrent les banques sur les moyens de paiement n'a pas disparu pour autant, mais l'espèce de modus vivendi obtenu, en France, sur la carte revêt un caractère exceptionnel.

Aux États-Unis, chaque établissement se bat pour sa carte, son

réseau, et le consommateur doit collectionner les rectangles de plastique. Dans les pays du nord de l'Europe — du Danemark à la Suisse — l'usage de la carte demeure limité. On lui préfère les espèces ou l'eurocheque. Avec l'interbancaire totale, la France est incontestablement en pointe, et l'apparition de la carte à puce viendra bientôt élargir la palette des produits offerts (téléphone, paiement à distance...), ce qui renforcera encore l'avance française.

Tout semble donc aller pour le mieux dans le meilleur des mondes. Pourtant, la formidable avancée de la carte ne va pas sans problèmes pour les banques. En 1986, sa gestion s'est soldée pour l'ensemble de la communauté bancaire par un manque à gagner de 600 millions de francs.

La perte aura été supérieure en 1987. Les quelques 3 milliards de recettes provenant des commissions de porteurs et des commissions de commerçants sont loin de couvrir les 4 milliards de frais de traitement, d'amortissement des investissements, du coût de la sécurité et des fraudes. Certes, on doit pouvoir résorber le niveau des pertes dues à la fraude : actuellement, la fraude représente 0,20 % du volume des transactions, et l'objectif est de le ramener à 0,07 % comme aux États-Unis ou au Royaume-Uni. Cela est parfaitement possible et procure une importante source d'économie.

Le déséquilibre du système

Cependant, les dépenses d'investissement en matériel, en connexion et en techniques nouvelles ne cessent de grimper, alors que l'on assiste à une baisse régulière du taux des commissions versées aux banques par les commerçants, qui de 1,57 %, en moyenne, en 1984 est revenu à 0,87 % l'an dernier. La compétition entre banques accentue sans doute la tendance.

À chaque fois que le taux des commissions baisse d'un dixième de point, les banques perdent 150 millions de francs de recettes. Or, dès l'origine, le prix des prestations offertes aux commerçants a été placé bas, trois à quatre fois en dessous de ce qui se pratique à l'étranger. C'est pour cela que les grands magasins, les hypermarchés et les pétroliers ont accepté le paiement par carte, ce qu'ils refusent encore de nos jours dans des pays comme les États-Unis, le Japon ou la Grande-Bretagne.

Les banques françaises, à vrai dire, n'ont pas eu le choix : les chèques étant gratuits, elles ont dû, pour concurrencer ce moyen de paiement, se contenter de commissions peu élevées. Ce sérieux handicap de la carte sur le chèque demeure. Il crée, au cœur du système, un déséquilibre. Car la carte n'est qu'un million d'une chaîne, un outil parmi d'autres, dont disposent les particuliers pour régler leurs achats.

Rappelons que sur environ 40 milliards de transactions réalisées chaque année en France par les particuliers — soit 2 000, en moyenne, par ménage — plus de 90 % s'effectuent en espèces ; tandis que 20 milliards, soit la moitié, correspondent à des dépenses d'un montant inférieur à 20 francs. Rappelons aussi que le coût moyen d'un compte chèques, rapporté à chaque ménage français, est de l'ordre de 800 francs par an. Certes, les dépôts à vue logés dans ces comptes permettent aux banques de disposer de ressources non rémunérées qu'elles devraient autrement emprunter, à des taux

(*) Administrateur du Groupement des cartes bancaires.

élevés, sur le marché. Cette économie ne couvre pourtant pas, loin s'en faut, les coûts de gestion des comptes.

Le système national de paiement par carte, malgré son succès, n'a pas atteint, à ce jour, son seul de rentabilité. Plus on utilise la carte, plus les pertes de gestion s'alourdissent. Il y a bien des limites au nombre de porteurs, mais il n'y en a pas au nombre de transactions. Si l'on ne change rien, le déficit risque d'aller croissant. C'est absurde, contraire à toute idée de calcul économique.

En position d'infériorité

La coexistence entre les différents moyens de paiement mis à la disposition du public ne pourra survivre sans une refonte totale de la tarification des services bancaires, pour laquelle la France est très en retard par rapport à ses partenaires étrangers, en particulier européens. La concurrence entre moyens de paiement gratuits et payants est nocive et dangereuse. Elle risque, en effet, de compromettre la modernisation et les améliorations de la productivité de l'activité bancaire, pourtant absolument vitales dans une compétition internationale où les « lignes Maginot » ne seront que des fûts de paille face à des concurrents dotés d'armes redoutables.

La communauté bancaire devra, ne nous le dissimulons pas, repenser la question de la tarification des chèques. Pour aller jusqu'au bout de la transparence, il faudra bien, aussi, aborder la question de la rémunération des comptes à vue. Si les pouvoirs publics acceptaient le principe d'une rétribution, même minime, cela rendrait certainement plus facile la recherche d'une solution acceptable pour tous.

La profession bancaire doit imaginer une formule qui ne lèse aucun des partenaires, ce qui suppose un effort de compréhension de chacun :

• Les particuliers doivent réaliser que les épargnants et les emprunteurs ne peuvent plus supporter la charge que représente l'utilisation immédiate de chèques pour des montants de plus en plus petits ;

• Les commerçants doivent se rendre compte que le recouvrement de leurs créances — garanti, qui plus est, avec les cartes — mérite, comme partout dans le monde, une rémunération ;

• Les banquiers, enfin, doivent admettre qu'un excès de compétition sur le marché français est déraisonnable quand la véritable concurrence est à nos portes.

L'enjeu de ces réformes dépasse le cercle des banques. La tarification incohérente de leurs services augmente le coût d'intermédiation des banques françaises. Surtout, elle les met en position d'infériorité à l'égard de leurs concurrents. Les commissions perçues par les banques, en France, sur les services ne représentent qu'une faible part de leurs recettes, entre 7 et 15 % du compte d'exploitation. Dans la plupart des pays développés (États-Unis, Royaume-Uni, Allemagne), ce taux est de l'ordre de 30 à 40 %.

La banque française est une industrie de services, qui n'applique pas les règles élémentaires du commerce. Voilà une des raisons pour lesquelles, abstraction faite du niveau des taux d'intérêt, le coût des crédits en France restera plus élevé que dans les pays concurrents. Dans la perspective du grand marché européen, nos « entreprises » n'ont pas vraiment besoin de cela.

Souhaitons que les banques françaises et les pouvoirs publics comprennent, avant le 1^{er} janvier 1993, toute l'importance qu'il y a à revoir l'ensemble de ces problèmes. Notre pays ne pourra, en effet, affronter le regain de concurrence en Europe avec un système bancaire supportant les charges que n'ont pas ses puissants rivaux. Pour gagner en 1992, rien ne doit être négligé.

Le charme de la liquidité

(Suite de la page 35.)

Ici, la dérive monétaire est à relier au soutien du dollar et à la difficulté croissante d'en neutraliser l'incidence interne (cas de la RFA et du Japon). Là, la progression des crédits est soutenue (exemple de la France en 1987). La « déconsolidation » d'une fraction de l'épargne accepte la croissance monétaire puisqu'elle implique un report à partir d'actifs financiers exclus des agrégats vers des instruments qui y sont intégrés.

Force est de constater que l'augmentation parfois sensible des agrégats monétaires s'est pour l'instant accompagnée d'une croissance réelle lente et de taux d'inflation modiques. Le décrochage entre la progression monétaire et celle, modérée, du PIB nominal, autre manière d'évoquer le ralentissement de la vitesse de circulation de la monnaie, va-t-il se prolonger ?

Les réponses sont d'autant plus hasardeuses que, sous l'effet conjugué de l'innovation financière et de l'ouverture des frontières, la croissance à court terme des mouvements de tel ou tel agrégat monétaire relève de la divination plutôt que de la traditionnelle prévision.

Cependant, même si chaque agrégat pris isolément souffre du caractère forcément conventionnel des définitions retenues, même si l'expérience condamne tout fétichisme des agrégats monétaires, on ne peut se désintéresser du décrochage évoqué. Deux scénarios, qui pourraient d'ailleurs se succéder dans le temps, encadrent les perspectives des prochains mois, voire des prochaines années.

Une passe délicate

Dans le premier scénario, la fragilité et l'incertitude financières se prolongent, et même s'accroissent. Il faudrait alors s'attendre à une extrapolation du report vers l'épargne liquide. Cela, conjugué à des politiques monétaires accommodantes face à l'instabilité financière, gonflerait la croissance monétaire et diminuerait encore la crédibilité des politiques de normes monétaires, sans qu'il y ait pour autant de reprise de l'inflation.

Dans cette hypothèse, la crédibilité serait moins attachée aux objectifs monétaires qu'à la capacité des autorités de limiter les réactions en chaîne défavorables et de maintenir la confiance.

En vertu du deuxième scénario, les déséquilibres extérieurs et budgétaires, et avec eux l'instabilité financière s'atténueraient. Mais dans le même temps, pour une raison ou pour une autre (liée ou non au premier scénario), il y aurait une reprise des anticipations d'inflation et de l'inflation effective. Les politiques monétaires se feraient alors moins

conciliantes, revenant à une pratique moins souple des normes. Une éventuelle augmentation de la vitesse de circulation de la monnaie, due aux anticipations d'inflation, pourrait accélérer le changement d'attitude de la politique monétaire.

A court terme, vu l'ampleur des déséquilibres, le tassement de la croissance réelle et le ralentissement de l'inflation (sauf, parmi les grands pays, aux États-Unis et au Royaume-Uni, où des tensions inflationnistes sont apparues en 1987), les perspectives sont plus proches du premier scénario. Mais, à plus long terme, le second ne pourrait être négligé.

Dans tous les cas de figure, les politiques monétaires domestiques vont se trouver dans une passe délicate, avec des indicateurs monétaires biaisés, certains comportements instables, des leviers habituels (en particulier les taux d'intérêt) de moins en moins maniables non seulement du fait des contraintes externes (conséquences de la parfaite mobilité internationale des capitaux), mais aussi à cause de considérations internes.

Ces politiques, déjà accaparées pour les aspects structurels par l'adaptation du contrôle prudentiel au nouveau contexte, ont à trouver, pour le réglage conjoncturel, un dosage satisfaisant entre la prise en compte des circonstances nouvelles et la continuité.

Le nombre des instruments de la politique monétaire vraiment disponibles a été réduit par l'intégration et la libéralisation financières, alors que l'insuffisante coordination internationale n'a pas permis de diminuer en proportion le nombre des objectifs de chaque politique monétaire nationale.

Ce serait d'ailleurs naïf de croire que la coordination internationale des politiques monétaires permettrait à elle seule de retrouver, à un autre niveau, l'efficacité partiellement perdue au plan national. De même qu'il serait dangereux et irresponsable de mettre les agrégats monétaires au rang des accessoires inutiles, même s'il est clair qu'il convient de s'intéresser aussi à l'évolution du total des financements.

En fait, dans ce monde fluctuant où prédominent les anticipations et les effets d'annonce, le besoin de points d'ancrage pour les interventions publiques et les comportements privés se croisant. Il faut renforcer le rôle des taux de change comme cibles. Il faut aussi compter sur les autres formes de politique économique, spécialement la politique budgétaire et fiscale, trop souvent empêtrée dans ses rigidités, afin de fournir à la politique monétaire, déjà largement aidée par la modération salariale, d'autres appuis indispensables dans les circonstances présentes et futures.

CHRISTIAN DE BOISSIEU.

COMMUNE DE LEVALLOIS-PERRET

Publication du plan d'occupation des sols

Par arrêté n° 92 en date du 30 juillet 1987, M. le Maire de Levallois-Perret a rendu public le plan d'occupation des sols de la commune sur une partie de son territoire.

Il est tenu à la disposition du public à la Mairie aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux et à la préfecture des Hauts-de-Seine.

Votre 405 en livraison immédiate c'est possible chez NEUBAUER



Plus vite, moins cher!

Notre stock de 1000 véhicules, maintenu en permanence, nous permet de vous assurer (sous réserve de la motorisation et des options choisies) votre 405 ou un autre modèle de la gamme PEUGEOT en livraison immédiate.

NEUBAUER PEUGEOT

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

Le Monde sur minitel

OPA CONTRE OPA

Suez, Carus, S.G.B., Schneider, Télémechanique...

Qu'en pensez-vous ?

3615 TAPÉZ LEMONDE

Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en FONDS DE COMMERCE : boulangeries, bureaux, alimentation, cafés, librairies, commerces divers, gérances. Tous les fonds, dans le journal spécialisé depuis 43 ans. « LES ANNONCES » En vente partout 2,80 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS. Tél. (1) 46-05-30-30

LES DEBUREAUCRATISEURS

SÉMINAIRE 19 ET 20 AVRIL 1988 DE 8 H 30 A 18 H 30

2 JOURS POUR

— démasquer les phénomènes bureaucratiques — simplifier le fonctionnement de votre entreprise — augmenter les capacités d'adaptation de votre entreprise à son environnement.

RÉSERVÉ AUX DIRIGEANTS QUI VEULENT FAIRE BOUGER LEUR ENTREPRISE

Inscriptions et renseignements

HAY CAMPUS

87, rue Baudin 92300 Levallois ☎ 42.70.07.57

LES ANNONCES
FONDS DE COMMERCE
Boulangeries, bureaux, alimentation, cafés, librairies, commerces divers, gérances. Tous les fonds, dans le journal spécialisé depuis 43 ans. « LES ANNONCES » En vente partout 2,80 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS. Tél. (1) 46-05-30-30

POUR RÉUSSIR
LES
CULTURE GÉNÉRALE
115

BANQUES ET ASSURANCES EN 1992

La stratégie de l'internationalisation

Pour faire face à la concurrence étrangère, les institutions financières françaises doivent réaliser d'importantes réformes de structure

par MICHEL BADOC (*)

L'OUVERTURE du grand marché communautaire prévu pour 1993 pose aux banques et sociétés d'assurances françaises un défi sérieux. Il s'agit, en effet, de l'ouverture d'un des plus vastes marchés mondiaux, habité par 320 millions de consommateurs dotés d'un niveau de vie élevé et qui représente déjà, pris dans son ensemble, près du quart du chiffre d'affaires mondial de l'assurance.

Certaines institutions européennes telles que Barclays Bank, Contingency, Helvetia, Generali, Allianz... s'apprêtent à relever ce défi en préparant des stratégies offensives audacieuses. De leur côté, les groupes américains et japonais (UNAT, New-Hampshire, Chase, Morgan, Citibank, Fudji Bank...), flânant les opportunités à saisir sur le Vieux Continent unifié, consolident à leur tour des têtes de pont avancées.

Peu à peu, et avec détermination, les forces commerciales des banques et sociétés d'assurances internationales se mettent en place pour envahir le marché européen. Pour faire face, les institutions françaises doivent réagir sans délai et s'engager dans une réflexion stratégique européenne suivie d'importantes réformes de structures, de mentalités et de moyens.

Une culture multinationale

La définition d'une stratégie face au grand marché de 1993 constituera une des clés de la réussite. Les principales institutions financières françaises (BNP, Crédit lyonnais, Société générale, Banque Paribas, Indosuez...) s'engouffrent déjà d'une forte présence à l'étranger. De leur côté, les « leaders » de l'assurance (UAP, AGF, GAN, AXA, AQP...) ne sont pas non plus dépourvus d'ambitions européennes. Malheureusement, pour avoir été parfois l'émulation de politiques financières opportunistes plutôt que de choix stratégiques délibérés, certaines de ces politiques manquent encore de solidité commerciale pour aborder la conquête du marché européen dans les meilleures conditions.

Face à la concurrence de groupes dotés d'une véritable stratégie internationale, le seul désir de grossir ris-

que de se révéler insuffisant pour réussir. La définition d'une stratégie directrice à terme, reposant sur la recherche de cohérence et de synergie au niveau des réseaux et des moyens, et sur le plan européen, est devenue une des conditions primordiales de succès pour demain.

Les banques et sociétés d'assurances françaises ne transformeront toutefois leur atout stratégique en carte maîtresse que si elles se réinventent capables d'adapter les structures et les mentalités d'hier à l'ouverture du marché européen de demain. Une réponse viendra probablement de la création d'organisations transcendant les frontières nationales. Ainsi, le choix d'une organisation reposant sur la logique d'une segmentation des clientèles européennes, conçue à partir de types de marchés ou encore de canaux de distribution, risque peu à peu de prévaloir sur les structures élaborées prioritairement autour d'un concept de pays.

S'inspirant de l'expérience d'institutions comme la Citibank, qui fut la première banque au monde à concevoir une structure internationale à partir des marchés, certaines banques et sociétés d'assurances européennes entreprennent déjà des réformes structurelles dans cette direction (la Topiscribe au Danemark, la Générale de banque en Belgique...). D'autres sociétés, comme le dynamique groupe italien Generali, soucieuses de ne plus se conformer au pays d'origine un poids trop important par rapport à leur ambition internationale, semblent de leur côté opter pour l'éclatement des grandes fonctions managériales de leur siège dans différents pays.

Toutefois, l'adaptation des structures risque de s'avérer peu efficace si elle ne s'accompagne pas d'une évolution parallèle des mentalités. Pour répondre à cette préoccupation, la création d'une culture d'entreprise multinationale devient une nécessité qui réclame l'adhésion

des responsables chargés du recrutement, de la formation et des motivations du personnel.

Le recrutement, tout d'abord, doit pouvoir élargir le spectre de ses choix en faisant appel à des collaborateurs internationaux, et de surcroît motivés par la mobilité à travers l'Europe. La formation, ensuite, risque de devenir rapidement un support privilégié pour assoir cette culture nouvelle. Elle a, en effet, la possibilité de mettre en place des programmes destinés à faciliter, au sein d'institutions à vocation européenne, l'intégration et la communication d'un personnel appartenant à des sensibilités, des cultures et des environnements différents.

Des gains de productivité

Une forte motivation enfin doit permettre aux directions de lutter contre les réflexes égoïstes nationaux. L'acquisition d'une langue commune permettant de se comprendre à travers l'Europe dans une même entreprise, l'acceptation de responsables étrangers dans les états-majors, ou encore celle de partenaires européens dans le capital, feront, parmi d'autres, partie des freins au changement qu'il sera nécessaire de vaincre progressivement pour devenir une véritable institution européenne.

La bataille de l'après-1992 ne se gagnera pas seulement à partir de stratégies et de réformes structurelles, mais aussi avec les moyens adaptés. Dans ce contexte, le bouillonnant président du groupe AXA,

directement concernées par ce problème.

L'implantation sur le vaste marché européen suscitera également un intérêt accru envers les systèmes de distribution modernes issus du « direct marketing ». Ces systèmes, qui connaissent actuellement un développement important dans certains pays comme les Pays-Bas, la France et la Grande-Bretagne, permettent en effet de s'adresser, à l'échelon du vaste marché de la CEE, à des clientèles plus larges sans avoir besoin de recourir à la création d'un vaste et coûteux réseau de distribution physique.

Enfin, la déréglementation entraînée par l'échéance du 31 décembre 1992 provoquera une diversification du choix des réseaux. Jadis limités à un nombre restreint de canaux de distribution, les banques et sociétés d'assurances vont devoir apprendre à travailler avec des intermédiaires multiples et variés. Succursales bancaires, agents et courtiers d'assurances, grande distribution, concessionnaires automobiles, agences immobilières... risquent d'être de plus en plus sollicités pour proposer des produits financiers et d'assurance à la clientèle européenne.

quels certains ajoutent « zéro mépris », ne concerne plus uniquement les entreprises industrielles, mais aussi les sociétés de services.

Pour pouvoir se défendre, les institutions françaises, encore bien démunies dans ce domaine, doivent réagir sans délai. Le désir de se positionner comme une institution européenne réclame, enfin, l'engagement d'une communication multinationale. Cette préoccupation risque d'entraîner la remise en cause des publicités traditionnelles au niveau tant de la création que de l'optimisation des choix médiatiques.

Dans ce contexte futuriste, les nouveaux médias issus du vidéotex et du vidéo-disque, de la télévision par câble ou par satellite vont progressivement réclamer leur droit de cité. Enfin, la recherche d'une forme de communication extrapublicitaire, utilisant le sponsoring sportif ou culturel international, le « direct marketing informatif », risque aussi de susciter un intérêt progressif pour les annonceurs de demain.

1993 sera, pour les banques et les sociétés d'assurances françaises, le date d'un nouveau départ vers la conquête du marché européen. Il s'agira de passer, avant l'an 2000, d'une présence sur un marché qui compte pour 4 à 6 % du marché international - c'est le cas de la France, la Grande-Bretagne ou la RFA - à une présence sur un marché représentant environ le quart du marché mondial. Cette expansion ne doit pas se faire au détriment du marché interne.

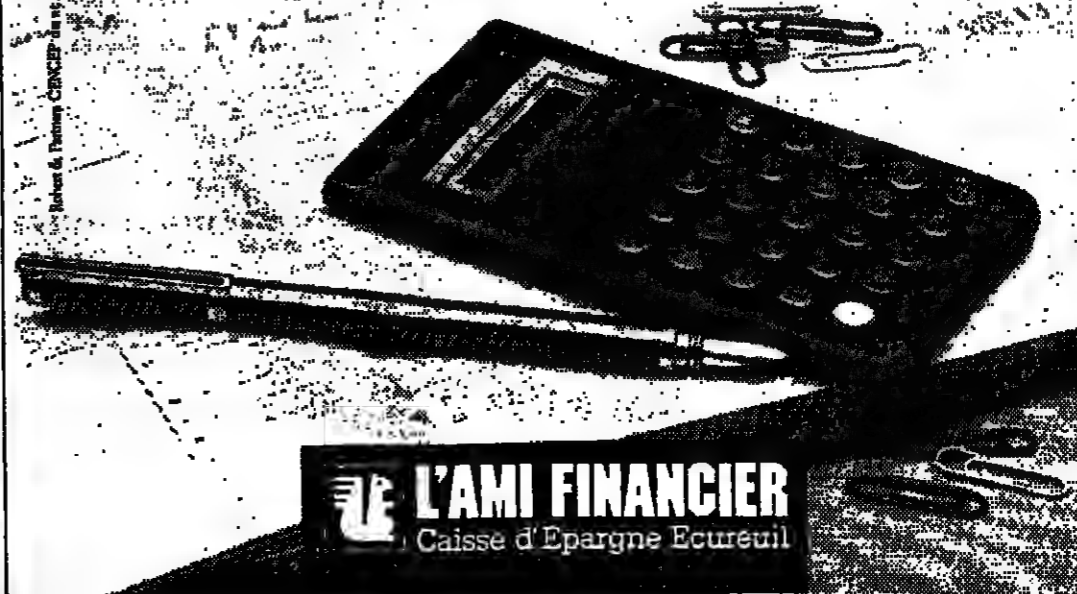
Les sociétés qui réussissent à l'extérieur de leurs frontières sont souvent des entreprises fortes sur leur marché national. Toutefois, les banques et sociétés d'assurances françaises doivent dès à présent s'armer pour réagir rapidement. Cela entraîne, pour leur état-major, l'obligation de s'engager sans tarder vers la modernisation de leurs procédures de gestion et d'organisation. La mutation est difficile car brutale, mais le succès de demain sera sans doute au prix des efforts d'aujourd'hui.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Nouvel Emprunt Ecureuil.

Souscrivez dès maintenant.

| EMPRUNT DE 1 200 000 000 DE FRANCS | EMPRUNT DE 600 000 000 DE FRANCS |
|--|--|
| AUX TAUX FIXES DE 10 % LE 1 ^{er} JANVIER 1987 POUR 1 200 F (PAR OBLIGATION) | A Taux REVISABLE ANNUEL |
| NOMINAL: 5000 F | PRIX D'ÉMISSION: 4703 F |
| PRIX D'ÉMISSION: 5000 F | JOUISSANCE: 14 MARS 1988 |
| JOUISSANCE: 14 MARS 1988 | DURÉE: 11 ANS ET 23 JOURS |
| DURÉE: 11 ANS ET 23 JOURS | INTÉRÊT ANNUEL: Le taux d'intérêt sera de 90% du taux de rendement moyen au règlement des emprunts non indexés garantis par l'Etat et assimilés, publié par l'INSEE pour le mois de février précédant la révision. Taux d'intérêt minimum garanti: 8,5%. L'intérêt sera payable pour la première fois le 6 avril 1989. |
| INTÉRÊT ANNUEL: 10% SOIT 500 F PAR OBLIGATION | TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT: 9,55% |
| TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT: 9,55% | AMORTISSEMENT EN TOTALITÉ LE 28 DÉCEMBRE 1999 SAUF RACHAT EN BOURSE |
| AMORTISSEMENT EN TOTALITÉ LE 28 DÉCEMBRE 1999 SAUF RACHAT EN BOURSE | Une note d'information (visa COB n° 88-55 du 18/02/88) peut être obtenue sans frais au guichet de votre Caisse d'Epargne Ecureuil. BALO du 22/02/88. |



L'AMI FINANCIER
Caisse d'Epargne Ecureuil

en février dans

Ordinateurs & BANQUE

BANQUE PALLAS
CORTAL
CRCA DE LA
SOMME
CREDIT DU NORD
CREDIT MUTUEL
DE BRETAGNE
LEVEN CHAUSSIER
MOBIL OIL

le numéro 35 FF

J'AVAIS QU'À DIRE
UN MOT ET
LE CONTRAT
ÉTAIT SIGNÉ!

... CHER AMI, DANS LES
AFFAIRES, IL FAUT
DE LA
MÉTODE!

ASSIMIL
Le don des langues

ASSIMIL B.P. 25 - 94311 CHENNEVIERES-sur-M. Cedex - Tél.: 45.76.88.99

CHEZ VOUS - PAR VOUS-MÊME - 28 LANGUES SUR LE BOUT DES DOIGTS.

M.S. HEC FINANCE INTERNATIONALE

Le MARDI 1er MARS 1988 de 9h à 18h
Salle 202 - Ecole HEC - Jouy-en-Josas

Soutenance publique des thèses professionnelles des élèves de la 1ère Promotion du M.S. HEC FINANCE INTERNATIONALE

Tous renseignements peuvent être obtenus auprès de:
Monique SASSIER - Téléphone: (1) 39.56.74.16

HAUTES ETUDES COMMERCIALES
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

DEUX LIVRES D'ACTUALITÉ

TUNISIE AU PRÉSENT
UNE MODERNITÉ AU-DESSUS
DE TOUT SOUPÇON
- Michel Camau -

LES FRÈRES ENNEMIS
LA PÉNINSULE INDOCHINOISE
APRÈS SAIGON
Nayan Chanda
Préface de Jean Lacouture

PRESSES DU CNRS
201/22, RUE SAINT-AMAND, 75015 PARIS
Tél.: 45.33.16.00

POUR RÉUSSIR
LES
CONCOURS

Culture générale

1988, 200 pages, 140 F
Prix public TTC au 15/02/88

chez votre libraire

MASSON

FONDS DE COMMERCE

LES ANNONCES

LES DEBUREAUCRATISEURS

SÉMINAIRE
19 ET 20 AVRIL 1988
DE 8 H 30 A 18 H 30

2 JOURS POUR

RESERVE AUX DIRIGEANTS QUI
VEULENT FAIRE BOUGER
LEUR ENTREPRISE

MASSON

La chronique de Paul Fabra

L'EUROPE est-elle un chantier inachevé qui répugne à puiser dans ses ressources disponibles pour parfaire l'œuvre projetée ? La léthargie économique des pays du Vieux Continent s'explique-t-elle par un phénomène d'auto-alimentation, le manque de dynamisme de beaucoup de ses entreprises, l'inactivité forcée d'une part considérable de sa force de travail inclinant à encore plus d'apathie ? L'hypothèse est avancée par une étude menée sous la direction de deux économistes américains réputés, Robert Lawrence et Charles Schultz, par le célèbre institut Brookings. Les résultats en sont diffusés par le CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales), organe d'étude créé auprès du commissariat du Plan et présidé par Michel Albert.

Il faut croire en tout cas que la question posée il y a quelques années, lorsque le thème de l'euro-sclérose défrayait la chronique, n'a toujours pas trouvé de réponse satisfaisante. Jean-Claude Paye entend la porter à nouveau sur la place publique (le Monde daté 21-22 février) à l'occasion de la réunion ministérielle du mois de mai des vingt-quatre pays membres de l'OCDE.

Le secrétaire général de cette institution a gardé sa liberté d'esprit malgré les hautes fonctions officielles qu'il exerce. Il n'aime guère se rallier sans examen au slogan à la mode. C'est ainsi que d'emblée il rejette la solution facile qui consiste en gros à dire : il suffirait que le gouvernement de Bonn abandonne son attitude frileuse et consente à augmenter encore un peu plus le déficit budgétaire de la République fédérale pour que les effets bénéfiques d'une telle politique se fassent sentir chez tous ses voisins. Selon lui, une politique générale de relance obtenue par ces moyens n'est pas la solution. On ne peut que lui donner raison.

L'OCDE veut traquer le mal européen

Ce n'est pas d'aujourd'hui que le débat est empoisonné par les arrière-pensées. Dans la mesure où l'euro-sclérose est, à l'origine, un concept forgé aux Etats-Unis, il sous-entend une préoccupation américaine bien compréhensible mais totalement inacceptable. Les Etats-Unis connaissent un double déficit considérable, celui de leur budget et de la balance des paiements. Leur monnaie s'est considérablement dévalorisée. Tout pays européen placé dans des conditions similaires aurait réagi depuis longtemps par une politique d'ajustement plus ou moins appropriée. Le refus de l'austérité par les Américains n'a pas que des aspects négatifs.

En Europe, les politiques d'appel à la discipline et à la restriction n'ont pas empêché, depuis quinze ans, la crise de creuser ses sillons. Il n'empêche, qu'aujourd'hui le refus américain de prendre de véritables mesures de redressement s'inspire d'abord, et surtout, de considérations électorales. Washington demande l'impossible. Après avoir imposé aux Européens une sous-évaluation du dollar, dont l'effet est, pour eux, déflationniste, l'Amérique les somme de jouer le rôle de moteur de la croissance mondiale.

DÈS le début des années 70, les Etats-Unis ont délibérément compté sur une dévaluation du dollar pour stimuler les profits de leurs entreprises et, d'une façon générale, faire de leur territoire une zone de coûts relativement bon marché. Une seule exception a été les premières années de la présidence Reagan, au cours desquelles le dollar s'est revalorisé, mais la montée de la devise américaine s'expliquait alors par un afflux continu des capitaux privés vers les Etats-Unis. C'est la raison pour

laquelle une monnaie forte n'a pas eu, pendant longtemps, d'effets négatifs sur l'économie des Etats-Unis. Très différente a été l'influence de la revalorisation des monnaies européennes entre 1970 et 1979, puis de nouveau depuis 1985 jusqu'à aujourd'hui. Au fond, elle n'était pas autre chose que l'envers de la faiblesse du dollar pendant la même période. Elle n'a pas été accompagnée d'un afflux de capitaux à long terme vers le nouveau continent. En bref, l'euro-sclérose, si elle a aussi des causes locales indéniables, n'est pas séparable d'un désordre plus général.

C'est pourquoi les analyses, toujours partielles, menées depuis une bonne dizaine d'années, pour expliquer le retard de l'Europe, n'ont guère contribué à inspirer des politiques efficaces. Les conclusions de l'étude citée plus haut de la Brookings Institution ne font sans doute pas exception. Il n'empêche qu'elles peuvent éclairer utilement la situation dans laquelle la plupart des pays européens se trouvent aujourd'hui.

Dans son essence, la thèse développée par les économistes américains est que la prolongation du chômage a pour effet d'aggraver la rigidité du marché de l'emploi. « Lorsqu'il y a peu d'offres d'emploi, les travailleurs sont moins enclins à chercher un emploi ailleurs. S'il y a moins de postes à pourvoir, les recrutements et les départs débauchés sont moins nombreux. »

Nos auteurs estiment que le phénomène est particulièrement manifeste en France. Mais il existe aussi en Allemagne, en Italie et au Royaume-Uni. Ces pays ont connu « un déclin appréciable du taux de recrutement et des démissions, par opposition aux Etats-Unis où les deux taux progressaient, bien que le chômage ait également augmenté »

(à certaines périodes). Il est difficile de ne pas trouver un accent de vérité dans la constatation suivante : « Ces développements reflètent un marché de l'emploi européen de plus en plus rigide, caractérisé par des dispositifs institutionnels et d'autres forces qui ont pour effet d'immobiliser les employés dans leur poste actuel et de protéger leurs salaires, tout en barrant l'entrée de nouveaux arrivants et de ceux qui ont perdu leur emploi. »

Les économistes de la Brookings Institution estiment qu'un taux de chômage élevé « peut également s'auto-alimenter d'une autre façon ». Et de préciser : « Les mutations de la concurrence internationale, l'évolution technologique se poursuivant même en période de chômage élevé. L'économie s'adapte progressivement, mais elle s'adapte au niveau de production et d'emploi correspondant à une croissance lente et à un emploi en déclin, non pas au niveau qui comprendrait une croissance rapide et le plein emploi. »

TOUT en marquant le caractère très hypothétique de leurs constatations — modestie de bon aloi — les auteurs de cette étude en profitent pour reprendre l'ambition de la nécessité de politiques plus stimulantes en Europe, comme si les risques d'une augmentation des déficits budgétaires n'existaient pas. Le plus grave de ces risques, soit dit en passant, est qu'en aggravant les déficits, on augmente les émissions de titres de la dette publique. C'est sur l'achat et la vente de ces titres que se joue en définitive la spéculation sur les changes.

De la pauvreté de leur recommandation, il ne faudrait pas conclure que l'Europe doit aujourd'hui tout inventer pour essayer de sortir de

cette prostration au moins relative. La solution ne se trouverait-elle pas dans la conjonction des préoccupations exprimées par Jean-Claude Paye et les appels renouvelés à la préparation de l'année 1992 ? Il est étonnant que les gouvernements européens ne songent pas à se concerter pour tirer le plus vite possible parti des décisions qu'ils ont déjà prises en souscrivant à l'Acte unique européen fixant l'objectif d'un grand marché intérieur sans frontières.

LA meilleure voie à suivre ne consisterait-elle pas dans deux démarches parallèles ? La première serait de ne pas attendre cinq ans pour appliquer l'ensemble des mesures jugées nécessaires pour le réaliser. Pourquoi ne pas avancer l'ouverture des marchés publics ? Pourquoi ne pas, dès aujourd'hui, accélérer la libération des échanges de services ? L'autre démarche devrait viser dès maintenant à inviter les pays européens non membres de la CEE à s'associer à ce grand mouvement. La Suisse, la Suède, l'Autriche, ne sont pas des puissances économiques négligeables. Il reste que Jean-Claude Paye a raison lorsqu'il déclare que finalement la grande question est de rétablir la confiance.

Tout se passe comme si l'Europe était devenue la zone d'empêchement des incertitudes. Pour la monnaie, c'est évident : l'instabilité chronique du dollar aggrave les tensions entre les différentes monnaies du Vieux Continent, tant et si bien que l'incertitude monétaire est ainsi multipliée pour chacun des pays par deux, le taux de change à l'égard de la monnaie dominante (le dollar) et le taux de change à l'égard des partenaires européens. Mais pour les gouvernements comme pour les particuliers, la première chose à faire pour créer ou recréer ce climat de confiance est de prouver par leurs actes qu'ils prennent au sérieux leurs engagements. Les promesses de 1992 doivent se préparer dès aujourd'hui.

ERIK IZRAELWICZ.

Le retour aux guichets

(Suite de la page 35.)

La sécurité, l'une des conditions essentielles en matière d'argent, n'en est devenue affaiblie. Plusieurs affaires (les défilés d'initiales à Wall Street, les escroqueries à Londres et maintenant à Paris) ont révélé les insuffisances en ce domaine. Comme le soulignait M. Jacques de la Rosière, le gouverneur de la Banque de France, en remettant à M. Xavier Dupont, le syndic des agents de change, le prix Andose (Association nationale des docteurs en sciences économiques) du financier de l'année pour son action en faveur de la réforme de la Bourse, « le développement des transactions boursières a été plus rapide que celui des méthodes de contrôle et de suivi des opérations ».

Une remise en ordre

Il est donc partout question de remettre de l'ordre sur les marchés financiers. Mais, en France comme aux Etats-Unis, quatre mois après le krach, la manière de procéder reste encore indéterminée. Cette remise en ordre doit-elle résulter d'une auto-discipline que s'imposent les acteurs du marché ou doit-elle être réalisée par une législation nouvelle ? Les deux approches ont leurs partisans.

A Wall Street, les grandes banques d'investissement ont d'ores et déjà décidé de limiter l'utilisation des systèmes informatiques dans leurs opérations sur le marché. En France, le conseil des Bourses (qui va se substituer à la Chambre syndicale des agents de change), institué par la loi du 22 janvier 1988, sera chargé de définir les règles de contrôle internes aux sociétés de Bourse.

La Chambre de compensation des instruments financiers de Paris (CCIFP) a demandé aux adhérents du MATIF (le marché à terme des instruments finan-

ciers) de préciser par écrit les règles déontologiques qu'ils seront tenus de respecter. Un rapport, de M. Gilles Brac de la Perrière, sur la déontologie des acteurs des marchés de Paris est toujours attendu.

L'autodiscipline sera-t-elle suffisante ? L'interconnexion de tous les marchés de l'argent amène nombre d'experts à préconiser, dans de nombreux pays, une surveillance des marchés assurée

par une seule et même institution. Cela nécessiterait, notamment aux Etats-Unis, des modifications législatives.

La troisième conséquence du krach porte sur la décolonisation financière. Les frontières nationales avaient tendance à disparaître, comme les spécialisations entre institutions financières. La crise boursière a provoqué, dans les semaines qui

ont suivi le 19 octobre, un repli des investisseurs sur leurs marchés nationaux. Le départ des étrangers avait été très remarqué sur les jeunes places financières continentales, à Paris en particulier, mais à Tokyo également. Les événements récents (avec le retour d'acheteurs étrangers à Paris) tendent à montrer que ce mouvement n'est pas irréversible.

Réintermédiation bancaire et réglementation des marchés,

telles sont donc les deux principales évolutions qui semblent marquer l'après-krach dans les circuits de financement nationaux et internationaux. Déjà perceptibles avant même le 19 octobre, elles ne signifient pas un retour en arrière. Des habitudes nouvelles ont été prises, tant du côté des particuliers que des entreprises et des États.

Le risque d'un nouveau krach boursier ne s'en trouve pas pour

autant éliminé ni même réduit. La plupart des experts — le rapport de M. Daniel Deguen sur le rôle des marchés à terme demandé par M. Balladur reprendra cette thèse — considèrent en effet que ce ne sont pas les circuits qui sont à l'origine de la crise, mais le carburant que l'on y injecte, en l'occurrence les doses, déséquilibrées, d'épargne et d'investissement.

BIBLIOGRAPHIE

Les mirages du développement

ON n'en finira pas de débattre sur les meilleurs moyens d'atténuer le tiers-monde. Mais nous ne sommes pas « au royaume », comme aurait dit Pascal. A force de confronter les points de vue, des pans d'idées repues tombent, et paraissent dérisoires les projections faites à partir d'expériences vécues dans un environnement culturel complètement différent.

Pour dissiper certains mirages du développement, Jean-Jacques Salomon et André Lebeau ont repris le bâton de pélerin et s'en vont combiner certaines idées qui ont eu un moment leur heure de gloire. La première est l'illusion du raccourci.

La thèse est bien connue et a été exposée à grand fracas par Jean-Jacques Servan-Schreiber dans le *Défi mondial* : grâce aux avancées fulgurantes de la science et de la technologie, les pays du Sud vont faire l'économie des étapes que l'Occident a dû franchir pour en arriver à son stade d'industrialisation. Nos auteurs n'ont guère de mal à démontrer que les mêmes innovations peuvent produire des conséquences très différentes dans les sociétés dont les structures et les valeurs ne sont pas les mêmes.

En outre, il est temps — cela avait déjà été dit, mais pourquoi ne pas le répéter — de rejeter les

grilles d'explication appliquées à ce qu'on appelle le tiers monde. La facilité, le raccourci de la globalité ne sont pas de mise, car, entre les moins pauvres et les plus démunis des pays en développement, on peut distinguer, suivant la typologie retenue ici — mais il peut y en avoir d'autres — cinq situations qui ne requièrent pas le même genre de moteur de développement. Cette constatation n'a évidemment pas simplifié les termes de la discussion qui mènent sur la transmutation des techniques les plus avancées pour servir du sous-développement et celles qui s'appuient sur des technologies plus ou moins traditionnelles, plus ou moins appropriées pour créer des emplois et relever les défis les plus urgents.

Ce qu'il y a de sûr, c'est que « si la technique est un ingrédient essentiel du développement, elle n'est pas tout le développement. En tout cas, la question : y a-t-il des cultures plus ou moins accueillantes à la science occidentale, appelle une réponse positive ».

La révolution de l'information a évidemment touché des pays en développement, qu'il s'agisse du Brésil, de l'Argentine, de la Chine, de l'Inde ou du Sud-Est asiatique et de l'Afrique du Nord. Mais il faut bien se rendre compte que les tech-

niques de l'information sont nées et se sont développées surtout dans des sociétés dont les caractéristiques sont inverses de celles des tiers-mondes : potentiel de connaissances scientifiques et techniques considérables, liées à des structures universitaires et industrielles très diversifiées ; relative pénurie de main-d'œuvre en temps de croissance forte ; immenses ressources en capital, etc.

Des cathédrales dans le désert

J.-J. Salomon et A. Lebeau, dans leur livre très clair et visant l'essentiel, ne pouvaient pas ne pas parler des « cathédrales dans le désert », ces énormes investissements fruités de la folie des grands, des armes produites dans le tiers-monde, dont la valeur (Chine exclue) est passée de 1 milliard de dollars en 1970 à plus de 5 milliards en 1980.

Ces erreurs s'ajoutent à celles de la croissance déséquilibrée au profit d'une mince couche d'individus, proches du pouvoir ou du savoir (Bacon, rappelons-le, ne distinguait pas les deux). Or l'histoire prouve toujours sa revanche sur l'économie : une politique de développe-

ment qui néglige les problèmes de la répartition du revenu s'expose inévitablement au retour de manivelle des mouvements sociaux et, par conséquent, au contrecoup d'un pouvoir condamné au durcissement de l'arbitraire ».

Hélas ! une société dualiste existe au-delà de tous les vivages économiques. « Nous possédons l'énergie atomique et nous utilisons la bouse de vache », disait Jawaharlal Nehru. L'écritain public coexiste avec l'ordinateur, rappelle nos auteurs en ouverture de leur livre.

Il est intéressant de comparer cet ouvrage à celui, plus pédagogique et plus engagé, que Liberté sans frontières vient de publier sous la direction de Sylvie Brunel. Tiers-mondes, son titre l'indique, veut aussi servir de carcan de la globalité qui a faussé beaucoup de jugements.

« Il n'y a pas de fatalité du changement technique », écrivent les auteurs précédents. « Il n'y a pas de fatalité du sous-développement », dit l'équipe de Sylvie Brunel. Sans doute pour le dire, il faut partir de la vue sur le thème : la colonisation est-elle responsable du sous-développement ? ou sur l'impact du commerce international, le rôle de l'aide, ou l'explication de la

réussite des « nouveaux pays industriels » ; ouverture ou volontarisme d'Etat.

La prix de cet ouvrage est double : avoir mis sur le table les grandes controverses qui agitent les économistes à propos des causes et des remèdes du sous-développement ; avoir truffé le discours de tableaux, de cartes, de graphiques qui donnent une substance beaucoup plus riche aux explications présentées. On tire ici la couverture assez loin des éternelles monnaies comme il est de mode, mais, pour l'école libérale, ce dossier qui rejoint les constations de Guy Sorman est l'un des meilleurs dont on puisse disposer aujourd'hui.

PIERRE DROUIN.

* *L'Écrivain public et l'ordinateur*, de Jean-Jacques Salomon et André Lebeau. Hachette. Collection « La force des idées », 276 p., 118 F.

* *Tiers-mondes. Controverses et réalités*. Sous la direction de Sylvie Brunel. Ed. Economica. Liberté sans frontières, 520 p., 125 F.

Lire aussi le numéro du 22 janvier 1988 de *Problèmes économiques et sociaux*, sur *Télécommunications et développement*. La Documentation française, 64 p., 24 F.

Economie

Le Monde • Mardi 23 février 1988 39

SOMMAIRE

■ Le mandat de M. Philippe Essig, au conseil d'administration de la SNCF, dont il est le président, n'a pas été renouvelé par le gouvernement (lire ci-dessous).

■ Des aides diverses seront accordées aux exploitants agricoles les plus défavorisés. C'est ce que doit annoncer M. Chirac le

25 février, à l'occasion d'une conférence agricole extraordinaire (lire ci-dessous).

■ Les déclarations de M. Paul Volcker sur les menaces que font peser les déficits américains donnent une nouvelle ampleur à la polémique entre la Maison Blanche et la Réserve fédérale sur la politique monétaire des Etats-Unis (lire ci-contre).

■ La Caisse d'assurance-maladie des salariés a mis au point un programme de prévention pour étendre et généraliser tous les moyens de dépistage des maladies (lire page 40).

Les aléas de la cohabitation

M. Philippe Rouvillois devrait remplacer M. Philippe Essig à la tête de la SNCF

Le premier ministre a choisi d'écarter de la présidence de la SNCF M. Philippe Essig, qui ne sera pas renouvelé, le 23 février, au poste d'administrateur et donc ne pourra être porté à nouveau à la tête de la société nationale par le conseil des ministres du 24 février. C'est M. Philippe Rouvillois, inspecteur des finances, actuellement directeur général, qui est appelé à lui succéder.

De quelque côté que l'on tourne le cas de M. Philippe Essig, son éviction apparaît bien comme politique. Lorsqu'il arrive, en septembre 1985, à la présidence du conseil d'administration de la SNCF, c'est X. Pons, successeur de M. André Chadeau, « démissionnaire » par le trafic marchand dépressif et que les prévisions budgétaires ne sont pas tenues. Il donne donc un tour de vis et annonce la suppression de huit mille emplois de cheminots, soit deux mille de plus que prévu par le budget. L'objectif reste celui du contrat de plan, qui fixe à 1989 l'année du retour à l'équilibre budgétaire de la SNCF.

Le nouveau président fait sienne les propositions de ses services et lance les études d'un système de surveillance révolutionnaire des trains. Astère (automatisation du suivi en temps réel). Dès le printemps 1986, il constate que le trafic marchand dépressif et que les prévisions budgétaires ne sont pas tenues. Il donne donc un tour de vis et annonce la suppression de huit mille emplois de cheminots, soit deux mille de plus que prévu par le budget. L'objectif reste celui du contrat de plan, qui fixe à 1989 l'année du retour à l'équilibre budgétaire de la SNCF.

En tous cas, la grève de trois semaines qui paralyse la société nationale en décembre 1986 et janvier 1987, il est mis sur la touche par le ministre des transports, qui demande au directeur général de l'époque, M. Jean Dupuy, d'être le seul porte-parole de la SNCF. Celui-ci se révèle incapable de faire comprendre sa position aux grévistes et à l'opinion publique. Il demande l'aide, en 1987, sa mise à la retraite.

La carte du PS

Après ce « coup de tabac », M. Philippe Essig garde un profil plutôt bas au point que certains de ses camarades du Parti socialiste lui reprochent d'être devenu très gouvernemental. Il met en route un projet d'entreprise, car il est convaincu que la SNCF ne peut vivre seulement que de productivité accrue et d'économies budgétaires. Il obtient, avec le concours de M. Philippe Rouvillois, son nouveau directeur général depuis le 7 août 1987, que le gouvernement approuve en octobre le projet de TGV-Nord et l'interconnexion de celui-ci avec les lignes de TGV-Sud-Est et Atlantique.

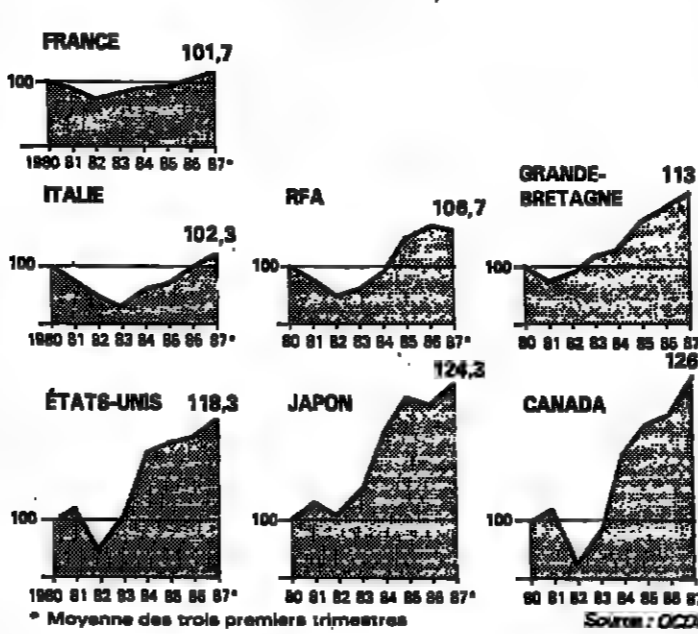
Ce parcours sans faute n'a pas suffi au premier ministre, qui s'est souvenu que M. Essig était titulaire d'une carte du Parti socialiste. Plus que ce n'a suffi le désir de la SNCF de conserver l'équipe Essig-Rouvillois comme gage de sérénité.

M. Iglesias élu président de la Banque interaméricaine de développement

Le conseil des gouverneurs de la Banque interaméricaine de développement (BID) a élu M. Enrique Iglesias, jusqu'alors ministre des affaires étrangères de l'Uruguay, à la présidence de l'institution, le 18 février. M. Iglesias remplace M. Antonio Ortiz Mená, qui, après avoir dirigé durant dix-sept ans le BID, avait fait savoir sa démission le 29 janvier. Les pays latino-américains ont voté à l'unanimité en faveur de M. Iglesias, dont la première et rude tâche sera de tenter de débloquer les négociations pour la reconstitution des fonds de l'organisation. Les Etats-Unis, depuis un an, marchandent leur contribution financière contre un droit de veto dans une institution où les pays de la région, tous débiteurs, détiennent le pouvoir de décision. L'hostilité des Latino-Américains, mais aussi des Européens, à une telle position n'a pas, pour l'instant, réussi à faire fléchir Washington.

La France industrielle à la traîne

(Indices de la production industrielle des grands pays industrialisés, base 100 en 1980.)



La production industrielle française est pratiquement égale depuis dix ans, ce qui est le plus mauvais score enregistré parmi les grands pays industrialisés. On notera que le Canada, après avoir beaucoup souffert en 1982, obtient la meilleure croissance devant le Japon et les Etats-Unis. Toutefois, la hausse en France de + 4 % en 1987, d'après l'INSEE, pourrait marquer le premier signe d'un réveil.

Le soutien aux secteurs en difficulté

Une aide de 1 milliard pour les agriculteurs

(Suite de la première page.)

La revendication majeure du monde paysan : bénéficier d'une politique agricole globale et non sectorielle, susceptible d'apporter aux campagnes les assurances qu'elles attendent sur les conditions de leur survie à long terme.

La position du gouvernement reste donc inconfortable. Il n'est pas question pour lui, M. Chirac l'a répété, d'apporter des compensations nationales aux sacrifices récemment acceptés à Bruxelles, comme l'ont demandé la FNSEA et le CNJA. Comment, en effet, accorder l'idée que le sommet européen a été un succès et reconnaître que des correctifs en faveur des paysans français sont nécessaires ?

Aussi, la conférence du 25 février s'entend-elle comme l'occasion d'une remise en confiance des plus défavorisés. Pas question ici de poser les jalons d'une politique de fond, qui n'aurait d'ailleurs pas les moyens ni le temps de s'accomplir. Aucune réflexion n'est donc prévue sur les conséquences du principe de limitation des productions, ni sur celui - encore flou - de mise en jachère d'un million d'hectares dans la CEE. Si

M. Chirac a laissé entendre à Bruxelles qu'il avait obtenu les décisions et les financements pour la prime d'incorporation des céréales dans l'alimentation animale et la fabrication de l'éthanol, les organisations agricoles savent qu'il s'agit seulement de déclarations d'intention qui n'engagent pas la Communauté.

La Bretagne contre la montagne

La conférence annuelle va en outre s'ouvrir sur un contentieux laitier dont le premier ministre se serait volontiers passé. Lors du sommet de Bruxelles, la CEE a décidé d'accorder à la France un transfert de quota, de 100 000 tonnes de lait. Une polémique est aussitôt apparue sur l'affectation de cette quantité. Le ministre français de l'Agriculture, M. François Guillaume, a estimé qu'elle était expressément réservée aux producteurs des zones de montagne, s'appuyant sur un communiqué de presse de la commission européenne du 11 février. Mais, à Bruxelles, les experts ont refusé cette interprétation, précisant que la décision d'affecter ce volume supplémentaire de lait revenait librement à l'Etat.

« Il faut arrêter les guerres fratricides », s'exclamait, le 19 février, le président du CNJA, M. Michel Tesseyrou, estimant inutile de ranimer l'antagonisme entre les producteurs de montagne et ceux de la Bretagne en particulier. M. Tesseyrou a demandé que se tienne en avril une conférence nationale laitière pour régler cette question, devenue passionnelle.

Pour M. Guillaume, qui a programmé quelques déplacements

dans l'Ouest, s'abriter derrière une décision communautaire pour justifier le transfert de quotas aux seules zones de montagne eût été plus commode. La conférence du 25 février permettra donc une première mise au point, en attendant mieux. « Si près des élections, on ne peut espérer de grandes actions, mais seulement de petites promesses », observe un professionnel.

Endettée à hauteur de 200 milliards de francs, confrontée aux impératifs d'économies budgétaires de Bruxelles, qui passent par une remise en cause des régions laitières les moins performantes, l'agriculture française a pourtant besoin de plus que des encouragements. Elle attend une aide. Mais le pouvoir politique vit actuellement sur une trop brève échéance pour faire naître dans les campagnes un souffle mobilisateur.

La perspective de la friche et l'objectif malhonnête de limitation des productions sont perçus chez les paysans comme l'annonce d'un repli sur soi accablé. La tendance à la radicalisation qui en découle chez certains des agriculteurs les moins bien lotis est une donnée nouvelle de cette fin de septennat. Elle survira sans doute à la distribution de « calmants » du 25 février.

ERIC FOLTORINO.

Lancement d'une fondation d'aide à l'agriculture polonaise

Limiter les pénuries à l'intérieur, promouvoir les exportations à l'extérieur, cette double nécessité a amené les dirigeants polonais à donner le feu vert à la fondation Rockefeller pour le lancement d'un organisme d'aide à l'agriculture. Cet organisme, la Fondation pour le développement de l'agriculture polonaise, a été inauguré, le samedi 20 février, à Varsovie. Il sera doté d'un capital initial modeste de 2,4 millions de dollars, réuni par un consortium bancaire dirigé par le Crédit agricole français. A but non lucratif, cette fondation, créée selon la législation polonaise, assurera dans un premier temps la fourniture de fourrages riches en protéines pour le cheptel porcin et la promotion des exportations de jambon polonais vers les Etats-Unis. Les bénéficiaires de ces ventes, qui avaient atteint 100 millions

BILLET

Les ambiguïtés du scénario américain

En trois jours, la trame du scénario dans lequel la communauté internationale devra s'insérer, bon gré mal gré, jusqu'à l'élection présidentielle américaine, a été tracée. Un scénario pour le moins ambigu. Le projet de budget 1989 présenté par le président Reagan, le jeudi 18 février, et le rapport annuel du responsable de ses conseillers, M. Sprinkel, le lendemain, avaient présenté l'image d'un pays décidé à avancer sur le chemin de moins de déficits budgétaires et d'une croissance maintenue à 2,4 % en 1988.

Le dimanche 21 février, l'ancien président de la Réserve fédérale, M. Volcker, sortait de sa prudence légendaire pour faire voler en éclats cette fiction encourageante. Un pays qui emprunte à un rythme annuel de quelque 150 milliards de dollars par an et qui ne parvient pas à réduire le déficit budgétaire de 129,5 milliards de dollars, comme l'a annoncé le président Reagan. Les chiffres avancés par les experts du Congrès, quelque 170 milliards, semblent nettement plus crédibles. Si le gouvernement décide de soutenir coûte que coûte l'activité économique, Washington risque de terminer l'année avec un casse-tête budgétaire entier et, surtout, avec des risques renouvelés de récession de l'inflation.

Au moment même où l'administration aurait besoin de toute leur crédibilité pour empêcher que ne renaissent, sur les marchés des changes, les anticipations les plus folles. En attendant la Maison Blanche a gardé contre les risques d'un nouveau chaos financier et d'une récession, M. Volcker n'a rien dit d'autre.

Ces accusations ont à la dernière minute été adoucies, à la demande semble-t-il du secrétaire au Trésor, M. James Baker, par l'introduction d'une petite phrase supplémentaire félicitant cette même Réserve fédérale pour sa souplesse depuis le « lundi noir » du 18 octobre.

Il n'empêche que les analystes voient dans cette passe d'armes

les prémices d'une polémique qui risque de s'accroître cette année sur la marche à suivre pour éviter un double écueil : une récession inacceptable en période électorale, mais aussi une croissance excessive et incompatible avec la rigueur attendue des Etats-Unis. M. Volcker, dégoûté de son obligation de réserve depuis qu'il a quitté la Fed, en août dernier, était sans doute l'un des rares à pouvoir le rappeler aussi fermement. Le risque majeur, actuellement, est sans doute une demande intérieure trop forte, et non trop faible, a-t-il souligné. Une façon de venir en aide à son successeur, M. Greenspan, dont l'audition devant le commission monétaire du Congrès, le mardi 23 février, était attendue avec intérêt.

Mul ne croit plus, parmi les économistes, à la possibilité de limiter le déficit budgétaire à 129,5 milliards de dollars, comme l'a annoncé le président Reagan. Les chiffres avancés par les experts du Congrès, quelque 170 milliards, semblent nettement plus crédibles. Si le gouvernement décide de soutenir coûte que coûte l'activité économique, Washington risque de terminer l'année avec un casse-tête budgétaire entier et, surtout, avec des risques renouvelés de récession de l'inflation.

Au moment même où l'administration aurait besoin de toute leur crédibilité pour empêcher que ne renaissent, sur les marchés des changes, les anticipations les plus folles. En attendant la Maison Blanche a gardé contre les risques d'un nouveau chaos financier et d'une récession, M. Volcker n'a rien dit d'autre.

F. CROUGNEAU.

REPÈRES

Comecon

Forte poussée des échanges avec les tiers-monde

Les échanges commerciaux entre les pays membres du Comecon et les nations en développement ont atteint 65,2 milliards de dollars en 1986, contre 2,8 milliards en 1980, indique un rapport de la CNUCED (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement). En volume, le taux de croissance de ces échanges a atteint, en moyenne, 14 % par an, permettant aux pays en développement de représenter 18 % du commerce extérieur des pays de l'Est en 1986, contre 6,9 % en 1980.

Commerce extérieur

Excédent de 6,2 milliards de dollars en Corée du Sud

La Corée du Sud a enregistré en 1987 un excédent commercial de 6,2 milliards de dollars (35 milliards de francs), selon les statistiques du ministère des affaires étrangères. Les exportations, de 47,2 milliards de dollars, ont enregistré une progression de 36,2 %, alors que les importations, de 41 milliards de dollars, augmentaient de 29,9 %. Pour la première fois, les exportations de textiles et de produits électroniques ont dépassé la barre des 10 milliards de dollars.

Salaire horaire

+ 0,8 % au quatrième trimestre

Le taux de salaire horaire ouvrier a augmenté de 0,8 % au quatrième trimestre 1987, selon les résultats provisoires de l'enquête trimestrielle du ministère des affaires sociales sur les conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 1^{er} janvier 1988. La hausse du taux de salaire horaire avait été de 0,6 % au quatrième trimestre 1986 et de 0,8 % au deuxième trimestre 1987.

Si ce résultat était confirmé, l'augmentation annuelle du taux de salaire horaire depuis janvier 1987 serait de 3,5 %, ce qui laisserait apparaître un léger gain de pouvoir d'achat. Selon ces résultats provisoires, les effectifs de l'ensemble des secteurs marchands non agricoles ont augmenté, après correction des variations saisonnières de 0,1 % au quatrième trimestre 1987.

Salariés

Des gains plus modérés

Le gain horaire moyen des ouvriers est de 39,67 F, soit 6 708 F par mois en avril 1987, pour une durée moyenne du travail, selon une enquête du ministère des affaires sociales sur les gains des salariés. « A la même date, indique l'enquête, un employé gagne en moyenne 6916 F par mois, un salarié classé dans les « professions intermédiaires » (agent de maîtrise, technicien ou dessinateur) 9750 F, un cadre 17 983 F. Globalement, le salaire mensuel moyen de l'ensemble des salariés atteint 6 332 F. »

Sur un an, d'avril 1986 à avril 1987, le gain mensuel ouvrier corrigé a augmenté de 3,5 % (contre 6,5 % d'avril 1985 à avril 1986), celui des employés de 4 % (contre 6,1 %), celui des agents de maîtrise, techniciens et dessinateurs de 2,8 % (contre 4,4 %), celui des cadres de 3 % (contre 5,3 %). Pour l'ensemble des catégories non ouvrières, la hausse sur un an a été de 3,2 %, contre 5 % d'avril 1985 à avril 1986.

« Mondes en devenir »
ORGANISATIONS INTERNATIONALES AFRICAINES
E. KWAM KOUASSI
Préface de René-Jean DUPUY
Avant-Propos de Michel VIRALLY
13,5 x 20 cm - 488 p. - 135 F

Berger-Levrault
5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le présent avis est publié à titre d'information seulement.



FF 800.000.000

Crédit à Utilisations Multiples à 5 ans

CHEFS DE FILE ET MEMBRES DU SYNDICAT D'ENCHÈRES

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
BANQUE NATIONALE DE PARISCRÉDIT CHIMIQUE
CRÉDIT LYONNAIS

CO-CHEFS DE FILE ET MEMBRES DU SYNDICAT D'ENCHÈRES

BANQUE INDOSUEZ

BANQUE PARIBAS

PARTICIPANTS ET MEMBRES DU SYNDICAT D'ENCHÈRES

BANQUE de NEUFVILLE, SCHLIMBERGER, WALLEY
BARCLAYS BANK S.A.BANQUE RÉGIONALE D'ESCOMPTES ET DE DÉPÔTS
THE CHASE MANHATTAN BANK, N.A.

CITIBANK N.A. - PARIS

CRÉDIT DU NORD

AUTRES MEMBRES DU SYNDICAT D'ENCHÈRES

BANQUE FRANCO-ALLEMANDE
BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE (B.U.E.)BANQUE LOUIS-DREYFUS
COMMERZBANK AG (Allemagne)THE FUJI BANK, LIMITED
PARIS BRANCH

REPUBLIC NATIONAL BANK OF NEW YORK (FRANCE)

AGENT DU CRÉDIT
SOCIÉTÉ GÉNÉRALEAGENT ADJUDICATEUR
CRÉDIT CHIMIQUE

Novembre 1987

Associc La Sicav des Associations

Sicav de trésorerie (première catégorie)

Performance 1986 : + 11,09 % (coupon net réinvesti)

Performance 1987 : + 5,86 % (coupon net réinvesti)

Performance au 29 janvier 1988 : + 1,80 % (coupon net réinvesti)

Coupeau : F 98,91 + F 0,37 d'avoir fiscal payé le 22.01.1988

Consultation des cours
quotidiennement
sur Minitel :
composée le 36.15
code ASSOCIC.Le Président Olivier Moulin-Rossel a déclaré :
"Associc, Sicav court terme, investie en emprunts
d'Etat, a bien résisté en 1987 à la hausse des taux.
En outre, l'évolution favorable de la valeur
liquidative au cours des premières semaines de 1988
a de bonnes chances de se confirmer,
compte tenu des espoirs que l'on peut placer
dans un repli des taux.
De ce fait, Associc, Sicav "sensible", a sa place
dans toute gestion de trésorerie à côté de Sicav
plus régulières".

(A.G.O. du 21 janvier 1988)

Béghin
SayPar ailleurs, la Société s'est engagée à
ramener à compter du 1^{er} mars 1988 sa
participation dans le capital de SAINT-
LOUIS à un niveau inférieur à 10 %.Les Pouvoirs publics ont été informés
de ces opérations.Dans le cadre de la mise en place de
la stratégie agro-industrielle précédemment
annoncée, un accord est intervenu
le 15 février 1988 avec le groupe
SAINT-LOUIS en vue d'acquiescer l'ac-
tivité corps gras, tant en France qu'à
l'étranger, de LESTEUR SA.VALEURS
DE FRANCELe 15 février 1988, la valeur liquidative
de la SICAF « VALEURS DE
FRANCE », Société d'investissement à
Capital Fini gérée par la BRED, était
de 312,59 F (294,65 F le 29-01-1988).A la même date, l'action de
« VALEURS DE FRANCE » cotait
301,00 F (291,50 F le 29-01-1988).Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRERenseignements :
45-55-91-82, poste 4330EMPRUNTS FÉVRIER 1988
4 MILLIARDS DE FRANCS EN 3 TRANCHES
OBLIGATIONS DE 5.000 FEMPRUNT 8,80 % À BONS DE
SOUSCRIPTION LIBÉRÉ PARTIELLEMENT
À L'ÉMISSION ET ASSIMILABLE À
L'EMPRUNT 8,80 % MARS 1987

Montant : 2 milliards de francs.

Durée : 11 ans et 332 jours.

Prix d'émission : 4.900 F.

Jouissance : 2 février 1988.

Régularisation : en 2 versements, 2.940 F le 7 mars 1988

1.960 F ou plus tard le 7 septembre 1988.

Intérêt annuel : 8,80 %, soit 440 F, payable le 2 février

1989 égal à 256 F.

Taux de rendement : au 7 mars 1988 : 8,95 %

Amortissement normal : au paiement en 3 tranches

sensiblement égales, le 2 février de chacune des années

1998 à 2000.

Bons de souscription : les bons attachés à chaque

obligation permettent de souscrire à une nouvelle

obligation assimilable à celle de l'emprunt 8,80 %

mars 1987 procurant un taux de rendement de 8,50 %

ou 8,20 % selon la période de souscription, soit

septembre 1988 ou décembre 1988-janvier 1989.

Ces emprunts sont destinés à alimenter le financement

8,80 % mars 1987 (code Sicavem 16265).

EMPRUNT À TAUX VARIABLE "TME"
À BONS D'ÉCHANGE

Montant : 1,5 milliard de francs.

Durée : 13 ans.

Prix d'émission : 4.989 F.

Jouissance et règlement : 7 mars 1988.

Intérêt annuel : payable le 7 mars de chaque année et

égal à la moyenne arithmétique des taux moyens

mensuels de rendement des emprunts d'Etat à long

terme (TME) établis par la Caisse des Dépôts et

Consignations, diminuée d'une marge de 0,75 %.

Marge actuarielle au 7 mars 1988 : TME - 0,72 %

calculée sur la base d'un TME constant de 9,08 %.

Amortissement normal : au paiement en 2 tranches égales,

le 7 mars de chacune des années 2000 et 2001.

Amortissement anticipé : au paiement en 3 tranches,

le 7 mars de chacune des années 1996 à 2000.

Bons d'échange : les bons attachés à chaque obligation

permettent d'échanger une obligation TME contre une

obligation assimilable à celle de l'emprunt 8,80 %

mars 1987 procurant un taux de rendement de 8,40 %

ou 8,10 % selon la période d'échange, septembre 1988

ou janvier 1989.

Cet emprunt constitue le socle d'un financement qui

pourra faire l'objet d'assimilations ultérieures.

Pour information, à ces deux emprunts publics vient s'ajouter un emprunt à taux
variable TME d'un montant de 500 millions de francs, d'ores et déjà entièrement
souscrit.Une fiche d'information (avis CDE n° 98-053 en date du 16 février 1988) est tenue à la
disposition du public, sans frais, sur demande.
Date du 22 février 1988.

SNCF

SNCF - Direction Financière - 12, rue de Londres, 75008 Paris.

Économie

SOCIAL

La Caisse d'assurance-maladie
va présenter un programme de préventionLa Caisse nationale d'assurance-maladie
des salariés (CNAM) va présenter au ministère
des affaires sociales des projets pour le fonds de
prévention créé par la loi du 5 janvier 1988, et
dont le programme doit être défini par le mini-
stère « après avis et proposition » de la CNAM.
Ces projets (extensions d'actions actuelles, nou-
veaux programmes, campagnes d'information,expérimentation et recherche), d'un coût estimé
à 648 millions de francs, adoptés au conseil
d'administration du mardi 16 février s'ajoutent
aux actions déjà menées par la CNAM, notam-
ment dans le cadre des centres d'examen de
santé, et dont le coût est évalué à quelque
2,9 milliards de francs.Une part des projets émane
des actions menées par la CNAM,
notamment pour les personnes
âgées. Ainsi, la vaccination gratuite
contre la grippe, actuellement assu-
rée aux plus de soixante-cinq ans,
serait étendue aux personnes de plus
de soixante-cinq ans, voire de
soixante ans (ce qui doublerait ou
triplerait la population concernée)
et à celles atteintes de maladies de
longue durée prises en charge à
100 % par l'assurance-maladie. Le
coût est de 220 millions de francs en
plus des 62,2 millions déjà dépensés.
De même, les examens de santé
seraient-ils pris en charge pour les
plus de soixante ans, comme pour les
actifs (coût : 40 millions de francs).La CNAM souhaite aussi dé-
velopper des dépistages de cancers
déjà pratiqués notamment dans les
centres d'examen de santé : dépis-
tage des cancers rectocoliques,
effectués déjà dans trois caisses pri-
maires (coût : 75 millions de
francs), et du cancer du col de
l'utérus, déjà effectué à l'occasion
de la prescription de la pilule anti-
conceptionnelle ; ce dernier serait
étendu à l'ensemble des femmes de
trente-cinq à soixante-cinq ans, à ra-
ison d'un examen tous les trois ans ;
mais, pour l'instant, il s'agit de
mener une campagne d'information.
De même, la CNAM entend faire
campagne en faveur de la vaccina-
tion contre le tétanos, obligatoire
mais insuffisamment pratiquée, car
la France a « un taux de mortalité
anormalement élevé pour un pays
développé ».Parmi les actions nouvelles, la
plus importante (évaluée à 300 mil-
lions de francs) serait la vérification
de l'état dentaire des enfants (qua-
tre fois durant la scolarité), complé-
tée par un traitement préventif des
caries des premières molaires (qu'on
constate chez 90 % des adultes).D'autre part, la CNAM souhaite
procéder à une remise en ordre des
échographies de grossesse, qui se
sont multipliées ces dernières années
de façon assez désordonnée : toutes
les femmes enceintes devraient
bénéficier de deux échographies (au
quatrième et au septième mois de
grossesse), tandis que les autres
échographies ne seraient prises en
charge qu'après accord préalable du
contrôle médical.Enfin, la Caisse nationale entend
développer plusieurs recherches,
notamment dans les domaines des
diagnostics avant et après la nais-
sance, le dépistage des handicaps de
l'enfant (comme cela existe pour la
phénylcétonurie, les maladies mé-
taboliques, l'hémophilie), la préven-
tion de la dépendance des personnes
âgées, les cancers et les accidents
domestiques. De même envisage-
t-on de tester une nouvelle technique
de mammographie pour le dépistage
du cancer du sein, qui pourrait
ensuite être étendue à l'ensembledes femmes de cinquante à soixante-
neuf ans.Ces propositions ne constituent
qu'une première approche, « un pro-
gramme d'actions, mais pas encore
une politique de prévention », recon-
naît le médecin-conseil national de
la CNAM, le docteur Jean Marty.
Les modalités mêmes de ces actions
doivent encore être mises au point,
notamment en accord avec les pro-
fessionnels libéraux (médecins, den-
tistes) : à la CNAM, on souhaite
que ceux-ci prennent une part plus
active à la prévention (les disposi-
tions prévues dans les conventions
nationales sont jusqu'à présent res-
tées pratiquement lettre morte),
mais il faudrait étudier en particu-
lier leur mode de rémunération, le
paiement à l'acte ne paraissant pas
nécessairement la meilleure solu-
tion. Enfin, une évaluation des
actions de prévention serait néces-
saire, en commençant par un calcul
précis des dépenses faites.

G. H.

Les cadres de l'UGICT-CGT s'opposent
à l'individualisation des salairesL'Union générale des ingénieurs,
cadres et techniciens UGICT-CGT
vient d'inflechir sensiblement sa po-
sition sur la question de l'individuali-
sation des salaires. Intervenant, le
18 février, devant la presse, son sécré-
taire général, M. Alain Obadia a appelé
les cadres à « refuser désormais tout
processus d'individualisation ou de
développement de rémunérations aléa-
toires ». Pour M. Obadia, la consé-
quence de l'individualisation, « c'est la
baisse de la masse salariale et du pou-
voir d'achat ». « C'est donc un véritable
marché de dupes qui aboutit à une
déconnexion de plus en plus graveentre la qualification et la rémunéra-
tion ».Lors de son congrès de Toulouse, en
mai 1985, l'UGICT avait adopté une
position plus nuancée. Tout en comba-
tant l'individualisation - « machine de
guerre contre les garanties collec-
tives » -, elle admettait certaines for-
mules de rémunérations individualisées
à condition que les critères soient négo-
ciés : « On peut, assurait M. Obadia au
Monde (10 mai 1985), tout en dimi-
nuant les marges d'individualisation
des salaires, négocier des critères de
différenciation en garantissant l'appli-
cation équitable par des commissions
dans lesquelles siègeraient les organi-
sations syndicales ».L'UGICT a décidé désormais
d'opposer « à la notion d'individuali-
sation la notion de la reconnaissance de
la qualification dans toutes ses dimen-
sions ». Pour M. Obadia, « à une po-
sition donnée dans une grille doit cor-
respondre en toutes circonstances un seul
et même salaire garanti collective-
ment ». Toutefois, ajoute-t-il, « la
reconnaissance légale de l'efficacité de
chacun doit être prise en compte sur
son terrain réel qui est celui du dévou-
lement de carrière ». Deux éléments
devraient être pris en considération
pour apprécier le déroulement de car-
rière : en premier lieu, « l'ancienneté
qui correspond à l'expérience et à la
connaissance de l'entreprise et du
métier, d'où la nécessité d'une garantie
de carrière à l'ancienneté » ; en second
lieu, « l'ouverture d'une possibilité
d'accélération du déroulement de car-
rière pour rémunérer l'efficacité
réelle ». L'appréciation serait faite par
des « commissions de carrière »,
comme dans les entreprises publiques,
auxquelles participeraient les syndicats.La Fédération de la métal-
lurgie CGT demande la démission
du PDG de Renault. — M. André
Seinjon, secrétaire général de la
Fédération des travailleurs de la
métallurgie CGT, a demandé, le
18 février, la démission de M. Ray-
mond Lévy, PDG de Renault, dans
une déclaration annonçant une jour-
née d'action le 1^{er} mars dans la
métallurgie. « La présence de milices
fascisantes, payées directement pour
chasser les militants de la CGT, pose
de très graves questions », dit-il, fai-
sant allusion à l'expulsion de Billan-
court d'un militant cégétiste licencié
de Renault (le Monde du 6 février).
Selon M. Seinjon, M. Lévy est indi-
gne, par ses méthodes de direction,
de continuer à diriger une des entre-
prises les plus prestigieuses du
pays ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE
LOUIS-DREYFUSLa Banque LOUIS-DREYFUS
apporte le démenti le plus formel
aux informations reprises par cer-
tains organes de presse selon les-
quelles elle aurait été cliente de la
firme ARBITRAGE SA.Il n'en a jamais été ainsi, direc-
tement ou indirectement, d'autant plus
que la BANQUE LOUIS-
DREYFUS dispose d'un siège au
MATIF et traite seule les opérations
de sa clientèle sur ce marché.
Ses contreparties habituelles se
comptent parmi les Banques et les
Agences de Change de la place sié-
geant eux-mêmes au MATIF.

Joly in Lito

TRANSPORTS

Seize morts le 21 décembre 1987

Les chantiers navals de la Ciotat sont viables

Un rapport effectué par un cabinet d'études américain vient de conclure à la viabilité des chantiers navals de la Ciotat (Bouches-du-Rhône) sous certaines conditions. Réalisée par le cabinet Temple, Barker et Sloane Inc. (TBS) de Boston, l'étude propose un plan d'action permettant le redémarrage des chantiers qui appartiennent à Normed, en liquidation. Il a été présenté le 19 février au conseil général des Bouches-du-Rhône.

Selon ce rapport, l'Etat devra fournir une subvention de 28 % sur le coût de construction des navires de pêche de grande transformation des navires. C'est d'ailleurs le pourcentage fixé par la CER. En outre, les chantiers devront trouver dans la période de « redémarrage », fixée à six mois, un investisseur industriel. Une équipe réduite aurait à mettre au point un plan d'entreprise. Le rapport prévoit ensuite, si le cap des six mois d'existence est passé, une période dite « d'expansion », au cours de laquelle l'effectif pourrait atteindre de mille à deux cents salariés. Le coût de la construction du chantier de la Ciotat est programmé dans le tableau ci-dessous.

Le rapport préliminaire de la commission d'enquête sur l'accident survenu près de Bordeaux, le 21 décembre 1987, à un bimoteur Embraer de la compagnie Air Littoral, qui avait provoqué la mort des trois membres d'équipage et des treize passagers, est abondamment commenté dans les milieux aéronautiques. Les événements qui ont précédé la catastrophe font apparaître que l'équipage a commis plusieurs fautes ayant été directement à l'origine de l'accident.

Il est 15 h 01 le 21 décembre. Le bimoteur revient de Bruxelles, sous le numéro AF 1919 car il a été affrété par Air France. Aux commandes, un commandant de bord de trente-six ans et un pilote de vingt-huit ans qui effectuera l'atterrissage à Bordeaux-Mérignac. Le ciel est bleu mais une nappe de brouillard réduit la visibilité.

L'équipage prend contact avec le contrôle aérien de Bordeaux, qui annonce un plafond vertical de 130 pieds, soit 40 mètres environ. Ce n'est pas suffisant, et l'aiguilleur de ciel demande à AF 1919 de se diriger vers une radio-balise « Bravo Echo »

pour y « cercler » dans l'attente d'une amélioration. Des terrains de déroutement sont prévus en cas d'impossibilité d'atterrir.

A 15 h 6, le contrôleur annonce que la visibilité verticale s'est améliorée et atteint 160 pieds, soit 50 mètres environ. L'équipage demande à reprendre la procédure d'atterrissage, compte tenu de l'évaluation favorable. Le contrôleur autorise le pilote à descendre très rapidement pour parvenir à la piste, car, à 37 kilomètres de Mérignac, l'avion est encore à 3 400 mètres d'altitude. Il s'agit aussi de savoir si l'équipage et l'avion sont autorisés à se poser avec cette visibilité réduite. Les deux pilotes répondent qu'il n'y a pas de problème. En fait, le minimum de visibilité autorisé pour le 1919 est de 170 pieds et non de 160 pieds. Il manque trois mètres.

« A 10 pieds près, on se la fait, hein! », s'exclame le commandant du bord, immédiatement approuvé par son copilote qui n'a aucune envie de se retrouver à Toulouse ou à Biarritz alors qu'il a rendez-vous le soir même à Bordeaux. Ils engageront donc l'avion dans une descente extrêmement rapide, puisqu'à 510 km/h - deux fois plus vite que la normale - ils perdent 400 mètres par minute.

A 15 h 9 min 15 s, le klaxon d'alarme se déclenche. L'avion n'est pas sur la bonne trajectoire de descente, mais l'équipage ne comprend pas qu'il n'a pas accroché le faisceau du système d'atterrissage aux instruments (ILS). En fait, l'avion est descendu à visé qu'il est passé sous le faisceau ILS. A 15 h 9 min 27 s, la tour de contrôle annonce que la visibilité est retombée à 130 pieds.

A 15 h 9 min 42 s, le copilote qui est aux commandes prend conscience d'une anomalie dans ses instruments. Avec le commandant, il essaie de comprendre, à 15 h 10 min 12 s, où est passé l'oeuf de FILS. A 15 h 10 min 17 s, il s'interroge sur l'altitude où se trouve l'appareil : « On passe à combien, là ? ». Une seconde plus tard, le bimoteur percute des arbres et s'écroule sur sol, où il prend feu à 5100 mètres de haut. Les deux pilotes sont tués au début du défilé de la piste de Bordeaux-Mérignac. Aucun survivant.

A ce stade de l'enquête, on a noté un comportement de plus en plus

aberrant de l'équipage au fur et à mesure qu'il s'approchait de la piste. Les minima de visibilité n'étant pas respectés, il n'aurait pas dû essayer d'atterrir. Lorsque le plafond est retombé, il aurait dû interrompre la procédure d'atterrissage et se dérouter. Il n'a cru ni les instruments ni les alarmes. Peu avant le crash, alors qu'il ne savait manifestement plus où il se trouvait, il aurait dû là encore, arrêter la descente.

La suite de l'enquête s'attachera à déterminer les causes de ces erreurs. Le journal *Sud-Ouest*, dans son numéro du samedi 20 février, annonce que les analyses des viscères des pilotes ont donné des résultats contradictoires : un laboratoire de la faculté de pharmacie de Bordeaux aurait trouvé une teneur d'alcoolémie excédant la limite de 0,05 gramme par litre de sang, tandis que le laboratoire de l'armée admettrait pour la conduite d'un automobile ; en revanche, le Centre d'études et de recherches en médecine aéronautique de Paris conduit à un taux d'alcoolémie miu ou normal. Une troisième expertise a été demandée par le juge d'instruction.

Relâchement de la discipline

On s'inquiète à la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) d'un relâchement constaté chez certaines petites compagnies, où des pilotes ne respectent pas les règlements, les procédures et les minima. Ainsi, au mois de décembre, des équipages se sont posés à Orly alors que la visibilité minimale n'était pas atteinte. La Direction générale a donc émis des consignes pour que les contrôleurs signalent toutes les infractions des équipages. Des sanctions plus fermes seront prises.

Deux compagnies d'avions-taxis, Rapidair et Aero Charter Data, ont été interdites de vol pendant plusieurs jours. Un avion de la première était tombé en panne sèche en plein vol et un appareil de la seconde s'était posé en catastrophe, le dégivrage n'ayant pas été correctement réalisé. La sévérité est à l'ordre du jour.

ALAIN FAUJAS.

AFFAIRES

Le contentieux sur les brevets de photos instantanées

Polaroid réclame 5,7 milliards de dollars à Kodak

Kodak joue de malchance. En plein redressement, après plusieurs années d'erreurs industrielles et de turbulences financières, la firme de Rochester risque de se rompre. Le groupe Polaroid, dont Kodak a trop récemment copié certains brevets de photo-développement, vient instantanément en 1976 de se fâcher pas sa proie. Après avoir lait condamner son rival il y a deux ans en première instance par un tribunal de Boston, l'obligeant à cesser toutes ses fabrications en catastrophe, le spécialiste du portrait-minute demande maintenant des dommages-intérêts. Une somme astronomique, qui porte sur 5,7 milliards de dollars (34 milliards de francs).

Ridicule, affirme-t-on chez Kodak, cette somme correspond à deux fois les ventes que nous avons réalisées durant dix ans dans la photo instantanée, et dix fois les bénéfices dégagés par Polaroid durant cette période... Mais les ventes de la Polaroid ont l'air d'être une petite oreille et peut-être que ces dédouanements représentent les pertes de profits subies par la violation des brevets et qui menacent de tripler leur exigence, soit la porter à 16,5 milliards de dollars (99 milliards de francs). Les analystes financiers américains estiment néanmoins que Kodak devra, au minimum, verser environ 1 milliard de dollars (6 milliards de francs) à son

Ce donjon va sérieusement compliquer le débat du géant de la photo, dont la notoriété flamboyante par les images sera probablement effacée et oubliée, et aura ainsi beaucoup de mal à trouver l'argent nécessaire pour régler son OPA sur Sterling Drug (*le Monde* du 24-25 janvier), un groupe pharmaceutique qu'il a soustrait à la convoitise du suisse Hoffmann-La Roche.

Les ennemis de Kodak ne s'arrêtent pas là. Le groupe, qui avait fait une entrée très remarquée sur le marché des piles en 1986, et qui s'est récemment associé dans ce nouveau métier avec le géant japonais Matsushita, rencontre de graves difficultés financières. Sa nouvelle pile 9 volts au lithium, vendue pour durer dix ans, s'avérât, en réalité, qu'une longévité de cinq ans maximum. Black and Decker, le numéro un mondial de l'outillage électrique pour le bricolage, avait dû retirer ses piles de la vente, et les consommateurs de «Flash» (l'éclairage) ont vu leurs flashs de «Flash» fonctionner avec cette pile, et stopper les livraisons d'un nouveau type de détecteur de fumée. Kodak prétend pouvoir remédier à la cause de cet incident, qui s'apparenterait à une forme d'«infirmus» dans les piles. Mais ces problèmes entraînent néanmoins que les plans futurs de Kodak restent incertains.

AMANDÉ ROBERT

EN BREF

● **Accord américano-algérien d'approvisionnement de gaz.** — La compagnie algérienne Sonatrach a signé, le 21 février à Alger, un contrat de livraison de gaz naturel liquéfié (GNL) avec la société américaine Cabot, dont le siège est à Boston. Un accord de principe avait été signé fin novembre, après avoir suivi par la reprise des livraisons (750 millions de mètres cubes cet hiver) à la société Diatrignes, une filiale de Cabot. L'accord définitif normalise des relations qui s'étaient dégradées en 1985, lorsque Diatrignes avait suspendu ses envois de GNL. Un dédommagement de 50 millions de dollars

serait versé à Sonatrach, tandis que Distrigas devrait enlever 2 milliards de mètres cubes par an pendant quinze ans. — (A.F.P.)

● Des mesures pour les producteurs de bananes. — M. François Guillaume, en visite en Guadeloupe, a annoncé, le 21 février, que 3 millions de francs seront consacrés à la création d'une caisse de calamités agricoles et 900 000 F au traitement phytosanitaire dans les exploitations bananières. Le ministre de l'agriculture a accordé également une aide de 4 millions de francs pour l'irrigation. M. Guillaume a précisé

que les principales mesures en faveur de l'agriculture de la Martinique seront annoncées par M. Chirac lors de sa visite prévue pour le 30 mars.

● **Grève chez Land-Rover.** — Pour la première fois depuis 1981 les six mille ouvriers de l'usine Land Rover de Solihull (Grande-Bretagne) se sont mis en grève lundi 22 février à 0 heure, alors que ceux de Ford reprenaient le travail. Le lundi 15 février, les syndicats de Land Rover avaient refusé l'augmentation des salaires de 14 % sur deux ans proposée par la direction, estimant que la hausse réelle n'était que de 8 %. Ils attendent bénéficier de la

reprise des ventes (+ 37 % en 1987, grâce à la Range-Rover, après une baisse de plusieurs années). Une ultime réimpression de cette heureuse

La dernière négociation des deux salaires, vendredi 19 février, a échoué. La grève ne concerne pas les ouvriers de Rover-Automobiles. De leur côté, les mille trois cent vingt salariés de l'usine Renault Trucks de Dunstable (ex-Dodge) qui ont rejeté, le mercredi 17 février, l'augmentation de 6 % des salaires en 1988 et la réduction de quarante à trente-huit heures de la durée hebdomadaire du travail proposées par la direction vont se mettre en grève le vendredi 28 février.

ments (I.L.S.). En fait, l'avion est descendu si vite qu'il est passé sous le faisceau I.L.S. A 15 h 9 min 27 s, la tour de contrôle annonce que la visibilité est retombée à 130 pieds.

A 15 h 9 min 42 s, le copilote qui est aux commandes prend conscience d'une anomalie dans ses instruments. Avec le commandant, il essaie de comprendre, à 15 h 10 min 12 s, où se passe l'axe de l'ILS. A 15 h 10 min 17 s, il s'interroge sur l'altitude où se trouve l'appareil : « On passe à combien, là ? ». Une seconde plus tard, le bimoteur percute des arbres et s'écrase au sol, où il prend feu à 5100 mètres du début de la piste de Bordeaux-Mérignac. Aucun survivant.

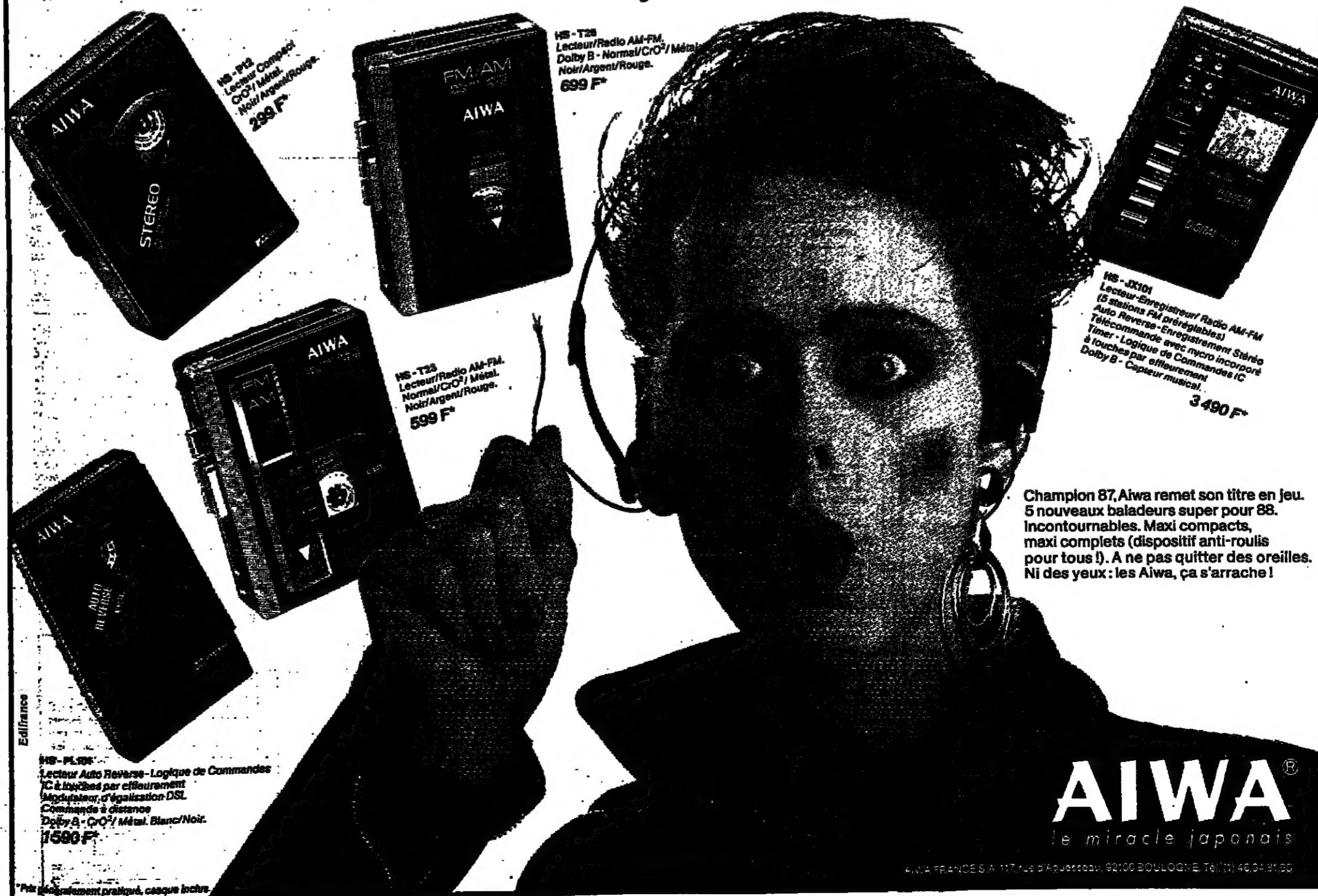
obédure et les minima. Ainsi, au mois de décembre, des équipages se sont posés à Orly alors que la visibilité minimale n'était pas atteinte. La Direction générale a donc émis de

Deux compagnies d'avions-taxis, Rapidair et Aero Charter Data, ont été interdites de vol pendant plusieurs jours. Un avion de la première était tombé en panne sèche en plein vol et un appareil de la seconde s'était posé en catastrophe, le dégivrage n'ayant pas été correctement réalisé. La sévérité est à l'ordre du jour.

ALAIN FALLIAS.

ALAIN FAUJAS.

LES AIWA 88...ÇA S'ARRACHE!



Champion 87, Aiwa remet son titre en jeu. 5 nouveaux baladeurs super pour 88. Incontournables. Maxi compacts, maxi complets (dispositif anti-roulis pour tous !). A ne pas quitter des oreilles. Ni des yeux : les Aiwa, ça s'arrache !

AIWA®
le miracle japonais

6. ALL INFORMATION CONTAINED HEREIN IS UNCLASSIFIED DATE 05-01-2013 BY 60322 UCBAW

Marchés financiers

Rhône-Poulenc vend son secteur reprographie

Nouvelle cure d'amalgamation pour la division « médias » de Rhône-Poulenc. Après avoir abandonné l'électronique en arrêtant les fabrications déficitaires (tranches de silicium pour semi-conducteurs) de Rhône-Siltec (le Monde du 6 août 1987), le numéro un français de la chimie a décidé de se retirer de la reprographie. Il vient de conclure, avec la société Dynaction, un accord en vue de lui revendre Regma, ainsi que ses filiales, pour un prix confidentiel.

Regma est spécialisée dans la fabrication de supports pour la reprographie, de reproducteurs pour l'archivage électronique, de « toner » (encre en poudre pour photocopieurs), mais aussi dans la distribution de télécopieurs. En 1987, son

chiffre d'affaires consolidé a été de l'ordre de 600 millions de francs. Dynaction (900 millions de francs de chiffre d'affaires) est une société de portefeuille spécialisée dans le rachat d'entreprises et leur développement. Ses activités se rapportent au couchage de papier et de films plastiques (sociétés Satil et Cellier), ainsi qu'au chauffage électrique industriel (société Métalec reprise fin 1987). Désormais, la division « médias » de Rhône-Poulenc ne comprend plus que RPS (disques souples) et l'usine d'Avranche (Manche), qui avait appartenu à Polychrome et où sont produites des bandes audio et vidéo. Elle ne dégage plus que 650 millions de francs de chiffre d'affaires.

Allegheny se place sous la protection de la loi sur les faillites

Allegheny International Corp., producteur américain de biens de consommation et de biens industriels, s'est placé sous la protection du chapitre 11 de la loi américaine sur les faillites qui lui permet de mener sa restructuration à l'abri de ses créanciers. Les difficultés financières du groupe sont dues à un endettement excessif (plus de 800 millions de dollars) et des pertes accumulées entre 1984 et 1987 dans l'immobilier, l'énergie et le crédit. Depuis août 1986, Allegheny a vendu dix-neuf de ses filiales pour réduire sa dette.

Allegheny, basé à Pittsburgh, emploie 12 000 personnes et a annoncé pour le premier trimestre (s'achevant le 27 décembre) de l'exercice en cours une perte d'exploitation de 4,85 millions de dollars pour un chiffre d'affaires de 256,2 millions. En 1986 (exercice clos fin septembre 1987), le chiffre d'affaires atteignait 1,33 milliard de dollars (en baisse de 12,7 %) pour une perte de 164 millions et 18 000 employés.

Selon les Echos, Bernard Tapie se serait déjà mis sur les rangs pour acquérir Sunbeam, filiale bénéficiaire d'Allegheny dans l'électronique.

Le rapport sur l'affaire COGEMA a été remis à la charge Buisson

Comme prévu, la CCJFP (Chambre de compensation des instruments financiers de Paris) a transmis, le vendredi 19 février dans l'après-midi, à la charge Buisson, son rapport sur les pertes subies par la COGEMA (Compagnie générale des matières nucléaires) principalement sur le MATIF et dues à l'arbitrage SA, société de remise de la charge.

Le rapport, purement « professionnel », détaille les opérations pratiquées et les manquements au règlement. Il fait également état des transactions irrégulières réalisées sur le marché obligataire, concernant la COGEMA et la société Kis, bien que celle-ci, à la différence de la première, n'ait pas porté plainte.

La charge Buisson a désormais une quinzaine de jours pour se défendre et fournir des précisions sur ce rapport avant que celui-ci ne soit transmis aux autorités de tutelle du marché, Commission des opérations de Bourse et Chambre syndicale des agents de change.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le carnet des entreprises

BP FRANCE

UN RÔLE EUROPÉEN POUR RAYMOND BLOCH
JACQUES VERDIER NOMMÉ DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le Groupe BP a décidé de renforcer le caractère international de ses opérations de raffinage et de commerce pétrolier en Europe et de degré de coopération entre ses filiales nationales, qui vont être regroupées en deux divisions :

La division « Atlantique », comprenant la Belgique, la France, l'Espagne, l'Irlande, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, et le Royaume-Uni, et la division « Continentale », incluant l'Autriche, la Grèce, la République fédérale d'Allemagne, la Scandinavie, la Suisse et la Turquie.

Raymond Bloch, tout en restant président de BP France et de BP Chimie, est nommé président de la division atlantique.

Jacques Verdier, actuellement directeur des approvisionnements et du raffinage, est nommé directeur général de BP France à compter du 1^{er} mars 1988.

(ESD)
ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

RÉSULTATS 1987

Le conseil d'administration de l'ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT, réuni le 19 février 1988, sous la présidence de M. Bertrand Daugoy, a examiné le bilan et les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1987, qui seront présentés pour approbation à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires le 23 mars 1988.

L'année 1987 s'est caractérisée par une progression du chiffre d'affaires qui a atteint 3 712 MF HT (4 304 MF TTC) contre 3 173 MF HT (3 673 MF TTC) en 1986.

Le résultat net après impôt atteint 141 MF en 1987, contre 133 MF en 1986.

Les investissements de la société pour 1987, en immobilisations corporelles, s'élevaient à 150 MF, auxquels il faut ajouter 203 MF d'investissements incorporés correspondant aux études autofinancées par l'entreprise et amorties dans l'exercice.

La capacité d'autofinancement de la société s'élève, pour 1987, à 478 MF.

La situation de trésorerie est positive (153 MF de disponibilités et d'effets en portefeuille).

Les encours aux marchés notifiés (2 446 MF) ont pour contrepartie des avances clients (2 336 MF) sensiblement équivalentes. Les incassés de série sur commandes en cours de notification s'élèvent à 37 MF.

Les commandes prises au cours de l'exercice 1987 s'élèvent à 3 460 MF HT (3 951 MF TTC) et le carnet de commandes au 31 décembre 1987 a atteint 7 200 MF HT (8 150 MF TTC), représentant près de deux années de chiffre d'affaires 1987.

Le conseil d'administration soumettra à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 23 mars 1988, le paiement d'un dividende global de 49,4 MF, en augmentation de plus de 20 % sur celui de 41 MF de 1986. Compte tenu de l'attribution gratuite, le 10 juin 1987, d'une action nouvelle pour cinq actions détenues, le dividende unitaire brut 1987 sera ainsi maintenu à 16,20 F par action, dont 5,40 F de crédit d'impôt.

Après distribution du dividende, les capitaux propres de l'ESD s'élèveront à 637 MF, couvrant largement les 474 MF du montant net de l'actif immobilisé.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indices globaux de base 100 : 31 décembre 1987

12 fév. 1988

| | | |
|---------------------------------|-------|-------|
| Valeur France, à retenir | 100,0 | 105,5 |
| Valeur Industrielle | 101,4 | 107,1 |
| Valeur Non Industrielle | 100,0 | 103,4 |
| Pétrole-Energie | 100,0 | 105,4 |
| Chimie | 97,3 | 108,1 |
| Métallurgie, mécanique | 101,8 | 108,1 |
| Electricité, électronique | 104,6 | 115,7 |
| Minéraux et métallurgie | 97,7 | 101,8 |
| Ind. de consommation, non alim. | 102,1 | 106,5 |
| Agricoles | 103,2 | 107,4 |
| Diversité | 96,9 | 97,1 |
| Transport, biens, services | 107,2 | 113,9 |
| Construction | 91,3 | 105,7 |
| Crédit banque | 97,7 | 100,4 |
| Social | 98,8 | 98,7 |
| Immobilier et finance | 97,9 | 98,1 |
| Investissement et portefeuille | 104,9 | 109,9 |

Base 100 : 31 décembre 1987

| | | |
|---------------------------------|-------|-------|
| Valeur France, à retenir | 100,0 | 103,1 |
| Valeur Industrielle | 101,4 | 104,2 |
| Valeur Non Industrielle | 100,0 | 102,8 |
| Pétrole-Energie | 100,0 | 103,2 |
| Chimie | 97,3 | 108,1 |
| Métallurgie, mécanique | 101,8 | 108,1 |
| Electricité, électronique | 104,6 | 115,7 |
| Minéraux et métallurgie | 97,7 | 101,8 |
| Ind. de consommation, non alim. | 102,1 | 106,5 |
| Agricoles | 103,2 | 107,4 |
| Diversité | 96,9 | 97,1 |
| Transport, biens, services | 107,2 | 113,9 |
| Construction | 91,3 | 105,7 |
| Crédit banque | 97,7 | 100,4 |
| Social | 98,8 | 98,7 |
| Immobilier et finance | 97,9 | 98,1 |
| Investissement et portefeuille | 104,9 | 109,9 |

Base 100 : 31 décembre 1987

| | | |
|---------------------------------|-------|-------|
| Valeur France, à retenir | 100,0 | 103,1 |
| Valeur Industrielle | 101,4 | 104,2 |
| Valeur Non Industrielle | 100,0 | 102,8 |
| Pétrole-Energie | 100,0 | 103,2 |
| Chimie | 97,3 | 108,1 |
| Métallurgie, mécanique | 101,8 | 108,1 |
| Electricité, électronique | 104,6 | 115,7 |
| Minéraux et métallurgie | 97,7 | 101,8 |
| Ind. de consommation, non alim. | 102,1 | 106,5 |
| Agricoles | 103,2 | 107,4 |
| Diversité | 96,9 | 97,1 |
| Transport, biens, services | 107,2 | 113,9 |
| Construction | 91,3 | 105,7 |
| Crédit banque | 97,7 | 100,4 |
| Social | 98,8 | 98,7 |
| Immobilier et finance | 97,9 | 98,1 |
| Investissement et portefeuille | 104,9 | 109,9 |

Base 100 : 31 décembre 1987

| | | |
|---------------------------------|-------|-------|
| Valeur France, à retenir | 100,0 | 103,1 |
| Valeur Industrielle | 101,4 | 104,2 |
| Valeur Non Industrielle | 100,0 | 102,8 |
| Pétrole-Energie | 100,0 | 103,2 |
| Chimie | 97,3 | 108,1 |
| Métallurgie, mécanique | 101,8 | 108,1 |
| Electricité, électronique | 104,6 | 115,7 |
| Minéraux et métallurgie | 97,7 | 101,8 |
| Ind. de consommation, non alim. | 102,1 | 106,5 |
| Agricoles | 103,2 | 107,4 |
| Diversité | 96,9 | 97,1 |
| Transport, biens, services | 107,2 | 113,9 |
| Construction | 91,3 | 105,7 |
| Crédit banque | 97,7 | 100,4 |
| Social | 98,8 | 98,7 |
| Immobilier et finance | 97,9 | 98,1 |
| Investissement et portefeuille | 104,9 | 109,9 |

Base 100 : 31 décembre 1987

| | | |
|---------------------------------|-------|-------|
| Valeur France, à retenir | 100,0 | 103,1 |
| Valeur Industrielle | 101,4 | 104,2 |
| Valeur Non Industrielle | 100,0 | 102,8 |
| Pétrole-Energie | 100,0 | 103,2 |
| Chimie | 97,3 | 108,1 |
| Métallurgie, mécanique | 101,8 | 108,1 |
| Electricité, électronique | 104,6 | 115,7 |
| Minéraux et métallurgie | 97,7 | 101,8 |
| Ind. de consommation, non alim. | 102,1 | 106,5 |
| Agricoles | 103,2 | 107,4 |
| Diversité | 96,9 | 97,1 |
| Transport, biens, services | 107,2 | 113,9 |
| Construction | 91,3 | 105,7 |
| Crédit banque | 97,7 | 100,4 |
| Social | 98,8 | 98,7 |
| Immobilier et finance | 97,9 | 98,1 |
| Investissement et portefeuille | 104,9 | 109,9 |

Base 100 : 31 décembre 1987

| | | |
|---------------------------------|-------|-------|
| Valeur France, à retenir | 100,0 | 103,1 |
| Valeur Industrielle | 101,4 | 104,2 |
| Valeur Non Industrielle | 100,0 | 102,8 |
| Pétrole-Energie | 100,0 | 103,2 |
| Chimie | 97,3 | 108,1 |
| Métallurgie, mécanique | 101,8 | 108,1 |
| Electricité, électronique | 104,6 | 115,7 |
| Minéraux et métallurgie | 97,7 | 101,8 |
| Ind. de consommation, non alim. | 102,1 | 106,5 |
| Agricoles | 103,2 | 107,4 |
| Diversité | 96,9 | 97,1 |
| Transport, biens, services | 107,2 | 113,9 |
| Construction | 91,3 | 105,7 |
| Crédit banque | 97,7 | 100,4 |
| Social | 98,8 | 98,7 |
| Immobilier et finance | 97,9 | 98,1 |
| Investissement et portefeuille | 104,9 | 109,9 |

Base 100 : 31 décembre 1987

| | | |
|---------------------------------|-------|-------|
| Valeur France, à retenir | 100,0 | 103,1 |
| Valeur Industrielle | 101,4 | 104,2 |
| Valeur Non Industrielle | 100,0 | 102,8 |
| Pétrole-Energie | 100,0 | 103,2 |
| Chimie | 97,3 | 108,1 |
| Métallurgie, mécanique | 101,8 | 108,1 |
| Electricité, électronique | 104,6 | 115,7 |
| Minéraux et métallurgie | 97,7 | 101,8 |
| Ind. de consommation, non alim. | 102,1 | 106,5 |
| Agricoles | 103,2 | 107,4 |
| Diversité | 96,9 | 97,1 |
| Transport, biens, services | 107,2 | 113,9 |
| Construction | 91,3 | 105,7 |
| Crédit banque | 97,7 | 100,4 |
| Social | 98,8 | 98,7 |
| Immobilier et finance | 97,9 | 98,1 |
| Investissement et portefeuille | 104,9 | 109,9 |

Base 100 : 31 décembre 1987

| | | |
|---------------------------------|-------|-------|
| Valeur France, à retenir | 100,0 | 103,1 |
| Valeur Industrielle | 101,4 | 104,2 |
| Valeur Non Industrielle | 100,0 | 102,8 |
| Pétrole-Energie | 100,0 | 103,2 |
| Chimie | 97,3 | 108,1 |
| Métallurgie, mécanique | 101,8 | 108,1 |
| Electricité, électronique | 104,6 | 115,7 |
| Minéraux et métallurgie | 97,7 | 101,8 |
| Ind. de consommation, non alim. | 102,1 | 106,5 |
| Agricoles | 103,2 | 107,4 |
| Diversité | 96,9 | 97,1 |
| Transport, biens, services | 107,2 | 113,9 |
| Construction | 91,3 | 105,7 |
| Crédit banque | 97,7 | 100,4 |
| Social | 98,8 | 98,7 |
| Immobilier et finance | 97,9 | 98,1 |
| Investissement et portefeuille | 104,9 | 109,9 |

Base 100 : 31 décembre 1987

| | | |
|---------------------------------|-------|-------|
| Valeur France, à retenir | 100,0 | 103,1 |
| Valeur Industrielle | 101,4 | 104,2 |
| Valeur Non Industrielle | 100,0 | 102,8 |
| Pétrole-Energie | 100,0 | 103,2 |
| Chimie | 97,3 | 108,1 |
| Métallurgie, mécanique | 101,8 | 108,1 |
| Electricité, électronique | 104,6 | 115,7 |
| Minéraux et métallurgie | 97,7 | 101,8 |
| Ind. de consommation, non alim. | 102,1 | 106,5 |
| Agricoles | 103,2 | 107,4 |
| Diversité | 96,9 | 97,1 |
| Transport, biens, services | 107,2 | 113,9 |
| Construction | 91,3 | 105,7 |
| Crédit banque | 97,7 | 100,4 |
| Social | 98,8 | 98,7 |
| Immobilier et finance | 97,9 | 98,1 |
| Investissement et portefeuille | 104,9 | 109,9 |

Base 100 : 31 décembre 1987

| | | |
|---------------------------------|-------|-------|
| Valeur France, à retenir | 100,0 | 103,1 |
| Valeur Industrielle | 101,4 | 104,2 |
| Valeur Non Industrielle | 100,0 | 102,8 |
| Pétrole-Energie | 100,0 | 103,2 |
| Chimie | 97,3 | 108,1 |
| Métallurgie, mécanique | 101,8 | 108,1 |
| Electricité, électronique | 104,6 | 115,7 |
| Minéraux et métallurgie | 97,7 | 101,8 |
| Ind. de consommation, non alim. | 102,1 | 106,5 |
| Agricoles | 103,2 | 107,4 |
| Diversité | 96,9 | 97,1 |
| Transport, biens, services | 107,2 | 113,9 |
| Construction | 91,3 | 105,7 |
| Crédit banque | 97,7 | 100,4 |
| Social | 98,8 | 98,7 |
| Immobilier et finance | 97,9 | 98,1 |
| Investissement et portefeuille | 104,9 | 109,9 |

Base 100 : 31 décembre 1987

| | | |
|---------------------------------|-------|-------|
| Valeur France, à retenir | 100,0 | 103,1 |
| Valeur Industrielle | 101,4 | 104,2 |
| Valeur Non Industrielle | 100,0 | 102,8 |
| Pétrole-Energie | 100,0 | 103,2 |
| Chimie | 97,3 | 108,1 |
| Métallurgie, mécanique | 101,8 | 108,1 |
| Electricité, électronique | 104,6 | 115,7 |
| Minéraux et métallurgie | 97,7 | 101,8 |
| Ind. de consommation, non alim. | 102,1 | 106,5 |
| Agricoles | 103,2 | 107,4 |
| Diversité | 96,9 | 97,1 |
| Transport, biens, services | 107,2 | 113,9 |
| Construction | 91,3 | 105,7 |
| Crédit banque | 97,7 | 100,4 |
| Social | 98,8 | 98,7 |
| Immobilier et finance | 97,9 | 98,1 |
| Investissement et portefeuille | 104,9 | 109,9 |

Base 100 : 31 décembre 1987

| | | |
|---------------------------------|-------|-------|
| Valeur France, à retenir | 100,0 | 103,1 |
| Valeur Industrielle | 101,4 | 104,2 |
| Valeur Non Industrielle | 100,0 | 102,8 |
| Pétrole-Energie | 100,0 | 103,2 |
| Chimie | 97,3 | 108,1 |
| Métallurgie, mécanique | 101,8 | 108,1 |
| Electricité, électronique | 104,6 | 115,7 |
| Minéraux et métallurgie | 97,7 | 101,8 |
| Ind. de consommation, non alim. | 102,1 | 106,5 |
| Agricoles | 103,2 | 107,4 |
| Diversité | 96,9 | 97,1 |
| Transport, biens, services | 107,2 | 113,9 |
| Construction | 91,3 | 105,7 |
| Crédit banque | 97,7 | 100,4 |
| Social | 98,8 | 98,7 |
| Immobilier et finance | 97,9 | 98,1 |
| Investissement et portefeuille | 104,9 | 109,9 |

Base 100 : 31 décembre 1987

| | | |
|--------------------------|-------|-------|
| Valeur France, à retenir | 100,0 | 103,1 |
| Valeur Industrielle | 101,4 | 104,2 |
| Valeur Non Industrielle | 100,0 | 102,8 |
| Pétrole-Energie | 100,0 | 1 |

Marchés financiers

BOURSE DU 19 FEVRIER

1730

Réglement mensuel

| Compan | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | + | - | Compan | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | + | - | Compan | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | + | - | Compan | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | + | - |
|--------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------|------|--------|---------------|---------------|---------------|---------------|---|---|--------|---------------|---------------|---------------|---------------|----|----|--------|---------------|---------------|---------------|---------------|----|----|
| 1000 | A.S. 5% 1875 | 1590 | 1801 | 1815 | + 1 | 0 08 | 1000 | Compagnie | | | | | | 1000 | Batholom. | 105 | 100 | 100 | 40 | 15 | 1000 | Chasse Marit. | 126 | 103 | 100 | 40 | 15 |
| 4023 | C.N.E. 3% | 3508 | 3808 | 3906 | + 0 08 | | 4023 | VALEURS | | | | | | 4023 | Chasse Marit. | 126 | 103 | 100 | 40 | 15 | 4023 | Chasse Marit. | 126 | 103 | 100 | 40 | 15 |
| 984 | R.N.P. 2% | 1005 | 1065 | 1065 | + 0 09 | | 984 | Cours précéd. | | | | | | 984 | Chasse Marit. | 126 | 103 | 100 | 40 | 15 | 984 | Chasse Marit. | 126 | 103 | 100 | 40 | 15 |
| 1008 | C.E.T. 3% | 958 | 967 | 967 | + 0 09 | | 1008 | Premier cours | | | | | | 1008 | Dernier cours | | | | | | 1008 | Dernier cours | | | | | |
| 1008 | Ch. de L. 2% | 1055 | 1055 | 1055 | + 0 09 | | 1008 | Compagnie | | | | | | 1008 | VALEURS | | | | | | 1008 | VALEURS | | | | | |
| 1248 | R.N.P. 2% | 1248 | 1254 | 1254 | + 0 09 | | 1248 | Cours précéd. | | | | | | 1248 | Cours précéd. | | | | | | 1248 | Cours précéd. | | | | | |
| 1446 | R.N.P. 2% | 1446 | 1446 | 1446 | + 1 12 | | 1446 | Premier cours | | | | | | 1446 | Dernier cours | | | | | | 1446 | Dernier cours | | | | | |
| 1255 | St-Gabriel 2% | 1255 | 1255 | 1255 | + 0 42 | | 1255 | Compagnie | | | | | | 1255 | VALEURS | | | | | | 1255 | VALEURS | | | | | |
| 1112 | Thomson 2% | 1180 | 1180 | 1180 | + 0 42 | | 1112 | Cours précéd. | | | | | | 1112 | Cours précéd. | | | | | | 1112 | Cours précéd. | | | | | |
| 90 | Agence Havas | 90 | 90 | 90 | + 0 42 | | 90 | Premier cours | | | | | | 90 | Dernier cours | | | | | | 90 | Dernier cours | | | | | |
| 545 | Ag. Havas | 545 | 545 | 545 | + 0 42 | | 545 | Compagnie | | | | | | 545 | VALEURS | | | | | | 545 | VALEURS | | | | | |
| 520 | Ag. Havas | 520 | 520 | 520 | + 0 42 | | 520 | Cours précéd. | | | | | | 520 | Cours précéd. | | | | | | 520 | Cours précéd. | | | | | |
| 1920 | Alcan 1% | 1920 | 1920 | 1920 | + 0 42 | | 1920 | Premier cours | | | | | | 1920 | Dernier cours | | | | | | 1920 | Dernier cours | | | | | |
| 1245 | Alcan 1% | 1245 | 1245 | 1245 | + 0 42 | | 1245 | Compagnie | | | | | | 1245 | VALEURS | | | | | | 1245 | VALEURS | | | | | |
| 220 | Alcan 1% | 220 | 220 | 220 | + 0 42 | | 220 | Cours précéd. | | | | | | 220 | Cours précéd. | | | | | | 220 | Cours précéd. | | | | | |
| 245 | Alcan 1% | 245 | 245 | 245 | + 0 42 | | 245 | Premier cours | | | | | | 245 | Dernier cours | | | | | | 245 | Dernier cours | | | | | |
| 265 | Alcan 1% | 265 | 265 | 265 | + 0 42 | | 265 | Compagnie | | | | | | 265 | VALEURS | | | | | | 265 | VALEURS | | | | | |
| 1880 | Alcan 1% | 1880 | 1880 | 1880 | + 0 42 | | 1880 | Cours précéd. | | | | | | 1880 | Cours précéd. | | | | | | 1880 | Cours précéd. | | | | | |
| 382 | Alcan 1% | 382 | 382 | 382 | + 0 42 | | 382 | Premier cours | | | | | | 382 | Dernier cours | | | | | | 382 | Dernier cours | | | | | |
| 888 | Alcan 1% | 888 | 888 | 888 | + 0 42 | | 888 | Compagnie | | | | | | 888 | VALEURS | | | | | | 888 | VALEURS | | | | | |
| 704 | Alcan 1% | 704 | 704 | 704 | + 0 42 | | 704 | Cours précéd. | | | | | | 704 | Cours précéd. | | | | | | 704 | Cours précéd. | | | | | |
| 330 | Alcan 1% | 330 | 330 | 330 | + 0 42 | | 330 | Premier cours | | | | | | 330 | Dernier cours | | | | | | 330 | Dernier cours | | | | | |
| 280 | Alcan 1% | 280 | 280 | 280 | + 0 42 | | 280 | Compagnie | | | | | | 280 | VALEURS | | | | | | 280 | VALEURS | | | | | |
| 82 | Alcan 1% | 82 | 82 | 82 | + 0 42 | | 82 | Cours précéd. | | | | | | 82 | Cours précéd. | | | | | | 82 | Cours précéd. | | | | | |
| 300 | Alcan 1% | 300 | 300 | 300 | + 0 42 | | 300 | Premier cours | | | | | | 300 | Dernier cours | | | | | | 300 | Dernier cours | | | | | |
| 218 | Alcan 1% | 218 | 218 | 218 | + 1 85 | | 218 | Compagnie | | | | | | 218 | VALEURS | | | | | | 218 | VALEURS | | | | | |
| 406 | Alcan 1% | 406 | 406 | 412 | + 1 48 | | 406 | Cours précéd. | | | | | | 406 | Cours précéd. | | | | | | 406 | Cours précéd. | | | | | |
| 282 | Alcan 1% | 282 | 282 | 287 | + 1 48 | | 282 | Premier cours | | | | | | 282 | Dernier cours | | | | | | 282 | Dernier cours | | | | | |
| 163 | Alcan 1% | 163 | 163 | 163 | + 1 43 | | 163 | Compagnie | | | | | | 163 | VALEURS | | | | | | 163 | VALEURS | | | | | |
| 729 | Alcan 1% | 729 | 729 | 730 | + 1 43 | | 729 | Cours précéd. | | | | | | 729 | Cours précéd. | | | | | | 729 | Cours précéd. | | | | | |
| 460 | Alcan 1% | 460 | 460 | 460 | + 2 34 | | 460 | Premier cours | | | | | | 460 | Dernier cours | | | | | | 460 | Dernier cours | | | | | |
| 656 | Alcan 1% | 656 | 656 | 656 | + 2 18 | | 656 | Compagnie | | | | | | 656 | VALEURS | | | | | | 656 | VALEURS | | | | | |
| 1003 | Alcan 1% | 1003 | 1003 | 1003 | + 2 18 | | 1003 | Cours précéd. | | | | | | 1003 | Cours précéd. | | | | | | 1003 | Cours précéd. | | | | | |
| 2040 | Alcan 1% | 2040 | 2040 | 2040 | + 0 22 | | 2040 | Premier cours | | | | | | 2040 | Dernier cours | | | | | | 2040 | Dernier cours | | | | | |
| 760 | Alcan 1% | 760 | 760 | 760 | + 0 22 | | 760 | Compagnie | | | | | | 760 | VALEURS | | | | | | 760 | VALEURS | | | | | |
| 51 | Alcan 1% | 51 | 51 | 51 | + 0 21 | | 51 | Cours précéd. | | | | | | 51 | Cours précéd. | | | | | | 51 | Cours précéd. | | | | | |
| 40 | Alcan 1% | 40 | 40 | 40 | + 0 21 | | 40 | Premier cours | | | | | | 40 | Dernier cours | | | | | | 40 | Dernier cours | | | | | |
| 4080 | Alcan 1% | 4080 | 4080 | 4080 | + 0 86 | | 4080 | Compagnie | | | | | | 4080 | VALEURS | | | | | | 4080 | VALEURS | | | | | |
| 1810 | Alcan 1% | 1810 | 1810 | 1810 | + 0 86 | | 1810 | Cours précéd. | | | | | | 1810 | Cours précéd. | | | | | | 1810 | Cours précéd. | | | | | |
| 1220 | Alcan 1% | 1220 | 1220 | 1220 | + 0 86 | | 1220 | Premier cours | | | | | | 1220 | Dernier cours | | | | | | 1220 | Dernier cours | | | | | |
| 2231 | Alcan 1% | 2231 | 2231 | 2231 | + 0 86 | | 2231 | Compagnie | | | | | | 2231 | VALEURS | | | | | | 2231 | VALEURS | | | | | |
| 114 | Alcan 1% | 114 | 114 | 116 | + 0 86 | | 114 | Cours précéd. | | | | | | 114 | Cours précéd. | | | | | | 114 | Cours précéd. | | | | | |
| 97 | Alcan 1% | 97 | 97 | 97 | + 0 86 | | 97 | Premier cours | | | | | | 97 | Dernier cours | | | | | | 97 | Dernier cours | | | | | |
| 87 | Alcan 1% | 87 | 87 | 87 | + 0 86 | | 87 | Compagnie | | | | | | 87 | VALEURS | | | | | | 87 | VALEURS | | | | | |
| 87 | Alcan 1% | 87 | 87 | 87 | + 0 86 | | 87 | Cours précéd. | | | | | | 87 | Cours précéd. | | | | | | 87 | Cours précéd. | | | | | |
| 87 | Alcan 1% | 87 | 87 | 87 | + 0 86 | | 87 | Premier cours | | | | | | 87 | Dernier cours | | | | | | 87 | Dernier cours | | | | | |
| 87 | Alcan 1% | 87 | 87 | 87 | + 0 86 | | 87 | Compagnie | | | | | | 87 | VALEURS | | | | | | 87 | VALEURS | | | | | |
| 87 | Alcan 1% | 87 | 87 | 87 | + 0 86 | | 87 | Cours précéd. | | | | | | 87 | Cours précéd. | | | | | | 87 | Cours précéd. | | | | | |
| 87 | Alcan 1% | 87 | 87 | 87 | + 0 86 | | 87 | Premier cours | | | | | | 87 | Dernier cours | | | | | | 87 | Dernier cours | | | | | |
| 87 | Alcan 1% | 87 | 87 | 87 | + 0 86 | | 87 | Compagnie | | | | | | 87 | VALEURS | | | | | | 87 | VALEURS | | | | | |
| 87 | Alcan 1% | 87 | 87 | 87 | + 0 86 | | 87 | Cours précéd. | | | | | | 87 | Cours précéd. | | | | | | 87 | Cours précéd. | | | | | |
| 87 | Alcan 1% | 87 | 87 | 87 | + 0 86 | | 87 | Premier cours | | | | | | 87 | Dernier cours | | | | | | 87 | Dernier cours | | | | | |
| 87 | Alcan 1% | 87 | 87 | 87 | + 0 86 | | 87 | Compagnie | | | | | | 87 | VALEURS | | | | | | 87 | VALEURS | | | | | |
| 87 | Alcan 1% | 87 | 87 | 87 | + 0 86 | | 87 | Cours précéd. | | | | | | 87 | Cours précéd. | | | | | | 87 | Cours précéd. | | | | | |
| 87 | Alcan 1% | 87 | 87 | 87 | + 0 86 | | 87 | Premier cours | | | | | | 87 | Dernier cours | | | | | | 87 | Dernier cours | | | | | |
| 87 | Alcan 1% | 87 | 87 | 87 | + 0 86 | | 87 | Compagnie | | | | | | 87 | VALEURS | | | | | | 87 | VALEURS | | | | | |
| 87 | Alcan 1% | 87 | 87 | 87 | + 0 86 | | 87 | Cours précéd. | | | | | | 87 | Cours précéd. | | | | | | 87 | Cours précéd. | | | | | |
| 87 | Alcan 1% | 87 | 87 | 87 | + 0 86 | | 87 | Premier cours | | | | | | 87 | Dernier cours | | | | | | 87 | Dernier cours | | | | | |
| 87 | Alcan 1% | 87 | 87 | 87 | + 0 86 | | 87 | Compagnie | | | | | | 87 | VALEURS | | | | | | 87 | VALEURS | | | | | |
| 87 | Alcan 1% | 87 | 87 | 87 | + 0 86 | | 87 | Cours précéd. | | | | | | 87 | Cours précéd. | | | | | | 87 | Cours précéd. | | | | | |
| 87 | Alcan 1% | 87 | 87 | 87 | + 0 86 | | 87 | Premier cours | | | | | | 87 | Dernier cours | | | | | | 87 | Dernier cours | | | | | |
| 87 | Alcan 1% | 87 | 87 | 87 | + 0 86 | | 87 | Compagnie | | | | | | 87 | VALEURS | | | | | | 87 | VALEURS | | | | | |
| 87 | Alcan 1% | 87 | 87 | 87 | + 0 86 | | 87 | Cours précéd. | | | | | | 87 | Cours précéd. | | | | | | 87 | Cours précéd. | | | | | |
| 87 | Alcan 1% | 87 | 87 | 87 | + 0 86 | | 87 | Premier cours | | | | | | 87 | Dernier cours | | | | | | 87 | Dernier cours | | | | | |
| 87 | Alcan 1% | 87 | 87 | 87 | + 0 86 | | 87 | Compagnie | | | | | | 87 | VALEURS | | | | | | 87 | VALEURS | | | | | |
| 87 | Alcan 1% | 87 | 87 | 87 | + 0 86 | | 87 | Cours précéd. | | | | | | 87 | Cours précéd. | | | | | | 87 | Cours précéd. | | | | | |
| 87 | Alcan 1% | 87 | 87 | 87 | + 0 86 | | 87 | Premier cours | | | | | | 87 | Dernier cours | | | | | | 87 | Dernier cours | | | | | |
| 87 | Alcan 1% | 87 | 87 | 87 | + 0 86 | | 87 | Compagnie | | | | | | 87 | VALEURS | | | | | | 87 | VALEURS | | | | | |
| 87 | Alcan 1% | 87 | 87 | 87 | + 0 86 | | 87 | Cours précéd. | | | | | | 87 | Cours précéd. | | | | | | 87 | Cours précéd. | | | | | |
| 87 | Alcan 1% | 87 | 87 | 87 | + 0 86 | | 87 | Premier cours | | | | | | 87 | Dernier cours | | | | | | 87 | Dernier cours | | | | | |
| 87 | Alcan 1% | 87 | 87 | 87 | + 0 86 | | 87 | Compagnie | | | | | | 87 | VALEURS | | | | | | 87 | VALEURS | | | | | |
| 87 | Alcan 1% | 87 | 87 | 87 | + 0 86 | | 87 | Cours précéd. | | | | | | 87 | Cours précéd. | | | | | | 87 | Cours précéd. | | | | | |
| 87 | Alcan 1% | 87 | 87 | 87 | + 0 86 | | 87 | Premier cours | | | | | | 87 | Dernier cours | | | | | | | | | | | | |

Comptant (selection)[illegible]

SICAV (collection)

[illegible]

| | | |
|-----|-----|--------------|
| 310 | 367 | Ranger |
| 420 | 428 | Sacer |
| 530 | 610 | SAFAA |

[illegible]

| | | |
|----------|-------|----|
| | 167 | .. |
| DP. | | .. |
| | 376 | 38 |

[illegible]**PUBLICITÉ FINANCIÈRE**

Renseignements :
-55-91-82, poste 433

| ÉTRANGER | POLITIQUE | SOCIÉTÉ | CULTURE | ÉCONOMIE | SERVICES | MINITEL |
|--|---|---|---|--|---|---|
| 2 La visite de M. George Shultz à Moscou. 3 Le nouveau président chypriote, M. Georges Vassiliou, veut donner la priorité à la solution du problème national. 5 Les troubles en Caboriane. 6 Les représailles sud-africaines en Angola. | 7 à 9 La campagne pour l'élection présidentielle. SPORTS 14-15 Les Jeux olympiques de Calgary. 15 Rugby : la victoire de la France sur l'Irlande. | 10 La grève de la faim des quatre dirigeants d'Action directe. — Après l'arrestation de Philippe Bidart. 11 La procès des médecins de Poitiers. — Défense : le Refale, à quel prix ? | 17 Musiques : <i>Orphée et Eurydice</i> , aux Champs-Élysées. 19 Danse : la <i>Dansomania</i> et <i>Paquita</i> , à l'Opéra-Comique. — Cinéma : <i>Sur la route de Nairobi</i> , de Michael Radford. — Communication : les enfants, nouvelle cible commerciale de la télévision. | 39 Le mandat de M. Ensig au conseil d'administration de la SNCF n'a pas été renouvelé. 41 La catastrophe aérienne de Bordeaux du 21 décembre 1987 est imputable aux pilotes. 42-43 Marchés financiers. | Abonnements 2 Annonces classées 23 à 34 Campus 12 Carnet 15 Loto 12 Météorologie 21 Mots croisés 21 Radio-télévision 21 Spectacles 20 | • <i>Tanogramme</i> et <i>campus</i> hebdomadaires. • <i>OPA</i> et <i>contre-OPA</i> . • <i>Jouez donc avec nous</i> . • <i>Jeux</i> . Actualité, International, Campus, Météo, Télévision. 35-15 tapez LEMONDE |

Une élection cantonale

La division de la droite fait gagner un siège au PS

BAS-RHIN : canton de Sélestat (2^e tour).
Inscr., 18 096 ; vot., 11 592 ; suffr. expr., 11 246. MM. Gilbert Estève (PS), 4 687 voix, ELU ; Robert Weber (UDF-PR), 3 631 ; Camille Hühn (div. d.), 2 928.

Le candidat socialiste a remporté cette élection partielle en bénéficiant des divisions au sein de la majorité. À l'issue du premier tour de scrutin, organisé à la suite du décès, le 28 décembre, de François Kretz (UDF-FR), M. Hühn, candidat divers droite arrivé en troisième position au premier tour a refusé de se désister en faveur de M. Weber, représentant de l'UDF soutenu par le RPR, qui l'avait devancé avec 26,48 % des voix.

Ce résultat a permis à M. Estève, ancien chef de cabinet de M. Jack Lang, d'être élu, au second tour, en rassemblant 41,67 % des suffrages. Il a obtenu plus de 11 points le score obtenu par les deux candidats de gauche.

Une élection municipale

AUDE : Trèbes (1^{er} tour).
Inscr., 3 208 ; vot., 2 482 ; suffr. expr., 2 423. Liste PS, 1 472 voix, 24 ELUS ; liste UDF-RPR, 793 voix, 4 ELUS ; liste de groupement des intérêts communaux, 158 voix, 1 ELU.

[La liste du Parti socialiste a remporté cette élection partielle organisée à la suite du décès, en janvier, du maire, Jean Sol (PS) qui avait été élu, en 1983, à la tête de la seule liste en présence. La liste socialiste a recueilli, cette fois, 68,75 % des voix contre 32,72 % à la liste d'union de la majorité et 6,52 % à la liste d'action locale.]

BOURSE DE PARIS

Matinée du 22 février

Nouvelle et forte hausse

La petite Bourse du matin a vécu. Les huit dernières valeurs cotées à la cote sont passées sur le CAC (Cotations assistées en continu). Sur ce marché électronique, la hausse des cours s'est poursuivie lundi dès l'ouverture à 9 h 30. Le mouvement est allé en s'accroissant. En progrès de 1,46 % initialement, l'indiceur instantané enregistré à 11 heures une avance de 2,44 %.

NDLR : Nous ne publierons désormais plus de tableaux de cours préliminaires dans notre première édition.

Communiqué du président

des Tisno Kollis

"VENTE DU SIECLE!"

De nouvelles circonstances se créent jamais produites et nous ne les retrouverons plus. Les plus beaux tissus de la mode "Conture et Créateurs" figurent dans nos collections pour la première et unique fois. D'autres étoffes d'un raffinement et d'une qualité incomparables sont littéralement bradés. Jamais une telle variété de tissus exceptionnels (soies, laines, polyester, coton, etc.) n'a été offerte à de tels prix. A vous d'en profiter!

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

A Paris

Un incendie et des explosions criminelles

Un incendie et une explosion d'origine criminelle se sont produits, le lundi 22 février entre 5 h 30 et 6 h 30, dans des appartements de l'est de Paris. Selon les premières constatations, les deux événements seraient sans rapport. L'enquête a été confiée à la brigade criminelle de la police judiciaire parisiennne.

Rapidement maîtrisé par les pompiers, l'incendie s'est déclaré au rez-de-chaussée de l'immeuble situé 11 bis passage Courtois, dans le onzième arrondissement. Il semble avoir été provoqué par un récipient contenant de l'essence enflammée et jeté dans le bureau de la directrice d'une école maternelle privée, l'École de l'Éveil, qu'abrite cet immeuble. Cet acte criminel n'a pas été revendiqué.

En revanche, trois tracts ont été retrouvés devant l'Institut médico-légal (IML), autrement dit la morgue, situé quai de la Rapée, dans le douzième arrondissement. Deux charges d'explosifs avaient été déposées devant les deux principales portes de l'IML. Des charges faibles, selon les premières investigations.

« Des petits pétards, comme un policier, 100 grammes et de la mèche lente. » Les explosifs n'ont pas fait de victimes, mais elles ont provoqué des dégâts matériels.

Signés « Solidarité révolutionnaire internationale », écrits au nom d'un « État trafiquant d'armes », les tracts affirment : « Un État trafiquant d'armes, une société qui tire profit de la mort, ne doit pas s'étonner des réactions au procès d'Action directe. Nous ne sommes pas sympathisants d'Action directe, mais ennemis de l'ordre capitaliste et bureaucratique mondial et de sa logique de mort. Contre cette logique cannibale, à bas la torture de l'isolement, suppression des QRS. »

La même signature était apparue lors d'actions violentes entre 1970 et 1977, selon les archives policières. Aujourd'hui, les policiers pensent qu'elle est peut-être utilisée par des « milieux anarchistes », qui ont parfois agi sous d'autres labels (« Black War » par exemple).

Après la reprise du travail à RFO-Guadeloupe

Le malaise subsiste parmi les journalistes

POINTE-A-PITRE de notre correspondant

Un protocole d'accord a été signé dans la nuit du vendredi 19 au samedi 20 février, entre les employés grévistes et la direction de RFO-Guadeloupe (le Monde du 22 février), permettant la reprise du travail dès samedi pour tous les salariés.

La sanction qui affectait le technicien guadeloupéen Laurent Gauthier est suspendue jusqu'à l'examen de son cas en recours gracieux au plus tard mercredi après-midi. C'est à cette date que les employés et la direction entameront une « discussion sur l'avenir de la station », (problèmes de moyens, d'effectifs, de production locale en matière de programme et d'information). Le protocole d'accord prévoit en outre qu'aucune sanction ne sera prise à l'encontre du personnel gréviste. La précipitation avec laquelle ce protocole a été signé s'expliquerait, indique-t-on de source proche de l'intersyndicale, par le fait que la visite dans l'archipel, de samedi à lundi, de M. Guillemin, ministre de l'Agriculture, était subordonnée à la reprise du travail à RFO. L'arrivée du ministre était en tout cas diffusée à la télévision moins d'une heure après sa descente d'avion.

Il est cependant peu probable que les employés grévistes obtiennent raison sur deux sujets conflictuels : la diffusion sur l'île de France-Inter (depuis décembre) et d'Antenne 2 (promise pour le 5 avril). Attendu par beaucoup d'habitants, l'arrivée de ces programmes provoque quelque malaise.

Si la direction de RFO ne peut — et les salariés en sont conscients — revenir sur ces mesures, d'autres problèmes de fond demeurent. De plus en plus de journalistes, tant en radio qu'en télévision, sont présentés par des « employés occasionnels », dont certains ne sont même pas titulaires de la carte professionnelle. Les partis politiques et les organisations syndicales proches des milieux indépendantistes parlent de « blanchiment » ou de « blanchiment », lorsqu'il ne s'agit pas de « caudatization » de la station. Et il n'est pas rare de voir un métropolitain présenter le journal télévisé local, suivi, quelques minutes plus tard, d'un Antillais lisant des dépêches de France et de l'étranger.

Situation pour le moins paradoxale qui permet de mieux comprendre le malaise provoqué au sein de la station. Malaise accru auprès des journalistes à l'annonce de la réception prochaine (avant l'élection présidentielle) des journaux télévisés « clés en main » en provenance de RFO-FRANCE.

ANDRÉ LÉGER.

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles...

à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES

8, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél. : 43-28-90-72

(Publicité)

Double-rideaux prêts à poser

une jolie paire pour 600 francs

En velours, coton, chintz, satin, toile, chevrons, etc., c'est presque le prix du tissu. Prêts à accrocher toutes tringles, bas surfilés, 2 fois 135 x 270, c'est « l'affaire des doubles rideaux », des milliers sur stock. Également, l'ensemble jute-de-tu/doubles rideaux coordonné à partir de 995 F chez SÈVRES-TISSUS, 55, rue de Sèvres (6^e) face Bon Marché ; ou 183, fg St-Antoine (11^e). 45.48.41.13. Remise Monde.

Jusqu'au 27 février
Costume à vos mesures
2.750 F
Fabrication artisanale
62 rue St-André-des-Arts 6^e
Tél. : 43.29.44.10
PARKING ATTENDANT À NOS MAGASINS

A B C D E F G

Sur le vif

Cocugramme

Qu'est-ce qu'il se passe, en ce moment, les mecs ! Franchement, je les plains. Tiens, ce matin encore, sur France-Inter, ce sondage : 70 % des femmes italiennes trompent leurs jules parce qu'ils sont nuls au lit. Remarque, statistiquement, nuls, ils ne peuvent pas l'être tout le temps, avec tout le monde, les pauvres ! Ça prouve simplement qu'à l'usage de l'amour l'occasion fait le larron. A copier, cocue et demi !

Et puis hier, dans le « Sunday Telegraph », ma copine, Mary Kenny — marante, sa chronique, pleine de bon sens et d'humour — parle de petits métiers en plein essor : les grammes. Attendez que je vous explique. Les télégrammes, bon, ça, terminé, ça prend trois jours à arriver, et ça a été avantageusement remplacé en Grande-Bretagne par les « gennagrammes ». Vous voulez savoir un anniversaire, une naissance, un départ à la retraite ou simplement faire une fleur à quelqu'un, vous lui envoyez un kigramme, une fille chargée d'accompagner votre message d'un baiser. Un grandpère-

gramme, un vieux papa gîteau. Un vicarogramme ou une soubréogramme, spécialités très demandées, fournies avec la panoplie complète : col blanc, cravate, tablier et coiffe antidérapante.

Et, alors là, c'est la folie, le rambogramme ou mieux, le ténogramme, livré avec son cache-sexe en peau de léopard et un certain nombre d'accessoires, dont une banane à des chiots, des coïnes pour dames seules, ou même des pots de bureau, dans un pool de dactylos, par exemple. C'est pas tellement cher : de 150 à 250 balles de l'heure. Et, pour ce prix-là, il enlève le bas.

Ça en dit long, avouez, sur les lendemains d'une révolution sexuelle versatilité par la trouille d'une promiscuité mal placée. Ça explique le vent de moralité, balayant les uns après les autres les candidats à la Maison Blanche et soufflant, par la bouche de Péggy, à mon Jacquot, planté, tout godaiche, à côté de sa Bernadette : tu vas lui prendre la main, ou tu qu'il ?

CLAUDE SARRAUTE.

ÉGYPTÉ : l'inculpation du fils de l'ancien raïs

Une bonne partie de l'opinion prend position en faveur de Khaled Abdel Nasser

LE CAIRE de notre correspondant

Le bâtonnier de l'ordre des avocats égyptien, M. Khawaga, s'est rendu dimanche à Belgrade pour tenter de convaincre Khaled Abdel Nasser, le fils de l'ancien raïs, inculpé dans toute une série d'attentats anti-israéliens et anti-américains, de retourner au Caire pour compenser devant la justice égyptienne.

M. Khawaga s'est écrié avant son départ contre « la campagne visant à présenter Khaled comme coupable aux yeux de l'opinion publique ». Le bâtonnier a rappelé qu'un « accusé est préssumé innocent tant que le tribunal ne s'en est prononcé ». La commission des libertés de l'ordre des avocats, qui se chargera de la défense des vingt autres accusés, a indiqué par la même occasion son intention de faire du procès du groupe Révolution égyptienne « un procès de caractère politique ». M. Khawaga a précisé : « Il n'est pas juste que l'on juge un Égyptien pour avoir tué un sioniste au moment où ces derniers tuent les innocents à Jérusalem ».

L'ordre des avocats n'est pas le seul à prendre parti pour l'organisation Révolution égyptienne, par sentiment anti-israélien. Toute la gauche égyptienne présente, en effet, les attentats anti-israéliens accomplis par l'organisation comme des « actes d'héroïsme », estimant que « les ennemis de Camp David devraient être punis et non pas jugés ». Même les Frères musulmans ont pris position en faveur de Khaled Abdel Nasser et de la Révolution égyptienne, leur haine des Israéliens étant visiblement plus grande que leur virulente hostilité à Nasser.

L'éventuel retour en Égypte de celui qui a été présenté comme l'accomplissement d'un acte de bravoure par le parquet pourrait fortement embarrasser le gouvernement égyptien. Ce dernier, qui n'a pas déployé un zèle excessif pour arrêter Khaled Abdel Nasser avant sa fuite d'Égypte, semble vouloir éviter l'arrestation de celui dont le père reste une figure de légende pour une bonne partie des Égyptiens, dont les sentiments anti-israéliens croissent avec la violence dans les territoires occupés. Mais le Caire est soumis aux pressions de Jérusalem et surtout de Washington, qui souhaitent un châtiment exemplaire contre ceux qui ont attaqué leurs diplomates. D'ailleurs, ce seraient les Américains qui auraient fourni les premières informations ayant permis le démantèlement du réseau.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

RECTIFICATIF. — Dans l'article de notre correspondant à Genève, Isabelle Virelizier, rendant compte du discours de M. Arafat devant la commission des droits de l'homme de l'ONU (le Monde du 21-22 février), il fallait lire : « L'auditoire a paru davantage étonné par l'appel qu'il a lancé aux dirigeants israéliens (et non « aux dirigeants français ») pour qu'ils acceptent les initiatives de paix avec l'Irak ».

Le numéro du « Monde » daté 21-22 février 1988 a été tiré à 490 680 exemplaires

Certaines éditions du Monde, daté 23 février comportent un encart publicitaire de quatre pages sur le film de Wajda, « Les Possédés ».

Le Monde

EN DIRECT sur minitel

MERCREDI 24 FÉVRIER de 15 h 30 à 16 h 30

EDITH CRESSON

36.15 TAPEZ LEMONDE



CASIO

LE TEMPS MODERNE